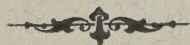


CETTE
ET SON COMMERCE DES VINS
de 1666 à 1920
(ESSAI D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE)

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Jean-Louis CAZALET



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
3, rue Ferdinand-Fabre

1920

CETTE
ET SON COMMERCE DES VINS

de 1666 à 1920

(ESSAI D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE)

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

CETTE

ET SON COMMERCE DES VINS

de 1666 à 1920

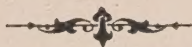
(ESSAI D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

Jean-Louis CAZALET



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
3, rue Ferdinand-Fabre

1920

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Valéry, doyen, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Moye, professeur de Droit international public.

Charmont, professeur de Droit civil (en congé).

Chausse, professeur de Droit romain (en congé).

Morin, professeur de Droit civil.

Donnedieu de Vabres, professeur de Droit criminel.

Becqué, professeur de droit civil.

De Nesmes-Desmarets, professeur de Droit administratif.

Roche Agussol, agrégé d'économie politique.

Hugueney, agrégé de droit civil.

Petot, chargé de cours de Droit romain.

Bastid, chargé de cours de droit constitutionnel.

Dijol, chargé du cours de procédure.

Vincent, chargé de cours de Droit romain.

Bosc, chargé de cours de droit civil.

Vigié et Brémont, Doyens honoraires.

Laborde, professeur honoraire.

Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Valéry, *président*.

Roche-Agussol.

Vincent.

} *assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

CETTE

ET SON COMMERCE DES VINS

ERRATA

Pages :

- 46, ligne 20, lire : *Desmarets* au lieu de Demortié.
103 et 106, lignes 19 et 32, orthographe *Ballainvilliers*.
135, ligne 10, lire *ouvriers* au lieu de tonneaux.
143, colonne 6, lire : *vin de chaudière* et non chandrive.
161, note ligne 5, lire : *1685* au lieu de 1695.
302, ligne 16, lire : exportation *totale* au lieu de par mer.
305, ligne dernière, lire : *1910* en place de 190.
326, note, lire : *Bourdou* et non Bourdon ; p. 392 et non 394.
330, note ligne 3, lire : *406* au lieu de 408.
352, colonne 1, ligne 6, lire : *génér. des transp. économ.* au lieu de
des wagons-réservoirs.
371, ligne dernière, lire *393* au lieu de 395.
383, 1^{re} colonne, *supprimer les 14**, de Claris à Galibert.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

A TOUS MES PARENTS

A MES MAÎTRES DE TOUS DEGRÉS

A MES AMIS

Ce témoignage d'affection

J.-L. CAZALET.

CETTE

ET SON COMMERCE DES VINS

de 1666 à 1920

(ESSAI D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE)

INTRODUCTION

§ 1. Cette, port du Languedoc Méditerranéen ; — § 2. Etudes sur Cette ; — § 3. Les Instruments du Commerce ; — § 4. Le Port ; — § 5. La Ville ; — § 6. Les Canaux ; — § 7. Les Voies ferrées ; — § 8. Les Routes.

§ 1. — CETTE, PORT DU LANGUEDOC MÉDITERRANÉEN

Le port de Cette est le port de la région du *Languedoc méditerranéen* et du golfe du Lion. Si on considère ce golfe entre le cap de Creus et le cap Couronne, on trouve que le milieu de l'arc qu'il décrit tombe entre les deux piliers maritimes qui signalent de loin au navigateur les abords de la côte languedocienne : le mont *Saint-Clair* ou montagne de Cette (181 m. d'altitude) et le mont *Saint-Loup* ou montagne d'Agde (115 m.). C'est ainsi que la nature semble avoir balancé à marquer le centre du golfe du Lion et justifié d'avance les hésitations de l'homme à la recherche du point le plus favorable à ses établissements maritimes dans cette région.

Les premières tentatives pour l'établissement d'un port moderne sur cette côte basse, sablonneuse et difficile, parce que sans profondeur et livrée à tous les vents, ont tourné autour de ces deux piliers maritimes considérés comme points d'appui et abris. A l'époque d'*Henri IV*, le prévôt général de la province du Languedoc (sieur d'Augier) fut chargé par Sully de choisir le lieu le plus convenable à la fondation d'un port de mer dans ces parages. Ce point fut trouvé *au sud* de la montagne de Cette, dans l'anse dite aujourd'hui du Lazaret. Après un commencement d'exécution, les Etats de la Province ayant refusé d'étendre leur concours financier, le projet royal fut négligé puis abandonné.

Mais l'idée devait être bientôt reprise sur de nouvelles bases par un autre grand ministre. *Richelieu*, ayant visité le Languedoc et fait un assez long séjour dans notre contrée, conseilla au Roi (1630) l'ouverture d'un port et la création d'une rade à l'embouchure de l'Hérault, c'est-à-dire à l'abri de la montagne d'Agde dont l'ancien port fluvial était devenu impraticable à la navigation maritime, mais qu'on espéra encore plusieurs fois pouvoir améliorer. De 1634 à 1651, on travailla à construire le môle du cap d'Agde qui devait abriter le port de Brescou, mais celui-ci à peine esquissé commença à se combler. Il fallait donc encore chercher ailleurs l'emplacement favorable au grand dessein du Pouvoir.

Quinze ans après (29 juillet 1666), en grande cérémonie, eut lieu la pose de la première pierre du *port de Cette* ! On était donc revenu à l'idée d'abriter le nouveau port au pied du pic de Saint-Clair, mais cette fois du côté de l'est. Nous allons dire pourquoi et comment.

Depuis les temps anciens, les relations maritimes avec les pays voisins du bassin occidental de la Méditerranée se faisaient par les petits ports situés sur les étangs littoraux : *Aiguesmortes*, *Lattes*, *Maguelone*, *Frontignan*, *Bouzigues*, *Mèze*, *Marseillan*, ou par celui d'*Agde* qui s'abritait à quelque distance de la mer, dans un coude de l'Hérault. L'antique port de Maguelone disparut bientôt

(x^e siècle) par la fermeture de son grau, car cette *pousière de ports* n'avait pu se développer que grâce aux ouvertures naturelles existant dans l'appareil littoral qui sépare de la mer les étangs salés de la contrée.

Enfin, au xvi^e siècle, le trafic maritime de notre région s'opérait presque entièrement par le *grau de Frontignan*, mais ce grau se ferma en 1623. Il est vrai qu'heureusement il s'en ouvrit un autre, la même année, dans l'étang de Palavas (ou de Vic) et devant la pointe des *Aresquiès*. Mais ce dernier s'obstrua également quarante ans après, à Pâques de 1663, pendant une violente tempête de printemps.

Si d'autres graus persistaient encore ou s'ouvraient parfois, leur précarité semblait augmenter tandis qu'ils étaient de moins en moins praticables. Cependant les populations ne paraissent pas avoir souhaité, pour leur commerce, autre chose que le rétablissement d'une de ces ouvertures et sa fixation par l'intervention des pouvoirs publics. Mais le gouvernement de Louis XIV, représenté en Languedoc par le *chevalier de Clerville*, directeur des Fortifications, se préoccupait à cette époque de mettre la navigation et les côtes méditerranéennes à l'abri de la piraterie car « des pirates infestaient ces parages et en rendaient la navigation encore plus dangereuse ». Il voulait donc procurer des havres aux navigateurs et particulièrement aux vaisseaux de sa flotte de guerre: le naufrage du *chevalier de Ferrières* qui, dans le golfe du Lion, avait péri corps et biens avec cinq galères royales, quelques années avant, devait hanter le souvenir des conseillers royaux. C'est ainsi de besoins multiples que naquit le « *port de Saint-Louis* au cap de Sète » comme on disait dans les documents de l'époque. Et la fondation du port entraîna celle d'une ville sur cette plage déserte, éloignée de tout centre habité.

§ 2. — ETUDES SUR CETTE

Cette a été étudié¹ dans son archéologie, dans ses origines historiques; on a recueilli quelques faits de ses annales parmi les plus notables depuis la fondation de la ville; le développement de son port et la longue lutte contre une nature hostile ont été exposés d'après les documents du

¹ J.-M. GRANGENT: Faits historiques sur l'isle ou la presqu'isle de Sète. *Montpellier*, 1791 et an XIII.

Eugène THOMAS: Sète (dans l'*Annuaire de l'Hérault* de 1839).

A. DARUTY: Notice sur Cette, suivie de détails statistiques; *Cette* 1845; — L'Origine et les commencements de la ville de Cette en Languedoc; *Paris*, 1879.

D^r AMAT: La ville de Cette: géographie économique, médicale et démographique; *Bulletin de la Soc. lang. de géographie*, 1883.

Emile BONNET: L'Origine et la transformation du nom de la ville de Cette; *Bulletin de la Soc. lang. de géographie*, 1890; — Recherches historiques sur l'île de Cette avant l'ouverture du canal des Deux-Mers; *Montpellier*, 1894.

L. MALAVIALLE: Coup d'œil sur l'histoire de la ville et du port de Cette; *Bulletin de la Soc. lang. de géographie*, 1893.

H. MOURET: Nomenclature des cent trente-huit administrations municipales de la ville de Cette; *Cette*, 1890.

SALVA, inspecteur général et BATARD-RAZELIÈRE, ingénieur des Ponts et Chaussées: Port de Cette (dans les Ports maritimes de la France); *Imprimerie nationale*, 1894.

Charles CAMPAGNAC: Le port de Cette; son rôle économique, son avenir: *Thèse, Montpellier*, 1911.

Emile BONNET: Les Anglais en Languedoc; *Bull. de la Soc. lang. de géogr.*, 1915.

M. X.: Les villes militaires du Languedoc; *Bull. de la Soc. lang. de géogr.*, 1917.

D^r Ernest SCHEYDT: Les bains de mer de Cette; *Thèse médicale, Montpellier*, 1886.

Ernest DELAMONT: Hist. de la ville de Cette pendant la Révolution; *Cette*, 1897.

service des Ponts et Chaussées; son territoire a donné lieu à des recherches au point de vue médical et démographique; sa toponymie n'a pas été négligée; quelques aspects généraux de sa vie économique ont fait l'objet de travaux plus récents. Cependant l'histoire de la ville et particulièrement celle de son commerce sont assez inexploitées pour justifier l'étude qui fait l'objet de notre travail: *Cette et son commerce des vins.*

§ 3. — LES INSTRUMENTS DU COMMERCE

Pour mieux suivre le développement progressif du commerce qui nous occupe et déterminer autant que possible son état à chaque époque, il peut être utile de faire ici un rapide tableau de l'extension parallèle du Port et de la Ville et aussi des différents systèmes de communication qui rayonnent autour de Cette vers l'arrière-pays, ce qu'on peut appeler les instruments du commerce.

§ 4. — LE PORT DE CETTE

Le premier ouvrage du port de Cette (*partie droite* du môle Saint-Louis, sur une longueur de 330 toises) fut exécuté de 1666 à 1671, et déjà en janvier de cette dernière année, pendant une violente tempête de quatre jours, 70 navires y trouvèrent un abri propice. Quant au canal de communication entre la Méditerranée et l'étang de Thau, premier objet des préoccupations du commerce régional, quoique les travaux, commencés avant ceux du port, fussent déjà en grande partie exécutés dès 1668, il ne fut livré à la navigation régulière qu'aux environs de 1681. Le schéma du port fut complété en 1673 par l'exécution de la partie primitive de la jetée dite alors « môle de l'est » et devenue par la suite celle de Frontignan.

Le *premier crochet*, à l'extrémité de la partie droite du

môle St-Louis, fut exécuté en 1682 sur une longueur de 30 toises. Exposé aux bouleversements causés par les tempêtes, il n'en est resté que le soubassement rocheux signalé par « le Pilon ». Le *second crochet*, celui qui existe aujourd'hui, œuvre de *Niquet*, fut établi peu après 1687. Et bientôt commença la première période (1690 à 1720) pendant laquelle on lutta contre l'ensablement au moyen d'un marché, dans lequel l'entrepreneur recevait du Roi 45.000 livres et de la Province une allocation annuelle de 30.000 livres, pour rétablir et conserver une profondeur de 13 à 15 pieds dans le port et de 4 à 5 dans le canal.

Cependant, pour lutter contre la trop grande facilité avec laquelle les dépôts se formaient dans le bassin du port, Niquet fit construire, de 1691 à 1694, tout un système de jetées : d'abord la *jetée* 1-2 (moitié sud du quai de Rive-Neuve-du-Sud, puis quai du Sud, aujourd'hui quai Aspirant-Herber) ; puis la *jetée* 2-3 (un moment jetée de la Convention, aujourd'hui pointe Richelieu) ; enfin la *jetée* 3-4 (façade du dock des Ponts et Chaussées). Il projeta et même amorca la *jetée* 4-5 dont le nom, rendu mystérieux par la disparition des autres, a survécu¹. C'était « la grande jetée de ressac » destinée à remuer les sables de façon que la mer elle-même se chargeât d'en débarrasser le port. Son exécution, suspendue en 1692, selon le vœu des *Etats*, ne fut reprise qu'en 1709 ; la jetée atteignait presque la tête de la jetée primitive de Frontignan, en 1725.

Dès la fin du xvii^e siècle, on remarqua que le ressac était dangereux pour la sécurité du port et, entre temps, le même Niquet conçut et exécuta la jetée isolée (1700), longue de 80 toises et séparée de la primitive jetée de Frontignan par une distance à peu près égale. Si elle abrita mieux le port, ce qui n'était pas à dédaigner, elle laissa subsister le mal de l'ensablement, auquel on ne pouvait remédier que

¹ Nous rappelons que les numéros des jetées sont ceux qui les désignèrent au moment des travaux d'exécution ; ils figurent sur les anciens plans et dans les dossiers des Ponts et Chaussées (*Documents anciens*).

par un nouveau marché de recreusement porté à 46.000 livres annuelles. Quant au môle isolé (aujourd'hui le *Brise-Lames*), Niquet ne put réussir à le faire entreprendre et, jusqu'au xix^e siècle, on ne fit plus en mer aucun ouvrage nouveau. On se borna alors au curage et à l'entretien des petits ouvrages intérieurs : digues du canal, murs de quai, rechargement des jetées. A partir de 1746, le port fut maintenu à la profondeur de 16 pieds par des dragages annuels ¹.

« Les Etats ne marchandaient pas au sujet de cette dépense » mais la Révolution désorganisa les services, et les curages interrompus pendant douze années, il n'y eut pour ainsi dire plus de port. En l'an X, on trouvait à peine de 0 m. 50 à 0 m. 60 d'eau sur une grande étendue ; le Chenal était presque entièrement barré, et la passe principale, comme tirant d'eau, oscillait autour de 6 m., alors qu'autrefois on obtenait la moyenne de 6 m. 20. Les curages repris en 1803 donnèrent de tels résultats qu'à l'intérieur du port la cote moyenne de 6 m. 20 reparut à la sonde de 1809. Cette amélioration fut signalée par l'incident du *Borée* et de la *Pauline* ².

¹ En 1744, l'intendant *Le Nain* écrit : « Il en a aujourd'hui 17 et même 18. Les plus gros vaisseaux marchands peuvent y mouiller ». Optimisme officiel!... ou bien est-ce des maxima?

² Nous rappelons qu'à l'automne de 1809 un convoi que commandait le contre-amiral *Baudin*, revenant de Barcelone à Toulon, après avoir ravitaillé notre armée de Catalogne, fut surpris dans le golfe du Lion par une croisière anglaise. Nos navires poursuivis parurent le 13 octobre en vue du port de Cette, dont la population suivait avec anxiété le mouvement des deux escadres. Dans les forts on se préparait au combat, tandis que nos bâtiments poursuivaient leur retraite, lorsque la route leur fut barrée du côté de l'est par de nouvelles forces anglaises. Alors le chef fit échouer devant Maguelone le *Robuste* et le *Lion*, deux magnifiques unités, tandis que le *Borée*, vaisseau de 74 canons, la *Pauline* et trois autres petits bâtiments (gabare la *Durance*, canonnière la *Provençale*, goélette la *Rose*) parvenaient à gagner le port où ils entraient sains et saufs. Le commandant du *Borée* craignait de ne pouvoir

Déjà, l'année précédente (1808) on avait commencé la jonction de la primitive jetée de Frontignan avec la jetée isolée, et l'enrochement parut au niveau de l'eau en juillet 1811. Ce travail faisait partie du projet *Défougères* qui prolongeait la jetée de Frontignan en arc de cercle, de manière à couvrir en crochet la tête du môle St-Louis. Le prolongement courbe ne fut exécuté que sur 75 m. de longueur, à partir de la *jetée Isolée*, en 1818 et 19. Voilà que sur la passe la profondeur tombe à moins de 4 m. 50, en 1820. Devant les critiques élevées contre ce projet par les marins, l'ingénieur *Gaschon* avait proposé, outre la réduction du prolongement courbe, « de couvrir l'entrée du port par *un môle isolé* ». Ce nouveau plan fut soumis à une grande commission de trois officiers de marine, trois du génie et trois membres du corps des Ponts et Chaussées qui fut d'avis que la construction du môle isolé couvrant l'entrée du port était le moyen principal et indispensable pour remédier à l'ensablement. Il fut commencé le 21 mai 1821: ce fut le *Brise-Lames* actuel, complètement terminé en 1855. Le prolongement courbe de la jetée de Frontignan ne s'accrut que de 118 m, entre 1827 et 1830, et s'arrêta au point où nous retrouvons le musoir d'aujourd'hui.

Les vues de la commission ne furent point exactes: le nouvel ouvrage était encore inachevé qu'un banc se formait vers le milieu de la passe N.-E., de telle façon qu'au commencement de 1833 la situation était devenue fort critique. Une nouvelle *grande commission* fut réunie cette même année (officiers du Génie, membres de la Chambre de commerce de Montpellier, conseillers généraux du Département, officiers de la Marine, fonctionnaires des Ponts et Chaussées). Ses conclusions n'eurent en fait aucune

entrer à Cette quand un matelot cettois dissipa heureusement ses craintes. Un vaisseau anglais vint tirer quelques coups contre la ville et un homme périt sur la plage. *Le Robuste* et *le Lion* furent livrés aux flammes par leurs équipages qui purent gagner la terre. Le conseil de guerre acquitta l'amiral qui n'avait fait qu'exécuter sa consigne. (D'après Daruty, p. 61-66, édition de 1845.)

influence sur les travaux exécutés depuis cette époque, mais elle repoussa l'idée des coupures que les ingénieurs voulaient pratiquer aussi bien à travers le Brise-Lames qu'à travers la jetée de Frontignan.

Il fut alors nécessaire d'agrandir le Port à l'intérieur car, malgré ses difficultés, le commerce y avait pris une extension très remarquable. La loi du 9 août 1839 affecta au port de Cette un crédit de 7 millions, sur lesquels plus de la moitié était attribuée à la création du *Nouveau-Bassin* et au *canal Maritime*. Le creusement du bassin était en cours en 1845 et celui du canal en 1856. C'est alors que la Compagnie des chemins de fer du Midi ayant établi sa gare sur le bord de l'étang de Thau (de 1857 à 1861), un décret de 1859 ordonna la réunion au port du bassin particulier de la Compagnie ou *gare maritime* par le prolongement du canal Maritime qu'on dirigea à l'ouest sous le nom de *canal Latéral à la Gare*: c'était en ce moment la seule solution possible à la question de l'étang de Thau ouvert à la navigation maritime.

Ces améliorations intérieures n'avaient pas modifié l'entrée du port qui restait difficile au point de vue nautique. Même en acceptant les dragages comme une dépense d'entretien ordinaire, il fallait nécessairement améliorer l'accès dans l'*Avant-Port*. La loi du 27 juillet 1880 y voulut enfin pourvoir. De juillet 1882 à avril 1889 furent exécutés les « *épis* » prolongeant le Brise-Lames: coût 6 millions et demi. Les résultats constatés jusqu'à ce jour ont montré qu'on avait enfin mieux réussi que par le passé. Et déjà s'annoncent de nouveaux agrandissements devant augmenter la puissance de notre Port: le premier est l'ouverture de l'Étang à la navigation maritime, problème posé depuis deux siècles et à la veille d'être résolu; en seconde ligne vient le bassin à l'est de la jetée de Frontignan, qui pourrait consacrer Cette comme un des grands ports de pêche nécessaires à l'alimentation de l'arrière-pays¹.

¹ Ce nouvel ouvrage serait prévu avec des fondations de quai à — 11 m. et une profondeur qui le rendrait accessible aux plus forts navires et utilisable plus tard par la navigation du commerce.

En somme, après des erreurs *inévitables dans ce domaine*, il semble bien que les fautes les plus grosses ont été heureusement évitées : celles, par exemple, qui auraient consisté à enlever la jetée 4-5 ou partie de la jetée de Frontignan après les avoir établies à grands frais, à faire des ouvertures dans le Brise-Lames ou autres encore, selon les indications péremptoires des polémistes du temps ¹.

Le port de Cette, résultat de l'empirisme, semble aujourd'hui être devenu aussi bon que possible, par suite d'un état d'équilibre entre les forces naturelles et les œuvres de l'homme.

Notons enfin les dernières améliorations intérieures qui ont eu pour résultat d'augmenter sa capacité commerciale en permettant aux grands navires d'évoluer dans ses eaux rendues plus profondes. Les lois de 1878, 1880 et 1882 ont eu pour but de répondre aux nouvelles exigences de la navigation depuis un demi-siècle. Le Nouveau-Bassin et le canal Maritime ont été approfondis à la cote — 7 m. 30; dans le Chenal, la profondeur a été portée à — 7 m., se réduisant à — 6 m. dans la partie nord; dans l'Avant-Port et la partie du Vieux-Bassin utilisée pour les évolutions et l'accès au Chenal, la profondeur a été poussée jusqu'à — 8 m., dans le but de ménager une réserve pour les dépôts vaseux qu'un port entraîne toujours. En même temps, les murs de plusieurs quais ont été refaits et fondés à des profondeurs de plus en plus grandes, d'où résultait la possibilité d'augmenter la profondeur d'eau.

C'est ainsi que, sans sortir de son cadre vieux d'un demi-siècle, sans modifications bien apparentes (l'œil ne permet pas d'apprécier l'épaisseur de la couche d'eau qui dans le port semble partout la même), la puissance de l'instrument économique augmentait, tandis que les navires enfonçaient leurs œuvres vives plus profondément dans les eaux du port. Le recreusement des bassins et canaux maritimes a

¹ Au 31 décembre 1893 et depuis l'origine, les dépenses en travaux neufs du port de Cette se sont élevées à 36 millions, non compris les dépenses annuelles d'entretien.

permis d'amener à quai des navires d'un plus fort tonnage, augmentant ainsi la capacité fonctionnelle des anciens ouvrages. Le vapeur d'aujourd'hui dépose sur le quai deux ou trois fois plus de marchandises que le voilier d'autrefois, et revient plus souvent. Ainsi la navigation s'est intensifiée et le port peut dériver un tonnage supérieur à celui d'autrefois. Mais les quais ne sont pas également extensibles parce qu'ils se trouvent enchâssés dans la ville même: de là nécessité d'un travail de manutention régulier sur les quais, dans les gares et sur les canaux de navigation intérieure. On peut donc constater ce fait que, comme tous les grands ports, celui de Cette devient un instrument de précision dont le bon fonctionnement dépend des intermédiaires qui y conditionnent les transports.

Tel qu'il est à l'heure présente, on peut fixer sa capacité par quelques chiffres relatifs à sa surface d'eau et à la surface de ses quais.

Sans que la distinction ait rien de rigoureux dans la pratique, on divise canaux et bassins en deux catégories: les canaux et bassins de navigation maritime et les canaux et bassins de navigation intérieure. Les quais subissent la même distinction.

Les canaux et bassins de navigation maritime, dont les profondeurs varient entre 5 et 7 mètres, forment un ensemble d'une surface de 358.000 mètres carrés. Les quais qui les bordent ont une longueur totale de 6.117 mètres et une superficie de 124.340 mètres carrés.

Les canaux et bassins de navigation intérieure, dont la profondeur n'est que de 2 m. pour *la Darse* et de 3 m. à 3 m. 50 pour *le canal de Cette*, ont une surface de 92.000 mètres carrés. Les quais qui les longent mesurent ensemble 2.712 mètres avec une superficie de 42.700 mètres carrés.

Au total, les ouvrages mis par le port de Cette à la disposition du commerce mesurent: bassins et canaux, 450.000 mètres carrés; quais, 167.040 mètres carrés, sur une longueur de 8.829 mètres.

Sa puissance (valeur nautique et capacité de débit) a été consacrée par un événement d'importance: le débarque-

ment des troupes de l'Afrique du Nord envoyées sur le front du N.-E. au début de la *Grande Guerre*. D'août 1914 à juillet 1915, de très gros navires ont pu pénétrer dans ses bassins et accoster ses quais, débarquant hommes, chevaux et matériel avec une facilité remarquable. Ces puissantes unités furent (avec leur tonnage) *les français*: Timgat (5232), Espagne (3952), Carthage (5275), Mont-Viso (6099), Phrygie (3854), Meinam (6149); *les anglais*: Irène (3563), Hawkhead (4622), Buxton (3142), Hermion (4342), le *norvégien* Björnstjerne-Björnson (3680).

§ 5. — LA VILLE

La ville de Cette a eu le même développement que son port. Elle s'est modelée de telle façon sur ses canaux qu'on peut vraiment dire que « la ville et le port ne font qu'un », ce qui pendant longtemps a offert de grands avantages au commerce. Et ce point de vue paraît intéresser notre sujet.

Le premier centre de population a été *sur la falaise* dominant le fond du Vieux-Port. C'est là que s'établit le premier flot attiré par l'édit du 30 novembre 1673, par lequel « le roi permet à toute personne de bâtir et construire des maisons au *port de Sète*, vendre et débiter toutes sortes de marchandises et denrées avec exemption de tous péages, leudes et subsides ». Ces privilèges furent encore étendus en 1677. Cette a ainsi débuté comme une colonie. Mais « les colons étaient pour la plupart de petits industriels des cités voisines manquant des capitaux et de l'expérience nécessaires... Les essais tentés par ces premiers habitants ne furent pas heureux ». (Daruty.)

On reconnaît l'ancienne ville, qui n'était alors qu'un modeste village, aux petites maisons bâties sur deux ou trois modèles seulement: souvent un simple rez-de-chaussée; quelquefois un premier étage avec escalier construit à frais communs par deux propriétaires associés. Quel-

ques-unes ont été exhaussées depuis sans perdre leur caractère primitif. Sur le plan, elles ne forment que des îlots excessivement réduits. De 1702 à 1713, s'éleva l'église *Saint-Louis*, projetée depuis 1686 sur les confins nord de la ville naissante.

Pour se développer, elle a subi quelques *directions principales*, des attractions qui, plus que les plans d'alignement, ont déterminé sa forme: ce sont tout d'abord les canaux dans l'ordre de leur fondation, puis les premières voies de communication qu'on voit figurer sur les anciens plans. Ces sentiers, sorte de chemins ruraux, étaient eux-mêmes le résultat de la topographie ancienne du pays. Le plus important menant vers l'est, à la Peyrade et Frontignan, a fourni le tracé de la primitive *rue du Grand-Chemin* (aujourd'hui Lazare-Carnot) et la route nationale au-delà de la place Delille. La rue du Grand-Chemin a été, pendant près de deux siècles, la seule avenue de Cette. C'est au point où elle aboutissait sur le canal de Cette, au pied de la colline, que s'était élevé le premier pont, en 1682, devant le terre-plein dit aujourd'hui de « la Bourse » menant à la rue des Hôtes¹. La mer arrêta alors son flot à quelques mètres de cette direction; tout ce qui est au sud de la rue Lazare-Carnot a été conquis sur son domaine.

Du terre-plein de la Bourse, origine de la Grand'Rue, partaient deux voies provenant de primitifs sentiers: l'une contournant la montagne à flanc de côteau, par le sud-ouest et l'autre longeant le canal et l'étang de Thau, par le nord-ouest. La première est aujourd'hui marquée par un bout de la *Grand'Rue*, la rue *Ribot*, la rue *Garenne*, la rue des *Trois-Journées* et la partie sud de la *Grand'Rue-Haute*. C'est le long de cette voie, au-dessus des carrières du Souras et du Roi et plus tard aux abords de la rue Garenne que s'étaient abrités les premiers citoyens de la colonie. La deuxième est encore désignée sous le nom peu contracté

¹ Ce premier pont, allongé de 1720 à 1724 pour élargir le canal, a subsisté avec les mêmes dispositions jusqu'en 1860 (*Salva*).

de « chemin vicinal n° 1 dit du *Tour de la Montagne* ». Sa direction a été fournie par le bord de l'Étang qui, encore à la fin du XVIII^e siècle, occupait tout le triangle compris entre le chemin et la digue ouest du canal ¹.

Mais, à la Révolution, *la Ville* était loin d'étendre ses rues jusque-là; une maison isolée y portait le nom de « métairie Auriol ». Un plan de 1779 montre la ville limitée au nord par une ligne qui aurait suivi les rues actuelles du Musée, de Strasbourg, des Hôtes et partie du quai de Bosc jusqu'aux approches de la rue des Postes-et-Télégraphes. A l'est du *Canal*, on ne trouvait encore que peu de constructions, mais sur le plan de 1792 figurent les bâtiments élevés, d'après un des premiers plans d'alignement, sur chacun des côtés des rues *Neuve-du-Nord* et *Neuve-du-Sud*, jusqu'à la rue de la Peyrade et au quai d'Alger. Les bâtiments du *Dock* et de la *Douane* n'existaient pas encore. En façade sur la Darse, il n'y avait que « l'*Egorgeoir* », isolé à l'extrémité du chemin de ce nom (aujourd'hui rues de la Darse et de la Peyrade, trahissant une direction anormale). Toujours en 1792, l'étang de Thau poussait ses eaux blanches jusqu'aux abords de l'emplacement de notre succursale de la Banque de France, et le dessin de sa plage se continuait vers l'est par une ligne sinueuse que côtoyait de très près le canal de la Peyrade. Le quai de *la Bordigue* n'était encore qu'une digue que devait plus tard ébrécher le canal latéral à la gare. Tout ce qui existe au nord de la ligne jalonnée par les rues Voltaire et Jean-Jacques-Rousseau a été conquis sur le domaine de l'*étang des Eaux-Blanches*. Les sables obtenus en creusant la Darse, le canal Maritime, le bassin de la Compagnie du Midi, le canal Latéral et autres produits de dragages auxquels s'est ajouté

¹ Les vieillards se souviennent encore avoir maraudé des raisins dans les vignes cultivées là où s'éleva plus tard la première gare de la Compagnie des chemins de fer du Midi, laquelle ayant brûlé a pu, au moment de sa translation, faire place à de grands établissements commerciaux parmi lesquels les célèbres maisons *Noilly, Prat et Cie, Chauvain et Cie, Cazalis et Prats*, etc.

du lest venu d'un peu toutes les parties du monde ont servi à créer ce sol vraiment international, que l'on a pu ainsi élever lentement au-dessus du flot.

La Ville s'est accrue, en s'étendant vers le nord sur le flanc de la montagne, jusqu'à l'ancien chemin de *la Carausane*, et vers l'est à mesure que ses canaux en constituaient le cadre. Les plans d'alignement successifs ont souvent fléchi, et c'est ainsi qu'on voit d'énormes pâtés de constructions, notamment sur le quai de Bosc, puis à l'angle du quai Louis-Pasteur et du quai de l'Avenir, enfin sur le quai du Pont-Neuf. C'est là surtout que se sont installés les bâtiments du commerce des liquides pendant le xix^e siècle : longs « magasins » s'ouvrant sur le quai et sur la rue parallèle, coupés de cours intérieures plus ou moins étendues et assurant une aération réglée de façon à maintenir la fraîcheur nécessaire à la conservation des vins. En façade, sur les quais anciens ou nouveaux, se sont élevées de grandes maisons de rapport avec installations pour tous les genres de négoce et, de plus en plus, les palais des enrichis du commerce local ou de la spéculation sur les terrains.

La ville de Cette, d'abord confiée au service des *Fortifications* qui avait la direction du port, a été longtemps contrariée dans son développement¹. Les quelques forts qui lui valaient le titre de place de guerre avaient fait peser sur elle des servitudes militaires plus gênantes qu'utiles. Encore en 1826, le Conseil municipal délibérait sur la fixation des trois zones établies autour de chaque ouvrage de défense. *Heureusement* pour notre Cité, le Gouvernement n'a jamais pu donner suite aux projets consistant à faire de Cette une vraie place forte, selon l'ancien système, avec ceinture de remparts, bastions et fossés

¹ En 1762, *Mareschal* écrivait encore dans un rapport : « ...Cette est le seul port de ma direction qui soit demeuré réuni à la Fortification. (Archives des Ponts et Chaussées : Documents anciens.) Rappelons que l'école des Ponts et Chaussées date de 1747.

qui l'auraient étranglée pour longtemps en troublant profondément la topographie actuelle. En ce qui concerne la Ville, comme nous l'avons observé pour son port, les plus grandes fautes qu'on eût pu commettre ont été aussi heureusement évitées.

§ 6. — LES CANAUX ET LA NAVIGATION INTÉRIEURE

Les canaux qui assurent les communications du port de Cette avec l'arrière-pays forment deux principales lignes de navigation : celle de *Cette à Toulouse et Bordeaux*, et celle de *Cette au Rhône*. Dans la première sont le canal du Midi (autrefois de Languedoc ou des Deux-Mers) et le canal latéral à la Garonne ; dans la deuxième figurent le canal de la Péyrade, le canal des Etangs, le canal latéral à l'étang de Mauguio, le canal de la Radelle et enfin le canal de Beaucaire (cinq tronçons officiellement réunis aujourd'hui pour former le canal du Rhône à Cette).

Le premier que le commerce de Cette ait utilisé est le canal de Cette à Toulouse. Projeté en 1662, l'édit de création date de 1666. Ce fut l'année même où fut posée la première pierre du port de Cette : *curieuse coïncidence* qui a donné lieu à une méprise propagée de toutes parts. On a cru et dit que le port de Cette et le canal royal de Languedoc, entreprises simplement synchroniques, ne faisaient qu'une seule et même entreprise, que Cette devait son existence au canal ; à cent ans de distance, les documents officiels l'ont répété et consacré comme par une sorte de *rhétorique obligatoire*. Les entreprises furent financièrement pourtant bien distinctes, quoiqu'un instant confiées au même entrepreneur qui était *Paul Riquet*, mais agissant à Cette par prête-nom. Les travaux du canal commencés en 1667, la première section (de Toulouse à Trèbes) s'ouvrit au trafic en 1681¹. L'autre section (de Trèbes à

¹ Autre coïncidence : cette même année (1681) fut mis en service le canal de Cette.

l'étang de Thau) fut achevée en 1684, et l'exploitation commença aussitôt. Les relations entre Cette et Bordeaux étaient établies; le canal latéral à la Garonne n'a fait que les améliorer.

Pendant ce temps, les communications vers l'est étaient assurées, mais avec beaucoup de précarité, par la voie primitive des Etangs, de moins en moins profonds. Montpellier s'efforçait de maintenir ses communications avec eux par le *canal du Lez* qui, concédé à M. de Solas par lettres-patentes de 1666, fut d'abord sommairement construit, puis amélioré en 1675. Lunel, vers la fin du xv^e siècle avait fait déboucher son canal dans l'étang de Mauguio qui alors, par la *passé de Candillargues* et le Repausset, mettait son commerce en communication avec la mer. Maintenant Lunel regardait vers Cette, fier de garder le débouché vers les Cévennes et le Gévaudan contre Nîmes et Aigues-mortes. Le vieux canal de *la Radelle* unissait, depuis le temps de Louis XI, l'étang de Mauguio au port d'Aigues-mortes dont le déclin correspondait au développement de celui de Cette.

Mais, bientôt après l'ouverture du canal Royal, on voulut des communications mieux assurées de ce côté et la possibilité d'y employer des vaisseaux d'un tonnage moins infime que celui des barques pouvant naviguer sur une nappe d'eau aussi faible en profondeur: *le canal des Etangs*, reliant les eaux profondes de l'étang de Thau avec le bassin de Mauguio, fut commencé en 1701, au compte de la Province. Les travaux, difficiles par nature, furent conduits lentement. En 1708, on employait à la construction les matériaux provenant des ruines de Maguelone. Cependant, en 1717, la statue de Louis XIV destinée à la ville de Montpellier, venue par Bordeaux et Toulouse, ne put dépasser Frontignan par les moyens ordinaires. Il fallut opérer des travaux de dragage pour qu'elle put atteindre le port de Montpellier: preuve que la navigation était encore précaire. Vers 1719, le canal atteignit l'étang de Pérols. En 1733, les Consuls des communautés riveraines sont requis par l'Intendant de fournir hommes, bateaux

et outillage pour curer le canal. Le 21 juin 1758, les Etats votent encore un emprunt de 200.000 livres pour la continuation des travaux, et le 31 août 1761, cet emprunt est autorisé.

L'embouchure de ce canal en plein étang de Thau avait déjà paru incommode, comme d'ailleurs la traversée entre Cette et l'embouchure du canal de Languedoc. Dès 1776, *Garipuy*, directeur des travaux publics en Languedoc, étudiait le projet du *canal de Cette à la Peyrade*¹ avec darse rectangulaire entourant un terre-plein intérieur. Ce projet était à peu près exécuté en 1783, sauf la darse qui restait à creuser et dont la forme finalement adoptée fut celle que nous voyons aujourd'hui, plus simple et plus rationnelle aussi ! En 1786, on projetait le *Pont-Neuf* (le populaire pont de Pierre) et l'exécution suivit de près, en même temps que la Darse était achevée.

Plus loin vers l'est, entre Aiguesmortes et le Rhône, les communications étaient encore à créer², quoiqu'on en parlât depuis longtemps. Après l'échec de quelques projets qui effrayaient par leur étendue, un homme de bonne volonté et d'esprit conciliant (*M^r de Barillon*) s'attacha à la solution du problème. Il y usa son énergie contre l'opinion des populations mal averties ; alors les Etats de Languedoc, qui avaient été mêlés à toutes les luttes d'intérêts que soulevait le dessèchement de nombreux marais, reprirent le projet au compte de la Province, et l'ouvrage com-

¹ Un autre projet du même visait le canal qui devait amener à Cette le canal du Midi par le bord sud de l'étang de Thau et le faire déboucher « en deçà de la Bourdigue ». Déjà ce travail avait failli s'exécuter en 1744, lorsque des dépenses de guerre en firent suspendre l'exécution. (*Arch. des P. et Ch.*) Il a attendu depuis. Les salines de la Compagnie du Midi, établies en 1779, ne sont-elles pas venues compliquer le problème ?

² Les canaux du *Bourgidou* et de *Sylveréal*, établis en 1680 avec d'autres préoccupations, ne répondaient pas aux besoins de la navigation.

mença sous les auspices de Louis XVI, en 1780. La Révolution interrompit les travaux...¹. Quand on put songer à en reprendre l'exécution, le régime financier de l'entreprise dut être changé pour qu'elle pût être menée à bonne fin: le *canal de Beaucaire* fut l'objet d'une concession temporaire, le 27 floréal an X. Les travaux se prolongèrent jusqu'à la fin de 1811.

L'amélioration de la Radelle fut confiée à la compagnie concessionnaire du canal de Beaucaire. Il n'y avait enfin qu'à fermer l'hiatus de l'étang de Mauguio dont la navigation devenait de plus en plus difficile: il y fut pourvu en vertu de la loi du 5 août 1821 par la *Compagnie Usquin*, qui obtint la concession du canal des Etangs à charge par elle de creuser le « *canal latéral à l'étang de Mauguio* ». Ce nouveau travail fut livré en 1824². La ligne d'eau entre Cette et Beaucaire fut alors complète. De tous ces tronçons, d'époques et de capacités différentes, on a fait le « canal du Rhône à Cette » dont après un siècle on a entrepris l'amélioration³.

§ 7. — LES VOIES FERRÉES

Moins de vingt ans après, l'heure des chemins de fer allait sonner. Une compagnie, représentée par MM. *Mélet* et *Henry*, établit la ligne de Montpellier à Cette qui, inau-

¹ Voir principalement: J. Viguiier, *Bulletin de la Soc. lang. de géogr.*, XII, 281.

² L'Etat fit aussi creuser par la compagnie Usquin 2 kilomètres de canal pour conduire le *canal de Lunel* dans celui de la Radelle. Projeté en 1825, ce travail fut fait en 1826. (*Arch. des P. et Ch.*)

³ Les Géographes, simplificateurs par métier, mais dont l'information date parfois, continuent de parler d'un canal des Etangs conduit jusqu'au Rhône et négligent l'appellation officielle qui a le mérite de l'exactitude.

gurée le 8 mars 1839, ne fut ouverte au trafic des voyageurs que le 9 juin de la même année et à celui des marchandises qu'en 1842. Elle devait se fondre dans le réseau de P.-L.-M. en 1862. Mais les soucis et les rivalités se firent jour dès 1842, quand il fut question d'ouvrir la ligne de Marseille au Rhône : Cette, Nîmes et d'autres centres appuyèrent le tracé par Tarascon (projet *Talabot*), contre le tracé direct entre Marseille et Avignon (projet *Montricher*) qui fut abandonné.

La ligne en direction de l'ouest souleva aussi de nombreuses difficultés. Un premier tracé l'établissait au nord de l'étang de Thau, la rapprochant de Cette au moyen d'un crochet qui devait la relier à la voie de Cette à Montpellier. En 1845, l'*opinion locale*¹ redoutait l'exécution de ce projet. Mais ce fut bien autre chose quand, par l'organe de son conseil municipal, Montpellier s'avisa de demander que de Bouzigues la ligne « de l'Océan à la Méditerranée » fut dirigée sur Montpellier directement. Cette protesta et des pétitions véhémentes furent adressées à la Chambre des Pairs et à celle des Députés². Cependant on se montrait ici adroitement modérés : un conseiller municipal cettois ayant proposé de demander le tracé par Agde (c'est-à-dire le tracé actuel), le Conseil rejeta la proposition après explications du maire qui voulait éviter de compliquer le débat. De même, Agde et Pézenas ayant voulu entrer en rivalité pour obtenir d'être placées sur la nouvelle grande ligne, Cette décida de demeurer neutre. Le tracé direct, par Agde et le sud de l'étang de Thau, fut enfin adopté par le Conseil des Ponts et Chaussées, le 5 décembre 1853, et la ligne s'ouvrit le 22 avril 1857 entre Cette et Toulouse, la section Toulouse-

¹Voir *Daruty*: Notice sur Cette, suivie de détails statistiques, Cette, 1845.

²*Délibérations* des 22 janvier et 4 février 1846, *Archives mun. de Cette*.

Bordeaux étant déjà en service. Bientôt après, les lignes se multiplièrent dans l'hinterland de Cette.

En résumé, on va par le rail : de Cette à Montpellier, depuis le 9 juin 1839 ; à Nîmes, Alais et Beaucaire, depuis le 9 janvier 1845 ; à Tarascon, Avignon et Marseille, depuis le 17 juillet 1852 ; à Lyon et Paris (avec transbordement à Lyon), depuis le 16 avril 1855 ; à Paris (sans quitter le rail), depuis le 10 octobre 1856 ; à Toulouse et Bordeaux, depuis le 22 avril 1857 ; à Perpignan, depuis le 12 juillet 1858 ; à Graissessac, depuis le 28 décembre 1858 ; à Lodève, depuis le 14 août 1863 ; à Rodez, depuis le 14 mai 1880 ; à Castres, depuis le 10 novembre 1889.

§ 8. — LES ROUTES

Si la mer, les étangs, puis les canaux et les chemins de fer ont été les voies préférées du commerce de Cette, la voie de terre n'y a pas été totalement négligée. Dès l'époque où il commença les travaux du port, Riquet, contre concession d'une pêcherie, établit une *peyrade* pour faciliter la traversée de l'Etang aux nombreux ouvriers qu'il occupait. Plus tard, une route fut établie et la *peyrade* primitive, coupée par le canal des Etangs, fut dotée d'un pont pour franchir la nouvelle voie d'eau (1711-12). Par la suite, lors d'une autre amélioration, la *peyrade* fut enfin remplacée par le pont actuel : ce fut vers 1740, car l'intendant *le Nain d'Asfeld* écrit, dans un mémoire de 1744 que « le chemin de Cette vient d'être magnifiquement réparé ».

La route sortant de l'île de Cette se bifurquait au « mas de *Blanquet* », aujourd'hui partie intégrante du village de la Peyrade. Une direction menait à Montpellier par Frontignan et le bord des étangs ; l'autre chemin rejoignait à *Freescal* la route de Montpellier à Toulouse, qui servait alors au transport des dépêches du commerce et permettait d'amener à Cette les produits de toute la région formant

comme un éventail entre Pézenas, Lodève et Montpellier, et trop éloignée des étangs pour bénéficier des transports par eau.

Avant le wagon-poste et le télégraphe électrique, c'est sur ces routes que les négociants cettois des deux derniers siècles tâchaient de faire rouler, sans trop de retards fâcheux, « *la brouette* »¹ qui leur apportait des commandes.

¹ On désignait par ce terme désuet la voiture à deux roues faisant le service des postes entre Montpellier et Cette et qui prenait deux voyageurs.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA FONDATION DU PORT A LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

CETTE, PORT EXPORTATEUR DES VINS DU LANGUEDOC

- § 1. Le commerce des vins du Midi avant la fondation du port. —
§ 2. Cette, dès sa création, exporte les vins du Languedoc. —
§ 3. Un mot du régime douanier. — § 4. Les droits de sortie
et les registres de la Ferme des Traités. — § 5. Le registre
des « Deschargements et Renversements » de 1699. — § 6. Par
qui était fait le commerce des vins à Cette.

§ 1. — LE COMMERCE DES VINS DU MIDI AVANT LA FONDATION DU PORT

Cette n'eut pas à créer des débouchés pour les divers produits de l'arrière-pays dont il était la porte ouverte sur l'Etranger. Le commerce des vins français était né depuis longtemps déjà et, bien qu'il fut loin d'avoir alors l'importance qu'il acquit par la suite, il faut cependant noter que nos crus réputés, ceux-là même qui sont encore aujourd'hui l'orgueil de notre viticulture, étaient hautement appréciés dans les pays étrangers.

Dans l'Antiquité et suivant le témoignage de Plinie,

l'Italie, la Germanie, la Grande-Bretagne même connaissaient nos vins des *côtes du Rhône* et du *Narbonnais*¹.

Sans remonter aussi haut, nous savons qu'au *xiii^e* siècle, par exemple, Bordeaux commerçait de ses vins avec la Grande-Bretagne, la Hollande, la Flandre et l'Allemagne. Ces pays connaissaient aussi les vins de Bourgogne, que la marine hollandaise venait charger à Rouen.

Mais à côté de ces vins nobles, les *vins du Midi*, qui nous intéressent plus spécialement, avaient aussi leur place.

Dès le *xiii^e* siècle aussi, grâce à Marseille, les crus languedociens et provençaux étaient connus sur les marchés génois et espagnols. Ils allaient aussi dans l'Afrique du Nord et jusqu'en Syrie. Par Bordeaux, les *vins du Languedoc* partaient pour la Hollande et les pays du Nord.

Ces grands ports n'étaient d'ailleurs pas les seuls points de chargement pour l'Etranger. Leur éloignement de nos centres de production était un premier obstacle, mais non le plus important. Le second résidait dans ce simple fait qu'aucun de ces grands ports n'était le port de la région Languedocienne, et il était évidemment dans la nature des choses que le régime du privilège, qui sévissait en matière économique comme en toute autre matière, amenât ces villes à prendre des mesures plus ou moins vexatoires, et allant parfois jusqu'à la prohibition, contre le transit sur leur territoire d'un produit étranger à leur région et concurrent éventuel de leur propre produit². Mais aussi avons-nous dit que les vins du Languedoc sortaient de France par d'autres points que ces grandes portes peu accueillantes à leur passage.

En effet, le Languedoc, qui regarde la mer, n'avait-il pas dans ses côtes la porte naturelle ouverte au commerce de ses vins? S'il ne possédait pas encore le grand port régional dont le développement déjà avancé de ses diverses productions d'échange appelait et justifiait la création, il

¹ Cf. Degrully. Thèse, Montpellier.

² Cf. in *Bul. de la Soc. lang. de Géogr.*, t. XIX, p. 96 : l'énumération des villes prohibant les vins étrangers.

disposait cependant des ports d'*Aiguesmortes*, d'*Agde* et des nombreux graus temporaires et changeants qui faisaient communiquer la pleine mer avec les étangs côtiers et par suite avec les petits ports intérieurs. Beaucaire, par sa foire universellement connue et fréquentée, avait fait connaître sur les marchés étrangers les *Vins* et les *Eaux-de-vie* du Languedoc et ceux des Côtes du Rhône qui descendaient le fleuve. Montpellier, qui avait été jadis une place commerciale de premier ordre, vendait encore à l'Etranger les vins de Frontignan, de Saint-Christol, de Saint-Georges et de Saint-Drézéry ¹.

Sans doute, ce commerce était assez réduit. En effet, si, depuis longtemps, le Languedoc était une région vitifère, avant le XVIII^e siècle, la culture de la vigne était loin d'y occuper la place exclusive qu'elle conquiert rapidement par la suite. La production peu abondante avait pour but essentiel d'assurer la consommation intérieure; le commerce extérieur représentait encore, si l'on nous permet l'expression, une sorte de hors-d'œuvre. L'exportation était de plus limitée à un autre point de vue, en ceci qu'elle ne portait généralement que sur des *vins de choix* et non sur les vins communs ².

Pour résumer cet exposé, nous dirons qu'avant la création du port de *Cette*, le commerce des vins du Midi existait déjà. S'il était assez réduit sous le rapport quantitatif, il avait cependant, dès cette époque, des *débouchés* assez étendus, et cela avait son importance.

¹ Il est à peine besoin de signaler que la précarité des graus était une grande gêne pour le commerce. En 1663, année de la fermeture du grau de Palavas, le chiffre du commerce baissa fortement. Les barques de Frontignan, Bonzigues, Mèze et Marseillan sortaient par ce grau depuis l'obstruction de celui de Frontignan, en 1623.

² Ce fait n'était d'ailleurs pas spécial au commerce des vins du Midi. Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur ce point.

§ 2. — CETTE, DÈS SA CRÉATION, EXPORTE LES VINS
DU LANGUEDOC

En effet, dès la création du port, les vins du Languedoc, au lieu de prendre des chemins longs et difficiles, se dirigèrent vers Cette, qui concentra ainsi un mouvement commercial dispersé sur de nombreux points. Et la translation à Cette de ce mouvement commercial n'attendit même pas l'achèvement du port pour s'opérer, puisque « à peine les premières pierres du môle étaient-elles jetées à la mer que le mouvement commercial commençait ». Cela seul prouvait, à sa naissance, l'utilité de notre *grand port languedocien*, et donnait l'heureuse assurance de son développement futur. Il n'était pas seulement un port de refuge, artificiellement créé sur une côte inhospitalière, il se révélait, dès sa création, comme un point de transit, et contenait en germe la place commerciale dont l'avenir devait consacrer le rôle et assurer la prospérité.

A peine le Môle était-il en état d'assurer un abri aux modestes navires de l'époque, qu'ils opéraient, en 1670, des chargements de vin¹. Ainsi *M. de Froidour*, lieutenant général civil et criminel, grand maître des eaux et forêts en Languedoc, dans une lettre du 6 mai 1671, signale, qu'au dernier voyage qu'il fit à Cette, il y trouva : « neuf bâtiments, dont trois étaient des barques de Gênes qui chargeaient des vins »². C'était déjà un progrès sur la pratique ancienne avec laquelle on était parfois obligé de charger sur allèges et tartanes pour transborder en pleine mer, à découvert. Dans une autre lettre, du 15 décembre 1671, le même *M. de Froidour* rapporte que le 22 octobre il y a « compté 52 barques presque toutes chargées de vin...;

¹ Vers la fin de 1670 le Môle avait 140 toises et le Canal était creusé sur 776.

² Arch. P. et C.; documents anciens.

il n'y en avait que 13 de France, tout le reste était d'Italie ou d'Espagne. Le canal qui doit servir de communication des étangs à la mer était encore rempli de petits vaisseaux chargés de vin pour en faire un nouvel embarquement sur les vaisseaux qui arrivent journellement au port ». A cette époque le Canal, creusé entre Toulouse et le seuil de Narrouze, permet déjà « aux marchands de Gaillac qui n'ont pas trouvé du côté de Bordeaux à vendre leur vin, de le transporter dans le Lauragais. S'il avait été aussi ouvert du côté de la Méditerranée, *la Province* aurait tiré cette année plus d'un million par le débit de ses grains, dont il y avait disette à Malte, en Sicile et plusieurs contrées de l'Italie » ¹.

L'achèvement du port, le creusement du canal de *Cette à l'Etang* ² et du canal du Languedoc, en accroissant les facultés du port, furent d'importants facteurs du développement du commerce des vins et eaux-de-vie. C'est intentionnellement que nous réunissons ces deux produits, longtemps inséparables l'un de l'autre. A cette époque, les eaux-de-vie du Languedoc avaient déjà acquis une grande réputation, tant dans l'intérieur du royaume qu'à l'Etranger. Sous leur forme, elles permettaient d'utiliser certains vins peu marchands, ceux du Haut-Languedoc par exemple dont la qualité était réputée médiocre et inapte aux transports. Plus tard, lorsque la culture de la vigne devint progressivement plus importante, la distillation devint aussi un moyen d'utiliser les productions parfois surabondantes et de dégager, dans une certaine mesure, le marché vinicole.

Par les canaux, les vins et les eaux-de-vie venaient à Cette sur des embarcations à faible tirant d'eau. Après avoir descendu le Rhône, les vins de Côte-Rôtie et de Roquemaure venaient s'embarquer à Cette. Par la voie des étangs, arrivaient ceux d'Aramon, d'Aiguesmortes, de

¹ Archives des P. et C.; documents anciens.

² Le Canal fut exécuté en grande partie dès 1668, mais il ne fut livré à la navigation que vers 1681.

Lunel, de Frontignan; les crus renommés de Saint-Christol, Saint-Georges, Saint-Drézéry qui s'embarquaient à Montpellier. Certains chargements venaient parfois de Montpellier par charrettes, mais ceci était exceptionnel¹. Agde en envoyait par le canal du Midi; il en venait enfin par les divers ports de l'étang de Thau: Mèze, Marseillan principalement.

Nous n'avons pas, pour la fin du xvii^e siècle, de tableau général donnant par année les quantités déchargées dans le port. Nous possédons cependant, pour les années 1698, 1699 et 1700, des documents précieux: ce sont divers registres de la ferme des Traites en Languedoc.

§ 3. — UN MOT DU RÉGIME DOUANIER

La *ferme des Traites* était la douane du temps. Nous n'avons pas à revenir sur cette notion bien connue de la diversité de la législation douanière sous l'ancien régime. Elle est classique, la division du territoire français en trois catégories douanières dont chacune avait un régime et des tarifs propres: le groupe des *cinq grosses fermes*, les *provinces à l'instar de l'étranger effectif* et les *provinces réputées étrangères*. C'est à cette dernière catégorie qu'appartenait le Languedoc. Dans ce chaos, Colbert avait d'ailleurs apporté un certain élément d'unification par le Tarif des droits uniformes, du 18 avril 1667, qui fixait aux entrées et sorties une tarification commune aux cinq grosses fermes et aux provinces réputées étrangères. Cette tarification ne s'appliqua primitivement qu'à un certain nombre de produits, mais elle reçut par divers arrêts une extension progressive². Ce bref aperçu nous fixe l'état du régime douanier contemporain de la fondation du port de Cette.

¹ Arch. dép. Hér.; C, 767. Chargement venu de Montpellier par charrettes, pour compte de Delsaux de Montpellier.

² Cf. *Arnauné*: Le Commerce extérieur et les Tarifs de douane.

§ 4. — LES DROITS DE SORTIE ET LES REGISTRES DE LA FERME

Nous avons vu qu'à côté des droits d'entrée, la législation douanière, déjà si complexe, comportait des droits de sortie. C'est à cette particularité que nous devons l'existence des documents dont nous avons parlé ci-dessus : les registres de la ferme des Traites.

L'article Vins et Eaux-de-vie avait assez d'importance au bureau de Cette pour justifier la tenue de registres spéciaux comme le « *Registre des deschargements et renversements des vins et eaux-de-vie* » pour l'année 1699¹, le « *Registre pour l'entrée et la sortie des Vins et Eaux-de-vie* » pour l'année 1700. Bien que non spéciaux aux vins, certains autres registres présentent de l'intérêt pour nous, tels le « *Registre des obligations de foraine: sortie* », le « *Registre des deschargements de foraine: entrée* ». Le premier mentionne les obligations passées pour les marchandises chargées au bureau de Cette pour être portées « dans la province du Languedoc ou autre où les aydes ont cours ». On devait dans ce cas rapporter un certificat de descente, et mention en était faite sur le registre. Le second registre est un état des marchandises « dont on aura passé obligation aux autres bureaux de la ferme et déchargées à Cette où on donnera certificat de descente ». Nous terminerons par le « *Registre des droits de foraine et resve* ». Il porte les quantités de marchandise, leur origine, leur destination, la quotité et la liquidation des droits de foraine et de resve payés par elles.

A la sortie du Languedoc, le vin payait d'après le tarif suivant : « Vin de quelque pays et endroit que ce soit, le muid, mesure de Languedoc, estimé 18 livres, doit 30 sols de droit de *foraine* et 1 sol 6 deniers de *denier St-André* ». Ce n'était pas tout, le vin payait encore le droit de *traite domaniale* à raison de 3 livres 16 sols par muid. Le total

¹ Arch. dép. Hér.; C, 767.

de ces chiffres ne donne d'ailleurs pas le montant des droits payés par le vin à sa sortie par Cette. En effet le denier St-André n'était pas perçu à ce bureau. Les droits à payer étaient donc de 1 liv. 10 sols plus 3 liv. 16 sols, soit 5 liv. 6 sols par muid. A cela il faut ajouter le droit de resve, au taux de 6 sols par muid. Au total, le vin payait donc à sa sortie par Cette 5 liv. 12 sols.

Les vins arrivaient à Cette sur des embarcations de faible tonnage : barques, sapines et tartanes. Ce n'est que très rarement que nous avons relevé des *noms de Cettois* parmi les patrons de ces embarcations ; l'armement cettois était très peu développé, et ceci est vrai non seulement pour la petite navigation sur les étangs et les canaux mais aussi pour la navigation maritime, comme nous aurons l'occasion de le voir. La plupart de ces barques appartenaient à des patrons de Mèze, Bouzigues, Frontignan, Lunel, Agde.

C'est ainsi que nous relevons ¹ : le 14 avril 1700, un chargement de 72 muids de vin rouge, venu par acquit de Marseillan, sur une barque du patron mézois Joseph Bouliech ; — le 2 juin, un chargement de 21 muids de vin rouge, venu par acquit de Montpellier et obligation de Lunel sur la barque de J. Henry de Frontignan.

Parmi les rares barques cettoises relevées, notons, du 14 avril 1700, un chargement de 16 muids 1/2 de vin rouge, venu par obligation du bureau de Lunel, sur la barque du patron Jean Allemand de Cette ; — le 14 mai, un autre chargement de 72 muids, venu par acquit de Marseillan, sur une barque cettoise.

Il arrivait aussi que des barques venues de la mer, lorsqu'elles étaient de faible tonnage, allassent charger directement dans les ports des Étangs. Citons à titre d'exemple : un chargement de 27 muids de vin rouge en 46 tonneaux, venu par acquit du bureau de Mèze, du 6 avril 1700, sur la tartane *l'Annonciade* du patron Jean Roux de St-Tropez ; prend la mer le 10 avril, sur la même barque ; —

¹ Second registre pour l'entrée et la sortie des vins et eaux-de-vie de 1700.

un chargement de 24 muids de vin rouge en 46 tonneaux, venu par acquit du bureau de Mèze du 6 avril, sur la tartane *Sainte-Anne*; repart pour Gênes le 8 avril; — un chargement de 16 muids de vin rouge, venu par acquit de Marseillan, sur la barque *Sainte-Marie-Bonaventure*; repart sur la même barque pour l'Italie.

Mais ce trafic direct avec les *ports de l'Etang* était loin d'être la règle. Généralement les vins qui arrivaient par les barques d'Agde, Marseillan, Mèze, Lunel etc, étaient « deschargés » à Cette et « renversés » sur des vaisseaux d'un plus fort tonnage, qui groupaient les expéditions à destination des ports du Royaume ou de l'Etranger. Ou bien le chargement qui arrivait sur une barque était divisé suivant les diverses destinations sur les différents navires chargeant pour l'Etranger. Ainsi¹ 60 tonneaux de vin rouge faisant 31 muids, arrivés le 7 janvier 1699 par acquit de Montpellier, sur une barque de Lunel, sont chargés le 14: 46 sur le *Cheval-Marin* de Dunkerque, et les 14 autres sur un navire à destination de la Ciotat.

§ 5. — LE REGISTRE DES DESCHARGEMENTS ET RENVERSEMENTS
POUR 1699

Sur la question de l'identité des négociants à la fin du xvii^e siècle, le registre des deschargements et renversements des vins et eaux-de-vie est un précieux document, plein de précisions utiles. Chaque négociant y a son compte spécial. Un côté du registre porte l'état détaillé des déchargements; en regard, sur l'autre page, se trouve l'état des renversements. Les deux comptes sont balancés à la fin des opérations.

Le registre de l'année 1699 porte 24 comptes pour les vins seulement. Les plus importants sont ceux de *Daniel*

¹ Arch. dép. Hér. C, 767. Registre des deschargements et renversements des vins et eaux-de-vie.

Troussel, négociant de Montpellier, qui comporte 1810 tonneaux contenant 656 muids et *Paul Pourtalès*, de Montpellier également. De janvier à septembre, il fut déchargé à son compte 489 tonneaux jaugeant 227 muids, et il en expédia 454 tonneaux; la différence provenant de ce fait que 23 furent reportés à Montpellier et que 18 restèrent en magasin.

Un troisième négociant montpelliérain a un compte de 701 tonneaux, faisant 318 muids. Le registre mentionne encore 5 comptes pour des négociants montpelliérains, les sieurs: *Ofisukfre*, *Delsaux*, *Tendonet* et *Angelin*, *Azéna*, *Galdy*. Les autres comptes sont ceux des sieurs *Basset* et *Nicolini* de *Béziers*, *Brès* (*André*) de *Cette*, *Carré* (*Auguste*) de *Cork* (*Irlande*), *Chalet* de *Saint-Brieuc* (*Bretagne*), *Clède* de *Frontignan*, *Lapart* de *Perpignan*, *Mazel* de *Calvisson*, *Mercier* de *Paris*, *Rigal* (*J.*) de *Frontignan*, *Ribe* de *Mèze*, *Salvabours* d'*Orléans*, *Verdery* faisant pour la *Naspe et Cie* de *Paris*, *Viguiier* de *Frontignan*, *Ville* de *La Rochelle*.

Sur les registres antérieurs¹, nous retrouvons la plupart de ces noms. Le sieur *Troussel* y tient encore la place la plus importante, mais nous y relevons aussi quelques autres noms, tels: *Allègre* de *Gênes*, de l'*Arbre* de *Montpellier*, *Bodin* de *Paris*, *Boutin* d'*Antibes*, *Canotte* de *Gênes*, *Caraussan* (*Pierre*) de *Cette* faisant pour *Verdery* de *Béziers* faisant pour *Bodin* de *Paris*, *Cavalié* de *Saint-Tropez*, *Ducros* de *Montpellier*, *Griffon* d'*Antibes*, *Margot* (*J.*) de *San-Remo*, *Masse* de *Gênes*, *Olive* (*P.*) de *Marseille*, *Pasquier* de *Nantes*, *Roux* (*Jean*) de *Saint-Tropez*, *Siboule* d'*Antibes*, *Trinquier* (*Claude*) de *Cette* faisant pour *Bernard* commissaire de la marine à *Agde*, *Vallat* de *Montpellier*, *Vial* de *Gênes*.

Comme on le voit, nous n'avons au cours de cette nomenclature relevé que très peu de négociants cettois: *Claude Trinquier*, *Pierre Caraussan*, *André Brès*. Et encore n'étaient-ils pas de véritables négociants, mais de *simples*

¹ *Registre des droits de Foraine*, 1698-99.

commissionnaires, quelquefois même sous-commissionnaires. C'est ainsi que *Caraussan* « faisait » pour Verdery de Béziers, qui lui même « faisait » pour Bodin et pour la Naspe et Cie, marchands de Paris. *Trinquier* « faisait » pour Bernard commissaire de la marine à Agde, pour Germain de Marseille. *Brès* faisait pour Dufaud de Montpellier. Cependant les mêmes opéraient parfois pour leur propre compte. Ainsi le Registre des deschargements et reversements porte que *Caraussan*, le 30 novembre 1698, expédiait au Havre et à l'Etranger, quelques 14 muids de vin de Cette. Le 17 décembre 1698, il en partait encore 2 muids pour Livourne, 2 tierceroles de muscat de Cette prenaient le chemin de la Ciotat. En février 1699, une expédition pour le Havre, faite pour compte propre d'André Brès, de 15 tonneaux faisant 3 muids 12 barrals de « vin du cru de ce lieu » c'est-à-dire de Cette. Le 19 avril 1700, Etienne Calme, négociant-armateur de San-Remo, charge, sur sa barque *la Notre-Dame de la Conception*, 16 muids et demi de vin rouge, venu de Lunel; 2 muids, 5 barrals du cru de ce lieu et 5 demy-muids venus des Métairies de ce lieu par charrettes.

Oh! le vin « de Cette » et « des Métairies » était loin de pouvoir assurer un grand commerce d'exportation. Nous n'avons dit ces quelques mots avec sympathie qu'à titre de simple curiosité. On pourrait croire que la population de Cette était vers 1700 peu importante, pour que, de la maigre production locale, le Cettois, amateur de bonne chère et de bon vin, ait pu distraire quelques centaines de fûts destinés à l'exportation. Mais le même fait se renouvelle encore de nos jours.

§ 6. — PAR QUI ÉTAIT FAIT LE COMMERCE DES VINS A CETTE

De l'examen des divers registres de la ferme des Traités, il résulte donc que le commerce des vins à Cette, commerce de transit à proprement parler, était fait en majeure partie par des négociants étrangers à la localité. Et en

vérité pouvait-il en être autrement, dans les premières années du fonctionnement d'un port qui sans doute apportait un instrument nouveau, un facteur de concentration dans le trafic des vins méridionaux, mais dont le commerce n'était somme toute que l'héritage, le prolongement d'un commerce préexistant, déjà fixé dans ses méthodes et ses débouchés.

Nous disons qu'à cette époque le commerce cettois des vins et eaux-de-vie était essentiellement un *commerce de transit*. Et cela tenait à la nature même de l'exportation. A cette époque, la production vinicole, bien qu'elle tint en Languedoc le second rang et aspirât au premier, qu'elle conquît bientôt, n'était pas très abondante. Le vin était encore un produit de luxe, en quelque sorte, et on n'exportait que des bons vins, des crus connus, ceux qui depuis longtemps déjà étaient renommés comme pouvant supporter les transports. La production n'était pas assez abondante et surtout les transports assez faciles pour que la science œnologique songeât, à cette époque, à faire du jus capricieux de la vigne l'*article populaire* qu'on lance sur le marché sous un type uniforme. Nous ne voulons pas dire par là que l'art savant des coupages était inconnu de ce temps, pas plus d'ailleurs que certaines pratiques frauduleuses dont nous aurons l'occasion de reparler. Mais, nous le répétons, le commerce portait surtout sur des *produits de choix*; Cette recevait des produits finis, il n'avait pas à les travailler; il effectuait seulement les opérations nécessaires à la bonne conservation: telles que réparations de futailles (nous verrons bientôt que ce n'était pas petite affaire), transvasements etc, et rechargeait les fûts sur les navires en partance pour le Royaume ou l'Etranger.

Voilà qui explique parfaitement que le commerce de Cette fut fait par des étrangers à la région: non seulement des Français, mais des Génois, par exemple.

Il y avait longtemps que leur puissante marine avait en quelque sorte assuré aux Génois l'*impérium* de la Méditerranée. Au temps où la puissance commerciale de Montpellier était à son apogée, Gênes, cette petite république

vaillante et parfois despotique, avait eu des relations suivies et importantes avec la grande et fière cité languedocienne ¹ Quand Cette naissait, Gênes avait en fait, en Méditerranée, le monopole du trafic des vins et eaux-de-vie, non seulement pour l'*Italie* mais aussi pour l'*Espagne*. Nous avons vu ci-dessus (p. 32) qu'en 1670, les barques génoises venaient en grand nombre charger à Cette. En 1698-99, 1700, les registres de la Ferme des Traités portent souvent des noms de patrons génois, de San-Remo etc. Mais ce que nous étudions ici ce n'est pas la question du transport et de l'armement, cette étude sera faite plus loin. Nous voulons signaler que les Génois ne venaient pas à Cette seulement en qualité de patrons de barque, mais comme négociants en même temps. Très souvent, ils achetaient à Cette les vins qu'ils chargeaient sur leurs barques ; parfois même, ils allaient directement charger dans les petits ports des Etangs, comme nous l'avons dit (p. 37). En tout cas, assez souvent, les vins étaient achetés par les Génois sur les lieux de production ou dans les mêmes petits ports où ils envoyaient leurs propres barriques. De là, les barques locales les portaient à Cette où les Génois les chargeaient sur leurs bateaux. Armateurs et acheteurs, ils opéraient ainsi directement ; le commerce cettois n'avait pas à intervenir. Citons à titre de confirmation :

Le 14 avril 1700, il arrive par acquit de Mèze 72 muids de vin rouge, pour le compte d'Antoine Besse de Gênes, sur la barque de J. Boulicch de Mèze. Ce chargement part ensuite pour Gênes toujours pour le compte de Besse, mais sur sa propre barque *la Sainte-Anne*. Par contre, un autre Génois, D. Badare, à la même époque, allait charger pour son compte, à Marseillan, 15 muids 9 leyrans de vin rouge, sur sa barque *Notre-Dame du Mont-Carmel* qui repartait ensuite pour l'Italie.

Par les considérations qui précèdent, nous pensons avoir bien fixé, en déterminant son origine, ce caractère du commerce cettois : d'être fait surtout par des négociants étran-

¹ Cf. *Germain*: Histoire du Commerce de Montpellier.

gers. Nous avons appuyé nos dires de quelques exemples qui nous offrent, en quelque sorte, un tableau de ce commerce naissant.

Pour que ce tableau fut complet, nous aurions aimé pouvoir fixer en chiffres l'importance du trafic des vins et eaux-de-vie, à Cette, vers 1700. Nous n'avons malheureusement trouvé aucun élément qui nous permit de fournir cette intéressante précision, les Archives départementales ne contiennent pas la collection complète des registres de la ferme des Traités. Et la collection eût-elle été complète, que nous aurions dû peut-être nous défier du caractère de précision absolue qui s'attache aux papiers de douane en général, puisqu'un arrêt du Conseil du 18 mai 1700 commet l'intendant *de Basville* pour informer « contre les commis aux fermes de Cette et de Mèze qui, depuis l'année 1698, auraient, d'accord avec les négociants, omis d'inscrire les droits d'entrée et de sortie d'une grande quantité d'eau-de-vie » ¹.

Si nous avons insisté sur ce caractère du commerce des vins et eaux-de-vie à Cette, c'est qu'il nous a permis d'en donner une vue générale, mais c'est aussi parce que ce caractère s'est prolongé dans le temps et a illustré à plusieurs reprises les polémiques issues de *rivalités fréquentes entre Cette et Montpellier*. « Le commerce des vins et eaux-de-vie continue d'être fait par des *Montpelliérains* surtout » affirmait Montpellier et non sans raison, puisqu'en 1744 ² le subdélégué de Cette le reconnaissait dans un rapport. Si nous consultons les registres de l'*Amirauté*, nous relevons parmi les déclarations d'expédition de 1747, les noms de : Bresson, Castillon, Laurens, Saran et Bazille, Fraissinet, Rey, Ricard, Marmiesse, Balguerrie, Delezié fils, Reynaud et Cie, Desmarets, Bascou, Leurs, Dilhe, Pierre Ricard, tous Montpelliérains ; Etienne Laurens, de Cette ; Bresson, commis d'une demoiselle Nissolle de Bouzigues, faisant pour Nissolle de Berlin ; Rastoul faisant

¹ Arch. dép. Hér., C, 2682.

² Arch. dép. Hér., C, 45.

pour Lagarde, Flickwier et Cie de Béziers; Richard, Lombard, tous deux de Frontignan.

Mais, en 1753, une circonstance spéciale nous permet de saisir ce caractère au cours d'un débat d'une certaine ampleur, qui mérite lui-même d'être rapporté car il touche de près au commerce. Les marchands cettois, jaloux déjà à cette époque de leur liberté et de leur indépendance, fiers de la prospérité de leur port, devaient souffrir de se voir dans la dépendance de Montpellier, qui seul possédait une chambre de commerce. Conscients de leur force et de la bonne tenue de la balance du commerce au port de Cette, ils voulaient avoir un *bureau de commerce*, une assemblée propre où leur compétence et leur dévouement se fussent exercés à plein.

Mais la chambre de commerce de Montpellier veillait. Elle ne pouvait, de gaieté de cœur, laisser entamer son autorité par cette ville jeune, cette *sorte de parvenue* sans traditions, tirée du néant par la volonté royale, et dont la fortune croissante devait renouveler avec amertume, à la vieille cité languedocienne, le souvenir de la brillante prospérité des anciens jours. Aussi fit-elle opposition à la demande des marchands cettois¹. Elle arguait d'abord que la création à Cette « d'un corps de marchands, avec deux syndics pour les représenter et être autorisés à répartir les dépenses à faire pour le bien commun sur tous les négociants en gros et en détail, est contraire à l'arrêt du 30 septembre 1673, qui invite toutes sortes de personnes à s'établir à Cette, les exemptant d'apprentissage, maîtrise et impositions résultantes ». De plus, disait-elle, pareille institution obligerait à un double paiement les négociants étrangers qui commercent à Cette et payent déjà pour tout leur commerce au lieu de leur principale résidence.

Malgré la valeur qui s'est de tout temps attachée aux arguments financiers, ce n'était pourtant pas là le cœur du

¹ Arch. dép. Hér. C, 2757. Mémoire de la Chambre de commerce de Montpellier du 8 juillet 1753.

débat. L'argument principal, fourni par la chambre de commerce de Montpellier et qui nous intéresse spécialement, c'est que *le commerce de Cette est fait par des négociants étrangers*. Le développement mérite d'être cité en entier : « Ce sont les négociants de Montpellier qui font le gros du commerce de la ville de Cette, qui y ont établi des maisons régies par leurs associés ou par leurs commis, qui reçoivent ou qui expédient presque tous les vaisseaux qui entrent dans ce port. Sur huit parties de négociants faisant le commerce de Cette, on peut bien dire qu'il y en a sept de Montpellier, résidant et ayant leur comptoir et correspondance dans cette dernière ville ».

C'était net et malheureusement vrai. Nous ne recherchons pas si l'argument avait, dans le débat, toute la valeur que la Chambre de commerce lui donnait ; nous remarquons toutefois qu'elle crut nécessaire de pousser plus loin la démonstration. Pour en donner une sorte de schéma, nous dirons : la Chambre, après avoir nié qu'il y ait un intérêt cettois autonome, va dire : même si cet intérêt existe, il est suffisamment défendu par nous. Remarquons que l'argument sera repris, près de cent ans plus tard, dans des circonstances analogues. Il mérite donc d'être cité dès aujourd'hui : « Ce n'est pas l'établissement d'un bureau qui paraisse utile au commerce de Cette. La chambre de commerce de Montpellier, sans cesse attentive aux moyens de le faire fleurir, a la satisfaction de voir aujourd'hui ce commerce aussi étendu qu'il pourrait l'être... il n'est plus susceptible d'accroissement, à la réserve que Sa Majesté par un effet de sa bonté ne veuille accorder à la ville de Cette, à l'imitation de Bordeaux ou Toulon, des foires, des franchises ou autres privilèges qui lui seront particuliers ». Nous ne sommes pas bien sûr que ceci ne renferme un certain cynisme coloré d'ironie. Pendant plus de cent ans, aux demandes de création d'un bureau ou d'une chambre de commerce à Cette, Montpellier objectera que sa Chambre suffisait à assurer le service et qu'elle s'en acquittait avec un zèle vigilant. Et il fallut aux Cettois plus de cent ans de patience, de luttes et d'argumenta-

tions pour qu'on reconnut enfin, en 1872, qu'il était peut-être vrai, comme ils l'affirmaient, que leurs intérêts ne seraient jamais mieux défendus que par eux-mêmes. Ceci montre bien qu'en matière économique la patience... active est une arme à laquelle on doit souvent recourir; notre vaillante Chambre de commerce en a d'ailleurs fait l'expérience, comme le proclamait un jour M. Prats, un de ses présidents.

Après cette anticipation, revenons au débat de 1753 pour écouter encore la voix de la Chambre de Montpellier: « La ville de Cette où les marchands sédentaires sont en très petit nombre et dont la correspondance de la plus grande partie ne s'étend pas au-delà de Marseille et de Toulouse... ne serait-il pas à craindre que des délibérations prises par des marchands dont le commerce est si borné ne fussent plus nuisibles qu'avantageuses au bien public, faute d'avoir du rapport au commerce extérieur et intérieur de la province? »

Quelle sévérité dans l'argumentation! On ne peut nier que, si elle fut sincère, la polémique montpelliéraine ne défendit bien les intérêts du commerce. Il n'en reste pas moins vrai que le commerce de Cette continuait à être dans la dépendance des négociants montpelliérains. Pour illustrer cette discussion, nous reproduirons deux états de négociants annexés au mémoire de la Chambre de commerce:

I. — *Liste des négociants de Montpellier qui résident à Montpellier et ont maison à Cette:*

Balguerie.	Fraissinet.
Bascou.	Laurens (Daniel).
Bouiller (Jean) et Cie.	Leurs.
Brousseau et Cie.	Mauriès (Vve).
Castillon.	Péricé.
Desmarests.	Plagnol (Vve).
Durand et fils.	Rey (André).
Faivesse.	Sarran (Vve) et Bazille.
Falconet.	

II. — *Liste des négociants établis à Cette
et y payant capitation :*

Baissade.	Flickwier et Cie.
Bérail.	Fournier.
Berger.	Granier.
Blanc.	Grenier.
Boudon.	Laporte.
Bousanquet (Vve).	Laurens (Etienne).
Bousquet (Louis).	Martin fils.
Bresson cadet.	Martin (Pierre).
Caffarel.	Mercier.
Caffarel (Paul).	Péridier (Vve Pierre).
Cairoche.	Planchon.
Cambon.	Planes.
Cauvy.	Reissen.
Chastel.	Rodier.
Contrestin.	Rogé.
Coulet.	Roubin.
Dedieu.	Rouch.
Demortié.	Roux (André).
Despetits.	Sipierre.
Doumet (Robert).	Taillan.
Estève.	Tichy (Jean).
Farret.	Tricou (Jean).
Fille (Esprit).	Troussel (Jean).

Mais nous savons que le commerce des vins était fait également par des Biterrois, des Frontignanais qui sou-vent, comme les Montpelliérains d'ailleurs, travaillaient à la commission pour des négociants du Nord.

En 1778, l'idée d'un *groupement des négociants cettois* apparaît à nouveau, mais sous une autre forme. Grangent, consul-maire de Cette, demandait la création d'un corps de négociants cettois; nous n'avons pas le libellé de cette demande mais nous possédons la réponse du *syndic du Languedoc*, le marquis de Montferrier. C'est une page de fine logique qui mérite d'être citée en entier: « Je ne crois pas, mon cher monsieur, que les négociants d'aucune ville

soient formés en corps par les lettres patentes, mais quand cela serait, je doute qu'on en accordât à ceux de Cette dans un moment où on a été sur le point d'abolir tous les corps. D'ailleurs vous ne faites pas attention que le principal privilège de la ville de Cette est qu'il n'y ait point de maîtrise et que toutes les associations y soient libres. Les négociants devraient-ils être seuls exceptés de cet ordre général sans une nécessité absolue? C'est ce que je ne penserai jamais, ne regardant pas comme une nécessité d'être engagés à des dépenses souvent inutiles. Au surplus, comment pouvez-vous être exposé à des procès en nom générique d'un corps qui n'existe pas? Et s'il y a quelque affaire qui intéresse un certain nombre de négociants ou tous ensemble, ne peut-on pas *se syndiquer volontairement* pour fournir aux frais? Vous avez de trop grandes idées, mon cher monsieur; il faut aller tout doucement en besogne et ne pas former des demandes sujettes à inconvénients »¹.

Ainsi la corporation des négociants n'eut pas plus de succès que n'en avaient eu le bureau de la Chambre de commerce.

¹ Arch. munic. de Cette, HH, 17. Lettre du 13 juillet 1778.

CHAPITRE II

LES DEBOUCHES

§ 1. Les débouchés voisins. — § 2. Débouchés français : les Provinces et Paris. — § 3. Le débouché anglais. — § 4. Les débouchés du Nord : Hollande, Allemagne, etc. — § 5. — Les « Piccardans ». — § 6. Question douanière : la modération des droits de sortie. — § 7. Développement du commerce cettois : statistique.

§ 1. — LES DÉBOUCHÉS VOISINS

Nous avons vu les vins arriver à Cette par les canaux et les ports des Etangs; nous allons maintenant voir où allaient ces vins : c'est la question des débouchés.

Déjà il en a été dit quelques mots, lorsque nous avons parlé du trafic fait par les Génois qui, dès la fondation du port, venaient charger pour l'Italie et pour l'Espagne. Et leur rôle a été de grande importance puisque, selon *Boissonnade*, ils ont, à la fin du ^{xvii}e siècle, détourné ce commerce vers Cette au détriment de Bordeaux. Il y avait longtemps d'ailleurs que l'Italie connaissait nos vins : depuis longtemps, selon *Expilly*¹, le diocèse de Montpellier fournissait des vins blancs et des rouges à la côte de Gênes et à Livourne. Cette continua ce commerce en le développant; nous avons noté, on l'a vu, tant dans les registres de la Ferme vers 1700 que dans ceux de l'Amirauté vers 1750, de nombreuses expéditions à destination de l'Italie, de la

¹ Diction., art. Languedoc, cité par *Dutil*.

Rivière de Gênes et de Livourne. En plus des achats faits directement par des patrons génois déjà mentionnés ci-dessus (p. 41), nous ajouterons les expéditions suivantes faites par des négociants français à destination de l'Italie.

Ainsi *Daniel Troussel* fit, en 1699, d'assez nombreuses expéditions pour Livourne soit: 10 fûts venus par acquit de Frontignan sur barque frontignanaise; 10 fûts venus par acquit de Frontignan par barque agathoise; 24 bouttes venues par acquit de Frontignan sur barque frontignanaise; 9 fûts reçus par acquit de Montpellier sur barque agathoise; 54 fûts venus par acquit de Frontignan par barque agathoise; 5 fûts vin blanc venus de Mèze sur barque agathoise, etc.

Bassèt et Nicolin, de Béziers, firent, la même année, d'importantes expéditions à Livourne, se montant à 112 tonneaux faisant 35 muids 1/2. En avril 1699, un *négociant de Bouzigues* charge 88 tonneaux faisant 35 muids, pour Livourne. En juillet, *J. Rigal*, de Frontignan, expédie à Livourne 86 tonneaux faisant 42 muids vin rouge de Frontignan, sur une tartane commandée par J. Ballard, de Frontignan. En juillet également, *Ribes*, de Mèze, expédie à Livourne 83 tonneaux faisant 53 muids, sur la tartane agathoise « Notre-Dame-de-la-Genouillade ». En septembre, *Viguié* charge, sur sa barque, pour Livourne 97 tonneaux faisant 58 muids vin rouge de Frontignan. Le 8 mai 1700, *Griffon*, d'Antibes, expédie en Italie, sur sa barque « Notre-Dame-de-la-Garde », 22 muids 5 leyrans de vin rouge.

Nous avons relevé assez souvent des chargements pour l'Italie faits à Cette par des négociants-armateurs d'Antibes. Par contre, nous avons relevé rarement des expéditions pour l'Espagne: ainsi le 8 et le 10 mai 1700, *Vallat*, de Montpellier, charge sur le navire anglais « Saint-Jacques » 38 muids de vin blanc ou rouge pour Barcelone. Mais il faut remarquer que souvent les chargements étaient faits par des bateaux génois qui déclaraient simplement charger pour « l'Etranger ».

Voilà pour le débouché italien et espagnol; mais les vins

qui sortaient par Cette allaient dans d'autres contrées : dans les diverses provinces françaises et à Paris, en Angleterre, en Hollande, en Allemagne et dans les pays du Nord.

§ 2. — DÉBOUCHÉS FRANÇAIS : LES PROVINCES ET PARIS

Dès les premières années de fonctionnement du Port, les négociants chargent pour les différents ports du royaume. Au cours des années 1698, 1699, 1700, nous avons relevé des chargements de vin pour *Dunkerque, Saint-Malo, Nantes, Bordeaux, le Havre, Honfleur, Toulon, la Ciotat*, par Troussel, Portalès, Galdy, Azéma, Dossaux, Tendonet et Angelin, de Montpellier ; Bernard, commissaire de la marine à Agde ; Lapart, de Perpignan ; Mazel, de Calvisson.

Certains négociants de Paris, comme Mercier, venaient faire leurs achats en Languedoc, et expédiaient les vins par la voie *Cette-le Havre* (on disait alors le Havre-de-Grâce) d'où ils remontaient la Seine jusqu'à Paris. Plus souvent, les négociants de la Capitale opéraient par l'intermédiaire d'un commissionnaire méridional : c'est ainsi que Verdery, « faisant » pour la Naspe et Cie de Paris, expédie 135 tonneaux faisant 83 muids, pour le Havre et Honfleur.

Ce commerce se développa graduellement, et Paris apprécia de plus en plus les vins du Languedoc, comme le signalait, en 1744, l'intendant Le Nain¹ ; d'autant plus que la capitale fut souvent obligée de recourir au vignoble méridional, à cause des mauvaises récoltes des pays français qui étaient ses fournisseurs habituels. Mais l'éloignement devait rendre l'opération très coûteuse, et l'on pensa que, pour encourager ce commerce, il était nécessaire d'alléger le lourd fardeau des droits qui grevaient le transport des vins vers Paris soit par la voie *Cette-le Havre*, soit par la voie du Rhône. C'est ainsi que, dès le 19 novembre 1726, un arrêt portait modération des droits d'entrée des

¹ Cité par *Dutil*.

5 grosses fermes, péages et autres sur les vins du Languedoc et de la sénéchaussée de Bordeaux qui seront amenés à Paris jusqu'au dernier juin 1727. Cet arrêt fut suivi de beaucoup d'autres : nous reproduisons les termes de celui du 17 mars 1737 : « La récolte des vins ayant été très médiocre dans les provinces d'où les marchands de vin de la ville de Paris le tirent ordinairement, les dits marchands qui se détermineront à en faire venir par mer du Roussillon et du Languedoc... seront exemptés tant du droit de Massicault en entier que de moitié des droits du tarif de 1664, des droits de double subvention et de ceux des grandes entrées, à la charge par les marchands et conducteurs de prendre dans les bureaux du Havre et de Rouen, avec l'acquit de paiement des droits, un acquit-à-caution pour assurer la destination des dits vins dans la ville de Paris ».

La voie de Cette-le Havre n'était d'ailleurs pas la seule employée pour rendre à Paris les vins du Languedoc. Par le Rhône également montaient les vins du Rhône, de Roquemaure, les Saint-Georges, les Frontignan, comme le rappelle un Mémoire de *Chatal* présenté aux Etats pour faire connaître les avantages que présentent les verreries alimentées au charbon de terre en 1755, et un Mémoire de *Grangent* sur le commerce des vins et eaux-de-vie du Languedoc en août 1752.

Arrivés dans la capitale, les coupages et l'habile fantaisie des marchands *transformaient souvent nos vins* en bourgognes ou bordeaux. Et ceci se produisait d'ailleurs aussi à l'Etranger. Il arrivait ainsi que nos bons vins ordinaires du Midi vendus sous d'autres noms plus connus (comme aujourd'hui en Allemagne et en Belgique) leur faisaient une réclame... dont nous ne profitons pas.

En ce qui concerne les vins portés à la Ciotat et à Toulon, il faut remarquer qu'ils y étaient presque toujours transbordés, « renversés » selon l'expression du temps, à destination de l'Etranger.

§ 3. — LE DÉBOUCHÉ ANGLAIS

Depuis bien longtemps, les Anglais connaissaient les vins de France. Quant les rois d'Angleterre devinrent ducs d'Aquitaine, le marché anglais s'ouvrit complètement aux vins du Bordelais et du Languedoc qui sortaient par la Gironde. Colbert estimait même que ce marché nous était définitivement acquis; à tel point que lorsque les Anglais, frappés par les augmentations de tarifs de 1664, menaçaient nos vins et eaux-de-vie de représailles, il pouvait écrire avec une certaine sérénité qu'il « était bien difficile, voire même impossible que les Anglais se passent de nos vins »¹. Les Anglais mirent leur menace à exécution: ils augmentèrent à différentes reprises les tarifs, établirent des tarifs différentiels qui favorisèrent les vins portugais et espagnols. On trouvera un exposé fort documenté de cette législation douanière dans le livre d'Arnauné « Le Commerce extérieur et les tarifs en douane »; on y voit les nombreuses mesures successives prises au sujet de l'importation des vins et eaux-de-vie, qui aboutirent en 1698 aux impositions suivantes:

Vins portugais et espagnols.	21 l., 12 sh., 4 d. par tonneau
Vins français	51 l., 2 sh., — —

« Ces mesures, remarque fort judicieusement Arnauné, portèrent un coup funeste à l'importation de nos vins. Lorsque, plus tard, l'abaissement des droits rendit de nouveau possible leur introduction en Angleterre, le goût des vins fortement alcoolisés y était acclimaté et on avait cessé d'y apprécier la délicatesse de nos crus ».

A cette époque, le marché anglais était donc assez peu accueillant aux vins de France. Ceux-ci avaient à supporter les droits anglais, énormes, auxquels s'ajoutaient les

¹ D'après Arnauné. Le commerce extérieur.

droits français, à l'exportation. En l'occurrence, le fardeau était bien plus lourd pour les vins du Languedoc que pour les vins du Bordelais qui avaient une plus grande valeur. Aussi les exportations de Cette à destination de l'Angleterre ne devaient pas être très nombreuses, et ceci d'autant plus que nous fûmes, au cours de cette époque, très souvent en guerre avec elle. Boissonnade mentionne cependant que, dès 1693, les bateaux anglais venaient charger à Cette des vins et des eaux-de-vie. Dans le Registre des deschargements et renversements de 1699 nous avons relevé seulement : une expédition à destination de *Cork* (*Irlande*) de 82 tonneaux faisant 40 muids, faite par A. Carré de Cork sur la barque anglaise « L'Accomodment ». « L'Exportation » de Londres, qui chargeait principalement pour Amsterdam, embarqua également quelques fûts pour Londres.

§ 4. — LES DÉBOUCHÉS DU NORD : HOLLANDE,
ALLEMAGNE, ETC.

Les traditions de la puissante marine hollandaise remontaient fort loin en matière de transport de vins et eaux-de-vie. En 1598, d'après *Boissonnade*, Anvers importait 40.000 barriques de vin français. A Rouen, les navires hollandais venaient charger les vins de Bourgogne. Ils fréquentaient assidûment les ports de Nantes et de Bordeaux, concurremment avec les Anglais, et ce commerce progressait rapidement.

En 1669, Colbert écrit : « Les Hollandais viennent tous les ans dans les rivières de Garonne et de Charente avec trois ou quatre mille vaisseaux enlever des vins pendant les mois d'octobre, novembre, décembre ; ils portent tous ces vins dans leur pays où ils paient les droits d'entrée. Ils en consomment le tiers environ ; les deux autres tiers sont conservés, accommodés, frelatés et ensuite, lorsque la mer s'ouvre au mois de mars ou d'avril, rechargés sur les mê-

mes vaisseaux et portés en Allemagne, mer Baltique et autres pays du Nord »¹.

Cependant Colbert avait fait maintenir contre les Hollandais le droit de 50 sols par tonneau déjà établi par Fouquet. Ce tarif fut sacrifié à la paix de Nimègue (1678) puis rétabli après la Révocation de 1685. Les Hollandais en obtinrent l'abolition à Ryswick en 1697². Le port de Cette, qui aimait à voir venir à lui les Hollandais, souffrit du trouble de cette période. Mais, vers 1699, les chargements pour la Hollande s'opéraient encore en grand nombre à Cette. Ainsi Daniel Troussel chargea près de 400 fûts dont les deux tiers de vin blanc pour Amsterdam, sur le bateau hollandais « Le Postillon de Marseille », et plus de 100 sur un autre bateau, hollandais également, à destination de Rotterdam. Portalès, de l'Arbre de Montpellier, Savabours d'Orléans etc, expédiaient aussi à destination de ces deux ports³.

Les expéditions de Troussel étaient les plus importantes. Nous avons relevé, parmi elles, des vins rouges, des vins blancs, du Frontignan, des clairettes, des picardans, des eaux-de-vie, des *eaux de Cette* et... du fromage de Roquefort. Les négociants montpelliérains agissaient souvent, en effet, en qualité de commissionnaires : c'est ce qui explique que, dans le même chargement, le bouquet si universellement apprécié du grand fromage français vienne s'ajouter à celui de ces vins réputés.

Malgré quelques difficultés, dont il sera question plus loin, relativement à l'exagération des prix et aux fraudes sur les futailles, les relations furent maintenues avec notre clientèle du Nord. Les registres de l'Amirauté de 1747 à 1750⁴ abondent toujours en déclarations d'expéditions de

¹ Arnauné, *op. cit.*, p. 4.

² Eugène Cavaignac. Esquisse d'une histoire de France, p. 242, 287, 291. Nouv. libr. nationale, Paris, 1912.

³ Arch. de l'Hér. C, 763 et 769. Registres de la ferme des Traités en Languedoc.

⁴ Arch. de l'Hér., B 293 et sqs.

vins et eaux-de-vie à destination de la Hollande et de l'Allemagne du Nord, sur des bateaux danois, suédois et hollandais, surtout hollandais.

Par exemple : Bazille et Sarran, le 13 décembre 1747, expédiaient à divers négociants d'Amsterdam, sur « l'Anne Marie », capitaine J. Thunis, 300 demi-muids de vin rouge et de nombreux barils de muscat et pièces d'eau-de-vie. Fraissinet chargeait sur le hollandais « le Malheur » des eaux-de-vie, des vins rouges, des vins du Rhône, des muscats et des picardans. En décembre, le « Len Ruissen », capitaine Clas Stam, partait pour Amsterdam avec une cargaison analogue des sieurs Laurens, Grenier, Fraissinet.

En janvier 1748, la « Princesse-Sophie-Magdeleine », capitaine Piter Thanch, danois, partait avec une grosse cargaison pour Hambourg et Altona. Les chargeurs étaient les négociants suivants : E. Laurens, de Cette ; Antoine Fraissinet, Laporte faisant pour Rey, de Montpellier ; Bouques, Antoine Mallet, de Pézenas¹. La cargaison se composait de vins rouges ou blancs ; de muscats de Béziers, de Frontignan ; d'eaux-de-vie, de liqueurs et de verdet. Des consignataires, comme J. Gliebshler d'Altona, assuraient le transport du point de déchargement jusqu'aux villes de l'intérieur.

A la même époque, Laporte de Cette, faisant pour Rey de Montpellier, charge des vins muscats et autres vins blancs sur le hollandais « Concorde », à l'adresse de Ischler d'Altona, pour le compte de Nolbeck de Magdebourg ; Ricard, Castillon, Marmiesse, Nissole chargent, sur le même navire, pour des négociants prussiens et saxons ; J. Troussel, par ordre d'Etienne Pourtalès de Hambourg, charge

¹ Hambourg, bien qu'il ne disposât pas encore de tous les moyens de communication perfectionnés qui ont assuré sa fortune rapide, était déjà le centre distributeur d'un important arrière-pays. Les vins, débarqués dans le grand port allemand, étaient destinés à des négociants des villes neutres de Hambourg même et de Francfort, Cassel, Nuremberg, Magdebourg.

des vins de Saint-Georges et des peaux de chevreau, pour le compte de Guillaume Clammer de Hambourg. Sur le hollandais « Adam et Eve », Jacques Lombard fils, de Frontignan, charge 160 barils de muscats, et Desmarets de Montpellier, des vins et des eaux-de-vie pour Amsterdam. Le suédois « la Paix » prend une cargaison de muscats, de picardans et d'eaux-de-vie pour Stockholm. Le danois « la Jacobine » charge des vins du Rhône, des muscats en fûts et en bouteilles et des eaux-de-vie, le tout à décharger à Altona, pour des négociants de Hambourg, Brême, Rostok, Cassel, Altona, Lubeck. Des chargements de vin de Côte-Rôtie, de muscats de Frontignan, de vins rouges, de vins du Rhône et de vins picardans sont faits sur « la Demoiselle Christine », pour Hambourg; sur le suédois « la Patience », pour Hambourg également, et pour des négociants de Hambourg, Brême, Lubeck, Dresde.

Enfin, dans les registres de l'*Amirauté* de 1747, nous avons relevé une particularité intéressante qui tient à l'état de guerre entre la France et l'Angleterre (guerre de la Succession d'Autriche, 1740-1748). Un arrêt du 18 août 1705 accordait aux négociants hollandais et écossais des licences de commerce qui leur permettaient de venir dans les ports de France charger les vins, les eaux-de-vie, etc. Les négociants cettois qui avaient à faire des expéditions pour les autres ports de France, pour éviter la saisie par les croisières anglaises, usaient d'un stratagème fort simple. Ils établissaient leurs déclarations d'expéditions, connaissements et autres documents, pour une destination hollandaise qui était ainsi une sauvegarde pour leur chargement: ainsi, en 1747, Taillan avait chargé, sur le hollandais « Guillaume », des eaux-de-vie à destination de Rotterdam; il vient déclarer au siège de l'Amirauté que c'est là une « destination fictive pour éviter la capture par les Anglais », la véritable destination étant Saint-Valéry »; Bresson, faisant pour Castillon de Montpellier, vient faire une déclaration analogue pour un chargement d'eaux-de-vie, de vin blanc et de muscats en caisses, dont la destination réelle était Marseille. Les croisières anglaises devaient

être bien dangereuses, pour que le cabotage dans la Méditerranée présentât de telles difficultés, qu'on dût recourir à la complaisance des armateurs hollandais qui devait se traduire, à n'en pas douter, par une grande augmentation de fret.

§ 5. — LES PICARDANS

Parmi les expéditions à destination de la Hollande et des pays du Nord, nous avons souvent relevé, on l'a vu, de grandes quantités de vins blancs, muscats et *picardans*. Ces derniers surtout méritent une mention spéciale.

Picardan n'est pas un nom de lieu comme *Aramon* ou *Frontignan*. Ce n'est pas non plus le nom d'un cépage actuel, comme la clairette ou le piquepoul, mais bien celui d'un *ancien cépage*¹.

¹ Ancien cépage, disons-nous, aujourd'hui mal connu des vignerons, même dans les pays qu'il a rendus célèbres, ainsi que des commerçants, qui n'ont pas le temps de rechercher l'origine des noms qu'ils emploient.

La « *propriété* » vend des piquepouls, des clairettes, des vins blancs, des bourrets, des aramons en blanc; le « *commerce* » expédie des côtes secs, des picardans secs et des picardans doux, etc.: l'un et l'autre dédaignent la philologie.

Nous rappelons donc, d'après H. Marès (Ampélographie, *Bul. de la Soc. d'agr. de l'H.*, 1873, p. 86) et pour les curieux seulement, que les « *piquardans* » sont dans la liste des trente-huit variétés de cépages donnée par Olivier de Serres dans son « *Théâtre d'Agriculture* » paru en 1600. Magnol, célèbre botaniste de Montpellier, qui écrit en 1686 au moment où le vin de picardan va entrer dans la gloire, ne nomme pas ce cépage, mais il indique le piquepoul, la clarette, l'espiran, le servan... et les œillades (*aliaque plurima*).

Or, d'après Cazalis-Allut (*Bul. de la Soc. d'Agr. de l'H.*, 1846, p. 311) l'œillade blanche est aussi nommée picardan. Mais cet auteur ajoute: « Les vins blancs doux, connus dans le commerce sous le nom de picardans sont faits avec de la clairette ».

Le *picardan* était un type de vin blanc produit dans les diocèses de Lodève, Agde et Béziers. C'est vers 1695 qu'on commença d'en commercer avec la Hollande, et il faut croire que le produit était un type excellent pour l'exportation dans les pays du Nord, puisqu'il eut une vogue rapide qui se traduisit par de nombreuses expéditions du commerce cottois. Dès 1700, tout navire qui chargeait à Cette pour Amsterdam, Rotterdam, Hambourg avait dans sa cargaison de nombreux douzains, tierceroles, sixains et même demi-muids de clairesses, muscats et surtout picardans. Les producteurs, encouragés par une pareille vogue,

D'autre part, M. P. Gervais (*Ampélographie Viala et Vermorel*) dit que l'œillade blanche a eu pour synonymes piquardan, picardan, gallet, araignan blanc, milhaud, mais ne se retrouve presque plus dans le vignoble méridional. « Déjà l'oïdium, dit-il, avait fait éliminer ce cépage avant la crise phylloxérique ; on n'en retrouve plus aujourd'hui. Les anciens vins de Picardan sont actuellement produits par la clairesse blanche ».

Enfin, voici le signalement du cépage qu'on pourrait rencontrer encore perdu dans le vignoble : *Picardan* : blanc, Languedoc. — Feuille moyenne, garnie inférieurement d'un duvet lanugineux assez compact. Grappe moyenne, cylindro-conique, un peu ailée. Grain moyen, ellipsoïde ; chair ferme et bien sucrée, relevée ; peau ferme, résistante, passant du blanc verdâtre au jaune doré à la maturité, de 3^e époque. (Henri Bouschet, *Mille variétés de vignes*, par Puillat.)

Nous estimons que c'est à son allure, à sa *sonorité* que picardan doit d'être devenu un nom commercial et, à n'en pas douter, dès l'origine même, quand le vieux cépage fournissait le nom, déjà d'autres cépages fournissaient en partie le produit. « Les vins de Picardan sont des vins blancs secs ou doux... ; on les obtient de vignes plantées presque exclusivement en clairesses ; ils tirent leur nom du picardan, cépage qui en fut autrefois le père, mais détrôné, dans ces derniers temps, par la clairesse à laquelle on associe parfois la malvoisie ou quelques panes musquées. ». (V. Rendu, *Ampélographie*, 1857).

Après des recherches laborieuses, nous avons enfin découvert le *picardan*, réfugié dans les gorges du Tarn, vers Ispagnac, et l'*œillade blanche*, en aval, vers Aiguessac.

furent des plantations considérables dans toute la Province. Ce produit de choix fit de la réclame à tous nos vins du Midi, et le commerce cettois croissait d'autant. A tel point que, dans un mémoire du 13 septembre 1730¹, la Chambre de commerce de Montpellier pouvait écrire : « La vente de ces deux sortes de vins, presque toujours faite à des prix exorbitants, était un Pérou pour les habitants du Bas-Languedoc ». Presque toujours faite à des prix exorbitants..., c'est un coup de griffe donné aux Biterrois responsables en partie des fraudes et abus de tous genres qui envahirent alors le commerce des vins. A tel point que les étrangers, lésés de toutes les façons, protestaient continuellement et réduisaient leurs transactions. Et le mémoire ajoutait avec mélancolie : « Heureux si des particuliers moins insatiables n'eussent point rebuté des gens qui leur apportaient des richesses ». Nous verrons que cette mélancolique remarque était pleinement justifiée, lorsque nous étudierons les fraudes et abus qui amenèrent la prise du règlement de 1729.

Mais nous pouvons dès maintenant illustrer ces pénibles remarques par une histoire empruntée à ce même mémoire. A la fin du xvii^e siècle, une puissante compagnie s'était fondée à Hambourg pour le commerce de nos vins. Ses opérations étaient importantes. « Elle fit acheter une quantité considérable de vins en Languedoc, on en enleva plusieurs centaines de muids à *Saint-Gilles*; les vendeurs se chargèrent de les faire voiturer aux ports les plus prochains; ils mêlèrent ce vin avec de l'eau : de deux barriques, il en firent trois; le vin s'aigrit en route, on n'en retira pas les frais et cette compagnie fut obligée de faire banqueroute. L'exemple a servi, personne n'a plus songé à faire acheter des vins à Saint-Gilles, et la mémoire d'une telle action ne s'effacera jamais de l'idée des négociants du Nord ». Le retentissement de cette affaire montre cependant que l'opinion publique la condamnait, et qu'il y avait toujours un commerce honnête.

Il faut aussi croire que le Règlement de 1729 eut quelque

¹ Arch. dép. de l'Hér.; C 2683.

effet, car les Hollandais continuèrent à fréquenter le port de Cette et de se plaindre.. Peut-être ne pouvaient-ils se passer de nos vins!

§ 6. — QUESTION DOUANIÈRE:

LA MODÉRATION DES DROITS DE SORTIE

Après avoir traité de l'exportation, nous devons dire quelques mots d'une question connexe, la question douanière pour employer un vocable un peu trop moderne peut-être. Nous avons déjà mentionné l'existence de droits de sortie sur les vins (p. 35); nous avons vu que des circonstances spéciales avaient motivé des réductions et suppressions de droits pour les sorties à destination du Havre et de Rouen (p. 50), permettant ainsi au Midi de remédier à la défaillance des fournisseurs habituels du marché parisien. De tout temps, les droits de douane ont été une gêne pour le commerce. En matière si délicate d'exportation des vins, la question des droits étrangers a souvent été la pierre de touche du commerce. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à parcourir les comptes rendus de la chambre de commerce de Cette. Elle n'a cessé de démontrer l'exagération de ces droits, qui venaient s'ajouter à tant d'autres circonstances pour frapper de paralysie notre commerce d'exportation: rôle ingrat où les vœux sont patients et où les réalisations doivent être lentes, avec la complexité des intérêts et du mécanisme international des relations économiques modernes.

Si la Chambre de commerce eût existé au XVIII^e siècle, nul doute qu'elle eût employé son activité à délivrer notre commerce d'exportation des entraves douanières qui déjà gênaient son développement. Et, vraiment, la position eût été meilleure qu'aujourd'hui. L'entrave, c'était alors les droits de sortie, c'est-à-dire des *droits français*, des tarifs dont nous étions les maîtres pour employer une expression qui devint un jour notre devise douanière. Il était

bien plus facile de modifier le taux de ces droits, quand les circonstances le demandaient. En l'occurrence, et puisqu'il s'agissait de *droits à l'exportation*, les intérêts du producteur et du négociant étaient identiques : heureuse harmonie qu'on souhaiterait moins rare en matière viticole ! Viticulteurs et négociants s'accordaient à demander, sinon la suppression, du moins la réduction des droits de sortie, et les Etats de Languedoc, fidèles interprètes des intérêts de la Province, « inscrivaient, chaque année, dans leurs cahiers, la demande en modération en l'appuyant de considérations générales ou de circonstances particulières, et le roi accordait la réduction demandée pour une année encore » (d'après Dutil). C'est ainsi que des arrêts de 1707, du 10 octobre 1712, du 23 décembre 1713 accordent la décharge de la moitié des droits de sortie. Les arrêts ultérieurs ne portent plus que décharge du tiers. Tels sont les arrêts du 26 novembre 1715, 14 novembre 1718, 26 novembre 1720 « qui déchargent du tiers des droits de sortie et du tiers du droit de fret les vins et eaux-de-vie de la province du Languedoc qui seront portés à l'Etranger ». Ce dernier arrêt mentionne, dans son préambule, les avis favorables du directeur de la Cie des Indes et de l'intendant de Bernage, et donne comme motif du maintien de la réduction la mortalité des oliviers, qui faisait de la culture de la vigne la seule source de revenus permettant de payer les impositions. Mais la mortalité des oliviers remontait à 1709 et de Bernage, mettant les choses au point, donnait la vraie raison, en disant : « C'est surtout la trop grande abondance et le vil prix de ces vins, qui ne valent pas sur les lieux ce que coûteraient les droits de sortie et de fret ».

L'arrêt du 23 septembre 1731, qui renouvelle la réduction pour les sorties par les ports de Cette, Agde, la Nouvelle, reproduit la même raison : « Le muid ne s'étant vendu à la récolte dernière que 15 livres, il y avait lieu de craindre qu'il ne se vendit pas davantage cette année, la récolte paraissant devoir être très abondante » ; de plus « la récolte des oliviers serait très mauvaise, cette année, ayant été endommagée par la rigueur de l'hiver dernier ».

Un arrêt du 7 septembre 1751 renouvelle la décharge pour les sorties par Cette, Agde, la Nouvelle, Aiguesmortes, alléguant cette fois « la médiocrité de la dernière récolte de vin qui en fera augmenter le prix ».

L'arrêt du 28 octobre 1754 revient à l'ancien argument : « Le bas prix où l'abondance de la dernière récolte de vin a fait tomber cette denrée est un nouveau motif d'en favoriser la consommation et le débit par l'exportation chez l'Etranger ». Mais déjà l'arrêt du 12 octobre 1753 s'exprimait ainsi, dans son préambule : « Une longue expérience a fait connaître combien le produit des droits a augmenté depuis leur modération. Aux premiers motifs, les *Etats* représentent que les circonstances d'une guerre maritime multipliant les difficultés et frais d'exportation, il devient encore plus indispensable de mettre en pratique tous les moyens qui peuvent tendre à favoriser ce commerce ».

Nous arrêterons là nos citations, croyant avoir amplement souligné la sollicitude du pouvoir central qui accueillait comme bonnes les raisons les plus diverses. Nous ne citerons pas tous les arrêts ultérieurs ; il y en avait un chaque année ou à peu près, la modération étant devenue de style jusqu'à la Révolution. Nous noterons cependant que l'arrêt du 21 juillet 1784 exempta complètement les eaux-de-vie des droits de sortie ¹.

La question des *droits de sortie* n'est pas la seule question de douane qui se soit posée à cette époque, en matière de vins. La question des *primes* s'est également posée, et d'une façon originale d'ailleurs, à l'occasion du commerce entre Cette et l'Amérique ; nous étudierons plus loin les deux choses de concert. Nous pouvons toutefois dire déjà que la question des primes ne reçut pas de solution, alors que celle des droits de sortie fut résolue, on l'a vu, à la satisfaction des viticulteurs et des négociants, pour le plus

¹ Un exemplaire des archives de Montpellier porte cette mention manuscrite : « Je soussigné Vallat, trompette de la ville de Cette, certifie avoir publié et affiché aux endroits de la ville le contenu ci-dessus ; en foy de quoi ce, à Sette le 18 août 1784.

grand bien du commerce des vins. C'est, du moins, ce qu'affirment les arrêts successifs de modération dont le préambule disait, avec constance, que la modération des droits avait accru ce commerce.

§ 7. — DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE CETTOIS : STATISTIQUE

Nous voulons bien croire que la réduction des droits ne fut pas étrangère au développement du commerce des vins et spécialement du commerce cettois. Pour jalonner ce développement, nous ne disposons d'abord que de quelques chiffres ; ce ne sont pas encore de longues statistiques, nous les donnons cependant, la rareté de tels documents en augmentant la valeur : « Etat des pièces d'eau-de-vie sorties de la province de Languedoc en 1732-1733, par les ports de Cette et Agde, la pièce évaluée sur le pied de $\frac{2}{3}$ de muid ou 60 verges que chacune doit contenir, conformément à l'arrêt du conseil du 27 septembre 1729 :

Bureau de sortie	1732	1733	Diminution en 1733
Cette	6.869	2.424 $\frac{1}{4}$	4.444 $\frac{3}{4}$
Agde	16 $\frac{1}{2}$	4 $\frac{1}{3}$	11 $\frac{1}{6}$

Cet état fut dressé par le contrôleur des Fermes royales à Cette, à la demande du ministre Ory ¹. A celui-ci, on avait déjà fourni un état dressé par Grangent, contrôleur des vins et des eaux-de-vie, et qui accusait : pour Cette en 1732 : 6.021 pièces et en 1733 : 2.251, soit une différence de 3.370. Cette différence en moins, signalée par Grangent, avait fort étonné le ministre qui s'en ouvrit à l'Intendant dans une lettre du 12/2 1734. C'est alors qu'à titre de contrôle fut dressé le premier état. En tenant compte que la divergence entre les deux états provient d'une estimation différente de la capacité des pièces, l'état fourni par la Ferme confirme la diminution signalée par le Contrôle des vins et

¹ Arch. dép. de l'Hér. ; C, 2683.

eaux-de-vie. Tous deux l'attribuaient au déficit de la récolte des vins en 1732, et prévoyaient pour 1734 une diminution plus forte encore, car la récolte de 1733 avait été mauvaise.

L'état précédent ne comporte, on l'a vu, que des chiffres pour les eaux-de-vie. Il est à supposer, que vu sa cause, la diminution porta également sur les sorties de vins par Cette. Ceci est chose certaine pour Agde, car un état de la Ferme porte: sorties en 1732: 2.175 muids, en 1713: 979 muids.

Ce fléchissement dans les sorties de vins et eaux-de-vie ne fut que momentané, et le commerce cettois reprit sa progression, comme le signalent les nombreux mémoires de l'époque. Le mémoire de Grangent notamment, dressé en août 1752, s'exprime ainsi: « On peut compter qu'il s'embarque à Cette, année commune, 5 ou 6 mille pièces d'eau-de-vie et 9 à 10 mille muids de vin ». Un état dressé par Grangent fils, le 1^{er} janvier 1754, donne les chiffres suivants des sorties, pour 1753:

Muids	Vin	Leyrans	Barriques	Eau-de-vie	Verges
18.228	+	5	12.128	=	817.057

La progression était sensible. Un autre état dressé par le même Grangent, pour 1760, porte, pour les vins et les eaux-de-vie:

11.365 muids + 10 leyrans 4.804 barriq. = 366.796 verges

Nous avons enfin une véritable statistique, que nous devons à l'inspecteur *Grangent fils*. Elle nous donne des chiffres suivis pour une période de trente et une années, 1740 à 1770, relativement aux exportations de vins et eaux-de-vie en plein xviii^e siècle (et cent ans après la fondation du port de Cette). Dressée pour les Etats de Languedoc, elle nous permet de suivre les fluctuations de l'exportation, sinon d'en déterminer complètement les causes. Celles-ci sont le plus souvent d'ailleurs des causes économiques, surabondance ou rareté des produits de la vigne, sans qu'il soit possible de négliger évidemment la surprise mo-

mentanément défavorable des événements politiques affectant les relations internationales.

Dans cette période, les maxima d'exportation sont, pour les vins :

de 12.761 muids en 1743	de 20.963 muids en 1764
— 16.075 — — 1747	— 21.444 — — 1769
— 18.218 — — 1753	— 27.255 — — 1770

Les minima sont, pour les vins également :

de 6.185 muids en 1740	de 10.229 muids en 1757
— 7.139 — — 1750	— 9.643 — — 1761
et de 9.465 muids en 1768	

Mais, malgré le titre de notre étude, nous ne pouvons nous borner à considérer seulement les vins en nature. Il faut, pour cette époque surtout, faire état des eaux-de-vie qui avaient une grande importance, plus d'importance que les vins. En totalisant les vins expédiés en nature et les vins ayant fourni les eaux-de-vie vendues à l'étranger (plus généralement sorties par mer) on obtient les résultats suivants qui représentent l'écoulement des vins du Languedoc par la voie maritime de Cette. Les meilleures années furent donc :

1743	avec	46.762	muids	ou	314.785	hectolitres ¹
1747	—	42.287	—	—	296.838	—
1753	—	63.610	—	—	435.091	—
1762	—	42.388	—	—	289.942	—
1766	—	43.875	—	—	302.156	—
1769	—	57.974	—	—	398.062	—

¹ Nous opérons ici la conversion en *hectolitres*, parce que cette notation, d'ailleurs plus familière à notre temps, permet des comparaisons rapides avec les exportations toujours relevées à l'hectolitre dans la suite de notre travail. Après avoir relevé au litre, les douanes françaises relèvent à l'hectolitre.

Les mauvaises années se produisirent en :

1745	avec	19. 092	muids	ou	130.592	hectolitres
1746	—	20.491	—	—	141.517	—
1748	—	33.575	—	—	161.244	—
1751	—	13.981	—	—	95.648	—
1757	—	20.692	—	—	142.296	—
1763	—	21.292	—	—	145.636	—
1767	—	19.538	—	—	133.630	—

Or, de 1740 à 1748, on a neuf ans de guerre continentale et maritime à propos de la *succession d'Autriche*, et nous avons contre nous l'Angleterre, la Hollande et la Russie. Les Anglais font la police des mers et il doit être difficile à notre marine marchande de leur échapper. Les Hollandais, ces *rouliers des mers*, nos transporteurs de prédilection, sont dans la bagarre et on se bat sur leur territoire. Notre exportation résiste cependant : aux mauvaises campagnes de 1745, 1746 et 1748, on peut opposer les trois années magnifiques de 1743, 1744 et 1747¹. En 1747, les marins hollandais nous sont utiles pour échapper à la surveillance anglaise, car en tout temps le commerce cherche à réagir contre les troubles apportés aux relations économiques. On résiste difficilement aux besoins impérieux des populations, même quand il s'agit en somme d'un produit de luxe. Il est remarquable que l'année de la paix (traité d'*Aix-la-Chapelle*, 1748) fut une mauvaise campagne pour le commerce de Cette : ne serait-ce pas une preuve que le commerce s'habituerait même à l'état de guerre, et que ce qui le trouble davantage ce sont toutes les incertitudes ?

Le fléchissement de 1751, suivant celui de l'année précédente, assez inexplicable en pleine paix, n'est heureusement que momentané. (Avait-il pour cause des conditions économiques qui nous échappent aujourd'hui ?) En deux années est obtenu le chiffre de 1753 suivi de ceux de 1754, 1755 et 1756. Ces quatre campagnes vinicoles célèbrent la

¹ Voir ci-après tableau n° 1.

Tableau 1. — Exportation de Cette au XVIII^e siècle

D'après les Arch. dép. de l'Hér. C. Etats 694.

ANNÉES	VINS		EAUX-DE-VIE		VINS	VINS
	Quantités en	Quantités en	Quantités en	Quantités en	ayant fourni	écoulés
	muids	hectolitres	verges	hectolitres	les eaux-de-vie hectol.	colonne 3 + colonne 6 hectol.
1699	5.959	40.418	166.320	12.640	63.200	103.618
1740	6.185	42.278	437.425	33.244	166.220	208.498
1	8.404	54.483	342.334	26.017	130.085	187.568
2	7.683	52.552	292.340	22.220	111.100	163.852
3	12.761	82.285	611.839	46.500	232.500	314.785
4	8.542	58.427	540.741	41.096	205.480	263.907
5	11.294	77.252	140.373	10.668	53.340	130.592
6	9.437	65.907	198.973	15.122	75.610	141.517
7	16.075	109.953	491.809	37.377	186.885	296.838
8	12.412	84.894	200.926	15.270	76.350	161.244
9	12.561	72.237	371.755	28.253	141.265	213.502
1750	7.139	48.831	287.584	21.856	109.280	158.111
1	7.905	54.073	105.413	8.315	41.575	95.648
2	10.945	74.180	246.527	18.736	93.680	167.860
3	18.218	124.611	817.057	62.096	310.480	435.091
4	12.473	86.315	778.707	59.182	295.910	386.235
5	12.153	83.127	879.024	66.806	334.030	417.157
6	11.864	81.150	580.513	44.119	220.595	301.745
7	10.229	69.966	190.338	14.466	72.330	142.296
8	10.484	77.711	327.574	24.896	124.480	202.191
9	12.111	82.839	309.080	23.490	117.450	200.289
1760	11.365	77.737	360.793	27.877	139.385	217.122
1	9.643	65.958	377.306	28.775	143.875	209.833
2	12.686	86.782	524.637	40.632	203.160	289.942
3	13.468	52.121	140.832	10.703	53.515	145.636
4	20.963	143.387	236.876	17.992	89.900	233.347
5	16.725	114.399	382.049	29.036	145.180	259.579
6	18.033	123.346	465.163	35.762	178.810	302.156
7	14.087	96.345	98.116	7.457	37.285	133.630
8	9.465	64.741	473.183	35.962	179.810	244.551
9	21.444	146.677	661.533	50.277	253.385	398.062
1770	27.255	186.424	367.786	27.952	139.760	326.184
1774	18.852	128.948	380.443	28.913	144.565	248.355
1775	20.201	137.175	345.551	26.262	131.310	268.485

NOTA. — Les chiffres de 1699 sont calculés d'après 6648 pièces de vin et 2079 pièces d'eau-de-vie pour 9 mois (Hérault G 767 à 769).

La pièce = 60 veltes ; la barrique = 27 veltes pour 30.

Les vins sont comptés à la moyenne de 10° soit 5 hectolitres de vin pour 1 d'eau-de-vie.

belle période de huit années de paix que la France connut alors (1748 à 1756).

Bientôt ce fut la guerre de *Sept Ans* (1756-1763) : avec la Prusse nous avions encore l'Angleterre contre nous. Celle-ci avait déjà commencé les hostilités maritimes par l'attentat de 1755 suivi de la capture de « 300 navires d'une valeur de 30 millions », et on sait avec quel acharnement elle s'appliquait à ruiner notre marine et attaquer nos colonies. Dès 1757, elle attaquait nos côtes de l'Océan ; l'année suivante, c'était le blocus de Toulon et des attaques sur la Manche ; en 1759, bombardement du Havre et opérations dans la Méditerranée. En novembre 1762, préliminaires de paix aboutissant au traité de Paris, février 1763. Cependant, chose singulière, le commerce cettois lutta pour maintenir encore ses positions, après la chute de 1757, causée sans doute par l'attentat sans exemple de 1755. Le maximum de 1762 fut accompagné du minimum de l'année suivante qui marque la fin de la guerre : nouvelle preuve que ce que redoutent les spéculations du commerce c'est surtout le trouble dans l'état de choses établi. Mais, sans l'insécurité des mers, les résultats de cette époque eussent été tout autres, après le bel élan pris de 1753 à 1755 (63.610 muids en 1753).

Dès l'année 1764, qui suivit la paix générale, la reprise s'annonçait vigoureuse, et en trois campagnes économiques était obtenu le maximum de 1766. L'année suivante, chute nouvelle (19.538 muids seulement). Avait-on, à Cette, gardé le souvenir des événements de 1756, et son commerce avait-il été éprouvé dans la perte de 30 millions ? Nous n'avons pas de réponse à cette question, mais on pourrait incliner à cette explication, en pensant que le commerce avait à cette époque flairé la tension des rapports entre la France et l'Angleterre qui faillit amener encore la guerre.

La reprise de 1768, suivie d'un nouveau bond à la campagne suivante, permit d'atteindre le beau chiffre de 57.974 muids, le vin ayant manqué partout en France cette année-là. Jusqu'à la fin de l'ancien régime nous n'avons plus que les chiffres de 1774 et 1775 qui sont inférieurs et nous ne

pouvons pas apprécier les résultats de l'« arrêt du Conseil du 21 juillet 1784 portant exemption des droits pour les eaux-de-vie qui sortiront du royaume, et la liberté de distiller les *lies, baissières* et *marcs* de raisin ». Ballainvilliers nous livre pour les *esprits* un chiffre élevé qui accuserait un progrès magnifique de ce côté, en 1786, mais il n'a pas la valeur des chiffres de Grangent. Nous ne connaissons pas davantage les effets des traités de commerce conclus par le ministre *Vergennes* avec les Etats-Unis, 1778; la Hollande, 1786, et la Russie, 1787 ¹. Cependant on sait en gros qu'ils eurent des résultats favorables. L'inspecteur du commerce, *Dupont de Nemours*, montre que l'exportation avait quadruplé, celle des eaux-de-vie et vinaigres triplé, en huit mois. Un ancien président du tribunal de commerce de Cette (Fr. Gauthier, centenaire de 1891), parlant du commerce du port de Cette, accuse : 80.000 barriques de trois-six; 20.000 barriques d'esprit de vin et 170.000 barriques de vin pour le mouvement total de 1791. Nous en retiendrons simplement qu'au moment de la Révolution, l'exportation de nos produits était en pleine voie de développement. Et d'ailleurs voici ce qu'enregistre l'Histoire : « De tous les pays du monde, il n'en était pas, sauf l'Angleterre, de plus prospère que la France. Il faudra attendre 1835 pour que l'ensemble des échanges remonte aux chiffres de l'année 1789 » ². Cette conclusion convient en particulier à Cette et au commerce qui fait l'objet de notre étude.

¹ Le traité du 26 septembre 1786 avec l'Angleterre qui contenait des concessions de tarifs, mais dont les effets disparurent en 1791 et 1793 par suite des mesures prohibitives de cette époque, fut surtout à l'avantage de l'Angleterre dont le représentant était *supérieurement compétent*. « Les vins de France étaient taxés comme les vins de Portugal, 46 livres au lieu de 98; les droits sur les vinaigres étaient abaissés de 67 livres à 32 par tonneau, et ceux sur les eaux-de-vie de 9 à 7 livres par gallon ». *H. Carré*, in *Histoire Lavis*, t. IX, p. 227.

² *H. Carré*, *loc. cit.*, p. 229.

Les chiffres que nous avons donnés sont tous des chiffres de sortie. Nous n'avons d'ailleurs étudié, dans les pages qui précèdent, que le commerce d'exportation. C'est le seul en vérité qui eût de l'importance. Cependant il pouvait arriver que certains vins étrangers, vins spéciaux, entrent à Cette et y soient ensuite réexportés. Ainsi, en mai 1669 ¹, le sieur Ville, de la Rochelle, expédie à Dunkerque 31 tonneaux faisant 15 muids de vin venus d'Espagne; Ducros, de Montpellier, expédie à Paris 45 muids de vin venus de Mahon en Espagne.

Nous avons un « Etat des vins entrés par le port de Cette depuis le 1^{er} septembre 1758 jusqu'au 8 mars 1759 » ². C'est un état détaillé par jour; nous n'en donnerons que la récapitulation :

Vin rouge commun d'Espagne...	1.327 muids	1/2 leyran
Vin blanc	0 —	4 —
Vin de Roussillon (Saint-Laurent et Collioure)	1.056 —	
Vin de liqueur.....	18 —	3 —
dont 13 venus de Mahon, le sur- plus d'Espagne.	—————	—————
Soit au total.....	2.401 muids	8 leyran

Ceci montre que, déjà à cette époque, la place de Cette avait comme marché des vins une importance assez grande puisqu'elle dépassait le cadre de *la Région*. Cette n'était pas seulement la porte qui assurait la sortie des vins du Languedoc; il exerçait une attraction, qui s'explique et par la proximité du marché espagnol et par ses relations étroites avec les pays acheteurs.

¹ Arch. dép. Hér.; C, 767.

² Arch. dép. Hér.; C, 2685.

CHAPITRE III

FRAUDES. — REGLEMENT DE 1729

§ 1. Mémoire des Etats contre la fraude, 1700. — § 2. Projet de règlement, 1724. — § 3. Inspection des vins et eaux-de-vie à Cette. — § 4. L'Arrêt de 1729. — § 5. Protestations contre l'Arrêt. — § 6. Un inspecteur à Béziers, 1786. — § 7. Le privilège de Bordeaux. — § 8. Rôle de l'inspecteur à Cette. — § 9. Le jaugeage des tonneaux, 1736. — § 10. La mauvaise futaille.

Dans les chapitres précédents, nous avons donné une vue d'ensemble du commerce des vins et eaux-de-vie, à Cette, en étudiant les questions principales avec autant de détails que le permettent les rares documents que nous possédons. Nous nous sommes efforcé de rendre le tableau aussi vivant que possible. C'est pour cette raison que nous aborderons d'autres questions, dont les unes sont spéciales à Cette, et les autres ont un cadre plus étendu. Elles préciseront, en les complétant, les notions générales que nous avons données.

§ 1. — MÉMOIRE DES ETATS CONTRE LA FRAUDE: 1700

Nous parlerons d'abord des *fraudes* et des *abus*. Il y a des choses et des noms qui traversent les temps. Si l'oïdium et le phylloxera ont eu le triste privilège d'être des nouveautés, par contre la surproduction, la mévente et la fraude ont de nombreux titres d'ancienneté. Pline (cité par *Degrully*) rapporte que « les vins de la Narbonnaise ou de

la vallée du Rhône étaient en général de qualité médiocre, quand ils n'étaient pas falsifiés avec de la fumée ou de l'aloès ».

Le xvii^e siècle connut la fraude classique, la plus ancienne et la moins dangereuse : le mouillage. Il faut croire que l'exportation des vins du Languedoc avait donné lieu, dès la fin du xvii^e siècle, à de pareils soupçons puisque le procès-verbal des Etats de Languedoc du 7 janvier 1700 ¹ porte que « les Etats sont informés que pour décréditer dans les pays étrangers la vente des vins de Languedoc, on y avait répandu le bruit que ceux de 1698 étaient mélangés d'eau ». Emus d'une pareille situation et du discrédit qui pourrait paralyser une des principales sources de revenus de la Région, ils décidèrent qu'à titre de garantie « ceux qui achèteront des vins du Languedoc appelleront, si bon leur semble, dans les temps de la livraison des dits vins, les maires et consuls des lieux, pour vérifier en la présence des vendeurs par les expériences qui pourront être faites, si le vin est pur ».

Il faut croire que cette mesure fut impuissante à enrayer les fraudes, puisque les plaintes des étrangers continuèrent. Nous disons les fraudes, car elles étaient nombreuses ; elle portaient non seulement sur la composition des vins et des eaux-de-vie, mais encore et surtout sur le logement.

Les vins s'embarquaient à Cette « dans des tonneaux mal fabriqués et mal tournés qui, par les fraudes et les coulages, portaient des préjudices considérables à l'Etranger. Les Hollandais avaient beau demander des eaux-de-vie d'une certaine preuve, nos fabricants ne se piquaient pas d'en approcher ; comme ils n'avaient rien à craindre, ils n'écoutaient que leur intérêt qui leur faisait trouver plus de bénéfice à mal fabriquer. Tout ce qui s'embarquait pour lors n'était qu'une eau-de-vie formée de nos vins aigres et moisies, et tirée avec tout son flegme. En un mot, tout était dans une situation capable de rebuter l'étranger

¹ *Devic et Vaissete*, Hist. génér. du L., XIV, 1516.

si on n'y avait porté un prompt remède. Ce commerce ressemblait à un diamant brut qu'il fallait polir ». Le tableau est de *Grangent*, un nom qui reviendra souvent au cours de cette étude ¹.

Nous avons noté précédemment la malheureuse histoire de la Cie hambourgeoise et des chargements de vins de Saint-Gilles ². Le mémoire qui la relatait ajoutait : « La même chose a pensé arriver à Béziers et aux environs, et si les étrangers ne se sont pas tout à fait rebutés, c'est qu'ils se sont reposés sur leurs correspondants de Montpellier, qui ont eu soin de vérifier ces vins à Cette, avant leur embarquement, et de faire revendre celui qui était mélangé avec de l'eau. Cet expédient assurait les étrangers de recevoir de bons vins, mais les frais étaient si considérables que quelque prix qu'ils les vendissent chez eux, ils y perdaient presque toujours, à cause de ces altérations qu'on pratiquait sur les vins au moyen de grappes de raisins, de la terre et de la lie de vin et autres mauvais ingrédients qu'on y mêlait, ce qui causait des déchets épouvantables » ³.

§ 2. — PROJET DE RÈGLEMENT : 1724

Les commerçants cettois, comme tous les négociants de la Province, devaient être harcelés de protestations. Les affaires devenaient sans doute difficiles. Tous les négociants languedociens s'émurent et rédigèrent, en 1724, pour remédier à tous les abus signalés, un projet de règlement qu'ils soumièrent à l'approbation de la chambre de commerce de Montpellier. Celle-ci le transmit au contrôleur général *Dodun* qui le renvoya, le 17 octobre 1724, à l'intendant du Languedoc, de Bernage, « pour donner son avis après avoir entendu les parties intéressées » ⁴. Et de fait,

¹ Arch. dép. Hér. C, 2684. Mémoire de 1752.

² Voir 1^{re} partie, chap. 2, § 5.

³ Arch. dép. Hér. C, 2683.

⁴ Arch. dép. Hér. C, 2683.

l'Intendant, par l'intermédiaire des subdélégués des diocèses de Montpellier et Agde, procéda à une enquête, à une véritable consultation des fabricants et tonneliers de la Province.

Ce projet devait devenir le règlement du 27 septembre 1729 sur le commerce des vins et eaux-de-vie. Nous étudierons bientôt ce règlement mais, dès maintenant, nous pouvons dire qu'il comportait la *création d'un inspecteur* des vins et eaux-de-vie à Cette.

§ 3. — INSPECTION DES VINS ET EAUX-DE-VIE

Dès 1728, le sieur Grangent, receveur des tailles de Lodève, avait suggéré cette création à le Poletier des Ports; il se proposait en outre pour remplir les fonctions d'inspecteur, moyennant un droit de 20 sols par tonneau embarqué¹. Les négociants du Languedoc, la chambre de commerce de Montpellier et Grangent lui-même rédigèrent de nombreux mémoires sur la question. La Chambre de commerce voulait se voir attribuer la nomination de l'inspecteur dont elle fournissait les appointements. L'Intendant proposait que l'inspecteur fut nommé par le roi mais il réduisait le droit à percevoir à 15 ou 16 sols, « à charge de fournir des entrepôts et d'avoir deux commis pour vérifier les embarquements pour Lyon et Bordeaux, lorsqu'il sera occupé aux embarquements pour la Hollande »². En définitive, l'inspecteur fut nommé avec appui du cardinal de Fleury et payé par les états du Languedoc. Grangent inaugura les fonctions avec 2.000 livres de traitement.

Le rôle de l'inspecteur est fixé par l'article 12 du règlement. Nous allons reproduire ce règlement en entier: c'est un document intéressant qui donne une vue curieuse des mœurs commerciales de l'époque.

¹ Arch. dép. Hér.; C, 2683.

² Arch. dép. Hér. C, 2683. Lettre 12 juin 1728.

§ 4. — L'ARRÊT DE 1729

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi servant de règlement pour la fabrication des tonneaux et pour les vins et eaux-de-vie.

Article I. — Les tonneaux qui seront fabriquez dans la province de Languedoc destinez à renfermer les vins seront faits de bons bois de châtaignier, ou de chesne bien sec, et d'une bonne épaisseur, et seront reliez avec des cercles de bois de châtaignier.

Article II. — Les dits Tonneaux contiendront, scavoir, les deux tiers de muid ou douzains, soixante verges: le tiers de muid, trente verges; le quart de muid, vingt-deux verges et demie, et le sixième de muid, quinze verges.

Article III. — Fait Sa Majesté déffenses aux Propriétaires ou Possesseurs de vignes, de mettre ou laisser mettre des grains de raisin, de l'eau ou autre liqueur ou matière, dans les tonneaux de vin, ni de commetre aucune autre fraude qui puisse les gâter, à peine de répondre des dommages et intérêts que les Acheteurs en pourront souffrir.

Article IV. — Les Propriétaires ou Possesseurs de vignes qui feront des vins blancs et des vins muscats, seront tenus de les passer au travers d'un tamis, à mesure qu'ils feront les dits vins.

Article V. — Les dits Tonneaux seront marquez dans le milieu de l'un des fonds d'une marque à feu, qui contiendra le nom tout au long du tonnelier qui les aura fabriquez.

Article VI. — Les Tonneaux servant à renfermer les Eaux-de-vie ne seront faits que de bois de chesne bien sec et d'une bonne épaisseur, et seront reliez avec des cercles de bois de châtaignier, d'une grosseur proportionnée à la grandeur du Tonneau, qui ne pourra contenir plus de soixante verges.

Article VII. — Les dits Tonneaux seront marquez dans le

milieu des fonds d'une marque à feu, qui contiendra le nom tout au long tant du tonnelier qui les aura fabriquez, que du Brûleur ou Marchand d'eau-de-vie qui les aura fait fabriquer; et outre les dites marques, il sera mis en chiffres au-dessous des dits noms, pareillement avec une marque à feu, le nombre de verges que contiendront les tonneaux d'eau-de-vie.

Article VIII. — Tous les dits Tonneaux de vin et d'eau-de-vie seront d'une longueur égale, et d'une grosseur proportionnée, sans estre rehaussez à l'endroit de la bonde, ny enfoncez à l'endroit opposé, ny aplatis sur les côtez; le trou de la bonde aura au moins un pouce de diamètre, la douve de la bonde ne sera point creusée intérieurement autour de la bonde, ny aucune douve ne sera creusée intérieurement à l'endroit des fonds, et les dits Tonneaux seront porte-foncez.

Article IX. — Les Verges dont on se servira pour jaugeer les tonneaux de Vin et d'Eau-de-vie seront conformes à la Verge de Bordeaux, et seront marquées par le Maître Jaugeur de la Villè de Montpellier.

Article X. — Ceux qui vendront les Eaux-de-vie seront responsables envers les Acheteurs des dommages qui leur seront causez, et de leur mauvaise qualité; jusqu'à ce qu'elles ayent été livrées aux Acheteurs dans les lieux où elles seront envoyées pour être embarquées, quand même ils les auraient agréées dans les magasins des vendeurs, à l'effet de quoy les Acheteurs pourront les faire vérifier à leur arrivée dans les dits lieux avant qu'elles soient embarquées.

Article XI. — Les dits Tonneaux qui à commencer du premier juillet prochain seront exposez en vente, ou autrement mis dans le commerce, sans être conformes au présent Arrêt, seront saisis et confisquezz, et celui sur qui la saisie aura été faite, condamné, scavoir en cent livres d'amende pour chaque Tonneau de vin, et pour chaque contravention, et en cent cinquante livres d'amende pour chaque Tonneau d'eau-de-vie et pour chaque contravention sauf son recours tant pour l'amende et la confiscation, que pour les domma-

ges et intérêts, contre celui qui aura vendu les dits tonneaux, lequel aura pareillement son recours contre celui qui les aura fabriqués ou fait fabriquer, suivant la nature de la contravention; et seront les amendes prononcées pour raisons des dites contraventions, appliquées moitié au profit de Sa Majesté, et l'autre moitié, ensemble les confiscations au profit de l'Hôpital Général de Montpellier.

Article XII. — Ordonne Sa Majesté, que par les Etats de la Province de Languedoc, il sera incessamment établi un inspecteur lequel après avoir prêté serment devant les juges et consuls de Montpellier vérifiera la qualité de tous les Vins, des Esprits de vin et des Eaux-de-vie qui seront envoyés dans les ports de Cette, de Béziers et de Beaucaire, pour y être embarqués pour les pays étrangers, ou pour les villes de Lyon, de Bordeaux ou autres Villes ou lieux du Royaume; fera l'épreuve de la qualité des Vins, Esprits-de-vins et Eaux-de-vie, saisira les Vins, Esprits-de-vin et Eaux-de-vie qui n'auront pas les qualités requises, ensemble les Tonneaux et futailles qui ne seront pas conformes au présent Arrêt, dressera des Procès verbaux des différentes contraventions qu'il aura remarqué, et poursuivra les Contrevenans de quelque qualité et condition qu'ils soient, et en quelque lieu qu'ils fassent leur demeure, par devant les Juges et Consuls de Montpellier.

Article XIII. — L'épreuve de l'Esprit-de-vin se fera en mettant un peu de Poudre à Canon dans une Cuillère, laquelle sera ensuite remplie d'Esprit-de-Vin, et si après y avoir mis le feu, le tout se consomme, en sorte que la Cuillère reste nette et sans aucune humidité, l'Esprit-de-Vin sera de bonne qualité: Cette Epreuve se pourra faire aussi en remplissant d'Esprit-de-Vin la moitié d'un Verre ordinaire, et si en y faisant tomber une goutte d'Huile d'olive, elle se précipite à l'instant au fonds du verre, l'Esprit-de-Vin sera de bonne recette, et à l'égard de l'Epreuve du Vin et de l'Eau-de-Vie, elle se fera en la manière acoutumée.

Article XIV. — Tous les Tonneaux d'Esprit-de-Vin et d'Eau-de-vie, qui auront été trouvés par le dit Inspecteur

de bonne qualité et de recette, seront par lui marquez avec une marque à feu aux Armes de la Province de Languedoc.

Article XV. — Veut Sa Majesté que les contestations qui pourront naître sur l'exécution du présent Arrêt, soient portées par devant les juges et consuls de Montpellier, pour être par eux instruites et jugées sommairement, et les jugements par eux rendus exécutés nonobstant opposition ou appellation et sans préjudice d'icelles. Enjoint Sa Majesté au Sieur Intendant et commissaire départi dans la Province du Languedoc, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, qui sera lu, publié et affiché par tout où besoin sera, et sur lequel seront toutes Lettres nécessaires expédiées.

Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le vingt-septième jour de septembre mil sept cent vingt-neuf.

Signé: *Phelypeaux.*

Fait à Nismes, le 31 octobre mil sept cent vingt-neuf.

Signé: *De Bernage.*

A la minutie des prescriptions, on peut mesurer le développement des multiples abus qui avaient envahi le commerce des vins et des eaux-de-vie, à cette époque lointaine. Futailles défectueuses, difformes, mal cerclées, prêtant à la supercherie; altérations et fraudes, tant sur les lieux de production et de fabrication qu'en cours de transport, tels étaient les abus, qu'on peut lire d'ailleurs entre les lignes du règlement, qui motivaient les plaintes de l'Etranger et aussi des commerçants cettois et montpelliérains qui avaient particulièrement à souffrir de l'état de perpétuelle suspicion qui entourait et entravait leurs opérations.

Nous n'avons pas, pour les années antérieures au Règlement de 1729, les chiffres des sorties des vins et eaux-de-vie par le port de Cette. Leur connaissance nous eut permis de savoir exactement à quel point les relations du commerce cettois avec l'Etranger furent affectées par ces abus. Il faut croire que la situation était assez grave puisque

Grangent pouvait écrire: « En 1729 le commerce des Vins et Eaux-de-vie était presque éteint en Languedoc; à peine le Règlement a paru qu'on a recommencé à y adresser les commissions qu'on donnait auparavant dans les pays étrangers voisins et on a fait plus de chargements en 1730 que dans un long intervalle auparavant » ¹. Il est toutefois possible que Grangent, en raison de ses fonctions, ait un peu forcé la note, d'autant plus qu'il avait fait cette déclaration dans un mémoire suscité par les nombreuses discussions que l'arrêt avait soulevées.

§ 5. — PROTESTATIONS CONTRE L'ARRÊT

L'Arrêt, comme toutes les nouvelles mesures, n'avait pas été sans soulever de nombreuses et violentes protestations.

Dès 1730 ², les consuls et les habitants de Béziers, tout en reconnaissant qu'il fallait mettre un terme aux fraudes, protestaient contre l'Arrêt en déclarant peu pratiques les moyens fixés par le Règlement. Pour appuyer cette prétention, ils recouraient à des hypothèses compliquées. « Il arrive ainsi, disaient-ils, que dans les périodes d'abondance de vin plusieurs particuliers se joignent pour faire une pièce d'eau-de-vie. Il faudrait donc, suivant l'Arrêt (article VII), non seulement une marque particulière du nom du propriétaire pour chaque tonneau, mais encore plusieurs pour le même, ce qui renfermerait des inconvénients infinis ».

C'est surtout l'article X du Règlement qui était critiqué par les Biterrois. « Autant il est raisonnable, disaient-ils, qu'un propriétaire soit responsable de ses denrées jusqu'à la livraison faite à l'acheteur, autant serait-il injuste et contre l'équité naturelle de le charger des événements

¹ Arch. dép. Hér.; C, 2683.

² Arch. dép. Hér.; C, 2683. Mémoire du 4 juillet 1730.

quand il les a livrées ou qu'elles sont passées dans des mains étrangères : un charretier infidèle, un patron fripon, un commissionnaire prévaricateur peuvent commettre des fraudes dans le transport, que l'acheteur fait faire lui-même... Ne serait-ce point choquer diamétralement les principes que d'en charger le vendeur ? »

Les Biterrois ne se bornaient pas d'ailleurs à appeler « les principes et l'équité naturelle » au secours de leur argumentation. Bien qu'ils aient reconnu la nécessité de mesures contre la fraude, l'initiative de la chambre de commerce de Montpellier devait avoir froissé leur amour-propre et troublé leur quiétude, aussi ne manquent-ils pas de lancer un coup de griffe aux négociants montpelliérains qu'ils accusent de « s'être rendus maîtres du commerce de Cette et d'être parvenus à avoir les eaux-de-vie fabriquées aux prix qu'ils ont voulu ». En vérité, la remarque était assez exacte, on l'a vu, en ce qui concerne le commerce de Cette, et nous verrons bientôt que le commerce des eaux-de-vie prêtait à des manœuvres fort regrettables. Cependant Béziers avait tort d'en faire une accusation à l'adresse exclusive du négoce montpelliérain.

Enfin les Biterrois se plaignaient qu'on n'eût établi qu'un inspecteur à Cette. Ils en réclamaient un pour Béziers et aussi pour Bordeaux : « car dans les années d'abondance, disent-ils, quand les marchands n'achètent pas, les propriétaires chargent pour leur compte les muscats et les envoient à Bordeaux ». En définitive, et tout bien compté, Béziers désapprouvait toutes les mesures insaurées par le Règlement.

Piquée, la chambre de commerce de Montpellier répondit par un mémoire où elle détruisait point par point les arguments biterrois. Soucieuse tout d'abord d'établir son impartialité, elle répondit à l'accusation d'avoir demandé l'Arrêt pour son intérêt propre que « les négociants montpelliérains ne font le commerce que par commission et pour les négociants du Nord ». Reprenant l'histoire de la pièce d'eau-de-vie fabriquée en commun, Montpellier affirmait que c'était là une hypothèse exceptionnelle et d'ailleurs

non insoluble, puisque rien n'empêchait un des fabricants de prendre la responsabilité du produit en apposant son nom sur la futaille. Quant à l'injustice à rendre le vendeur responsable des fraudes possibles des charretiers et intermédiaires, Montpellier répondait : « que de tout temps les fabricants ont été obligés de rendre les eaux-de-vie aux ports les plus prochains où l'acheteur les faisait recevoir » ; que d'ailleurs les vendeurs peuvent prendre des garanties en faisant « cacheter la bonde des tonneaux en présence des patrons et mettre pareillement l'empreinte des cachets sur les lettres de voiture » ¹.

L'inspecteur Grangent approuva la réponse de la chambre de Montpellier, car il avait fortune liée avec l'Arrêt, puisque ses fonctions en étaient nées ; elles lui avaient sans doute déjà permis de bien pénétrer les pratiques et les secrets, puisqu'il n'hésitait pas à attaquer les opposants en face, déclarant que l'Arrêt était pour eux une gêne et qu'ils voulaient la liberté de frauder. Si Béziers demande un inspecteur dans ses murs, c'est, dit-il, « pour faire de la mauvaise eau-de-vie laquelle mêlée avec un peu d'esprit de-vin, brassée dans le tonneau et exhibée à l'inspecteur paraîtra bonne sur l'heure, mais peu après, le flegme reprenant le dessus, elle redeviendra de mauvaise qualité. Cependant l'acheteur se trouvera sans garantie, au moyen du certificat de l'inspecteur dont le fabricant sera nanti ; au lieu que la même marchandise passant à Cette et étant enfermée, au dit lieu, dans un magasin d'entrepôt, pendant trois jours, l'intervalle sera suffisant pour en connaître la qualité ». D'ailleurs Grangent ne s'oppose pas à ce que l'inspecteur se rende à Béziers après la vendange « pour vérifier les vins et tonneaux qu'on y charge pour Bordeaux, mais sa fonction doit être bornée uniquement à cela, il ne doit vérifier aucune eau-de-vie ».

Il déclare d'ailleurs, avec un naïf orgueil, que « l'établissement de cet Inspecteur à Cette a causé un changement subit ; l'Etranger, qui auparavant ne négociait en Langue-

¹ Arch. départ. Hér. ; C, 2683.

doc qu'avec crainte, a appris le Règlement avec plaisir, et les marchandises qu'il a reçues depuis ont répondu à l'idée qu'il s'en était formée; sa crainte est évanouie et il donne des ordres avec confiance, prévenu que l'Inspecteur ne tolérera aucun abus ni fraude ». Nous sommes loin de souscrire complètement à cette déclaration; cet agréable tableau est brossé avec un peu de complaisance. Après deux ans à peine d'application, il était vraiment trop tôt pour chanter victoire. Nous verrons plus tard que les faits et les mémoires de Grangent lui-même se chargeaient de démentir ces trop confiantes paroles, qui étaient plutôt les désirs convaincus de l'Inspecteur que l'expression de la réalité.

Les discussions soulevées par l'Arrêt ne s'arrêtèrent pas là. Les fabricants d'eau-de-vie du Languedoc reconnaissaient, en 1731, que le Règlement était une bonne mesure, malgré la gêne que les nombreuses formalités apportaient dans leurs opérations. L'inspecteur des vins et eaux-de-vie à Cette leur paraissait une création utile, mais ils estimaient la mesure incomplète. Leurs vues sont exposées dans un mémoire¹ qui décrit d'une façon fort claire le commerce des vins et eaux-de-vie avant et après le Règlement de 1729. Cet exposé fait ressortir les avantages et les inconvénients du système:

Avant: « Les distillateurs vendaient les eaux-de-vie chez eux, dans leur fabrique où l'acheteur allait les verger, agréer et en payer le montant. Puis, les ayant reçues, elles étaient transportées jusqu'au lieu de l'embarquement au risque de l'acheteur sans qu'il put rien prétendre contre le vendeur pour les fraudes qui pourraient être commises par ceux qui étaient chargés de les voiturer au lieu de leur destination ».

Aujourd'hui, c'est-à-dire depuis le Règlement: « Les fabricants doivent faire vérifier leurs eaux-de-vie à Cette dont ils sont souvent fort éloignés. Cela occasionne des voyages et des frais. De plus, comme la plupart sont des petits fabricants, ils doivent après avoir fabriqué quelques

¹ Arch. dép. Hér.: C, 2683.

pièces, faire le voyage pour pouvoir les vendre, être payés et pouvoir faire de nouveaux achats de vin pour distiller, alors qu'en étant payés comptant, ils pouvaient continuer leur fabrication ».

Les acheteurs qui voulaient composer un chargement important devaient s'adresser de tous côtés « courir la Province, et cela sans pouvoir consommer le marché dans le lieu de production, puisque c'est à Cette seulement que la vérification a lieu ». Aussi les vendeurs proposaient-ils d'établir à Cette un représentant qui protégerait leurs intérêts comme l'Inspecteur protégeait ceux des acheteurs. Ils présentaient même un projet de règlement en neuf articles : « De ce que sera tenu de faire l'agent des fabricants d'eau-de-vie et des vendeurs de vin qui sortent de la Province ». Cet agent devra être, en quelque sorte, un consignataire : il effectuera la réception des vins et eaux-de-vie, contrôlera leur conformité avec les lettres de voiture, règlera le montant de celles-ci, fera opérer la vérification par l'inspecteur, en fera délivrer certificat, effectuera la livraison, etc.

Ces revendications, fort honnêtes à première vue, ne trouvèrent pas bon accueil auprès de Grangent, car il rédigea, en réponse, un mémoire qui est une sévère critique de la façon d'opérer des négociants. Il leur reproche de vendre des eaux-de-vie qu'ils n'ont pas, quelquefois même de vendre une seconde fois celles qu'ils ont déjà vendues. Sans doute c'est là un ingénieux moyen de se procurer des fonds pour pouvoir continuer la fabrication ; selon Grangent, c'est un mauvais calcul parce que les fabricants « sont forcés, par les engagements qu'ils ont pris, d'acheter les vins même au plus haut prix, ce qui fait qu'ils ne sauraient trouver leur compte à la vente de leurs eaux-de-vie »¹. Grangent était donc formellement opposé à l'institution à Cette d'un agent des vendeurs. Peut-être craignait-il que celui-ci, ayant la garde des stocks d'eau-de-vie, put, avant la vérification, opérer certaines manipu-

¹ Arch. dép. Hér. C, 2683. Mémoire du 2 janvier 1732.

lations qui eussent momentanément dissimulé les malfaçons, comme nous l'avons vu plus haut. Les fabricants redoutaient fort un long séjour à Cette, précédant la vérification, car ils savaient : « que plus une eau-de-vie séjourne, mieux on en reconnaît les défauts » ; aussi demandaient-ils que l'inspecteur procédât à la vérification dans les vingt-quatre heures.

L'institution était même incompatible avec le système usité dans le commerce des vins qui était fort différent de celui des eaux-de-vie. Là, pas de marché uniforme et portant sur des quantités à livrer dans un long délai. Chaque terroir a ses usages, « chaque marchand fait ou fait faire ses achats et ses expéditions dans fort peu de temps. Il goûte son vin chez le bourgeois ; s'il lui agréé, il le marque et l'affaire est finie ». Quant à la responsabilité jusqu'au lieu de chargement, attribuée au vendeur par l'article X du Règlement, et qui paraît fort lourde aux fabricants, Grangent pense que les commissionnaires, avec la grosse commission qu'ils touchent, pourraient fort bien prendre cette responsabilité comme ils l'ont d'ailleurs fait autrefois.

On conçoit assez que l'Inspecteur ait accueilli avec froideur la suggestion des fabricants car, dans ce même mémoire, il écrivait : « Cette est encombré d'eaux-de-vie défectueuses ». Les fraudes et les abus n'avaient donc pas complètement disparu. Aussi « dans leur session de 1732, les Etats décidèrent de ne point appuyer les oppositions formées contre le Règlement de 1729 parce qu'elles ne tendaient qu'à continuer les fraudes et la fabrication des eaux-de-vie de mauvaise qualité ». Toutefois l'archevêque de Narbonne et l'évêque de Béziers obtinrent que la responsabilité des fabricants cessât au moment où les eaux-de-vie arrivaient aux ports de l'Etang. (D'après *Dutil.*)

§ 6. — UN INSPECTEUR A BÉZIERS EN 1786

Béziers même, mais plus de 50 ans après, obtint, à raison du développement de son commerce, un inspecteur qui véri-

fiait les expéditions à destination d'Agde et Bordeaux (édit du 16 février 1786). En effet, si Cette était la principale porte de sortie des vins et eaux-de-vie de la Province, une certaine partie prenait encore le chemin de Bordeaux qui, nous l'avons dit, avait commercé des vins du Midi bien avant la création du port languedocien.

§ 7. — LE PRIVILÈGE DE BORDEAUX

Bordeaux n'accueillait d'ailleurs pas les vins du Languedoc sans conditions. Capitale d'une contrée viticole lui-même, il avait entouré le passage des vins languedociens de nombreuses restrictions. C'est ainsi qu'en 1700 les vins du Languedoc n'y sont reçus que « le lendemain de la fête de Saint-Martin qui est le 11 du mois de novembre, et au lieu dit des Chartrons seulement... ils ne peuvent y être vendus qu'après le jour de la fête de Saint-André qui est le 30 novembre... et néanmoins que les habitants du Languedoc peuvent charger leurs vins étant à Bordeaux d'abord après le jour de fête de Saint-Martin pour les porter pour eux en Normandie, Bretagne et autre part où bon leur semblera, excepté le royaume d'Angleterre..., qu'ils ne peuvent les faire transporter en Angleterre qu'après le jour de fête de Noël »¹. Ce privilège remonte à 1500 : voir l'historique dans Bloch, article cité.

Cette descente des vins et eaux-de-vie fut la source de nombreux conflits entre le Bordelais et le Languedoc². L'édit de Turgot sur la libre circulation des vins dans toute l'étendue du Royaume vint améliorer la situation, mais Bordeaux recourut à toutes sortes de tracasseries pour gêner le passage de vins languedociens : entrepôts trop étroits où les vins ne pouvaient être soignés, tarifs d'en-

¹ Instructions pour les habitants de Languedoc qui font le commerce des vins à Bordeaux. Etats du Languedoc, 19 janvier 1700, in *Histoire Générale du Languedoc*, XIV, p. 1523.

² Cf. Dutil; Hist. écon. du Lang., p. 848.

trepôt exorbitants, etc... (d'après Dutil et Bloch), si bien qu'à la fin de l'Ancien Régime, le Tiers-Etat de la sénéchaussée de Toulouse pouvait inscrire dans son cahier le vœu suivant: « Permettre à tous les habitants de Languedoc de faire placer leurs vins dans les divers quartiers de la ville de Bordeaux, nonobstant les exceptions qu'elle a obtenues contre les dispositions de l'édit du mois d'avril 1776 portant révocation des privilèges qui tendent à gêner le commerce des vins ¹ ».

Bordeaux, on l'a vu par ce bref historique, était un des points de sortie des crus du Languedoc. Les deux autres étaient le Rhône et surtout Cette.

§ 8. — RÔLE DE L'INSPECTEUR

L'inspecteur des vins et eaux-de-vie résidant à Cette devait veiller à la bonne tenue de tout ce commerce. Il vérifiait, à leur arrivée, les vins et les eaux-de-vie, et saisissait tout ce qui n'était pas conforme au Règlement. Au moment où les fûts sortaient des magasins pour être embarqués, il procédait à une seconde vérification. L'Inspecteur se rendait à Beaucaire pour contrôler les envois sur le Rhône, à destination de Lyon et de la Savoie ² et à Béziers (avant l'institution d'un inspecteur spécial) pour contrôler les expéditions vers Bordeaux. Remarquons avec Grangent qu'« en temps de paix le port de Cette est le seul débouché des eaux-de-vie de la Province; pendant la guerre il en passe beaucoup à Bordeaux, par le canal Royal, qui s'embarquent au port de Béziers ».

A Cette, l'Inspecteur contrôlait également la fabrication des futailles, car la tonnellerie y était fort importante. On fabriquait encore des tonneaux dans les *Cévennes* et à *St-Gervais*; aussi allait-il en tournée contrôler sur place la

¹ Hist. génér. du Languedoc, XIV, col. 2753.

² Arch. dép. Hér.; C, 2684. Mémoire de Grangent, 1752.

fabrication. L'Inspecteur remplissait ses nombreuses fonctions avec un zèle qu'on ne peut méconnaître. Mais, de son aveu même, le succès était loin d'être complet. Les articles 2 et 8 du Règlement qui fixaient les contenances et l'uniformité des futailles restaient à peu près lettre morte. Grand protestait, rédigeait en 1736 des instructions aux tonneliers, tant du Languedoc que de Roquemaure et de la Côte du Rhône. Mais les abus étaient si généraux et si chroniques qu'il ne pouvait sévir dans tous les cas, par crainte de paralyser le commerce. Aussi voyait-on, à Cette, des futailles de toutes les contenances et de toutes les formes. Spécialement, la forme irrégulière des tonneaux amena en 1736, entre les négociants et la ferme des Traités en Languedoc, un conflit qui mérite d'être exposé.

§ 9. — LA JAUGE DES TONNEAUX A CETTE EN 1736

Le 9 avril 1736, « le patron *Chave* du port de Cette, ayant été forcé de relâcher à Toulon par vent contraire remit au bureau son manifeste par lequel il se déclara chargé de 50 muids de vin en 100 tonneaux, 6 fûts d'eau-de-vie pesant 6 quintaux et 2 sixains de vin muscat, pour lesquels il justifia n'avoir payé des droits qu'à raison de 42 muids 5 layrans. Il n'en avait payé même aucun pour l'eau-de-vie et le muscat, en sorte que, de son aveu, il se trouvait une différence de 7 muids 1/2 entre son manifeste et l'acquit des droits payés au bureau de Cette » ¹.

Le directeur des Fermes de Toulon fit procéder à une vérification qui confirma cette différence. On vit immédiatement qu'elle provenait de la façon différente dont on jaugeait les futailles en Provence et en Languedoc. Alors qu'en Provence le procédé employé donnait le volume exact du liquide, les commis de la Ferme au bureau de Cette se contentaient de prendre la longueur de la futaille et le

¹ Arch. dép. Hér.; C, 1704. Mémoire du 27 août 1736.

diamètre extérieur de l'un des fonds. C'est par la multiplication de ces deux dimensions qu'ils obtenaient le volume. C'était là un système fort imparfait, puisqu'il ne donnait que le volume d'un cylindre ayant la longueur de la futaille et le diamètre du fonds; la Ferme perdait ainsi les droits sur la différence entre ce volume et le volume réel, différence qui pouvait être fort importante, surtout avec des futailles ventruës. Aussi le directeur général des Fermes donnait-il immédiatement des instructions pour mettre un terme à ce procédé abusif et illégal, puisque Cette était le seul bureau de la Province où il fût employé. Il ordonna aux commis de prendre une troisième mesure, celle du diamètre au ventre de la futaille, en introduisant la jauge par le bondon. Avec ce grand diamètre et le diamètre du fond on obtenait un diamètre moyen. Et le procédé serrait de plus près le volume réel, en sauvegardant les intérêts de la Ferme.

Mais les Négociants protestèrent contre cette réforme. L'Intendant, soucieux d'éclaircir le débat, rendit le 6 octobre 1736 une ordonnance, à l'effet de procéder à des épreuves de jaugeage suivant les différentes méthodes¹. Ces épreuves eurent lieu à Cette, le 11 octobre, en présence du subdélégué, du directeur général des Fermes (le sieur *Calas*), de l'inspecteur Grangent et de plusieurs délégués du Commerce. Elles portèrent sur différents fûts, de contenances diverses, ayant cours en Languedoc, ainsi que sur un baril génois très renflé et une vieille futaille provençale ventruë². Il ressortit de ces épreuves que le système abusivement appliqué par les commis de Cette donnait, au bénéfice des Négociants, une différence de 10 % pour les grosses barriques et une différence plus forte encore pour les petites.

Cette procédure minutieuse ne put toutefois convaincre les Négociants de la nécessité de la réforme. La chambre de commerce de Montpellier représentait que le système criti-

¹ Arch. dép. Hér.; C, 1704.

² Arch. dép. Hér.; C, 1704. Procès-verbal des épreuves.

qué ne pouvait être déclaré abusif, car il était pratiqué depuis plus de 80 ans. Pour elle, « il avait été établi originairement du consentement réciproque des Fermiers et des négociants ». Ceux-ci protestaient que l'exemption de droits dont le procédé les faisait bénéficier n'était qu'une juste indemnité pour la grosse lie. L'argument était peu sérieux puisque cette prétendue indemnité qui eût dû être proportionnelle à la contenance du fût était la même, les épreuves l'avaient fait ressortir, pour un fût de 2/3 de muid et pour une tierceerole. Et le directeur des Fermes de faire observer, avec juste raison : « que les droits sur les vins étaient assez modiques, surtout étant donné la valeur des muscats et des vins blancs qui se chargent en grande quantité à Cette, pour qu'on réclame une indemnité sur la lie ».

Selon les Négociants le nouveau système était même dangereux, car l'introduction dans le vin de la verge en fer pouvait porter, disaient-ils, préjudice au vin. Le Directeur répondait que le procédé était absolument inoffensif, puisqu'il était suivi à Marseille et à Toulon.

Enfin les Négociants, pour démontrer l'inutilité du nouveau système de jaugeage, n'hésitaient pas à affirmer que les seules futailles admises à Cette étaient le demi-muid, le tiers de muid, le douzain, le sixain, et qu'elles n'étaient pas renflées outre mesure. Lors des épreuves, les délégués du Commerce avaient protesté de voir mettre en ligne le baril génois « qui avait contenu de l'huile », et la vieille futaille provençale ventrue, que le Directeur était allé chercher dans « un coin de magasin ». C'étaient là, prétendaient-ils, des tonneaux qui n'avaient pas cours à Cette. Ils ajoutaient même que les barils et autres futailles italiennes ne pouvaient entrer en question, car les Génois louaient à Cette des futailles du pays pour aller chercher les vins aux lieux de production. Il y avait là une ingénieuse équivoque que le directeur des Fermes releva aussitôt, en précisant que les Génois louaient parfois, il est vrai, des futailles à Cette, mais seulement lorsqu'ils avaient des *tonneaux fixés* dans leurs bâtiments et pour servir à les remplir. Lorsque

leurs fûts étaient mobiles, c'étaient ceux-là même qui étaient envoyés sur les lieux de production, aux fins de remplissage, et qui subissaient la visite de la douane avant l'embarquement. Ainsi ces fûts étrangers et bien d'autres tonneaux, non conformes aux prescriptions de l'arrêt de 1729, circulaient dans la Province.



§ 10. — LA MAUVAISE FUTAILLE

A cette époque, les tonneliers des Cévennes et de Saint-Gervais sont entre les mains de commissionnaires qui profitent parfois de leur misère et « à la faveur de quelque argent qu'ils leur avancent, leur font passer des polices de vente d'un certain nombre de futailles à vendre dans la saison à 8 et 9 livres le muid, alors que ces mêmes futailles valent 14 et 16 livres du temps de la récolte ». Les tonneliers lésés emploient de mauvais bois, travaillent mal et font de mauvaises futailles. « Cette mauvaise futaille à bon marché abonde dans la Province, c'est Grangent qui parle ainsi en 1752, et les particuliers ne s'embarrassent que de la mettre en état de contenir leurs vins jusqu'au port de Cette, de telle sorte que lorsque les négociants reçoivent ces tonneaux, c'est une pitié de voir en quel état ils sont, les rabattages leur coûtent des peines et des soins immenses ».

« Les tonneaux destinés aux vins du Rhône sont de si mauvaise qualité que le vin, qui est sans contredit un des meilleurs et des plus chers de la Province, est exposé à des coulages prodigieux qui dégoûtent l'étranger de commercer avec nous sur cet article » écrit encore Grangent.

Ces derniers tonneaux étaient fabriqués dans le Lyonnais et en Bourgogne par des tonneliers qui n'étaient pas soumis au Règlement. On les faisait avec des douelles très larges, épaisses au milieu, mais très minces sur le bords. « L'assemblage d'un assez petit nombre de larges douelles compose des tonneaux qui sont aussi peu solides que mal

tournés...; le bois qu'on emploie pour les fonds est si mince et le jable si peu profond que la grande force du vin les emporte ». Enfin, ils sont d'une telle irrégularité que « si on faisait servir de bonde chaque douelle d'un même tonneau, on aurait autant de jauges différentes qu'il y a de douelles ». Douelle remplace douve sans nous empêcher de comprendre l'exposé.

Devant pareille irrégularité, on était obligé de recourir à l'office de jaugeurs jurés et ceux-ci, moins connus des acheteurs que des vendeurs, jaugeaient, paraît-il, au bénéfice de ces derniers.

La fabrication des futailles d'eau-de-vie, elle aussi, donnait lieu à certains abus. Celles qu'on fabriquait dans la région de Lunel étaient de bonne façon, mais l'épaisseur du bois employé permettait au tonnelier de creuser l'extrémité des douelles et, comme il vendait à tant la verge, il bénéficiait ainsi d'un certain nombre de verges, et le fabricant bénéficiait aussi, au détriment de l'acheteur étranger, d'une certaine quantité d'eau-de-vie que la futaille ne contenait pas en réalité.

Tous ces abus étaient prévus et punis par l'Arrêt, mais à cette époque, vers 1750, le commerce cettois se développait de plus en plus; les chargements de vin et eaux-de-vie étant considérables, l'inspecteur avait peine à assurer son service, et encore toutes les infractions relevées n'étaient elles pas punies, dans la crainte de « paralyser le commerce ». Il arrivait même que les vérifications, au moment des embarquements, étaient si nombreuses, que la marque ne pouvait suivre assez rapidement l'inspecteur et restait à la merci des tonneliers et des commis « qui pouvaient, c'est Grangent lui-même qui le dit, tout aussi bien marquer les futailles mises au rebut par l'Inspecteur ».

D'ailleurs, lorsqu'on saisissait des futailles pour infraction à l'Arrêt, on laissait les vins saisis dans les magasins du négociant qui pouvait ainsi transvaser les vins dans des fûts réguliers. La chambre de commerce de Montpellier conseillait une certaine tolérance à l'égard des futailles de *Saint-Georges*, *Saint-Christol* et *Saint-Drézéry*, car sou-

vent elles n'étaient, disait-elle « destinées qu'à transporter le vin jusqu'à Cette; les propriétaires des vins, incertains s'ils les vendront pour l'Etranger ou s'ils les consommeront eux-mêmes, les logent dans les futailles qu'ils ont ¹.

Mais il arrivait cependant que la répression fut plus sévère. En 1754, Jacques Vérand, tonnelier de Lyon, se voyait saisir 144 futailles défectueuses à destination du Languedoc. La même année, à *Roquemaure*, 106 futailles défectueuses furent incendiées, sur l'ordre des officiers de la *Bourse de Montpellier*, et ce fait émut les habitants au point qu'il y eut une véritable révolte ².

En 1767, Grangent, dans un nouveau mémoire, rapportait que les propriétaires négligeaient de passer au tamis les vins blancs et les muscats (art. 4 du règlement de 1729) et les mélangeaient parfois pour en rehausser la valeur.

En 1780, des négociants du *Brabant* et de la *Flandre autrichienne* avaient remis au consul français à Ostende une lettre de protestation contre les négociants méridionaux; ils se plaignaient notamment: « de ce que les futailles sont de beaucoup inférieures à ce qu'elles sont annoncées devoir contenir, et cette diminution de jauge fait des progrès incessants ». L'intendant de *Saint-Priest*, auquel le ministre de *Sertine* avait communiqué la protestation, informa la chambre de commerce de Montpellier, les divers délégués et l'inspecteur des vins et eaux-de-vie à Cette, qui était alors *Mauclerc*. « La bonne foi des commerçants, écrivait-il dans ses instructions ³, étant la base la plus solide du commerce, leur propre intérêt exige qu'ils agissent loyalement avec leur correspondant et qu'ils donnent, aux futailles renfermant leurs vins et eaux-de-vie, la jauge qu'elles doivent comporter, suivant l'usage établi ou en conformité de leur facture et lettre d'avis ». C'étaient là

¹ Arch. dép. Hér.; C, 2684. Lettre de la Chambre de commerce, 30 juin 1749.

² Arch. dép. Hér.; C, 2685. Lettre du subdélégué à l'Intendant, 17 septembre 1734.

³ Arch. dép. Hér.; C, 2685. Lettre du 6 août 1780.

des conseils pleins de sagesse, on en conviendra sans peine.

Il ne faudrait pas mesurer l'importance des abus au développement que nous avons donné à l'étude de ces diverses questions. Si nous nous y sommes arrêtés aussi longuement, c'est que nous avons pu glaner au cours de ces débats, de ces plaintes, de ces revendications, des vues intéressantes sur la vie commerciale du temps. Nous avons reproduit, autant que possible en les expliquant, les opinions des diverses parties en cause, sans prendre toujours au pied de la lettre toutes leurs conclusions, dont les rivalités d'intérêts faisaient souvent la force et en dictaient la conviction. Ainsi, malgré l'autorité qui s'attache au nom de Grangent, nous n'avons pas toujours souscrit à ses idées, en raison même des fonctions qui, tout en lui procurant une ample connaissance du débat, y prédéterminaient sa position.

Mais les vues de l'Intendant, de l'Inspecteur, de la chambre de commerce de Montpellier et du Subdélégué, vues que nous avons recueillies, n'étaient pas les seules à se manifester. A cette époque où la presse n'avait pas le prodigieux développement acquis de nos jours, les particuliers qui avaient à demander quelque chose ou à se plaindre de quelqu'un rédigeaient des mémoires à l'adresse des ministres et des intendants. Signés ou anonymes, leur lecture est, sinon toujours fructueuse, au moins intéressante. Le point important est de savoir la créance qu'ils méritent. Donnons un exemple.

En 1788, un mémoire adressé au ministre *Loménie de Brienne* expose qu'il y aurait lieu de réduire les droits sur les vins et les eaux-de-vie à Toulouse, pour que les expéditions prennent la voie Toulouse-Bordeaux, au lieu de la voie de Cette. Quelles étaient les raisons de ce détournement de trafic dont la proposition aboutissait au reniement d'une œuvre déjà séculaire? Les voici telles que le mémoire les expose: « Les fermiers du Roi y gagneront trois fois plus que par la voie de Cette ce qui fait une diminution considérable dans les droits du Roi et porte d'ailleurs un préjudice considérable aux propriétaires car les spécula-

teurs se rendent les maîtres du prix de la denrée parée qu'ils sont les seuls à portée d'en procurer la consommation. Les négociants de Toulouse et de Bordeaux y gagneraient et ceux-ci ne feraient pas de mélanges désavantageux comme l'on a éprouvé que le pratiquaient journellement les négociants de *Cette* ».

Tout ceci n'était pas bien sérieux. Le mémoire était signé *Lagarde de Béziers*, habitant Toulouse depuis 24 ans, et ces deux titres revendiqués par l'auteur lui-même suffiraient pour nous rendre suspect le programme exposé. D'ailleurs, de l'aveu du subdélégué de Toulouse, l'auteur était un original et un intrigant¹. La fin du mémoire qui était une demande de secours en était la preuve, et le Ministre écrivait à l'Intendant qu'il « n'attachait pas une grande importance à ces élans de vues patriotiques dont les auteurs se persuadent avoir mieux vu qu'on n'a fait avant eux et dont la conclusion ordinaire est la demande d'une place ou d'une gratification »².

Si les abus et les fraudes que nous venons d'examiner ont été la plaie du commerce de *Cette* à l'époque étudiée, il faut reconnaître que cela n'avait pas empêché le développement de ce commerce. Les incidents signalés n'eurent donc qu'une importance relative et le bruit fait à ce sujet, dont l'écho nous est parvenu, montre que l'opinion du temps s'élevait contre les entreprises des malhonnêtes trafiquants qui ont toujours tenté de se mêler aux commerçants loyaux.

¹ Arch. dép. Hér.; C, 2687. Lettre du 15 septembre 1788.

² Arch. dép. Hér.; C, 2687. Lettre du 10 juillet 1788.

CHAPITRE IV

LES EAUX-DE-VIE A CETTE

§ 1. Le commerce cettois et les courtiers. — § 2. Projets d'entrepôt des eaux-de-vie à Cette. — § 3. Le célèbre marché de Pézenas. — § 4. Les eaux-de-vie concurrentes.

Nous avons déjà noté l'importance du commerce des eaux-de-vie à Cette qui, en temps normal, était l'unique porte de sortie du produit languedocien. Les régions de *Lunel*, *Pézenas*, *Béziers* étaient les centres de distillation, et nous savons quelles modifications le règlement de 1729 avait apporté dans ce commerce des alcools qui donnait lieu à tant de critiques. Cette travaillait surtout avec l'eau-de-vie *preuve de Hollande* qui était une spécialité du Languedoc.

§ 1. — LE COMMERCE CETTOIS ET LES COURTIERS

Dans ce domaine, comme dans celui des vins, les négociants cettois étaient à vrai dire des commissionnaires. Ils recevaient les ordres de l'Etranger et ne faisaient même pas les achats eux-mêmes; ils recouraient à l'entremise de *courtiers* qui pullulaient sur les places de Pézenas et Béziers où se tenaient des marchés hebdomadaires.

Certains de ces courtiers abusaient parfois de leur position, et les Cettois eurent à se plaindre de leurs pratiques. Le subdélégué de Cette, *Pouget*, se fait en 1750 l'écho de leurs plaintes¹: « Les marchands de Cette, dit-il, écri-

¹ Arch. dép. Hér.; C, 2684.

vent à ces courtiers de leur acheter tel nombre de pièces d'eau-de-vie. Ceux-ci cachent soigneusement ces lettres et font acheter sous-main, à bas prix et par petites quantités et à différents intervalles, afin que des achats trop pressés n'en fassent pas augmenter le prix; ils écrivent en même temps aux marchands de Cette qu'ils ne trouvent pas les eaux-de-vie qu'ils leurs demandent, du moins au prix qu'ils ont proposé. Ceux-ci leur marquent d'en donner quelque chose de plus et alors par certaines adresses ils font en effet monter le prix des eaux-de-vie au jour de marché et font publiquement quelques achats sur cette augmentation de prix; en voilà assez pour que tout ce qu'ils ont acheté sous-main et dont ils peuvent disposer soit compté aux marchands de Cette sur le pied de l'augmentation ». Par analogie avec ce qui se passait dans la fabrication des futailles, ces mêmes courtiers abusaient parfois de la situation précaire des fabricants. En leur avançant quelque argent, ils leur faisaient passer un contrat secret de vente de leurs eaux-de-vie et ce à des prix inférieurs...

Les négociants cettois eurent sans doute lieu de se plaindre, pendant longtemps encore, des pratiques abusives des courtiers en eaux-de-vie sur les marchés de Lunel, Pézenas et Béziers, puisque en 1782 ils demandaient l'établissement à Cette d'un *marché aux vins et aux esprits*, par une lettre au Maire et aux Consuls dans laquelle ils disaient notamment: « Les malheurs qu'ils ont éprouvé par la faillite de plusieurs des commissionnaires qu'ils employaient pour leurs achats d'eau-de-vie à Pézenas ont réveillé toute leur attention sur les abus qui se commettent par leur entremise » ¹.

Pareille prétention ne pouvait que déplaire aux Marchés déjà existants. Les Piscénois, en particulier, protestèrent fortement par la voix de leurs maires, consuls et négociants. Ils trouvaient Cette trop éloigné et ajoutaient : « C'est une ville dont le séjour est très dispendieux, ainsi que celui de tous les ports de mer; les voyages que nous

¹ Arch. municipales de Cette, HH 11. Lettre du 18 nov. 1782.

serions obligés d'y faire seraient de trois jours et absorberaient le petit bénéfice que nous pouvons espérer » ¹. Et ceci était une note assez raisonnable. Mais il est possible que le commerce cettois, par sa fortune et ses audaces, excitât des jalousies, car un mémoire anonyme commente l'affaire sur un ton bien moins amène : « Si les négociants de Cette, y est-il dit, ont fait quelques pertes, c'est par leur faute, leur mauvais choix, leur économie et *leur paresse*... Ils sont trop riches aujourd'hui, pour se donner la peine d'aller au marché de Pézenas faire eux-mêmes leurs achats. Oubliant ce qu'ils avaient il y a 20 ou 25 ans, lorsqu'ils se sont établis à Cette, ils veulent, sous un prétexte aussi frivole que ceux exposés, que personne, excepté eux, n'achète des eaux-de-vie et que les fabricants du Bas-Languedoc se rendent à Cette toutes les semaines ». Que dites-vous, lecteur, de cette amertume?...

§ 2. — PROJET D'ENTREPÔT DES EAUX-DE-VIE A CETTE :

1752-1783

L'année suivante, 105 fabricants d'eau-de-vie demandaient, dans un mémoire au ministre d'Ormesson, la création d'un entrepôt des eaux-de-vie à Cette. La concession de l'entrepôt était sollicitée par les sieurs *Vabre et Possel*.

Dès 1752, dans son important mémoire sur le commerce, Grangent demandait la création à Cette d'un entrepôt analogue à celui de Toulon. Cet entrepôt aurait, selon lui, l'avantage d'offrir en tous temps un *disponible immédiat* aux acheteurs étrangers. En l'état du commerce, ces acheteurs opéraient par l'entremise des courtiers ; à part les autres inconvénients déjà cités, la *lenteur* dans les livraisons en était un autre assez fréquent et des plus graves, car il arrivait parfois que les acheteurs « qui avaient fait leurs achats à un taux favorable eu égard au cours à l'Etranger »

¹ Arch. dép. Hér. ; C, 2686.

se trouvaient en mauvaise posture car, durant ces retards, le cours avait baissé à leur arrivée sur les marchés de consommation. La chambre de commerce de Montpellier ne fut cependant pas convaincue par ces raisons; elle déclara le projet impraticable « par la gêne qu'il imposerait aux fabricants et par le préjudice qu'il leur porterait, soit à cause de leurs divers engagements, la plupart ayant vendu avant de fabriquer » ¹. La question ne fut pas solutionnée, non plus en 1775 où elle fut encore soulevée ².

En 1783, la question se posait donc à nouveau. Cet entrepôt (outre les avantages déjà signalés par Grangent) en mettant les stocks d'eau-de-vie sous la main de l'Inspecteur, lui aurait permis de procéder par des contre-visites à un contrôle parfait de la fabrication. A cet effet d'ailleurs, Lagarrigue fils de Béziers proposait un nouveau règlement. Mais les deux initiatives n'eurent pas de succès. Alors que, seul, le subdélégué Grangent était favorable à la création, la chambre de commerce de Montpellier, les *Etats*, l'Intendant et l'inspecteur Mauclerc furent unanimes à repousser l'idée d'un entrepôt des eaux-de-vie à Cette. C'était une grave menace d'incendie pour la ville, paraît-il, et ils estimaient l'institution inutile « d'après les frais, les lenteurs, les vexations, les injustices qu'elle occasionnerait » ³.

Cette n'obtint donc alors ni l'entrepôt ni le marché, ce qui n'empêcha pas d'ailleurs son commerce de se développer. Les Cettois durent simplement continuer à fréquenter les marchés de Lunel et de Pézenas, et ce furent toujours les mêmes froissements inévitables qui sont l'essence même de tout commerce. Les négociants se plaignaient des fabricants; les fabricants accusaient les négociants de couper leurs produits avec des eaux-de-vie espagnoles ⁴; les courtiers enfin étaient souvent mal vus des deux côtés.

¹ Arch. dép. Hér.; C, 2684.

² Arch. dép. Hér.; B, 208.

³ Arch. dép. Hér.; C, 2686.

⁴ Arch. dép. Hér.; B, 208. Mémoire du Contrôleur général.

§ 3. — LE CÉLÈBRE MARCHÉ DE PÉZENAS

Le commerce de Cette fréquentait les marchés de Béziers, de Lunel et surtout celui de Pézenas qui réglait alors les cours en Europe.

Le marché de Pézenas se tenait le samedi. On y trouvait des eaux-de-vie inférieures à celles de Lunel, mais supérieurs à celles de Béziers¹. Pour donner une *note gaie*, dans ce concert de récriminations, nous allons décrire, d'après un mémoire de 1788, la procédure originale qui présidait à la fixation de cours qui allaient retentir dans le monde entier : « Quatre commissionnaires en sous ordre, de Cette, qui ont tous les intérêts des négociants, se rendent la veille du jour du marché à Pézenas ; les fabricants s'y transportent de même. On s'abouche : « Eh bien, se demande-t-on, quel sera le cours aujourd'hui ? — Je n'en sais rien, répond le commissionnaire ; les eaux-de-vie baissent, nous n'avons point d'ordres. — Mais enfin, quel prix en donneriez-vous ? — Et qu'est-ce que vous en demanderiez ? — Tant ! — Non », On se quitte, on se rejoint. « Eh bien ? dit l'un — Eh bien ? dit l'autre — Je vous en vends tant de pièces à tel prix — Non ; il s'en est vendu à tant (et presque toujours cela n'est pas vrai, ou bien ce sera avec quelque *éclopé* que le prix aura été fait) ; mais je vous les achèterai au cours — Soit », dit-on. En attendant le bruit se répand, on va dîner de part et d'autre. Enfin, au sortir de table, on se demande mutuellement quel est le cours. Un commissionnaire, prenant alors la parole, répond : « Elles sont à tant ». Et voilà le prix fixé. On croirait cela une plaisanterie, mais c'est un fait »¹. L'auteur de ce tableau savoureux, plein de vie et d'hamour, le sieur

¹ Arch. dép. Hér. ; C, 2682. Mémoire de Grangent, 1752.

² Reproduit également dans *Bloch*, la viticulture languedocienne avant 1789 ; Soc. Lang. de Géogr., t. XIX, p. 87.

Massip, était, notons-le bien, un Biterrois, distillateur et avocat en même temps.

§ 4. — LES EAUX-DE-VIE CONCURRENTES

Toutes ces multiples imperfections, petites ou grandes, affectaient d'une façon interne le commerce languedocien, mais celui-ci avait encore à souffrir de difficultés externes, parmi lesquelles la concurrence possible des produits étrangers. Cette concurrence s'est présentée sous une triple forme : les taffias, les eaux-de-vie de cidre et les eaux-de-vie espagnoles.

Taffias et eaux-de-vie de cidre. — Une déclaration du Conseil d'Etat de 1713 interdisait : 1° l'importation en France des taffias et *guildives* des colonies ; 2° l'exportation des eaux-de-vie de cidre et de poiré de la province de Normandie. Un arrêt du Conseil de 1717 confirmait cette prohibition. Dès 1752, alors que sur l'initiative des Américains, la question s'était posée de revenir sur cette déclaration, les chambres de commerce de Toulouse, Bordeaux, Montpellier s'opposaient à tout changement au statu quo en déclarant que « ces qualités inférieures permettraient des tromperies et sont d'ailleurs préjudiciables au corps humain »¹.

L'affaire est remise en question en 1764 ; la genèse en est fournie dans une longue supplique au Roi et à nos seigneurs de son conseil², signée des officiers municipaux d'un grand nombre de villes parmi lesquelles figure Cette. « D'abord les consuls de Nantes se sont avisés de demander qu'il fut permis d'introduire en France les *taffias* et *guildives* par entrepôt. Enhardis par cette démarche, les bouilleurs d'eau-de-vie de cidre et de poiré de la province de Normandie ont prétendu obtenir la permission d'exporter

¹ Cf. *Dutil*. Hist. écon. du Lang., p. 854.

² Arch. mun. de Cette, HH, 11.

ces eaux-de-vie, non seulement dans l'intérieur du Royaume mais encore à l'Etranger ». Et la supplique rappelle ensuite que les nombreux rapports et expertises qui ont précédé la déclaration de 1713 ont amplement démontré : « que les guildives sont une boisson nuisible au corps humain et destructives de la santé ». Et si l'on objecte que Nantes demande seulement la mise en entrepôt, les suppliants s'indignent qu'il puisse venir à l'idée de demander « la permission de porter ailleurs ce poison » car si Sa Majesté chérit ses sujets d'une affection plus particulière, le reste des hommes ne laisse pas de lui être infiniment précieux ». C'est pour la même raison de nocivité qu'on demande de maintenir la prohibition de sortie des eaux-de-vie de cidre et de poiré de Normandie. Et si l'édit de 1713, disent les Cettois, « permet la consommation en Normandie et en Bretagne, ce n'est que parce que les eaux-de-vie de cidre et de poiré n'ont rien de nuisible *pour ceux qui sont accoutumés à en user* ¹. C'est de plus la crainte de leur mélange avec les eaux-de-vie de vin. Et le Languedoc devait être particulièrement jaloux de la réputation de ses produits qui étaient hautement estimés à l'Etranger. Si l'on permettait le mélange et l'exportation, « l'Etranger qui est plus à portée de celles des provinces occidentales maritimes n'ira pas chercher à plus gros frais et avec plus de risques, dans le golfe de Lyon, les eaux-de-vie qu'il pourra se procurer sur les côtes de l'Océan ».

Les deux mémoires se terminent par un exposé des ruines que la concurrence de ces produits réputés inférieurs apporterait dans les pays de vignoble où la vigne est généralement la seule culture possible, qui nourrit tant de bras et alimente un commerce si important. L'affaire fut portée devant le conseil du Commerce et le 31 mai 1764, après un débat de deux heures, la demande des Nantais fut rejetée ².

¹ Arch. mun. de Cette, HH, 11. Mémoire pour la chambre de commerce de Montpellier.

² Arch. mun. de Cette, HH, 11. Lettre de l'avocat La Balme, 2 oct. 1764.

Cette fois encore la défense de 1713 fut maintenue par le Roi et cette redoutable concurrence fut heureusement évitée aux eaux-de-vie du Languedoc.

Eaux-de-vie catalanes, 1788. — Mais il était une autre concurrence qu'on ne pouvait réduire aussi aisément car elle venait de l'Etranger et s'exerçait par des produits similaires. Les eaux-de-vie catalanes surtout étaient de dangereuses concurrentes des produits languedociens, non seulement sur les marchés étrangers mais sur les marchés français eux-mêmes, qui n'étaient presque pas défendus par le modique droit d'entrée de 6 livres 10 sols par 36 veltes. Un mémoire du 12 janvier 1773, signé du maire et des officiers du corps de ville de la Rochelle, signale que, depuis plusieurs années, la Flandre, la Picardie, la Normandie et la Bretagne s'approvisionnent avec des eaux-de-vie d'Espagne¹, par les ports de *Calais*, *Boulogne*, *Saint-Valéry* etc, où d'ailleurs elles ne paient, comme droits d'entrée, que ceux qui frappent les eaux-de-vie venant de Cette, Toulon, Marseille, Bordeaux. Aussi proposait-on de porter le droit à 18 livres par 36 veltes, ce qui était d'ailleurs justifié par les prohibitions d'importation dont l'Espagne venait, à cette époque, de frapper certains de nos produits manufacturés.

Un mémoire de 1788 signale encore le danger d'une façon pressante². Cette était directement intéressé à la question. Il assurait les deux tiers au moins du commerce des eaux-de-vie languedociennes, et tous les mémoires de l'époque reflètent un grand développement de ce commerce. Cette avait donc à craindre la concurrence possible des places espagnoles toutes proches, et, en fait, lorsque la récolte languedocienne n'était pas surabondante « les ordres affluaient à *Reus* et à *Barcelone* au détriment du port de Cette »³. Ce n'est pas que le produit espagnol fut supérieur au produit languedocien, au contraire, mais la

¹ Arch. mun. de Cette; H H, 11.

² Arch. dép. Hér.; C, 2687.

³ Arch. dép. Hér.; C, 2687.

Catalogne était favorablement armée dans cette lutte. Sa production vinicole, dont les charges fiscales étaient d'ailleurs inférieures à celles qui grevaient la nôtre, lui fournissait une grande quantité de vins qui n'étaient propres qu'à la distillation ; « elle les logeait en fûts de chêne d'Italie peu résineux, ce qui les maintient très blanches »¹. Les eaux-de-vie espagnoles dédouanées revenaient *meilleur marché* que celles du Languedoc prises à Cetté. La démonstration en est faite d'une manière précise dans une note du temps : « A Barcelone, une pièce de 60 veltes d'eau-de-vie coûtait, en octobre et novembre 1787, à bord du navire, avec les frais, 53 livres catalanes 6 sols, faisant en France 151 livres 14 sols. A l'entrée en France, cette même pièce paie d'abord comme celles du Languedoc à la sortie un droit de 9 livres, de plus suivant le dernier arrêt, comme étrangères, encore 6 livres par 36 veltes ». Le total indiqué par la note est de 162 livres 14 sols, mais le calcul est erroné. En adoptant les chiffres d'une note analogue de *Ballainvillers* (reproduite dans l'article de Bloch cité), l'eau-de-vie de Catalogne, logée, dédouanée, revenait à 168 livres 14 sols 8 deniers la pièce. A Cette, l'eau-de-vie de Languedoc, dédouanée également pour la sortie, revenait à 238 livres 14 sols. La différence en faveur du produit de Barcelone était donc d'environ 70 livres. Aussi la note portait-elle en N. B. « On ne craint pas d'avancer que les consommateurs de Paris et les gros épiciers tirent de Barcelone peut-être 10 pièces d'eau-de-vie pour une de Cette ou de Cognac »².

Il était donc urgent à ce moment d'améliorer la position du commerce cettois ; c'est à cette raison que se rattachent les multiples arrêts de modération que nous avons étudiés. Enfin, en 1784, une mesure radicale intervenait : c'était l'exemption complète des eaux-de-vie de tous droits de sortie (arrêt du 21 juillet 1784).

Malgré cette dure concurrence, les traditions de notre

¹ Arch. dép. Hér. ; C, 2687.

² Arch. dép. Hér. ; C, 2687.

commerce et la supériorité incontestable de notre produit permettaient à Cette et au Languedoc¹ de mener victorieusement la lutte. « Ce commerce, est-il dit dans un mémoire de 1785, est devenu très étendu et occasionne en ce port de Cette beaucoup de mouvement et de confusion, puisque dans la circonstance actuelle il arrive ici 400 ou 500 pièces d'eau-de-vie par jour »². La chambre de commerce de Montpellier fournissait la même note, en 1786, en signalant : « les progrès du commerce des eaux-de-vie dont il a été expédié cette année... environ 50.000 pièces pour l'Etranger. La presse, le chaos et la rapidité de ces expéditions est inconcevable ». Ceci établit encore dans quel état de prospérité vivait notre port à la veille de la Révolution.

¹ « En 1780, lorsque Chaptal perfectionna les Alambics... les bouilleurs du Languedoc produisaient déjà 1/3 des eaux-de-vie fabriquées en France ». Le vignoble de l'Hérault en 1900, brochure, p. 85.

² Arch. dép. Hér. ; C, 2686.

CHAPITRE V

L'ARMEMENT CETTOIS

§ 1. Mouvement du Port. — § 2. L'armement cettois. — § 3. Projets de 1752. — § 4. Tentatives malheureuses. — § 5. Essais de relations avec les Etats-Unis. — § 6. Coup d'œil rétrospectif.

§ 1. — MOUVEMENT DU PORT

Le commerce des vins avait suivi la même rapide progression que celui des eaux-de-vie, aussi le port de Cette était-il fréquenté par un grand nombre de navires français et étrangers. La navigation acquit même une telle intensité que, dès 1786, les Etats envisageaient la création d'un *second bassin*.

Les bâtiments anglais, danois, suédois, hambourgeois, russes venaient chargés de bois, de fer, souvent sur lest et repartaient avec des vins de toutes sortes, des eaux-de-vie, des liqueurs diverses, des verdets etc, qu'ils chargeaient chez nos négociants en « produits du pays ». Les bâtiments italiens et espagnols apportaient des huiles, des bois mer-rains, du liège, des fruits et emportaient en échange du vin, des grains, des légumes, des produits manufacturés languedociens et lyonnais. Le Port était également fréquenté par un assez grand nombre de bâtiments français¹ de Toulon, la Ciotat, Dunkerque, Nantes, le Havre etc.

Quelle était, dans ce mouvement, la place tenue par l'ar-

¹ Arch. dép. Hér.; C, 2922. D'après un Mémoire de 1787 au subdélégué de Cette.

nement cettois? Nous avons souvent effleuré la question au cours des chapitres précédents; le moment est venu d'y répondre un peu longuement.

§ 2. — L'ARMEMENT CETTOIS

Héritier du commerce de Montpellier, d'Aiguesmortes et du trafic des graus et petits ports des Etangs, Cette pouvait entrer dans la vie commerciale sans se préoccuper de la question de l'armement. Travaillant à la commission, avec un produit d'une supériorité incontestable, les négociants cettois n'avaient pas à s'embarrasser de la création d'une flotte locale, alors que les bâtiments génois et hollandais, heureux de disposer d'un abri sûr, venaient y chercher les vins et les eaux-de-vie pour *les distribuer* sur les marchés étrangers.

Peut-être les négociants montpelliérains, qui faisaient la majeure partie du commerce de Cette, se croyaient-ils moins intéressés à la création d'un armement cettois. Peut-être aussi le dessin inhospitalier de la côte languedocienne avait-il empêché la naissance de cet esprit maritime qu'on souhaiterait voir se développer dans notre belle région du *Languedoc Méditerranéen*, puisqu'il faut l'appeler d'un nom qui semble lui ouvrir de nouveaux horizons et lui dicter de nouveaux devoirs.

Quoi qu'il en soit, l'*armement cettois* était à peu près inexistant pendant l'enfance du port. Son commerce était déjà développé qu'il y avait à peine quelques petites barques cettoises, et encore n'allaient-elles pas sur mer; perdues dans la foule des barques mézoises, agathoises et frontignanaises etc, elles trafiquaient sur l'étang et les canaux. Nous avons déjà signalé le fait, en étudiant les registres des Traites de 1698 à 1700. Peut-être était-elle déjà vraie l'observation que *Ballainvillers* devait faire bien plus tard: « Il n'y a pas, à Cette, de maison assez opulente pour fournir aux avances d'un armement consi-

dérable et les *jalousies* empêchent les négociants de se concerter entre eux ».

Toutefois l'esprit généreux des Cettois ne pouvait rester complètement étranger à l'impulsion que Colbert s'était efforcé de donner à notre marine, pour nous dégager de la pénible servitude de l'Etranger. Cette essaya donc de se livrer à quelques armements par des achats, des constructions sur les chantiers cettois, agathois etc. Généralement les navires appartenaient à une société par actions, ou chaque associé avait un certain nombre de *quirats* ¹. Les négociants n'étaient d'ailleurs pas les seuls à avoir des intérêts dans ces entreprises. Dans les registres de l'Amirauté de 1747 à 1750 ² nous avons relevé dans les déclarations d'armement des noms d'avocats, de médecins, de financiers, de rentiers, à côté de ceux plus nombreux de négociants ³.

Ainsi, en 1749, *Etienne Laurens* faisait construire « la Minerve », une tartane de 100 tonneaux, dont le commandement fut attribué au capitaine Pierre Masse. Ce navire appartenait à une société formée des personnes suivantes :

Etienne et Daniel Laurens et Cie.....	14	quirats
Fr. Pouget, ancien capitaine d'infanterie...	2	—
Chevalier Devanroux	2	—
Dasse l'aîné, ingénieur à Cette.....	1	—
Uffroy, docteur	3	—
Masse	2	—

¹ On écrivait aussi *cairat*. M. J. Valéry, dans son étude « Un contrat de commande à la fin du xvii^e siècle », in *Annales de droit commercial* (1904), signale un des plus anciens contrats d'armement relatif au port de Cette.

² Arch. dép. Hér. ; B, 296.

³ Les personnes qui étaient intéressées pour un quart dans la construction d'une barque de commerce du port de 500 quintaux pouvaient être admises dans le conseil général de la communauté de Cette. C'est en 1685 que la première administration municipale fut établie à Cette, en la forme de deux consuls.

La Minerve obtint son premier congé, le 24 octobre 1749, pour Saint-Laurent-de-Roussillon. En janvier 1745, les mêmes Etienne et Daniel Laurens achetaient le *keche* « le Jeune Estienne » sur lequel ils avaient 12 quirats ¹.

Le sieur *Béatrix* faisait construire « le Saint-Esprit », un *polaire* de 160 tonneaux, qui fit son premier voyage à Saint-Domingue. Il appartenait à une société composée de 17 personnes. Une tartane du même nom, du port de 80 tonneaux, était achetée le 18 novembre, à un Agathois, 4.500 livres, par *Jean-Pierre Audier* qui en fut le capitaine; la société était formée d'Audier, Favin, Pierre Péridier, Coulet, Goudard, Uffroy, Despetits, Caron, Roux, Robert, Maynié, Grangent fils, L. Baille, Doumet. Contres-tin, David, Baille aîné ². D'autres négociants achetèrent des bateaux génois. Les négociants de Cette et Montpellier n'étaient pas les seuls à figurer dans ces sociétés; il y en avait aussi de Béziers, Pézenas, Lodève, Mèze, etc.

§ 3. — PROJETS DE 1752

A Cette, la *question de l'armement* préoccupait les esprits, puisque vers 1752 le sieur *de Barry*, négociant à Agde, directeur de la chambre des assurances de Paris, rédigeait un long mémoire de 16 pages sur l'établissement dans les villes maritimes d'Agde et de Cette, d'une Compagnie Particulière de Commerce ³.

Ce projet, fort bien établi, prévoit un capital de 1 million de livres en 2.000 portions d'intérêt de 500 livres.

¹ Arch. dép. Hér.; B, 291.

² Arch. dép. Hér.; B, 296.

³ Arch. dép. Hér.; C, 2649. Le mémoire n'est pas signé mais, pour certaines raisons d'analogie et nous basant sur le fait que l'article 10 du projet place le siège social de la dite société à Agde, nous croyons pouvoir l'attribuer à coup sûr à ce négociant agathois qui s'intéressait fort aux questions commerciales, puisqu'il avait envoyé 50 mémoires au cardinal de Fleury.

Il institue une sorte de Cie mixte de navigation et de commerce proprement dit, dont la conception était fort ingénieuse. Selon l'article VII, en effet, les actionnaires de cette compagnie de navigation « qui se trouveront avoir facture ou magasin des articles propres aux cargaisons ou commerce de la Cie seront préférés dans les achats qui en seront faits à proportion de l'intérêt qu'ils auront pris dans la présente société ». La question du fret était ainsi résolue, et on doit reconnaître que cette vue ne manquait ni d'élégance ni de largeur.

La question de l'armement proprement dit était envisagée d'une façon fort précise car le projet prévoyait : 2 *navires* pour le commerce des îles et des colonies françaises de l'Amérique ; — 2 *navires* pour la pêche très fructueuse et très profitable dans les mers du Nord ; — 2 *tar- tanes* pour une autre pêche sur la côte d'Afrique, en *Bar- baye* (lointaine filiation de nos chalutiers à vapeur pour la pêche sur les côtes marocaines). — De plus, conception fort juste des lignes régulières avec escales, « 2 *bâtiments*, bons voiliers et en forme de paquets-boats, pour établir et entretenir un commerce solide et durable par une navigation constante entre nos deux ports et ceux d'Alicante, Carthagène, Malaga, Gibraltar et Cadix où ils feront échelle à chaque voyage, en portant leur dernière destination jusqu'à la fameuse ville et port de Lisbonne ». — Enfin *un commerce* à établir avec Sainte-Croix-de-Bar- baye, avec les îles de Majorque et de Minorque, avec un lieu sur l'Océan qui deviendra pour la Cie port franc avec l'Angleterre et le royaume d'Irlande.

C'étaient là des idées généreuses qui eussent permis de secouer le joug étranger en matière d'armement. Malheureusement elles restèrent simplement à l'état de projet, comme il a dû arriver depuis et même dans des temps plus récents.

§ 4. — TENTATIVES MALHEUREUSES

Ce n'était pas d'ailleurs la première tentative d'organisation de *sociétés commerciales* à Cette. Bien que cela ne soit pas, à proprement parler, le commerce des vins, l'étroite parenté qui unit toutes ces questions commerciales nous oblige à en dire un mot.

Lorsqu'en 1713 la *Paix d'Utrecht* avait ramené la prospérité dans le port, « une compagnie de riches négociants de Montpellier et des villes voisines s'y forma pour exploiter le commerce du Levant et faire concurrence aux Marseillais qui en avaient jusqu'alors le monopole; ce n'est pas sans peine que le roi consentit à l'établissement de la Cie » (Daruty) qu'on appelait, nous ne savons pourquoi, « *le Grand Parti* ». C'eût été un bon moyen de faire connaître nos vins et autres produits dans ces lointaines contrées sans passer par l'entremise de Marseille. Mais la Cie n'eut pas une longue existence; en butte, déjà, aux *tracasseries des Marseillais*, elle arrêta ses opérations après quelques années.

En 1717, eut lieu une tentative analogue qui visait cette fois à l'organisation d'un commerce avec les îles françaises de l'Amérique. La société fit construire de nombreux navires, des magasins, une raffinerie de sucre. Elle avait un *privilege exclusif* pour quinze ans. Elle pouvait envoyer ses sucres à la foire de Beaucaire et, en échange des produits bruts qu'elle importait, elle devait exporter un poids égal (conception étroite de la balance du commerce) d'étoffes, vins, eaux-de-vie et autres denrées du Languedoc. Mais « les opérations de cette compagnie ne furent pas plus heureuses que celles de la Cie du Levant »¹.

A plusieurs reprises, on essaya de nouer des relations avec les colonies, mais toujours sans beaucoup de succès. Quant aux relations avec l'Amérique, alors à peu près

¹ Daruty et Arch. mun. de Cette, HH, 15.

nulles, les essais tentés, même à la fin de l'ancien régime, eurent, nous le verrons, peu de résultats. Nous devons toutefois signaler que le libre développement du port de Cette ne souffrait pas seulement de vices internes. La seule proximité du port de Marseille, avec ses nombreux privilèges, jaloux observateur des succès de son jeune satellite, était un obstacle redoutable pour notre port. Cette gêné par le droit de fret (droit de 50 sols par tonneau de jauge à l'entrée, établi en 1681) fut plus tard grevé du droit d'équivalent à l'instigation de Marseille. Enfin, un arrêt du 14 octobre 1762 portait défense de faire quarantaine en tout autre port et *lazaret* que ceux de Marseille et Toulon. Cette protesta contre toutes ces mesures mais en vain, et nous aurons l'occasion de retrouver après la Révolution les *mêmes iniquités* et les *mêmes plaintes*. Marseille avait encore le grand avantage d'être le point de transit entre l'Orient, d'une part, et l'Allemagne et la Suisse, de l'autre. Pour combattre la concurrence possible de Gênes et Trieste, Colbert, dès 1670, l'exempta de tous les droits intérieurs qui frappaient les marchandises le long du Rhône (douanes de Valence, de Lyon, denier Saint-André etc.)¹.

Cette d'ailleurs, avec l'orgueilleuse ténacité qu'elle a conservé dans ses murs, avec aussi l'aide de la chambre de commerce de Montpellier, n'épargnait pas les démarches de tout ordre qui pussent donner de l'air à son commerce. Il s'enthousiasmait pour les idées généreuses et libérales qui flottaient dans l'air; il demandait l'unification des droits de Traite, l'institution d'entrepôts, le libre transit des marchandises à travers le territoire. Il *voyait grand* et savait *placer haut* son idéal, trop haut quelquefois, peut-être. Au point que *Joubert*, syndic du Languedoc, dans une lettre du 10 avril 1760, se voyait obligé de modérer pareils élans. Le passage mérite d'être reproduit, c'est une page de sage politique et de fine psychologie, et

¹ *L. Bergasse*, Notice historique sur la chambre de commerce de Marseille, 1913, p. 33-34.

qui *n'a pas vieilli*. « Nous ne devons, dit-il, ni espérer, ni demander, pour le port de Cette, les mêmes privilèges dont jouit le port de Marseille, et le moyen de ne rien obtenir est de former une demande aussi étendue. Ce n'est que par degrés qu'on peut arriver à augmenter les faveurs qui peuvent servir à augmenter le commerce de ce port. Je serai d'avis de nous borner à demander l'entrepôt général ou du moins pour les différents commerces qui peuvent se faire par le port de Cette. *Il y a aussi d'autres demandes à former qui peuvent être également utiles*, mais le moyen le plus assuré de les obtenir est de montrer des dispositions prochaines d'en faire usage, et c'est à quoi il faut s'attacher ».

Les idées libérales en matière douanière étaient dans l'air; la Société d'Agriculture d'Orléans mettait au concours, en 1769, la question suivante: « Le commerce de tous les Etats de l'Europe étant assujetti à des droits d'entrée et de sortie et à des prohibitions souvent réciproques des productions de leur territoire et des ouvrages de leur industrie, quel serait l'avantage ou le désavantage d'un royaume qui rendrait le premier à son commerce une liberté et une immunité complètes? » Les demandes du commerce cettois étaient moins générales et d'ordre plus pratique; elles se manifestèrent à l'occasion de tentatives de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique.

§ 5. — ESSAIS DE RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS
D'AMÉRIQUE

Vers 1783, paraît un mémoire anonyme sur « le port de Cette et les avantages respectifs qui résulteraient d'une liaison de Commerce entre les Etats-Unis et ce port, s'il obtenait pour cela quelque protection du Gouvernement ». L'auteur y rappelle les essais malheureux de commerce avec l'Inde et l'Amérique, et déplore le peu de développement du commerce cettois pendant la guerre, alors que d'autres ports, protégés par la proximité des escadres, purent se livrer à d'heureuses expéditions. La rareté des navires fréquentant le port avait amené la hausse des

frets. De plus, comme depuis de nombreuses années les plantations allaient sans cesse croissant, la production vinicole était surabondante. C'étaient là des raisons largement suffisantes pour rompre l'équilibre de la balance économique.

Le port de Cette, l'auteur du mémoire n'hésite pas à le dire, méritait mieux que ça : « aux ports voisins, des privilèges sans nombre ; pour lui, peu de protection et presque point de faveur ». Après plus d'un siècle d'existence, sa population n'est que de 8.000 habitants. Il est donc urgent de développer ses relations maritimes. Et l'auteur de vanter la bonne position du port, la profondeur de ses eaux qui peuvent recevoir des bateaux de 500 tonneaux. Et il ajoute : « Le climat y est beau, la vie médiocrement chère et les habitants y sont prévenants et officieux envers les étrangers et ont assez de goût pour le travail quoiqu'ils soient d'ailleurs enclins au plaisir ». Après cet agréable tableau, suit l'exposé proprement dit des possibilités d'un commerce entre Cette et l'Amérique.

Cette pouvait offrir aux Américains : des étoffes, des gazes, des bas, des sels, des huiles, enfin et surtout des eaux-de-vie et des vins « tant des vins ordinaires mais de bonne qualité et peu dangereux, quoique assez forts, que des vins vieux et des muscats de Frontignan, Lunel et Béziers ». Les Américains pouvaient porter à Cette : des bois de construction, des merrains, des potasses, du riz de la Caroline, des viandes, du poisson sec et du tabac de la Caroline et du Maryland. Le marquis de *Montferrier*, syndic du Languedoc, et son fils s'étaient déjà occupés de la question du commerce avec les « Insurgents », et l'on parlait même de faire une démarche auprès du Ministre et de Franklin. L'archevêque de Narbonne écrivait alors : « Le moyen de les attirer est de leur offrir au prix modique tous les objets de débouché de votre port (Cette) qu'ils viendront prendre annuellement dès qu'ils y trouveront leur avantage » ¹.

¹ Arch. mun. de Cette, HH, 19.

Pour entrer maintenant dans le domaine des réalisations, nous signalerons qu'en 1786, imitant en cela une méthode déjà suivie par les marchands anglais, la chambre de commerce de Montpellier dressait un prix-courant mensuel des produits languedociens qu'elle envoyait à nos consuls en Amérique, pour les faire publier « dans les papiers publics »¹.

Les négociants cettois expédièrent aux Etats-Unis des vins, des eaux-de-vie, des étoffes et de la bonneterie; ils en rapportèrent des merrains et des tabacs pour la manufacture de Cette. Ce trafic aurait dû prospérer, semble-t-il. Pourtant il périclita presque aussitôt car, en 1787, Cette chargea seulement 6 vaisseaux pour les Etats-Unis, et l'année suivante un seulement. Cette faillite était due à deux causes. La première, c'était chez les chargeurs cettois une *certaine inexpérience* du marché américain. Alors que la vente des vins et des eaux-de-vie avait été fructueuse, par contre les autres articles avaient donné des déboires; on avait porté « des bas de soie noirs, ignorant que le goût du pays est pour les bas gris et noirs; des draperies de couleurs vives et on y préfère les couleurs sombres et rembrunies; ils y ont porté en vente des étoffes de Nismes camelées et on n'y consomme que celles unies ». La seconde cause fut la baisse subite dans le cours des tabacs. Les bateaux avaient, en effet, comme fret de retour des merrains et surtout des tabacs. Durant la traversée, le cours des tabacs baissa de 38 livres à 30 livres le quintal. Mais ce n'était pas là, paraît-il, un simple hasard: c'était plutôt le résultat d'une *habile manœuvre* des Marseillais. Ceux-ci, informés de l'affaire, avaient jeté sur le marché, au moment du retour des navires, le stock de tabacs qu'ils avaient en magasin. Ils étaient venus l'offrir à la manufacture cettoise.

C'était, on doit le reconnaître, plus qu'il n'en fallait pour tuer dans l'œuf ce commerce naissant. Pourtant, dans ses lignes générales, la tentative était bien montée;

¹ Arch. dép. Hér.; C, 2170, également cité par *Dutil*.

avec nos vins, nous avions de nombreux produits à charger pour l'Amérique, et la question déjà si importante du fret de retour était facilement résolue, grâce aux tabacs. Sans doute, l'Amérique avait d'autres productions, telles que des cuirs, des peaux, des poils, des laines « mais ces objets sont encore trop rares et dispersés pour composer le prompt chargement d'un navire et c'est la célérité dans les chargements qui économise les frais »¹. A la rigueur, on pouvait sans doute charger des merrains et des bois de construction qui étaient abondants; cependant c'était là un fret encombrant et de peu de valeur.

Malgré ces avantages, frappés dans leurs espoirs par cette cruelle expérience, les Cettois se tournèrent vers le pouvoir central. C'était d'ailleurs, nous l'avons déjà dit, l'époque où les réformes douanières étaient à l'ordre du jour. Alors que des arrêts successifs avaient maintenu seulement la modération du tiers des droits de sortie sur les vins, l'arrêt de 1784 supprima complètement ceux qui grevaient la sortie des eaux-de-vie. L'Espagne avait excessivement réduit le taux des droits de sortie sur ses vins. De plus, le fret dans les ports espagnols était bien meilleur marché qu'à Cette car de nombreux bateaux portaient en Espagne des cargaisons de blé. Le commerce des vins était également en meilleure posture à Bordeaux qu'à Cette, le taux des frets et des assurances y étant inférieur. Les futailles étaient, de plus, fort chères en Languedoc. Un arrêt du 10 septembre 1766 avait autorisé l'exportation des bois feuillards (bois pour cercles de tonneaux); il en sortit beaucoup pour l'Espagne et nous risquâmes d'en manquer, aussi, en 1786, interdit-on cette exportation. De tout ceci, il résulte que le commerce des vins du Languedoc en général et celui de Cette avec l'Amérique en particulier avaient besoin d'encouragements et de protection.

Les *Etats de Languedoc*, soutenus par la chambre de commerce de Montpellier², demandaient l'exemption

¹ Arch. dép. Hér.; C, 2687. Mémoire de 1789.

² Arch. dép. Hér.; C, 2687. Mémoire du Roi à l'Intendant. Instructions de *Colonia*, maître des requêtes.

totale des droits de Traités sur les vins. L'Intendant, sollicité de donner son avis, approuvait la demande d'exemption en donnant quelques détails intéressants : « Il est vrai que les différentes circonstances que les députés des Etats relèvent dans leur Mémoire sont autant d'obstacles qui s'opposent à l'exportation des vins... ces mêmes circonstances ont éloigné les Génois du port... ils apportaient, en échange des vins qu'ils exportaient, des faïences noires et ils se livraient avec d'autant plus d'empressement à ce genre de commerce que les droits, au lieu d'être perçus à la rigueur sur leurs marchandises comme ils le sont à présent, n'étaient exigés que par approximation et de manière à les encourager. La modération du tiers des droits de sortie et de fret n'a pu les garantir de la diminution de l'exportation et de la retraite des Génois ». (Lettre de l'Intendant à de Colonia, rapporteur à la commission du Commerce extérieur) ¹. L'Intendant concluait en demandant l'exemption totale, proposant de ne laisser subsister, comme pour les eaux-de-vie, qu'un droit uniforme de 5 sols par muid « pour en constater l'exportation » ; nous dirions aujourd'hui un *droit de statistique*.

Cette suppression du droit de sortie par Cette sur les vins languedociens aurait eu, suivant la chambre de commerce de Montpellier, de multiples avantages : « Elle dédommagerait l'étranger du haut prix du fret toujours double de celui de Bordeaux et de la perte de coulages qu'occasionne une traversée plus longue. On éviterait aussi les vexations des préposés de la Ferme générale qui ne manquaient pas de faire payer le quadruple des droits sur le moindre retard dans le rapport des acquits-à-caution ».

On devait également s'efforcer d'obtenir la réduction des droits d'entrée de nos marchandises à l'Etranger. En cette matière, nous avons obtenu quelques résultats avec l'Angleterre, grâce au *traité de 1786* qui avait réduit de moitié le tarif applicable aux vins français. Néanmoins,

¹ Arch. dép. Hér. ; C, 2687.

comme le *traité de Méthuen* jouait toujours, le Portugal bénéficiait d'une réduction d'un tiers sur notre propre tarif ¹. L'amélioration du logement pouvait également favoriser les exportations. Au *demi-muid* de 45 veltes, fabriqué en chataignier, souvent vicieux et que la chambre de commerce de Montpellier déclarait abhorré par l'Etranger et les trois quarts du Royaume, elle proposait de substituer *la barrique* de 30 veltes dite « à la bordelaise ». En fin de compte, la Chambre de commerce n'hésitait pas à demander une prime à l'exportation pour chaque muid de vin languedocien sorti par le port de Cette et autres ports de la Province. Cette dernière solution était assez dangereuse, ainsi que le signale un mémoire anonyme de l'époque. Cette prime porterait préjudice aux vins de Guyenne, de Provence et de Roussillon; il était même à craindre que l'Espagne et le Portugal, suivant notre pratique, n'accordassent de primes à l'exportation de leurs crus. Enfin c'était provoquer l'Angleterre à augmenter d'autant le tarif de ses droits d'entrée, puisque l'article 13 du traité de 1786 stipulait « que si l'une des deux puissances jugeait à propos d'accorder une prime pour encourager l'exportation des articles du cru de son sol... l'autre puissance serait libre d'imposer un droit d'entrée de la même somme ».

La véritable mesure efficace, quoique indirecte, c'était la prime à l'importation accordée à des objets dont le Languedoc avait besoin, merrains, tabacs, laines. En facilitant ainsi certaines importations, on assurait un fret de retour aux navires. C'est de cette façon que pouvait être créé un mouvement direct entre Cette, l'Amérique et les îles françaises. En réduisant de cette façon, autant que possible, les entrées et sorties sur lest, on abaissait considérablement le taux du fret. Avoir un tonnage propre à sa disposition; se créer des relations directes, en se délivrant de la coûteuse servitude des grands ports, tel devait être l'idéal

¹ Arnauné, *op. cit.* Chapitre: Le traité de commerce franco-anglais de 1786.

d'un port comme Cette, jeune encore mais plein d'avenir. La question n'est pas résolue, encore aujourd'hui. Nous avons fait peu de progrès en cette matière et, sans entrer maintenant dans l'étude des causes, et elles sont nombreuses, de cette pénible situation, n'est-il pas regrettable de voir les trop rares fûts de vin que notre place exporte à l'Etranger prendre, à fin de transbordement, le chemin de Marseille par *caboteurs marseillais*, quand ils ne vont pas, par fer, embarquer à Bordeaux ou au Havre, sous pavillon étranger encore.

Avant la Révolution, on le voit, se posaient beaucoup des problèmes d'aujourd'hui.

§ 6. — COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF

Si nous voulons maintenant, avant d'arriver au grand bouleversement de 89, jeter un coup d'œil d'ensemble sur le chemin parcouru, nous pourrions dire que néanmoins l'œuvre de Colbert avait magnifiquement prospéré. A la place où, en 1666, une plage déserte et inhospitalière voyait la pose de la première pierre, un port était né qui avait même dépassé, dans son développement, la conception de ses fondateurs. L'idée première des fondateurs avait été de créer là seulement un abri et d'aménager les abords d'un grau, pour suppléer à l'insuffisance des autres¹. Et c'était une véritable place commerciale qui était née rapidement. Avec des imperfections inséparables de toute en-

¹ « La province n'ayant besoin que d'une simple ouverture par laquelle elle put retirer dans les étangs de Thau et autres les barques dont elle a besoin pour l'entretien de son commerce... ainsi qu'elle a fait par le passé, espérait que par les avantages du cap de Cette elle trouverait aussi commodément cette ouverture dans la simple excavation d'un canal artificiel qu'elle avait autrefois rencontré à Palavas par le seul bénéfice de la nature ». Procès-verbal et avis des Commissaires du 6 février 1665; Arch. des Ponts et Chaussées, documents anciens, n° 1.

treprise humaine; malgré l'hostilité de la nature et la *redoutable proximité* de Marseille, cent vingt ans seulement d'existence avaient consacré pour toujours la vitalité du grand port languedocien. La vieille place phocéenne, grâce à ses traditions et à ses précieux privilèges, gardait sans doute et sans conteste le premier rang dans la Méditerranée, mais Cette pouvait fort bien remplir son rôle de *grand port régional*. Aiguesmortes endormie à jamais dans les sables, Narbonne vouée à la fertilisation de sa riche plaine alluviale, et bien loin au-dessus des petits havres voisins, Cette était vraiment le port du Languedoc. Il avait concentré un commerce jusque-là épars et l'avait merveilleusement développé; il était déjà par excellence le *port du Vin*.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA RÉVOLUTION AU RENVERSEMENT DU COURANT ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA RÉVOLUTION ET LA DECROISSANCE DU COMMERCE

- § 1. La Révolution ruine le commerce extérieur à Cette. — § 2. Les plaintes du commerce cettois : les questions de la quarantaine, de la brouette ; l'émigration des maisons de commerce. — § 3. L'abandon du port et les revendications cettoises. — § 4. La question des foires et marchés. — § 5. L'importation des vins. — § 6. Les vins d'imitation.

§ 1. — LA RÉVOLUTION RUINE LE COMMERCE EXTÉRIEUR A CETTE

Selon une phrase célèbre « la Révolution emporta tout ». Le commerce français fut considérablement affecté par les événements qui se succédèrent de 1789 à 1815. Au cours des guerres de la Révolution et de l'Empire, nous eûmes constamment comme adversaire « le tyran des mers », c'est-à-dire l'Angleterre, qui s'appliquait à ruiner notre marine.

Le commerce cettois n'était pas à l'abri des entreprises britanniques, car les croisières anglaises bloquaient étroitement les côtes languedociennes. Toutefois, en raison même de la configuration de celles-ci, il était difficile aux

vaisseaux ennemis, exposés parfois à des vents très violents, de serrer de trop près le rivage; aussi le blocus ne pouvait-il être strictement continu. Le commerce cettois, qui n'a jamais manqué d'audace, profita habilement de cette circonstance, pour ne pas laisser perdre complètement ses relations avec les autres ports. S'il est vrai qu'une partie des expéditions prit le chemin de Paris et de Bordeaux par canal ou même par voie terrestre, il faut néanmoins retenir que, durant les premières années de la Révolution, le mouvement maritime fut, au dire de Grangent, encore considérable.

Cependant la législation révolutionnaire venait aggraver la pénible situation du commerce; il convient en effet de remarquer que la Révolution n'abolit pas complètement les droits de sortie, dont nous avons traité dans notre première partie. Ils subsistèrent longtemps encore, avec des variations assez fréquentes. Bien plus une loi du 15 août 1793 prohiba complètement, en raison de la guerre, la sortie de France de tous les vins.

Nous aurions aimé pouvoir fixer par quelques précisions statistiques la décroissance du commerce des vins à Cette; mais la documentation est à peu près inexistante, à peine avons-nous quelques maigres indications dans les délibérations du Corps Municipal. Mais il est certain que le commerce des vins participa à la décadence générale du commerce de Cette, qui se traduisit d'ailleurs d'une façon évidente par l'état d'abandon du port. En effet celui-ci, par suite de la rupture des relations avec l'Etranger, était à peu près abandonné, à tel point qu'en l'an V on décida d'envoyer à Paris un délégué des Négociants pour se réunir au citoyen *Georges Combes*, « se présenter au Directoire et au ministère de la Marine et obtenir le recreusement du port, faisant prévoir sa perte totale et celle du commerce de plusieurs départements ». Le danger devait être assez grave pour que, chose rare dans les annales des revendications cettoises, le gouvernement accordât aussitôt le secours demandé. Combes annonçait bientôt que la députation du département avait obtenu 100.000 livres,

Le « recreusement du port » voilà certes une expression que l'on retrouve souvent, au cours de ces années, dans le registre des délibérations. Ainsi le 14 nivôse an VI est présentée une nouvelle demande de fonds pour le recreusement, appuyée des considérations suivantes: « Des navires de 200 tonneaux avaient la plus grande peine à en sortir chargés (du port), tandis qu'auparavant ceux de 700 tonneaux, des frégates et autres gros bâtiments de l'État naviguaient librement... L'exportation des vins et eaux-de-vie ne pouvait plus se faire directement pour tous les ports de l'Europe et autres parties du Monde ». Et le rédacteur déplorait amèrement le temps de paix où il abordait des navires de toutes les nations, où l'on chargeait plus de 200 gros vaisseaux pour l'Océan et le Nord, sans compter 300 bâtiments qui faisaient le cabotage dans la Méditerranée. Tout cela était ruiné.

§ 2. — LES PLAINTES DU COMMERCE CETTOIS: LES QUESTIONS DE LA QUARANTAINE, DE LA BROUETTE; L'ÉMIGRATION DES MAISONS DE COMMERCE.

Toutes les délibérations ultérieures ne sont que l'écho pitoyable de la *décadence du commerce*. Le 4 pluviôse an VI il est dit que « la cessation presque totale du commerce maritime a réduit le commerce de Cette dans l'état le plus déplorable ». Faut-il s'étonner après cela que les négociants cettois reprissent les vieilles plaintes, que la situation rendait encore plus amères, telles par exemple les plaintes relatives à la quarantaine d'observation ou de précaution à Marseille, imposée à tous les navires venant en Méditerranée, sans patente ¹. Donnant au mot peste une extension arbitraire et infinie, Marseille décrétait qu'elle avait des craintes sur une partie de l'Europe, et cela suffi-

¹ Cons. Mun. Délibérations du 14 floréal et du 24 messidor, an VI.

sait pour obliger tous les bâtiments en provenant d'aller dans son port subir la quarantaine. Les Cettois s'indignaient de ces abus manifestement dirigés contre eux et observaient, non sans ironie : « Pourquoi le bureau de Marseille veut-il faire des malades quand tout le monde se porte bien ; pourquoi tient-il avec tant d'âpreté à de prétendus droits ? C'est qu'il poursuit un ancien système d'acaparement ; c'est que par cette mesure il entrave et fait échouer les entreprises de commerce les mieux combinées, qui pourraient s'effectuer dans les autres ports » ¹.

A ces plaintes, en quelque sorte traditionnelles, venaient s'ajouter des plaintes nouvelles nées de la nouvelle législation. La Révolution avait fait perdre à Cette son immunité en tailles ; Frontignan avait en conséquence imposé les champs de la plage et les maisons du quai de la Bordigue pour 4.000 francs ². Sans doute, de nouvelles charges financières sont toujours mal vues de ceux qu'elles touchent, mais il faut reconnaître que le moment était rien moins que favorable à la nouvelle taxation. Le Commerce cettois se plaignit amèrement et ne manqua pas d'invoquer sa situation pitoyable en face de la prospérité environnante. « Presque toutes les affaires avec Bordeaux et au-

¹ Cons. Mun. Délibération du 29 pluviôse an IX.

² Depuis les temps anciens, les territoires de Frontignan et de Cette confinaient à *peu de distance* du canal de Cette ; de sorte que la partie de la Ville bâtie à l'est du Canal s'élève sur l'ancien territoire de Frontignan. A cause du privilège royal accordé à la Ville naissante, les propriétés avaient jusqu'alors échappé aux impôts. Cette situation ne pouvait durer sans conflit. Le 24 nivôse an VII, Cette demandait l'annexion d'une partie des cantons de Marseillan et de Frontignan. Vers 1810, dans une première extension de territoire, la commune de Cette atteignit le pont de la Peyrade ; en 1859 (loi du 18 juin), il lui fut attribué une partie de l'étang de Thau (pointe du Barrou, Roquerols, canal des Etangs) ; mais la correction ne figure pas encore sur les cartes, en sorte que la Gare semble toujours être sur le territoire de Frontignan.

tres places de l'Intérieur se font par Lunel, Mèze, Pézenas, Béziers, Agde. Cette dernière commune ne perd presque rien de son commerce avec Marseille, les places d'Italie et d'Espagne; les vins, huiles et autres marchandises destinées pour Toulouse et Bordeaux continuent à y passer. Les communes rurales se sont enrichies depuis la Révolution; leurs récoltes, particulièrement les vins et eaux-de-vie, se sont vendues le double des plus hauts prix de l'ancien temps; la commune de Montpellier fleurit autant que jamais, sa population doit avoir augmenté; nos négociants les plus aisés y ont été attirés par les avantages dont on y jouit; il ne nous reste plus de bonnes maisons »¹. Cette dernière allégation mérite quelque commentaire. La désorganisation du service des postes était telle que la *brouette* arrivait à Cette avec un retard constant, souvent même un jour sur deux seulement. Pareille désorganisation était, on le conçoit, fortement préjudiciable aux négociants cettois; aussi le Conseil Municipal pouvait-il préciser leurs justes plaintes de la façon suivante: « Nos négociants sont exposés aux plus grandes pertes, parce que ceux de Montpellier qui connaissent deux jours plus tôt les nouvelles, lorsqu'il en est qui contribuent à la hausse ou à la baisse des marchandises, se rendent à Cette pour opérer selon que leurs intérêts l'exigent ». Voilà qui explique amplement que certains négociants aient émigré de Cette à Montpellier, pour ne pas être en trop mauvaise posture à l'égard de leurs concurrents. Ce déplacement explique en partie la décroissance du nombre des maisons de commerce cettoises, qu'une délibération du 27 messidor an VII fixe ainsi: « En l'an V, il y avait à Cette 54 maisons faisant le commerce de *la vinoterie* dont 28 résidentes et 26 foraines, et, en l'an VII, il n'y en a plus que 13 des premières et 12 foraines, les unes et les autres ne faisant presque rien ».

¹ Cons. Mun. Délibération du 23 fructidor an VI.

§ 3. — L'ABANDON DU PORT ET LES REVENDICATIONS CETTOISES

Le Port, toujours négligé, continuait à s'ensabler; bien plus, en frimaire an VII, une terrible tempête avait causé de nombreux dégâts à ses ouvrages: le Môle portait deux grandes brèches, les banquettes du canal étaient endommagées en de nombreux endroits, la route de Montpellier jusqu'au pont de la Peyrade était si détériorée que les charrettes y passaient fort difficilement, les francs-bords du canal de la Peyrade étaient écroulés en deux endroits¹. Aussi continuait-on *inlassablement* à demander des fonds pour le recreusement du port.

Au fait, il semblerait que le pouvoir central eût complètement oublié l'existence du port languedocien, puisqu'on trouve, à la date du 11 frimaire an VII, une longue délibération du Conseil Municipal au sujet de renseignements demandés par le ministre de l'Intérieur sur une grande rade aux environs de Montpellier. On déclara ne pas connaître pareille rade; il est fort probable que le Ministre avait voulu désigner l'étang de Thau, que des Parisiens peuvent fort bien en effet placer dans le voisinage de Montpellier.

En l'an IX, le recreusement du port est toujours l'objet des soucis du Négoce; sa situation était fort mauvaise puisque le maire prenait la peine de documenter abondamment le pouvoir central sur l'utilité du port de Cette: « Le port de Cette, après ceux de Bordeaux, Marseille, Nantes, est le plus important de la République pour le commerce; la recette des Douanes s'élève année commune de 400.000 à 500.000 francs et a plusieurs fois atteint le million. C'est par le port de Cette que les objets d'importation et d'exportation de la plupart des départements méridionaux passent; son commerce s'étend sur tous les points de l'Europe,

¹ Cons. Mun. Délibération du 28 frimaire an VII.

souvent sur les trois autres parties du globe, et l'on peut assurer que la fortune de nos contrées tient uniquement à la conservation de ce port. S'il devenait impraticable, par où ferait-on déboucher les denrées, les vins et *eaux-de-vie* surtout, qui constituent aujourd'hui la richesse de ce pays ? Le ci-devant Etat du Languedoc appréciait si bien l'importance du port de Cette, qu'il affectait annuellement une somme de 60.000 francs pour l'entretien de machines et le recreusement, aussi des navires de 700 tonneaux entraient et sortaient par tous temps ». Il en était tout autrement en l'an IX puisque, pour faire sortir un navire de 100 tonneaux chargé, on était obligé d'attendre que les eaux soient « pleines », à cause du banc de sable qui s'était formé dans la passe. En effet tous les travaux avaient complètement cessé depuis cinq ans, et le conseil faisait prévoir la ruine définitive de l'industrie et du commerce, disant notamment : « L'Espagne fixera chez elle le commerce de l'eau-de-vie que la supériorité de celles du *ci-devant Languedoc* a rendu presque exclusif au port de Cette ». Et le Conseil proposait, solution assez logique, d'affecter une partie des recettes douanières aux travaux d'entretien et de réparation ¹. Une commission fut nommée avec tâche de démontrer l'importance du port et son utilité. Elle déposa, le 29 pluviôse an X, un rapport, sorte d'historique du port, qu'il convient de citer en partie : « L'ouverture du port de Cette devait être une source de prospérité pour tous les pays méridionaux dont les principales productions consistent en vins et eaux-de-vie qui ne pouvaient avoir de débouchés à l'extérieur ² à raison des frais de transport par terre pour Marseille, lesquels étaient hors de proportion avec le

¹ Notons qu'une loi du 10 *floréal an II* établit sur les vins et eaux-de-vie une taxe dont le produit était destiné à l'entretien du port. Elle était de un franc par muid de 268 litres pour le vin et de trois francs pour l'eau-de-vie. Le Conseil Municipal demandait la suppression de cette taxe, ou son extension à tous les ports.

² Ceci est trop absolu puisque un certain commerce se faisait depuis longtemps par les *graus*.

prix des liquides. Aussi le ci-devant Languedoc était-il très misérable et l'on n'y exploitait que la quantité de terre nécessaire pour fournir à la consommation locale. Le port de Cette ne fut pas plutôt achevé que nos fertiles contrées ne tardèrent pas à en éprouver les heureux effets ; les campagnes furent cultivées, des milliers de bras furent employés à planter des vignes, les exportations chez l'Etranger furent considérables, des maisons de commerce vinrent s'établir à Cette... ; des négociants de tous les pays et de toutes les nations vinrent s'y établir et y porter leurs capitaux ». Forte d'avoir ainsi démontré l'utilité du port, la Commission déplore son abandon ; elle signale qu'il n'y a plus qu'un chenal étroit qui est difficilement praticable et que des bateaux de 200 tonneaux sont obligés, lorsque les eaux sont basses, de compléter leur chargement *hors du port*, par gabares, manœuvre difficile et dangereuse. Elle fait entrevoir la ruine prochaine de tout commerce vinicole au profit des Etats voisins, Naples et Espagne. Il convient de noter qu'en l'an IX la paix maritime était conclue, et que le commerce de Cette, qui avait quelque peu repris de son ancienne vitalité, avait besoin de voir ses relations par mer facilitées. Toutes ces observations et revendications fort justes firent l'objet d'un mémoire adressé au Ministre en l'an X¹ et, comme les Cettois se défiaient des menées du Commerce marseillais, dont les députés contrecarraient souvent leurs projets, ils nommèrent à Paris deux agents, *Géraudan aîné* et *G. Combes*, spécialement chargés de défendre en toutes circonstances les intérêts du port et de la ville de Cette.

En fait, bien que Cette plaçât ses propres revendications au premier plan, il faut reconnaître que c'était tout le Midi viticole dont l'état économique était fort précaire. Cependant en 1802 se produisit un événement important au point de vue viticole : *Edouard Adam* perfectionna les Alambics employés jusque là et qui nécessitaient six distillations successives pour obtenir un alcool marchand. Il avait résolu

¹ Cons. Mun. Délibération du 12 fructidor an X.

le problème « d'extraire du vin par une seule et même distillation toutes ses parties spiritueuses et d'en fixer le titre de spirituosité selon les besoins du commerce ¹. Cette découverte arriva juste à temps. La guerre avec l'Angleterre et le blocus de nos ports empêchaient l'écoulement des vins et eaux-de-vie de l'Hérault par mer; en sorte qu'il ne restait que le débouché intérieur, mais les frais de transport étaient excessifs par le fait de l'insuffisance de la viabilité, et on ne pouvait songer à les réduire par la transformation des vins en esprits, qui était longue et très coûteuse avec les anciens appareils. Aussi les propriétaires de vignes ne pouvaient plus se défaire de leurs récoltes, ce qui frappait l'agriculture de notre département au cœur. L'invention d'Edouard Adam eut une influence heureuse et rapide sur elle; les viticulteurs, rassurés sur l'écoulement de leurs récoltes à de bons prix, étendirent notablement leurs plantations; le prix des vins s'éleva, on produisit plus d'eaux-de-vie et d'esprits, les prix baissèrent à mesure que la production augmenta, et, comme le bon marché fait le client, la consommation augmenta, la production aussi, au point d'arrêter tout à coup l'importation en France des eaux-de-vie étrangères ». Nous avons emprunté cet exposé à une brochure fort intéressante, « *le Vignoble de l'Hérault en 1900* » ², et nous savons, par ce qui a été dit ci-dessus, combien était exact le tableau de la décadence de la viticulture et du commerce vinicole à cette époque malheureuse, décadence à laquelle venait s'ajouter par surcroît l'état d'abandon manifeste du port de Cette. Aussi *B. Martin*, négociant de Montpellier, écrivait-il avec tristesse: « Les navigateurs n'abordent dans le port qu'en tremblant et n'y viennent qu'avec répugnance, lorsqu'ils y sont forcés par le défaut de chargement à Marseille ou à Barcelone, et encore faut-il, dans ce cas, leur payer une augmentation de fret... Ces grands inconvénients se font chaque jour plus généra-

¹ Voir 2^e partie, chap. V, § 1.

² Historique et situat. écon. de la viticulture, par J.-E. Coste, p. 84.

lement sentir; ils portent les habitants du Nord et ceux des Etats-Unis de l'Amérique à s'approvisionner en Espagne et en Sicile. Une partie même de ceux de la France tirent également de l'Etranger les denrées que leur fournissaient jadis autrefois le Languedoc et le Roussillon ».

En cette même année (*an XII*) les droits sur la sortie des vins et eaux-de-vie se montaient à 83.000 francs, ce qui était insuffisant pour envisager une amélioration sérieuse des ouvrages du port. Le service des Ponts et Chaussées faisait d'ailleurs preuve d'une *négligence manifeste*: les six pontons affectés aux curages au lieu des 96 mesures prévues n'en avaient guère effectué que la moitié. Aussi le Conseil Municipal, fort mécontent, demandait-il le déplacement de l'ingénieur *Blanchard*.

§ 4. — LA QUESTION DES FOIRES ET MARCHÉS

Malgré la situation fort médiocre du commerce cettois, le Conseil Municipal ne s'abandonnait pas à l'inaction. Conscient des multiples difficultés qui suspendaient le développement du commerce extérieur, il s'inquiétait de fournir aux Négociants les moyens de maintenir et, si possible, développer le commerce intérieur, qui était moins affecté par l'état politique. Reprenant, dans ce but, les traditions pré-révolutionnaires, il demandait, dès l'an VII¹, l'institution de marchés et de foires. En l'an IX, la question est soulevée à nouveau avec un développement important.

Le Conseil Municipal demandait d'abord l'institution de deux foires: la première le 23 thermidor (10 août, jour de la *fête locale*) la deuxième le 11 pluviôse. Il justifiait la première de la façon suivante: « La foire du mois de *thermidor* offrira aux marchands nationaux et espagnols le débouché des marchandises qu'ils n'auront pu vendre à *Beaucaire* et qu'ils rapportent ordinairement chez eux par

¹ Cons. Mun. Délibération du 27 frimaire an VII.

cette ville ou ce port ». La durée de la foire serait de huit jours. « L'établissement d'un marché par décade dans la Commune, est-il dit plus loin, est d'une nécessité reconnue. Ce marché sera très avantageux, autant aux négociants de la Ville qui pourront faire eux-mêmes leurs achats en vins, eaux-de-vie et autres marchandises, ou les faire faire sous leurs yeux, qu'aux fabricants qui sont actuellement obligés de venir livrer leurs marchandises après avoir été obligés de se rendre aux lieux de marché pour les vendre à des commissionnaires qui ont souvent *trompé les deux parties*.

Les deux foires furent établies par un arrêt du 27 brumaire an X. Plus tard une délibération du Conseil Municipal du 27 vendémiaire an XIV en fixa les dates à nouveau. Par contre le marché ne fut pas encore institué ¹.

§ 5. — L'IMPORTATION DES VINS

Nous avons montré la décadence du commerce d'exportation à cette époque ; il faut également signaler que l'importation des vins exotiques à Cette fut insignifiante, et pour les mêmes raisons. D'ailleurs, embarrassé de ses propres vins, l'Hérault n'avait pas à faire appel aux productions étrangères qui, de plus, se heurtaient à une barrière douanière infranchissable. Le décret du 2/15 mars 1791 établissait en effet le tarif suivant : 25 livres par muid c'est-à-dire 9 fr. 30 par hecto, pour les vins en fûts, et 60 livres par muid soit 22 fr. 30 par hecto, pour les vins en bouteilles. La loi du 28 juillet-1^{er} août 1792 abaissa ces

¹ En 1790, on était déjà revenu à l'idée d'un groupement commercial, une sorte de *directoire du commerce* qu'on appellerait Chambre, Bourse ou Loge. C'est le Conseil Municipal qui émit cette idée, en même temps que, se basant sur les principes de l'ère nouvelle, il demandait, d'accord en cela avec Montpellier, la liberté du commerce avec le Levant.

droits à 12 livres par muid soit 4 fr. 50 par hecto, pour les vins en fûts. Mais, plus tard, le décret impérial du 17 pluviôse an XIII (6 février 1805) élevait à nouveau les droits d'entrée à 25 francs par hecto, pour les vins ordinaires, et 100 francs pour les vins de liqueur. Par contre, la loi du 17 décembre 1814 vint imposer certains vins étrangers à un tarif de faveur : « En vue de faciliter les coupages, les vins de *Benicarlo* et d'*Alicante* de la dernière récolte, importés en pipes par les ports de Cette, Agde et Marseille, payeront 10 francs par hecto, à charge pour les importateurs d'en assurer la destination exclusive pour les ports de Bordeaux et Marseille, et de justifier de leur mélange avec des vins français »¹. Sans avoir les chiffres de cette importation par Cette, nous savons cependant qu'elle fut très peu importante. Nos récoltes étaient abondantes et nos vins de bonne tenue ; nous n'avions donc pas besoin des secours étrangers pour les coupages.

§ 6. — LES VINS D'IMITATION

Nous avons déjà relevé, avant la Révolution, des textes nombreux, où il était parlé des soins divers et minutieux que l'en donnait aux vins dans le Languedoc mais il n'est jamais question d'imitation des produits de l'Etranger. Nous sommes disposé à penser que pendant la période du *blocus continental*, au cours de ces années où le commerce extérieur était à peu près supprimé, naquit à Cette la technique et le commerce des vins d'imitation, alors que les vins d'origine, d'Espagne principalement, ne rentraient plus en France avec la même facilité².

De cette même époque, nous pouvons citer, à titre de curiosité, le passage suivant relatif au *vin muté* qui contenait en germe la pratique étendue des vins de liqueur : « On fait, à *Marseillan*, près de la commune de Cette en

¹ D'après *Privat*, Le Régime douanier du vin ; Thèse 1904.

² Voir IV^e p., chap. I^{er}.

Languedoc, avec du raisin blanc un vin qu'on appelle *muet* et qui sert à souffrir les autres. On presse et foule la vendange et on la coule de suite sans lui donner le temps de fermenter; on la met dans des tonneaux qu'on remplit au quart, on brûle plusieurs mèches dessus, on ferme le bouchon et on agite fortement le tonneau jusqu'à ce qu'il ne sorte plus de gaz par le bondon, lorsqu'on l'ouvre. On met alors une nouvelle quantité de vin, on y brûle dessus et on agite avec les mêmes précautions; on y réitère cette manœuvre jusqu'à ce que le tonneau soit plein. Ce vin ne fermente jamais et c'est pour cette raison qu'on l'appelle vin muet. Il a une saveur douceâtre, une forte odeur de soufre et il est employé à être mêlé avec l'autre vin blanc; on en met deux ou trois bouteilles par tonneau, ce mélange équivalant au soufrage »¹.

Nous n'avons pas de chiffres relatifs au commerce des vins à Cette pour ces diverses années, mais nous savons amplement qu'il était dans un état fort précaire. Une délibération du Conseil Municipal de 1807 signale que la misère publique était manifeste². En cette même année, le commerce des vins à Bordeaux était complètement annihilé. C'était l'époque du *blocus continental*: l'Angleterre obligeait tout navire neutre à toucher un port anglais (Londres, Malte etc), pour y subir la visite de sa cargaison et se voir délivrer une licence moyennant un droit énorme. Napoléon, en retour, décrétait la saisie de tout navire ayant touché l'Angleterre³. Avant le blocus, et malgré l'état de guerre, les belligérants avaient en fait accordé des licences de navigation, et notre commerce, comme au siècle précédent, avait pu continuer ainsi avec le Nord et même l'Angleterre. Depuis le blocus, il n'y avait plus place que pour un maigre commerce de contrebande, et on conçoit aisément que nos clients du Nord (Hollandais, Hambourgeois,

¹ *Bul. Soc. d'Agr. de l'Hér.*, 1811.

² Cons. Mun. Délibération du 3 janvier 1807.

³ Voir *Arnauné*. Le commerce extérieur et les tarifs de douane
p 138.

Suédois) devaient hésiter à braver les croisières anglaises et les corsaires des deux partis. Les flottes anglaises rôdaient près du port et, le 13 prairial an XIII, elles tentèrent même d'incendier un convoi de 120 navires qui s'y était réfugié.

D'ailleurs Cette, comme la plupart des autres ports, armait pour la course pendant cette période de guerres ¹. Aussi le commerce continuait-il à décliner; la ferme de l'Octroi, en 1811, ne rapportait plus que 44.000 francs, alors qu'en 1807 elle donnait encore 61.000 francs ². Le maire Grangent demandait au Préfet de dégrever la Commune d'une partie des contributions foncière et personnelle, arguant que « la majeure partie des magasins et appartements sont sans location... que huit cents artisans sont dans l'impuissance.. » ³. La question du chômage se posait donc avec acuité. Aussi fut-il question de rétablir l'ancienne manufacture de tabacs pour donner du travail aux ouvriers et « procurer du pain aux familles » ⁴.

La stagnation du commerce avait amené l'émigration des ouvriers tonneliers de notre ville et des petites villes voisines, et même l'exode de plusieurs négociants. Certains, parmi ces derniers, allèrent s'établir à Châlon-sur-Saône notamment « pour favoriser par leur présence les expéditions en vins, esprits et eaux-de-vie qui se font par la voie de la navigation intérieure... A l'occasion, ils appellent auprès d'eux quelques-uns de ces ouvriers tonneliers, qui s'empressent de rentrer à Cette ou à Frontignan dès qu'ils ont quelques maigres économies » ⁵. Il était même à craindre que cet exode ne s'étendit, si l'on aggravait encore les droits d'octroi sur les boissons, ainsi que le Ministre l'avait proposé. Grangent craignait fort qu'on ne supprimât l'exemption des droits pour les boissons en entrepôt,

¹ *Daruty*, notice sur Cette, 1845.

² Cons. Mun. Délibération du 9 août 1811.

³ *Ibid.*

⁴ Cons. Mun. Délibération du 16 janvier 1811.

⁵ Bul. Soc. Lang. Géogr., t. XXXVIII, p. 302.

destinées à l'exportation, qui « suivant leur qualité et leur nature exigent quelquefois des années entières de soins pour les travailler et les épurer ¹. Aussi le Conseil Municipal demandait-il le maintient à Cette de l'*entrepôt illimité* pour les vins destinés à l'exportation. « Dans le temps où la navigation du grand cabotage était libre au port de Cette, disait-il, on exportait année commune aux environs de 80.000 muids de vin de 36 veltes et de 40.000 muids d'eau-de-vie; les exportations employaient à Cette 600 à 700 tonneaux et donnaient lieu à la fabrication de plus de 100.000 futailles par an, qui consommaient plus de 3 millions 300.000 douelles ².

Nous arrivons ainsi à l'année 1814, l'année de la paix. Avec quel enthousiasme fut-elle fêtée par les Cettois ! C'était la mer libre et le commerce maritime rendu possible à nouveau. Avec la paix, le mouvement du port s'était subitement accru. Les navires affluèrent à nouveau. Certains de nos *clients de toujours*, des gens du Nord (Allemands, Danois, Hollandais etc) vinrent même s'établir à Cette où ils fondaient généralement des maisons en s'associant un négociant de la localité; c'est alors qu'on voit apparaître les noms de Krüger Küholtz etc.

¹ Cons. Mun. Délibération du 22 mai 1812.

² Cons. Mun. Délib. du 22 mai 1812.

CHAPITRE II

LA REPRISE DU COMMERCE

(1815 à 1843)

§ 1. La reprise du commerce. — § 2. Les importations de vins exotiques à Cette : leur importance minime. — § 3. Les exportations de vins à Cette. — § 4. Les vins exportés par Cette. — § 5. Les prix des vins. — § 6. Débouchés et questions douanières. — § 7. Coup d'œil d'ensemble : plaintes et revendications ; le droit de sortie, le fret, le marché.

§ 1. — LA REPRISE DU COMMERCE

La paix définitivement établie, le commerce cettois participa à la reprise générale des affaires. Non seulement les caboteurs français et étrangers fréquentèrent assidûment à nouveau notre port, longeant à leur gré nos côtes désormais délivrées des croisières anglaises, mais encore et surtout la navigation au long cours reprit son ancienne importance et se développa dès lors rapidement. Cette revit les gros navires anglais, hollandais, suédois, hambourgeois, qui arrivaient comme jadis généralement sur lest, quelquefois avec des chargements de bois du Nord, de suif, d'huile de poisson etc, et qui chargeaient surtout des vins et des eaux-de-vie : le commerce cettois retrouvait son rythme classique.

Sans doute le port laissait toujours à désirer au point de vue nautique : la passe était encore difficile, puisque dans un mémoire du 28 octobre 1817 M. *Défougères* proposait de planter dans la mer une file de pieux qui désignerait le

chenal praticable aux navigateurs. Nous avons vu ¹ que les travaux neufs furent menés assez lentement et qu'en 1820 la passe n'était plus qu'à la côte de 4 m. 50. Malgré ces imperfections, libéré des lourdes entraves qui pendant de longues années l'avaient complètement étouffé, le commerce retrouvait rapidement l'équilibre, et le mouvement du port s'accroissait d'autant. Le tableau suivant ², relatif aux entrées des longs courriers français et étrangers, nous donne la courbe de ce mouvement. En :

1814.....	28 navires	4.200 tonneaux
1816.....	168 —	25.200 —
1818.....	201 —	30.150 —
1821.....	282 —	42.300 —

Ainsi, en sept ans seulement, le mouvement du port avait décuplé pour la navigation au long cours. C'est celle qui profita le plus de la sécurité apportée par la paix. La navigation du petit cabotage n'avait pas autant souffert, nous l'avons dit : son accroissement ne pouvait donc être aussi marqué. Pendant ces quelques années, elle resta en quelque sorte stationnaire, et ceci d'autant plus que les mouvements politiques qui agitaient l'Espagne, vers 1820, venaient gêner fortement les relations avec notre voisine. Le tableau suivant, établi pour les mêmes années que le précédent et donnant les caboteurs français et étrangers, vient à l'appui de ces données. En :

1814.....	1217 navires	49.080 tonneaux
1816.....	1319 —	52.760 —
1818.....	1466 —	58.640 —
1821.....	1427 —	45.800 —

¹ Voir Introduction, p. 14.

² D'après Creuzé de Lesser. Statistique de l'Hérault.

§ 2. — LES IMPORTATIONS DE VINS EXOTIQUES À CETTE :
LEUR IMPORTANCE MINIME

Parmi les caboteurs étrangers fréquentant notre port, il y avait beaucoup de navires italiens ou espagnols. Comme les autres, les Espagnols venaient charger, mais en petite quantité¹, des vins et quelques eaux-de-vie. Ils apportaient des lièges, des anchois pressés et des vins encore.

L'importation des vins espagnols, à cette époque, n'était d'ailleurs pas importante, tant pour la France en général que pour Cette en particulier². Et elle ne pouvait pas l'être nos récoltes étant abondantes et nos vins de bonne tenue. Toute loi douanière était même inutile et c'est, sans doute, dans le seul but de complaire aux gros propriétaires que *la Restauration* promulgua la loi quasi-prohibitive du 28 avril 1816. Celle-ci imposait les vins de liqueur à 100 francs l'hecto et les vins ordinaires à 15 francs l'hecto, s'ils étaient importés par voie de terre, et 35 francs, s'ils étaient importés par voie de mer. L'importation des vins de liqueur espagnols par Cette, en 1818, n'était que de 22 hectos. Les droits prohibitifs de 100 francs n'étaient pas, en fait, la cause première de l'infériorité de ce chiffre. Nous avions à cette époque des vins de liqueur fort appréciés, comme on l'a vu, *bien avant la Révolution* : les muscats de Lunel, Frontignan, Béziers, les picardans, les clairettes etc. De plus, pendant les guerres de l'Empire et spécialement durant le *blocus continental*, le commerce cettois avait su créer l'admirable technique des vins d'imitation, qu'il a depuis sagement développée, et qui fait, encore aujourd'hui, le plus clair de sa gloire. Tout ceci suffit à expliquer

¹ Voir plus loin § 3.

² De 1830 à 1839, la moyenne des importations de vins étrangers en France fut de 611 hectos, pour les vins ordinaires, et de 1.846 hectos, pour les vins de liqueur, soit un total de 2.457 hectos.

le chiffre insignifiant des entrées de vins de liqueur espagnols.

Une importation qui avait plus d'importance était celle des *vins de coupage* (d'Alicante et de Benicarlo spécialement) qui, aux termes de la loi du 17 décembre 1814, bénéficiaient du tarif de faveur de 10 francs par hecto, au lieu de 35 francs. C'est ainsi qu'en 1818, il entra à Cette 2265 hectos de ces vins. La même année, Agde en importait 689 hectos. Ces chiffres ont peu d'importance, si l'on rappelle qu'à cette époque la production vinicole de l'Hérault dépassait déjà *deux millions* d'hectolitres. Si l'on considère qu'à cette date, comme avant la Révolution d'ailleurs, propriétaires et commerçants avaient la libre pratique du vinage, on comprend parfaitement que nous n'ayons pas eu grandement recours à ces vins exotiques. Notons qu'une grande partie des vins de l'Hérault était alors transformée en eaux-de-vie, ce qui constituait un débouché naturel pour les petits vins et les vins imparfaits ; ils n'encombraient pas le marché, et on n'avait donc pas besoin de recourir en abondance aux *vins médecins* de la Catalogne, comme nous dûmes le faire plus tard, lorsque nos récoltes furent réduites et lorsque la concurrence des alcools d'industrie vint nous interdire de livrer en abondance à la chaudière tous les petits vins imparfaits qui surchargeaient le marché ¹.

§ 3. — LES EXPORTATIONS DE VINS A CETTE

Avec la paix, l'exportation des vins à Cette reprit rapidement l'importance qu'elle avait avant la Révolution. C'est ainsi qu'en 1818 Cette exportait à destination des nations étrangères 119.555 hectolitres de vins valant 2.973.228 francs. Ces chiffres sont ceux donnés par la So-

¹ En 1823, sur une production de 2.077.522 hectos, l'Hérault en livra à la chaudière 1.280.000, suivant Creuzé de Lesser, *op. cit.*

ciété Centrale d'Agriculture de l'Hérault dans son *Bulletin* de janvier 1843. Creuzé de Lesser donne des chiffres un peu différents, soit: 112.775 hectolitres pour les vins en fûts et 399 hectolitres pour les vins en bouteilles. Ces chiffres devaient d'ailleurs croître rapidement. En 1825, l'exportation était de 149.915 hectolitres. En 1830, nos armées victorieuses nous ouvraient un nouveau débouché: l'Algérie. Cette année-là, les exportations de Cette se chiffraient par 172.957 hectos, sans compter les sorties à destination des divers ports de France, dont nous n'avons les chiffres qu'à partir de 1837.

De 1825 à 1830, la progression avait été sensible, on le voit; aussi sommes-nous étonné de lire dans une délibération du Conseil Municipal du 16 juin 1830 que « depuis 1824 le commerce a déchu d'une manière affligeante et l'avenir fait craindre que les principales maisons de commerce ne continuent à porter leur industrie sur tout autre point ». Il est vrai que c'était là un argument destiné à appuyer une protestation contre l'augmentation de la contribution foncière, et nous devons d'ailleurs reconnaître que le Conseil Municipal, en la circonstance, ne donnait à l'appui de ses dires aucun de ces chiffres qu'il savait pourtant prodiguer avec assez d'habileté, lorsqu'il s'agissait de maintenir ou de consolider les droits et prérogatives du Port. En fait, avec quelques fluctuations inévitables en pareille matière, l'exportation continua de suivre une courbe ascendante. A l'appui, nous donnons les chiffres que nous possédons, d'une façon suivie, pour la période allant de 1830 à 1845.

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	172.923	1838.....	321.456
1831.....	153.414	1839.....	231.917
1832.....	198.118	1840.....	243.369
1833.....	233.885	1841.....	314.074
1834.....	224.046	1842.....	274.055
1835.....	199.316	1843.....	297.519
1836.....	228.992	1844.....	328.425
1837.....	222.803	1845.....	270.309

En ajoutant à ces chiffres ceux des sorties à destination des ports français, que nous possédons à dater de 1837, on obtient le tableau suivant des sorties totales par mer :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1837.....	514.886	1840.....	461.387
1838.....	614.808	1841.....	538.793
1839.....	498.663	1842.....	473.654
1843.....	620.882		

Avant de pousser plus avant dans le temps cette étude des exportations de Cette, il y a lieu de préciser qu'elle était la nature des vins exportés et les débouchés qui s'offraient à eux.

§ 4. — LES VINS EXPORTÉS PAR CETTE

Comme avant la Révolution, principale *porte de sortie* pour la production vinicole du département de l'Hérault, Cette pouvait offrir un choix varié de vins de toutes sortes. Les Saint-Georges, les Saint-Drézéry partaient pour la Hollande, les villes Anséatiques et l'Angleterre. Des vins de table ordinaires, mais d'assez forte teneur en alcool, étaient embarqués sous le nom de *vins de cargaison* à destination de la Hollande, du Danemark, de la Prusse. Des vins ordinaires mais *fortement colorés* nous étaient demandés en assez grande quantité par l'Italie. Nos muscats de Frontignan, de Lunel, de Maraussan s'exportaient partout, et la Russie, par la Baltique, venait charger surtout des vins blancs secs. Enfin les célèbres *Picardans* n'avaient pas perdu de leur antique renommée : la Hollande continuait à les boire et nous les exportions toujours avec succès. Nous devons également signaler que le commerce des *vins d'imitation* se développait et fournissait matière à exportation. Dès 1820, nous exportons des imitations de Madère aux Etats-Unis d'Amérique et des imitations de

Porto et de Catalogne au Brésil et en Argentine¹. Dès maintenant, il convient de dire que ce commerce des vins d'imitation était parfaitement légitime. De tous temps, dans les contrées méridionales, la technique familiale avait connu les vins doux, vins cuits, carthagènes, etc. Elle avait perfectionné ses procédés et s'était étendue. Pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, nous avons, pour les nécessités de la consommation française, su imiter les portos, les madères, les malagas qui ne rentraient plus. Ces vins étaient produits dans des *conditions identiques*; des cépages et des terrains analogues fournissaient la base de la préparation, et ils étaient travaillés de la même manière. Il fallait même que nos produits aient déjà une réelle valeur, pour s'imposer aux marchés sud-américains, dont on connaît l'affinité avec l'Espagne. Si nous nous sommes arrêtés quelque peu sur cette technique, c'est que nous tenions à établir l'*ancienneté des droits* de Cette en matière de vins d'imitation. Cette question souleva plus tard de nombreuses discussions sur lesquelles nous reviendrons avec détails. Constatons donc qu'il y a bien longtemps déjà que nos négociants copiaient les portos et les madères; il y a quelquefois honneur à copier, surtout lorsque la copie peut rivaliser avec l'original, et puis... on nous a souvent copiés nous-mêmes et avec moins d'honneur.

§ 5. — LES PRIX DES VINS

Si nous voulons avoir une idée des prix pratiqués à cette époque, nous disposons d'un intéressant état, qui nous donne mois par mois, de 1824 à 1827, les prix des Frontignan, Saint-Georges, Saint-Drézéry et vins ordinaires à la propriété et à Cette, chez le négociant².

On remarquera que les prix y sont cotés pour 6 hectolitres 84 litres, c'est-à-dire pour un muid; certains pour

¹ *Bul. Soc. Agr. de l'Hér.*, 1843, p. 25.

² Voir ci-après tableau n° 2.

3 hectolitres 42 litres, c'est-à-dire pour un demi-muid. Les vins ordinaires étaient livrés généralement en demi-muids ¹. Les Muscats y sont cotés par 2 hectolitres 30 litres parce qu'ils étaient logés dans des tiers de muid appelés *tierce-roles*; quelquefois ils étaient livrés dans des sixains ².

En notant les chiffres de l'exportation des vins à Cette, nous avons constaté une progression constante; il en fut de même en matière d'eau-de-vie. Ainsi, en considérant en bloc les sorties des vins et eaux-de-vie par Cette, on relève une progression suivie, mais si l'on porte en regard la valeur totale des sorties on est loin de constater la même progression. En 1818, il sort à destination de l'Etranger 119.555 hectos valant 2.973.000 francs. En 1830, les sorties sont de 197.452 hectos pour l'Etranger, valant 3.287.000 fr., et 486 hectos pour l'Algérie, valant 6.700 francs, soit au total 197.938 hectos, valant 3.293.700 francs. En 1841, les sorties sont de 270.477 hectos pour l'Etranger, valant 2.528.675 francs, et 126.677 hectos pour l'Algérie, valant 833.898 francs, soit au total: 497.154 hectos, valant 3 millions 362.573 francs. On voit que la progression dans la quantité n'avait pas entraîné la progression dans la valeur. On peut d'ailleurs rendre le fait plus évident encore: « Si l'on déduit de l'exportation de 1841, les 126,677 hectos, valant 833.898 francs, exportés en Algérie, et 43.974 hectos de vins à 5 fr. 50 valant 241.857 francs, ainsi que 2.173 hectos d'esprits à 53 francs, valant 115.169 francs, qui ont été exportés au *Brésil*, à la *Plata*, en *Uruguay* tous débouchés encore fermés en 1818, on trouve, sur les anciens marchés, cette exportation réduite à 224.329 hectos valant 2.171.649 francs, le double de l'exportation de 1818 pour la quantité et moins d'une somme égale pour la valeur » ³. C'est que

¹ Notons en passant que la dénomination de demi-muid qu'on donne aujourd'hui au « transport de 550 à 620 litres » est abusive.

² A cette époque le logement revenait en moyenne à 4 francs l'hectolitre. (Arch. Mun. de Cette).

³ *Bul. Soc. d'Agr. de l'Hér.*, janvier 1843.

Tableau 2. — PRIX POUR
1824

D'après le Bulletin de la Société Centrale d'Agriculture de l'Hérault 1824-27

PRIX DE PROPRIÉTAIRE A NÉGOCIANT (par 6 hl. 84)					
A cette époque le logement coûtait environ 4 fr. par hl. (Arch. de Cette)					
FRONTIGNAN	ST-GEORGES	ST-DRÉZÉRY	ST-CHRISTOL	MONTAGNAC	CHANDRIVE
Logé	Nu	Nu	Nu	Nu	Nu
240 à 350	85 à 100	85	80 à 85	50 à 60	36 à 42
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
250 à 400	90 à 110	90	80 à 90	—	—
—	100 à 115	90 à 100	90 à 100	55 à 60	35 à 45
—	90 à 100	80 à 90	80 à 90	40 à 50	30 à 40
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
260 à 410	95 à 115	85 à 95	85 à 95	50 à 55	30 à 38
—	—	—	—	—	—
260 à 270	110	100	100	60 à 65	40 à 45
—	—	—	—	—	—
280	—	—	—	60 à 70	45 à 46
290	—	105	105	75 à 80	55 à 60
300	105	100	100	75	50 à 53
320	—	—	—	—	45 à 50
330 à 340	—	—	—	72 à 75	45 à 48
330 à 350	110	105	105	75 à 80	44 à 45
330 à 340	105	100	100	72 à 75	45 à 48
330	120	110	110	75 à 80	45
350	—	115	115	80	—
330 à 340	130 à 135	120	123	80 à 90	45 à 50
330 à 350	135 à 140	—	123 à 130	80 à 85	—
—	—	—	—	—	—
350	125 à 130	118	120	70 à 75	45 à 46
—	—	—	—	—	—
—	125	115	—	60	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
380 à 390	130	120	125	65 à 80	50 à 52
400	140	130	135	85 à 90	58 à 64
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
400	130	135	—	—	56 à 62
—	—	—	—	—	54 à 60
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—

S VINS DE L'HÉRAULT

27

Le tiret indique le maintien du prix. — Valeurs en francs

ANNÉES ET MOIS	PRIX DU COMMERCE A CETTE			
	Le Frontignan nu, par 2 hl. 30; les autres logés, par 3 hl. 42			
	FRONTIGNAN Nu	ST-GEORGES Logé	ST-DREZÉRY ET ST-CHRISTOL	VIN ORDINAIRE Logé
Janvier.... 1824	30	65	65	50
Février.... —	—	—	—	—
Mars..... —	—	—	—	—
Avril..... —	150 à 200	—	70 à 85	60
Mai..... —	130 à 180	85 à 90	80	—
Juin..... —	—	—	—	—
Juillet.... —	—	—	—	—
Août..... —	—	—	—	—
Septembre. —	140 à 185	90 à 95	85	60 à 85
Octobre.... —	—	—	—	—
Novembre.. —	280 à 300	125	115	75 à 80
Décembre.. —	—	—	—	—
Janvier.... 1825	200 à 250	110	105	70
Février.... —	200	—	100 à 105	75 à 80
Mars..... —	190 à 200	—	100	—
Avril..... —	200	—	—	—
Mai..... —	—	—	—	—
Juin..... —	—	—	105	—
Juillet.... —	—	—	100	—
Août..... —	—	—	105	—
Septembre. —	220	115	110	—
Octobre.... —	180	100	98 à 100	—
Novembre.. —	160	—	—	—
Décembre.. —	—	—	—	—
Janvier.... 1826	—	95	90 à 93	75
Février.... —	—	—	—	—
Mars..... —	165	—	—	70
Avril..... —	—	—	—	—
Mai..... —	—	—	—	—
Juin..... —	—	—	—	—
Juillet.... —	—	—	—	—
Août..... —	—	—	—	—
Septembre. —	180	105	100	75 à 80
Octobre.... —	190	115	110	85 à 90
Novembre.. —	—	—	—	—
Décembre.. —	—	—	—	—
Janvier.... 1827	—	—	—	—
Février.... —	—	—	—	—
Mars..... —	—	—	—	—
Avril.... —	—	—	—	—

de 1818 à 1841 le prix du vin avait considérablement baissé, le tableau suivant le montre d'ailleurs clairement.

Années	V. commerce 1 ^{re} classe	V. commerce 2 ^e classe	V. commerce 3 ^e classe	Vins à distiller
1800 à 1810..	11 fr. »	9 fr. 50	8 fr. »	2 fr. »
1810 à 1820..	18 fr. »	16 fr. 50	15 fr. »	14 fr. »
1820 à 1830..	10 fr. 50	9 fr. »	7 fr. 50	6 fr. 50
1830 à 1840..	11 fr. »	9 fr. 50	8 fr. »	7 fr. »
1843	6 à 7 fr..	5 à 5,50	4 fr. »	2,50 à 3

Ce tableau¹ exprime la valeur moyenne des vins de l'Hérault à la propriété; chez le négociant, les prix suivirent la même courbe dans leurs variations. En fait, si l'on considère donc l'exportation des vins du point de vue de la valeur, on constate pour l'Hérault et pour Cette une décroissance marquée.

Ceci n'était d'ailleurs particulier ni à notre département, ni au vin; c'était un fait général à la France entière et à toute la production agricole. Si l'on considère, en effet, d'après les Tableaux du commerce extérieur, la seule période décennale de 1827 à 1836, on est amené à la constatation suivante: l'exportation (commerce spécial) des produits naturels avait été de 158 millions de francs en 1827; tandis qu'en 1836 elle était de 172 millions, soit une augmentation de 14 millions c'est-à-dire de 9 %. Par contre, l'exportation des produits fabriqués avait été de 349 millions en 1827 et passait à 459 en 1836, ce qui fait ressortir une augmentation de 110 millions, soit du 32 %.

Si maintenant on compare les valeurs d'exportation des tissus divers avec celles des vins, l'écart est encore plus grand:

	1820	1841	Accroissement
Tissus de soie....	123 millions	162 millions	32 %
— de coton..	26 —	104 —	300 %
— de laine...	26 —	65 —	150 %
Vins	46 —	54 —	17 %

¹ *Ibid.*

Et si l'on compare enfin l'exportation moyenne décennale des vins pour la France entière de 1827-1836, soit 47 millions de francs, à la moyenne quinquennale de 1837-1841, soit 48 mill. 8, on voit que cette exportation resta stationnaire. Or, « ...au milieu de l'accroissement général du commerce, rester stationnaire, c'est reculer » ¹.

Somme toute, en raison de la baisse dans les prix signalée plus haut, la viticulture française — méridionale en particulier — avait reculé en 1840 pour la valeur des produits, et nous avons vu que le commerce d'exportation à Cette avait suivi la même courbe. Néanmoins, dès 1844-1845, la situation commerciale et agricole s'améliora en raison des mauvaises récoltes dans la France entière, qui amenèrent des prix plus élevés.

§ 6. — DÉBOUCHÉS ET QUESTIONS DOUANIÈRES

Nous avons déjà dit un mot des débouchés offerts aux vins du Midi, lorsque nous avons traité des différentes variétés de vins sortant par Cette ² à destination de l'Etranger; il convient maintenant de s'arrêter avec quelques détails à l'étude de ces débouchés, ou du moins de certains d'entre eux. Les chiffres des exportations par pays de destination nous manquent jusqu'en 1830, tandis que nous avons la série complète de 1830 à 1843. Voyons les principaux.

Les Pays-Bas. — Ces Pays continuaient d'être pour nous de bons clients. Les navires de Rotterdam, Amsterdam et parfois les navires anglais venaient régulièrement enlever les picardans, muscats, etc. Cependant les douanes hollandaises n'étaient rien moins que favorables à l'entrée de nos vins et eaux-de-vie; elles agissaient, comme celles des autres nations, en représailles des mesures extrême-

¹ *Bul. Soc. Agr. de l'Hér.*, janvier 1843.

² Voir ci-dessus, § 4.

ment protectrices édictées par le gouvernement de la Restauration. Sans doute, les vins français n'acquittaient à leur entrée en Hollande que 0 fr. 21 par hecto comme droits de douane, mais ils subissaient ensuite des *droits d'accise* ou droits intérieurs de 57 fr. 65 par hecto. En définitive, nos vins entrant en Hollande pour la consommation hollandaise devaient acquitter 57 fr. 86 par hecto, ce qui était énorme.

Nous donnons ci-dessous, pour Cette, les chiffres des sorties de vins à destination des Pays-Bas :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	38.656	1837.....	14.352
1831.....	32.045	1838.....	27.014
1832.....	29.052	1839.....	21.670
1833.....	31.265	1840.....	19.531
1834.....	48.387	1841.....	26.624
1835.....	47.669	1842.....	16.045
1836.....	31.890*	1843.....	16.582

Ces chiffres marquent une tendance à la baisse qui s'accroît d'ailleurs franchement après 1843, alors même qu'un traité avec la Hollande eût supprimé entièrement le droit de douane de 0 fr. 21 par hecto sur les vins en fûtaille. Ce traité réduisait même les droits de douane sur les vins en bouteilles de 10 fr. 50 à 0 fr. 30, mais c'était là une concession platonique, puisque les 96 % de nos exportations de vins du Midi se faisaient en fûts.

Ce qu'il faut surtout remarquer, c'est que les chiffres ci-dessus sont loin de donner la note réelle des exportations de Cette en Hollande. En effet, si l'on en croit les écrits de l'époque « plus de la moitié des vins importés à Rotterdam, sont réexportés en Allemagne »¹. Et ceci trouve son explication dans la puissance de la marine hollandaise qui, de tradition fort ancienne, venait chercher les vins et les eaux-de-vie de France, tant à Cette qu'à

¹ *Bul. Soc. Agr. de l'Hér.*, janvier 1843.

Bordeaux. A Amsterdam et Rotterdam, ils étaient transbordés, directement ou après séjour en entrepôt, à destination de l'Allemagne et de la Russie. Avec le droit de douane de 0 fr. 21, plus tard même supprimé, la Hollande jouait à l'égard de nos vins le rôle d'un véritable *entrepôt franc*. Lorsqu'elle supprimait ce droit de 0 fr. 21, elle donnait encore plus de facilité à son commerce, mais elle n'en donnait aucune au commerce français ni au commerce céttois; au contraire, elle augmentait d'autant les droits intérieurs, qui étaient pour nos vins les véritables droits de douane. En échange, nous-mêmes avions octroyé de grandes concessions à la Hollande. *Le fait s'est souvent produit* dans les annales de nos négociations douanières, et, par une fatalité au moins regrettable, les intérêts vinicoles du Midi ont *toujours été sacrifiés*.

L'Allemagne. — Nous employons ce mot comme un vocable commode car, à cette époque, il n'existait pas d'Allemagne unifiée, pas plus au point de vue douanier qu'au point de vue politique. En 1815, il y avait une *Confédération Germanique* de 40 Etats environ; selon le mot de Heine, « l'Allemagne dormait sous la protection de ses 36 monarques ». Tous ces Etats avaient leurs législations douanières particulières, qui étaient fort différentes comme tendances; les Etats importants appliquaient le système protectionniste, alors en faveur, les petits « contraints par l'exiguïté de leur territoire et le peu de variété de leur production de laisser entrer plus facilement les marchandises étrangères »¹ étaient plutôt libre-échangistes. Ainsi si nous avions eu, pour 1815, les statistiques douanières de Cette, nous aurions vu les noms des différents Etats de la Confédération portés comme destinataires de nos vins.

Cependant, en 1818, la Prusse concluait une Union douanière avec les petits Etats voisins, notamment les Etats Thuringiens. C'était la première étape du *Zollverein*. Successivement, les autres Etats du Centre adhèrent à l'Union, notamment en 1823-1830: la Hesse-Darmstadt, la Bavière,

¹ *Moye et Nogaro, Les Régimes douaniers, p. 35.*

le Wurtemberg, qui étaient déjà unis entre eux. Ce n'est que plus tard, en 1853, que les Etats du Nord (Hanovre, Brunswick, Mecklembourg, Hesse-Cassel), qui étaient liés entre eux par le *Steuerverein*, entrèrent dans le Zollverein. Aussi, en 1830, voyons-nous portés dans les statistiques des sorties par mer des vins à Cette: l'Association Allemande, le Hanovre, le Mecklembourg-Schwerin, les Villes Anseatiques (le Brunswick, la Hesse-Cassel ne sont pas des Etats maritimes).

Le Zollverein réduit, qui existait déjà en 1830, avait des tarifs douaniers assez élevés pour les vins: 8 thalers par quintal (51 k. 45), soit 58 fr. 30 par 100 kg. Ils étaient même supérieurs aux anciens tarifs de la Prusse, qui appliquait le droit de 8 thalers aux importations par ses provinces orientales, mais avait établi un droit plus réduit pour les importations par les provinces occidentales, soit 6 thalers par quintal c'est-à-dire 43 fr. 75 par 100 kg. Voici le tableau des exportations de Cette à destination de ces quatre groupes:

Années	Zollverein	Villes Anseät.	Hanovre	Mecklembourg
1830.....	13.605	40.211	»	»
1831.....	11.108	49.975	»	»
1832.....	20.900	37.972	»	»
1833.....	19.174	37.589	»	»
1834.....	16.805	42.162	»	»
1835.....	14.830	28.978	»	»
1836.....	8.410	26.772	»	1.126
1837.....	8.012	19.639	»	678
1838.....	15.795	41.253	»	2.284
1839.....	12.719	34.043	»	2.004
1840.....	11.504	27.529	»	1.592
1841.....	15.379	44.375	1.626	1.808
1842.....	12.235	30.011	462	1.448
1843.....	12.422	30.992	1.093	18

Ces chiffres ne peuvent nous donner cependant la mesure exacte des sorties de Cette à destination définitive des

Etats allemands puisque, nous l'avons déjà noté, une partie des vins expédiés par ce port sur Amsterdam, Rotterdam, y étaient ensuite transbordés, à destination de l'Allemagne notamment. De plus, nous savons le rôle joué de tout temps par Hambourg comme point d'entrepôt pour tous les pays du Nord; il est certain qu'une partie de nos importants envois de vins sur les ports anséatiques n'empruntait que temporairement les quais allemands, pour être rechargée, quelquefois après des manipulations plus ou moins loyales, à destination des pays voisins: Danemark, Suède, Norvège, Russie. Tenant compte de ces deux faits, il aurait fallu, pour apprécier d'une façon exacte l'importance du débouché allemand, faire une discrimination que la pénurie de documents nous interdit complètement. Néanmoins on a pu juger que le marché allemand était, en bloc, un débouché fort précieux pour le commerce cettois, et son importance eût été bien plus grande encore sans les droits prohibitifs de 58 fr. 30 par 100 kg.

La Belgique. — Politiquement et douanièrement, la Belgique n'existe que depuis 1830. Avant cette date et depuis 1815, elle formait avec la Hollande proprement dite le royaume des Pays-Bas. Les chiffres que nous donnons ci-dessous de l'exportation de Cette, doivent toujours être appréciés en tenant compte du fait que les ports hollandais voisins reversaient une partie de leurs importations; pour la Belgique surtout, l'importation en droiture devait être plutôt rare. La voici:

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1831.....	262	1837.....	2.370
1832.....	4.278	1838.....	3.766
1833.....	8.315	1839.....	3.133
1834.....	6.480	1840.....	3.622
1835.....	4.290	1841.....	2.826
1836.....	2.604	1842.....	2.745
	1843.....	1.023	

Sans pouvoir soutenir la comparaison avec le marché hollandais, le débouché belge avait donc quelque importance pour nous. Il faut reconnaître que, sans nous être absolument accueillants, les droits de douane nous y étaient plus favorables que partout ailleurs. Les vins en cercles payaient à l'entrée 32 fr. 37 par hecto, suivant le détail ci-dessous :

Droit de douane :

Par hectolitre	2 fr. »	} 2.32
Syndicat 16 %/.....	0 — 32	

Accise :

Par hectolitre	23 fr. 85	} 30.05
Syndicat 26 %/.....	6 — 20	

TOTAL..... 32.37

Les vins en bouteilles, suivant un détail analogue, payaient 45 fr. 01. On aperçoit aussitôt l'injustice d'une telle mesure : nos vins du Midi, exportés généralement en fûts, vins de 25 à 50 centimes le litre, payaient presque les mêmes droits que les champagnes, les bordeaux, les bourgognes à 5 et 10 francs la bouteille. Le traité du 16 juillet 1842 vint réduire sensiblement tous ces droits. Les vins en cercles bénéficièrent d'une diminution de 9 fr. 25 par hecto, et payèrent désormais 23 fr. 12. Aux vins en bouteilles échu une réduction de 21 fr. 17; ils payèrent donc désormais 23 fr. 94. L'injustice signalée plus haut était devenue plus flagrante.

Aussi, tout en notant qu'à partir de cette date nos exportations de vins à destination de la Belgique manifestèrent une tendance à la hausse, faut-il bien remarquer que les expéditions en futaille, spécialement celles de Cette, participèrent fort peu à ce mouvement. Il faut dire enfin que les droits d'octroi fort élevés, tant à Anvers (14 fr. 10 par hecto) qu'à Bruxelles (23 fr. 70), empêchaient les vins de Cette de devenir un article de consommation courante.

L'Angleterre. — Avant la Révolution, le marché anglais avait eu quelque importance pour les vins français en général. Nous avons signalé que le traité de 1786 avait accru les exportations françaises, si bien qu'en 1792 la *Grande-Bretagne* recevait 8,4 % de son vin de France alors qu'en 1785 la proportion était seulement de 2,6 %. Mais nous avons noté que seuls nos vins de crus étaient véritablement intéressés par ce marché, car seuls ils pouvaient supporter les droits anglais très élevés. Nos vins du Midi concurrencés avantageusement, grâce à des tarifs différentiels, par les « portugals » et les « espagnes » avaient peu de débouché en Angleterre. Cette situation se continua après la Révolution, en s'aggravant même. Les sorties de Cette à destination de l'Angleterre marquèrent désormais une tendance sensible à la baisse. On trouve en :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	956	1837.....	3.250
1831.....	1.689	1838.....	2.838
1832.....	2.201	1839.....	1.142
1833.....	2.611	1840.....	1.004
1834.....	6.101	1841.....	1.627
1835.....	1.967	1842.....	1.084
1836.....	2.670	1843.....	1.877

La Russie. — Le débouché russe comptait, déjà bien avant la Révolution, pour le commerce cettois; nous exportions en Russie toutes sortes de vins, spécialement les vins blancs et les muscats. De ce côté, notre exportation se développa progressivement. On a pour :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	3.814	1837.....	12.585
1831.....	7.779	1838.....	10.881
1832.....	11.576	1839.....	14.515
1833.....	11.758	1840.....	12.876
1834.....	7.535	1841.....	14.830
1835.....	7.525	1842.....	13.034
1836.....	10.438	1843.....	12.812

La Suède. — Nos sorties à destination de ce pays se maintinrent sensiblement aux mêmes chiffres. Ce débouché aurait été plus accueillant à nos vins, si la Suède ne leur avait imposé des droits fort élevés en représailles d'ailleurs des droits prohibitifs dont nous frappions ses fers. Nous avons fourni en :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	3.949	1837.....	5.138
1831.....	2.805	1838.....	3.409
1832.....	3.669	1839.....	2.492
1833.....	3.208	1840.....	3.973
1834.....	3.889	1841.....	4.578
1835.....	4.185	1842.....	8.569
1836.....	3.639	1843.....	3.885

Le Danemarck. — Avec quelques fluctuations, nos exportations dans ce pays se maintiennent sensiblement aux mêmes chiffres. Elles donnent pour :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	3.445	1837.....	3.796
1831.....	4.343	1838.....	5.421
1832.....	4.060	1839.....	5.795
1833.....	4.536	1840.....	4.040
1834.....	3.076	1841.....	5.669
1835.....	3.842	1842.....	6.010
1836.....	3.816	1843.....	5.380

L'Italie. — L'Italie restait pour nous une bonne cliente, et les bateaux génois venaient régulièrement à Cette charger les vins du Languedoc, que les Italiens appréciaient depuis si longtemps et propageaient autour d'eux. L'Italie n'existait pas alors comme unité politique, aussi voyons-nous les exportations figurer sous les rubriques suivantes :

- 1° Les Etats-Sardes (c'étaient ceux qui offraient le plus important débouché, car ils avaient Gênes comme port) ;
- 2° Le Royaume des Deux-Siciles ;
- 3° La Toscane, avec Livourne ;
- 4° Les Etats-Romains.

Ainsi l'exportation à destination des *Etats-Sardes* nous offre en :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	11.444	1837.....	30.879
1831.....	11.802	1838.....	27.981
1832.....	6.010	1839.....	13.087
1833.....	6.478	1840.....	11.540
1834.....	5.137	1841.....	11.107
1835.....	8.152	1842.....	13.962
1836.....	3.181	1843.....	33.397

L'exportation à destination de la *Toscane* est pour :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	1.380	1839.....	852
1831.....	591	1840.....	1.581
1837.....	2.778	1841.....	749
1838.....	6.152	1842.....	1.857
1843.....	4.204		

L'exportation à destination des *Etats-Romains* donne en :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1832.....	322	1837.....	547
1833.....	285	1838.....	401
1834.....	425	1840.....	381
1835.....	761	1841.....	15
1836.....	1.508	1842.....	8
1843.....	154		

Et l'exportation à destination des *Deux-Sicules* se résume ainsi :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	22	1835.....	6
1832.....	2	1842.....	29
1843.....	18		

Les Etats-Sardes et la Toscane étaient, on le voit, nos meilleurs débouchés de la péninsule italienne, et ceci s'explique aisément par les vieilles relations traditionnelles que le commerce cettois entretenait avec les ports de ces Etats, Gênes et Livourne spécialement. Il faut toutefois observer que tous ces vins, chargés à Cette, à destination de l'Italie, n'allaient pas entièrement à la consommation italienne. En effet les Italiens trafiquaient de nos produits, et une part notable des vins du Languedoc était portée par eux sur les côtes dalmate, albanaise et grecque.

Nous avons ainsi relevé les principaux clients du commerce cettois en Europe, mais l'on connaît entre Cette et l'Amérique la tentative de commerce antérieure à la Révolution. Le débouché des Etats-Unis continua à recevoir nos vins; bien plus le débouché de l'Amérique latine s'ouvrit largement à eux.

Etats-Unis de l'Amérique du Nord. — Malgré les droits énormes qui pesaient sur nos vins, les Etats-Unis leur offraient un débouché assez important. Nous y exportions toutes sortes de vins, mais surtout des vins d'imitation, et en première ligne des imitations de Madère et de Porto (*Burgundy-Port*). Voici les chiffres de cette exportation:

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	7.068	1837.....	11.057
1831.....	11.304	1838.....	7.359
1832.....	17.516	1839.....	8.200
1833.....	7.235	1840.....	10.020
1834.....	8.004	1841.....	15.182
1835.....	9.630	1842.....	5.063
1836.....	17.000	1843.....	581

Le chiffre élevé de 1836 avait été amené, semble-t-il, par *l'acte du 4 juillet* 1836 qui avait réduit de moitié les droits sur les vins. Cette réduction fut de courte durée puisqu'en 1842 les Etats-Unis revenaient à leurs tarifs prohibitifs et, de plus, imposaient les vins d'imitation au même tarif que les vins d'origine. Cette mesure frappa fortement le commerce cettois. En 1843, nos exportations tombèrent à 581 hl.

Le Brésil. — En 1818, le marché brésilien n'existait pas pour le commerce cottois et, en 1830, (ce sont les premiers chiffres que nous possédions) il avait pour nous autant d'importance que le vieux marché hollandais. Nos exportations à destination de ce pays se chiffraient par 40.123 hl en 1830, par 17.784 hl en 1831, par 56.651 hl en 1832 et 97.434 en 1833. Cette dernière année fut le point culminant. A partir de cette date, notre commerce, gêné par l'élévation continuelle des droits de douane, décrut sensiblement. Il convient de signaler que le commerce cottois était en fort mauvaise posture à l'égard du commerce espagnol, car les droits prohibitifs, auxquels nous imposions les sucres étrangers, privaient les navires d'un fret de retour assuré; aussi le fret de Barcelone, Valence sur Rio-de-Janeiro était-il bien plus économique que celui de Cette. Les chiffres suivants donnent la mesure de ce déclin. En :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1834.....	70.466	1839.....	31.570
1835.....	62.425	1840.....	26.613
1836.....	58.751	1841.....	26.263
1837.....	55.596	1842.....	25.458
1838.....	59.809	1843.....	35.883

C'était pourtant un débouché qui comptait encore, si l'on songe qu'en 1913 nous n'exporterons plus au Brésil que 215 hl.

L'Argentine. — Pendant cette même période, nos exportations à destinations de ce pays se développent rapidement, malgré des droits assez élevés, puisqu'ils atteignaient 39 % de la valeur du produit rendu sur les lieux. On trouve pour :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1832.....	3.067	1838.....	17.820
1833.....	1.802	1839.....	15.069
1834.....	2.574	1840.....	2.165
1835.....	405	1841.....	11.387
1836.....	10.900	1842.....	20.420
1837.....	10.884	1843.....	28.011

En 1913, nous n'exporterons plus à destination de ce pays que 149 hl ! On comprend que Cette ait gardé le souvenir de cet heureux temps.

L'Uruguay. — Ce petit pays nous offrait également un débouché qui n'était pas négligeable ; les droits de douane *ad valorem* de 31,5 % furent portés à 37,5 % en 1838. Les seuls chiffres que nous possédions sont de 8.826 hl pour 1840, de 5.974 pour 1841, de 6.020 pour 1842 et enfin de 2.864 pour 1843.

Le Mexique. — Ce marché nous aurait été largement ouvert sans les droits formidables qui y frappaient les vins. Les vins blancs payaient 78 francs par hecto ; les rouges, 71 francs. Les bordeaux et champagnes pouvaient encore aborder pareille barrière ; mais les vins du Midi, les vins à bon marché étaient arrêtés par elle. Aussi les expéditions du commerce cettois à destination de ce pays furent-elles assez réduites : 6721 hl en 1830, 374 hl en 1831 et 683 hl en 1839.

L'Algérie. — Né en 1830 avec l'expédition d'Alger, le débouché algérien prit rapidement une grande importance. Les seuls chiffres de notre exportation sont assez éloquentes pour se passer de commentaires. On relève pour :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1830.....	458	1837.....	60.239
1831.....	1.208	1838.....	88.840
1832.....	1.251	1839.....	60.493
1833.....	116	1840.....	94.267
1834.....	850	1841.....	123.789
1835.....	3.957	1842.....	113.163
1836.....	46.015	1843.....	104.006

En 1843, alors que les exportations de Cette étaient de 297.519 hl, nos sorties pour l'Algérie étaient donc de 104.006 hl. Ce débouché qui n'avait que treize ans d'existence comptait déjà pour 35 % dans nos sorties de vins.

§ 7. — COUP D'ŒIL D'ENSEMBLE :
PLAINTES ET REVENDICATIONS ; LES DROITS DE SORTIE
LE FRÊT ; LE MARCHÉ

Cette étude, que nous avons menée jusqu'en 1843, nous a montré la prospérité du commerce cettois et languedocien tant par les quantités exportées que par le nombre et la diversité des débouchés offerts à l'activité de nos négociants. Le commerce intérieur de l'Hérault avait aussi favorablement progressé, pendant cette même période, sans que nous puissions toutefois coter cette progression en chiffres. Il faut cependant remarquer ici, comme nous l'avons déjà fait pour le commerce d'exportation, que la plus value quantitative n'avait pas amené une progression identique dans les valeurs. Les intéressés se plaignent, en effet, que cette augmentation du commerce intérieur « n'est due qu'à la diminution considérable qu'ont subie, depuis lors, les prix de nos vins et alcools ; il en résulte que tout en expédiant une quantité plus grande de liquide, l'Hérault a reçu en somme une valeur moindre ».

Ce n'étaient d'ailleurs pas les seules plaintes ou revendications du commerce cettois, à cette époque. Nous ne mentionnerons que pour mémoire, car elles ne sont pas spéciales au Port, les plaintes relatives aux *droits excessifs* sur les boissons, aux droits d'octroi, aux falsifications pratiquées dans les grandes villes, et Paris notamment.

Des plaintes spéciales au commerce cettois, puisqu'elles touchent à l'exportation, sont celles qui visent les tarifs douaniers. Par une *anomalie qu'on a peine à comprendre*, la Restauration protectionniste avait conservé les droits de sortie sur les vins. Sans doute ces droits n'étaient pas très élevés mais, à cette époque de bas prix, ils constituaient une gêne fort maladroite pour notre commerce. La loi du 28 avril 1816 abaissa ces droits à 1 franc par hl pour les sorties par la Méditerranée ; les autres payèrent le droit de 2 francs. Remarquons, en passant, que cette diver-

sité douanière héritée de l'Ancien Régime était *fort logique en la circonstance*, car elle imposait moins les vins communs du Midi que les crus de Bordeaux et de Bourgogne. En 1836, les droits d'exportation disparaissent, puisqu'il ne subsiste plus qu'un droit de statistique de *un centime* par hectolitre.

Bien plus gênants étaient les droits de douane étrangers, nous l'avons déjà signalé dans l'étude des débouchés; la politique protectionniste du gouvernement de la Restauration nous avait valu des représailles générales: des tarifs *quasi prohibitifs* frappèrent nos vins, et surtout les vins du Midi produits à bon marché.

Le protectionnisme français nuisait encore au commerce cottois d'une façon indirecte; prohibant, par ses tarifs excessifs, des produits étrangers qui assuraient un fret régulier à destination de notre port, il rendait presque insoluble la question *de tout temps importante* du fret de retour. Le commerce cottois, et avec lui le Languedoc entier, s'était ému de la question et il indiquait au gouvernement les mesures nécessaires: « Au Brésil, l'admission des sucres étrangers à de moins dures conditions fournirait à nos armateurs et à nos navires des marchandises de retour qui leur manquent. Une diminution de droits sur les bestiaux, les fers, les laines, les bois; la substitution de droits modérés aux prohibitions actuelles sur les tissus de laine et de coton, nous permettraient de voir s'ouvrir les marchés d'Europe que des droits tous les jours plus élevés nous fermeront bientôt »¹. Paroles de vérité qui ne devaient trouver leur réalisation que vingt ans plus tard, à partir du traité franco-anglais de 1860; paroles de vérité que notre Chambre de commerce a souvent fait entendre depuis².

¹ *Bul. Soc. Agr. de l'Hér., loc. cit.*

² C'est ainsi que, par insuffisance de fret direct, nos vins à destination de l'Amérique devaient aller s'embarquer à Marseille, supportant ainsi un surcroît de fret et encore des frais de transit de 5 à 6 francs par pipe. Bien plus, provenant de Marseille, une

D'autres revendications étaient encore présentées à cette époque par le commerce cettois. Moins importantes que les graves questions douanières, elles ne lui tenaient pas moins à cœur. Avec une persévérance jamais rebutée, le Conseil Municipal continuait à demander l'établissement d'un *marché* des vins et eaux-de-vie ; le développement sans cesse croissant du commerce cettois justifiait pleinement l'urgence de cette institution. Enfin, le 6 janvier 1838, le maire annonçait qu'un arrêté ministériel du 29 novembre précédent, autorisait la création d'un *marché hebdomadaire*¹. Il fut fixé au mercredi et, dans son empressement à bien faire les choses, le Conseil décidait d'affecter à la tenue de ce marché le local du greffe du Tribunal de commerce... Depuis, courtiers et négociants se sont accommodés du plein vent à « la Bourse », puis à « la Civette », enfin sur l'Esplanade, et nous considérons désormais comme chose toute simple pareil attroupement hebdomadaire, qui coûta jadis à nos pères tant d'âpres revendications.

sorte de prévention s'attachait à eux, car, considérés sur les marchés brésiliens et argentins comme des vins provençaux, ils s'y vendaient 10 % de moins que s'ils avaient été expédiés directement de Cette. (Cons. Mun. Délibération du 23 août 1845.)

¹ Cette rêvait du marché en 1695 ; près d'un siècle plus tard, il le revendiquait encore, mais avait à lutter contre les privilèges de Pézenas et Lunel. La Révolution ne put rien pour Cette : le 17 frimaire an VII, le directoire municipal crut pouvoir instituer le marché *de sa propre autorité* mais le directoire départemental cassa aussitôt cette décision. Le 7 septembre 1835 et le 11 février 1837, il en est encore question ; enfin le 13 novembre 1837, le Conseil municipal demande la création d'une chambre de commerce et d'un marché hebdomadaire. La décision ministérielle du 29 novembre accorda le marché seulement.

CHAPITRE III

LA PERIODE DE 1843 A 1860; L'OIDIUM

§ 1. Le Commerce cettois continue à se développer. — § 2. L'Oïdium et l'Importation des vins étrangers. — § 3. Le Vinage en franchise; le décret du 17 mars 1852. — § 4. Après l'Oïdium.

§ 1. — LE COMMERCE CETTOIS CONTINUE A SE DÉVELOPPER

Nous avons mené le chapitre précédent jusqu'en 1843 pour la seule raison que nous avons sur cette période des chiffres suivis. Mais le commerce des vins et le Port lui-même continuèrent, après cette date, à se développer dans le sens indiqué. Cette continuait d'être exclusivement exportateur au point de vue vinicole. Et de fait, pendant plusieurs années encore, l'importation des vins étrangers pour la France entière était toujours peu importante. Le chiffre le plus élevé est celui de 1843, soit 4.425 hl; le plus bas est celui de 1849, soit 2.146 hl. De 1840 à 1849, la moyenne des importations françaises fut de 3.474 hl; on appréciera l'insignifiance de ce chiffre si l'on met en regard celui des exportations françaises qui était déjà de 1.335.800 hl en 1840 et de 1.872.426 hl en 1849. La France produisant alors, en moyenne, 40 millions d'hectolitres n'avait pas besoin de faire appel à l'Etranger.

Notre commerce d'exportation se développait donc, entraînant la prospérité générale du port; et celui-ci recevait à cette époque des améliorations et agrandissements

qui facilitaient et accentuaient ce développement¹. C'est l'époque où l'on se préoccupe constamment d'assurer à notre commerce des locaux suffisants pour l'entrepôt réel des douanes, qui prend d'année en année une importance plus grande. Le commerce cettois était à juste titre orgueilleux de ce développement. Le mouvement des entrepôts de Cette marquait en 1845 une progression de 135 % sur la moyenne des cinq années précédentes, alors que la proportion n'était que de 33 % pour Marseille. On conçoit donc que cette question de l'entrepôt réel occupât les esprits. Quelques années plus tard, elle devait d'ailleurs prendre une importance spéciale, du point de vue du commerce vinicole. L'entrepôt réel avait été créé à Cette par la *loi du 8 floréal an II*: depuis cette loi, d'ailleurs, la Ville n'avait encore pu trouver un local qui satisfît aux conditions de la législation douanière, c'est-à-dire des *locaux sûrs réunis en un seul corps de bâtiment*: Le commerce devait se contenter de locaux de fortune que la douane agréait provisoirement à titre de tolérance. Le premier local affecté à ces fonctions fut celui du *sieur Reynaud*, situé sur le quai de Bosc; mais successivement la Ville dut louer des annexes, en attendant que l'Etat lui cédât les locaux définitifs qu'elle réclamait: le *dock Richelieu*, la *Jetée 4-5*, et plus tard les bâtiments désaffectés de l'ancienne *Ecole navale*. Cela ne s'est jamais réalisé.

Cette, fort de sa prospérité, ne craignait pas de répéter ses revendications, mais cette même prospérité lui attirait des jalousies nouvelles, ou réveillait de vieilles rivalités. Ainsi, en 1846, lorsque fut posée la question du tracé de la voie ferrée de Bordeaux à Marseille, Montpellier voulait que Cette ne fut point sur la nouvelle ligne puisque, disait-il: « Cette ne satisfait aucun besoin, qu'il n'a avec la ligne de Bordeaux à Marseille aucun lien naturel... Si l'on est obligé de toucher à Cette avant d'arriver à Montpellier, cette dernière ville *perd son importance*, elle n'est plus

¹ Creusement du nouveau bassin et du canal maritime, décidé en 1839. Voir Introduction p. 15.

qu'un point intermédiaire ». Eh oui ! la vieille capitale languedocienne s'oubliait à rêver tristement de son ancienne hégémonie commerciale, qui n'était depuis longtemps déjà qu'un souvenir... Cette n'avait pas de peine à démontrer l'importance de son commerce : il se disait avec orgueil *le cinquième port de France*. En dix ans, son importance avait plus que doublé, puisqu'en 1835 le mouvement des entrées et sorties était de 1.762 navires et passait à 4.033 en 1844. Un commerce assez divers alimentait ce mouvement : vins, morues, bois, soufres, bitumes, minerais, charbons, grains, sels, peaux, etc. Mais c'était incontestablement *l'exportation des vins* qui était le principal aliment du commerce et de la prospérité du port.

§ 2. — L'OÏDIUM ET L'IMPORTATION DES VINS ÉTRANGERS

Les importations de vins étrangers étaient toujours insignifiantes, tant pour Cette que pour la France en général. Cependant, vers 1853, un fléau, l'Oïdium, envahit subitement le vignoble ; le chiffre de nos récoltes diminua sensiblement. La récolte de la France entière, qui était de 46 millions d'hectos en 1850, tombe à 23 millions en 1853. Le chiffre minimum est celui de 1854, soit 11 millions d'hectolitres. La production de l'Hérault subit une décroissance analogue : 3.943.000 hl en 1850, 2.899.000 hl en 1853 et enfin 1.629.000 hl en 1854 ; de plus, les vins obtenus pendant ces années étaient faibles en alcool. Par un processus tout naturel, les prix suivaient une courbe inverse : 7 francs l'hectolitre, en 1850 ; 18 fr. 75, en 1853 ; 25 francs, en 1854 ; 43 francs, en 1846. Aussi dût-on recourir à l'importation des vins étrangers, principalement des vins espagnols. Alors que cette importation, pour la France entière, n'était que de 3.195 hl en 1850, elle atteint 155.179 hl en 1854. Le maximum est réalisé en 1857 avec 628.446 hl. Le même mouvement se traduisit à Cette par un accroissement subit dans les entrées des vins espagnols,

à tel point qu'en 1857 les importations atteignaient le chiffre de 185.529 hl (commerce spécial) alors que les exportations n'étaient que de 158.270 hl. Pour la première fois, cette année-là, l'équilibre fut rompu au profit des importations.

Cette affluence de vins exotiques avait été d'autre part facilitée par le remaniement de notre tarif douanier. Les droits prohibitifs de 35 francs par hecto, édictés par la loi de 1816, pour les vins ordinaires, avaient fait place, en 1854, au droit de 30 centimes ¹ (25 cent. plus les 2 décimes de guerre). Ce droit très modéré s'appliquait d'ailleurs aux vins en cercles comme aux vins en bouteilles; il était la première expression du libéralisme économique de l'Empire, qui se traduisit complètement dans le *traité franco-anglais de 1860*. Ces droits de douane, parfaitement justifiés par les circonstances économiques de notre viticulture, avaient été établis par décret des 30 août et 25 octobre 1854. Tout le Midi, et le Commerce cettois particulièrement, était alors favorable au libéralisme économique. Notre conseil municipal, dans sa séance du 27 septembre notamment, se référant à un vœu du Conseil général de 1852, demandait l'abaissement des droits de douane, et mettait en garde le Gouvernement contre les représailles de l'« Etranger, qui établissait des droits funestes pour nos industries, principalement notre industrie vinicole ».

§ 3. — LE VINAGE EN FRANCHISE;

LE DÉCRET DU 17 MARS 1852

Le tarif douanier de 1854 servit donc les intérêts économiques français; il permit à nos récoltes insuffisantes de recevoir l'appoint précieux des vins exotiques, dont, pour une bonne part, l'importation eut lieu par le port de Cette, porte de l'Espagne.

¹ Décret du 30 août 1854.

C'est, en effet, du point de vue purement quantitatif que nous apprécions le secours fourni par le vin étranger à notre production défaillante, lors de la crise de l'oïdium. Bien que certains de nos crus en aient également souffert dans leur composition, leur tenue, nous n'avions cependant pas un besoin urgent, à *cette époque*, de vins « médecins ». On a vu plus haut que l'importation des *benicarlos* de coupage, même à un tarif de faveur, n'avait pas eu, à Cette, une importance notable.

Le commerce et la propriété avaient alors, en effet, la ressource du *vinage en franchise*. Ce droit existait pour toute la France depuis 1814. Il était de *première utilité* pour le Midi, dont les vins rouges courants étaient d'autant plus sujets aux altérations qu'ils provenaient de moûts plus épais et plus sucrés. L'alcool formé à la cuve ne les préservait pas, « parce qu'il n'est pas en quantité suffisante pour les dépouiller des ferments en excès ». Ces quantités d'alcool étaient cependant importantes; ainsi, lors de l'enquête de 1851, la richesse alcoolique naturelle des vins du Midi avait été reconnue la suivante¹ :

Pyrénées-Orientales	maximum, 15°	minimum, 11°
Aude	— 14°	— 8°
Hérault	— 14°	— 9°
Gard	— 14°	— 9°
Var	— 14°	— 9°

Pour éviter les altérations de ces vins on leur ajoutait, soit à la cuve, soit au moment de l'expédition, une certaine quantité d'alcool; c'est cette pratique qu'on nomme le *vinage*. On vinait d'ailleurs dans une proportion variable, généralement en raison de la richesse du moût en sucre: ainsi les vins de l'Hérault étaient soumis à un vinage de 1 à 2 %, alors que les vins du Roussillon, plus corsés, étaient vinés à 3 et 4 %, quelquefois plus.

Le commerce cettois pratiquait depuis longtemps ces

¹ Bul. Soc. Agr. de l'Hér., 1863, p. 109,

opérations et, par ses traditions, s'était même acquis la maîtrise dans cette industrie délicate. Il vinait, pour l'exportation, dans des proportions variant suivant la nature du vin et le goût de la clientèle; souvent, pour obtenir un produit fini, il était obligé d'opérer par vinages progressifs, suivis de soutirages. Nous nous arrêtons quelque peu à cette question du vinage, car elle devait plus tard donner lieu à d'âpres discussions, où l'intérêt de Cette était fortement engagé et où la voix de notre Commerce pouvait s'élever avec une compétence indiscutable.

Le vinage, *en franchise de tous droits* jusqu'à 18°, existait donc pour toute la France, depuis 1814; le décret du 17 mars 1852 restreignit ce droit aux sept départements viticoles du Midi: Pyrénées-Orientales, Aude, Tarn, Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône, Var. En effet, l'Assemblée législative, procédant en 1851 à une enquête sur l'impôt des boissons, crut voir dans le vinage une source d'abus; elle proposa donc la suppression du droit de vinage en franchise. Mais, sachant bien que cette opération était absolument nécessaire à la majorité des vins du Midi, elle maintint ce droit pour les départements désignés ci-dessus. Le Midi continua ainsi la salubre pratique du *libre* vinage jusqu'en 1864, date de sa suppression absolue dans des circonstances que nous étudierons plus tard ¹.

§ 4. — APRÈS L'OÏDIUM

Nous avons signalé la rupture d'équilibre qui, en 1857, se produisit à Cette au profit des importations de vins exotiques. Heureusement, grâce à la découverte des propriétés curatives du soufrage, la crise put être enrayée assez rapidement; si bien que l'importation de ces vins tomba subitement, tant en ce qui concerne les entrées spé-

¹ Voir ci-après ch. IV, § 4, et 3^e partie, ch. I, § 10.

ciales à Cette que les entrées de la France entière. Le tableau suivant traduit ce mouvement :

Années	Importation française	Importation à Cette
1857.....	628.446 hectos	185.529 hectos
1858.....	114.467 —	5.130 —
1859.....	128.828 —	112.391 —
1860.....	183.211 —	32.537 —
1861.....	351.745 —	28.724 —
1862.....	121.319 —	4.829 —

On constate toutefois que l'importation des vins étrangers ne revint pas, tant pour Cette que pour la France, surtout pour la France, aux chiffres infimes de la période antérieure à la crise. Ceci était dû au tarif douanier de 1854, qui ouvrait toujours un chemin facile aux entrées espagnoles. Même après la crise, les prix intérieurs restèrent élevés, constituant par suite un appel aux vins étrangers, que le droit de trente centimes grevait d'une façon insignifiante.

L'exportation des vins avait également souffert de la crise; lorsque celle-ci fut enrayée, le commerce d'exportation à Cette reprit rapidement son importance, ainsi que le montrent les chiffres suivants (quantités du commerce spécial). En :

1853...	365.444 hectos	1857...	158.270 hectos
1854...	230.336 —	1858...	343.182 —
1855...	213.687 —	1859...	592.710 —
1856...	442.700 —	1860...	397.251 —

Le beau résultat de 1859 est sûrement dû à la récolte exceptionnelle de 1858 qui se chiffra par 53 millions d'hectolitres pour la France entière (1857: 35 millions; 1859: 28 millions) et 4.693.000 hectolitres pour l'Hérault.

CHAPITRE IV

DE 1860 AU PHYLLOXERA. — APOGÉE DU COMMERCE D'EXPORTATION

§ 1. Les traités de commerce; le traité franco-anglais de 1860.
— 2. Détail de l'Exportation à Cette. — § 3. Le débouché algérien. — § 4. L'Importation des vins à Cette; les vins espagnols et la question du vinage; la suppression du vinage en franchise, 1865.

§ 1. — LES TRAITÉS DE COMMERCE; LE TRAITÉ FRANCO-ANGLAIS DE 1860

Napoléon III, acquis aux idées libre-échangistes des Cobden et Michel Chevalier, abandonna délibérément, en 1860, le régime protectionniste avec tarif autonome pour le régime des tarifs conventionnels. Ce nouveau régime se traduisit par le traité franco-anglais du 23 *janvier* 1860¹. Le commerce cettois approuvait pleinement ces tendances libérales, et notre conseil municipal, dans une « Adresse à l'Empereur du 29 février 1860 pour approuver son programme économique », s'exprimait ainsi : « Comme citoyens d'une ville maritime, nous applaudissons sans réserve à ces mesures libérales, réparatrices qui, en faisant disparaître les abus d'une protection exagérée, nous permettent d'espérer comme corollaire de ces fécondes réformes qu'un autre genre de protection aussi peu équitable

¹ Voir *Moye et Nogaro*, Les Régimes douaniers, p. 39 et sqs.

sera effacé de nos lois et que les immunités commerciales cesseront d'être le privilège exclusif d'un seul port de la Méditerranée au détriment de tous les autres »¹. Il est permis de penser que le corollaire avait aux yeux des Cettois presque autant d'importance que la proposition principale; l'occasion n'était pas mal choisie d'ailleurs pour présenter au Gouvernement ce chapitre traditionnel des revendications cettoises; le corollaire avait même dans sa formule le mérite de la discrétion.

Il n'entre pas dans notre cadre d'étudier dans son ensemble le traité franco-anglais; apprécier son opportunité et faire la balance exacte des concessions mutuelles des deux parties contractantes ne ressort pas à nos recherches. Il nous suffit de noter que des concessions notables étaient faites, du côté britannique, à notre viticulture, sous la forme de réductions intéressantes des tarifs douaniers. Les droits de douane passaient de 161 francs par hecto à 83 fr. 63 jusqu'au 1^{er} janvier 1861. A partir de cette date, le tarif était de 27 fr. 88 par hecto, pour les vins titrant moins de 8°5, et 41 fr. 82, pour les vins titrant de 8°5 à 14°9. Enfin, à partir du 4 avril 1862, le droit fut de 27 fr. 88 jusqu'à 14°9. Au-dessus, le droit était de 68 fr. 50. Or la grande majorité des vins exportés par Cette à destination de l'Angleterre titrait plus de 15°, et le droit de 68 fr. 50 était trop élevé pour que le marché britannique s'ouvrit largement à nos vins à bon marché. Pour cela il eût fallu un tarif indépendant du titrage alcoolique ou, mieux encore, un droit *ad valorem* comme au Canada. Mais ce pays lui-même, qui imposait nos vins au droit de 20 % *ad valorem*, adopta, à son tour, en 1867, le système anglais.

Il est curieux de constater que l'élaboration du traité donna lieu à une confusion, que nous relaterons d'après un rapport de M. Teissonnière². « Soit inexpérience des personnes chargées de discuter les conditions du traité, soit confusion entre les deux instruments devant détermi-

¹ Cons. Mun. Délibération du 29 février 1860.

² *Bul. Soc. Agr. de l'Hér.*, 1877, p. 44.

ner l'alcoolité, à peine le traité conclu et lorsque des régions administratives il dut passer à la pratique, on ne tarda pas à s'apercevoir que le but que l'on s'était proposé était complètement manqué. En effet les parties contractantes avaient eu pour point de mire de développer l'exportation de nos vins en faisant entrer dans la consommation nos vins communs; or c'étaient eux seuls qui ne profitaient pas de la mesure. Tandis que les vins fins et délicats de certaines contrées, de la Gironde et de la Côte-d'Or, pouvaient être introduits en Angleterre, moyennant 27 francs par hecto, ceux de nos contrées méridionales, d'une valeur infime, dont l'alcoolité dépassait 10°, étaient soumis à un droit de 54 francs l'hecto. Pendant ce temps, les nations rivales, mieux avisées que nous, ou plus au courant de l'usage de l'*aréomètre anglais*, avaient obtenu que leurs vins seraient admis au minimum d'un shilling par gallon jusqu'à concurrence de 26° Sickes c'est-à-dire 14°9 de notre alcoomètre. Des négociations furent reprises pour rectifier l'erreur commise dans le traité de 1860; des commissaires anglais parcoururent nos vignobles pour prélever des échantillons et vérifier l'alcoolité de nos produits; le résultat de ces négociations aboutit à la constatation de l'erreur. Il fut convenu que rien ne serait changé au traité, mais que, *par tolérance gouvernementale*, nos produits seraient admis aux mêmes conditions que ceux de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie ».

En fait, à l'exposition internationale de Londres en 1862 les vins français faisaient excellente figure, à côté des vins du Portugal et de l'Espagne, grands fournisseurs de l'Angleterre. En 1859, alors que les vins français n'entraient que pour 10 % dans les importations anglaises, ces deux pays fournissaient le 68 %; aussi leurs vins pouvaient-ils prétendre à l'épithète de « *British wines* », qualification que le jury refusa d'ailleurs de consacrer. Les envois les plus remarquables, à titre de curiosité, furent ceux de l'Algérie, de l'Amérique et de l'Australie; les vins australiens devaient bientôt devenir de redoutables concurrents sur le marché anglais. À côté des grands crus français, les vins

du Languedoc étaient en bonne place : les exposants présentaient des vins blancs ou rouges ordinaires, des clai-
rettes, des vins blancs mousseux, des imitations de Toc-
kay, des muscats de Lunel et de Maraussan. Enfin un Bit-
terrois, *Bertrand aîné*, exposait des portos doux, des ma-
dères doux ou secs, des xérès secs ou doux, des alicantes,
des chypres et des picardans. C'étaient des produits fran-
çais obtenus avec des cépages appropriés, dans les mêmes
conditions que dans les pays d'origine. L'entreprise était
originale ; elle fut remarquée du jury, qui notait d'ail-
leurs : « Le bénéfice commercial paraît lui manquer en-
core ». La vérité commerciale était, il faut le reconnaître,
dans l'industrie des vins d'imitation qui se pratiquait à
Cette depuis longtemps¹. Cette exposition révélait d'ail-
leurs la faveur dont jouissaient les vins portugais et espa-
gnols sur le marché anglais.

Sans doute, le traité de 1860 favorisa le commerce fran-
çais d'exportation pour les grands crus, mais les vins du
Midi, vins ordinaires et vins d'imitation de Cette, ne
purent lutter avec les similaires portugais et espagnols,
qui étaient en meilleure posture pour plusieurs causes,
notamment les prix de revient et les frets. Ceci explique
que les exportations de Cette à destination de l'Angleterre
continuèrent à décroître, comme l'indiquent les chiffres
suivants :

1865..	147 hl.	1870..	81 hl.	1874..	145 hl.
1867..	500 —	1871..	48.629 —	1876..	411 —
1869..	471 —	1872..	1.205 —	1878..	223 —

Il s'agit là presque exclusivement de vins ordinaires en
fûts, l'Angleterre ne demandant à Cette que très peu de
vins de liqueur. Il faut noter que le chiffre exceptionnelle-
ment élevé de 1871 est un chiffre factice, car beaucoup de
vins, pour pouvoir embarquer sous pavillon britannique,
furent déclarés à destination de l'Angleterre, alors que
leur destination réelle était Paris, via le Havre.

¹ Bul. Soc. Agr. de l'Hér., 1863.

Une appréciation fort juste du traité, du point de vue cettois, est fournie par la chambre de commerce de Cette dans son compte rendu de 1877 : « Le traité de commerce avec l'Angleterre n'a produit aucun résultat sensible pour notre exportation. Nos vins ordinaires et communs du Midi ne sont estimés ni par l'aristocratie ni par la riche bourgeoisie anglaise. La population ouvrière, qui pourrait les consommer, leur préfère la bière, le gin, le whisky et les boissons chaudes auxquelles elle est habituée depuis l'enfance, qui sont plus appropriées à l'âpreté de son climat et qui lui coûtent moins cher que nos vins communs ou ordinaires, frappés à leur entrée en Angleterre d'une taxe de 27 fr. 50 pour les vins les plus ordinaires ».

On doit cependant reconnaître qu'au moment de sa conclusion, le traité de 1860 avait suscité de grands espoirs de la part du commerce cettois, et la Société centrale d'agriculture de l'Hérault, se faisant l'interprète du commerce languedocien, « sollicitait l'extension à toutes les nations de traités de commerce négociés dans le même esprit que celui qui a été heureusement conclu avec l'Angleterre »¹. Ce vœu fut amplement réalisé : de 1860 à 1866, la France conclut des traités de commerce avec la plupart des pays d'Europe. Tous ces traités contenaient la clause de la nation la plus favorisée ; c'est ainsi que le droit de douane français sur les vins (trente centimes par hecto) ayant été inséré dans notre traité du 11 juillet 1866 avec le Portugal, devint applicable à tous les autres pays, excepté l'Espagne qui ne jouissait pas encore de cette clause. La plupart de ces traités consacrèrent quelques légères diminutions de droits sur les vins français.

§ 2. — DÉTAIL DE L'EXPORTATION A CETTE

Les années qui suivirent 1860 virent, à raison de ces tendances libérales, un développement intense du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie. Le commerce d'exporta-

¹ Bul. Soc. Agr. de l'Hér., 1863.

tion français, franchement libéré de la crise de l'oïdium, progresse résolument, restant en relation intime avec notre production; le commerce cettois suit harmonieusement la même courbe, ainsi que l'indique le tableau suivant :

Années	Production française	Export. française	Export. de Cette
1860....	39.558 milliers d'hl	2.020.786 hl	397.231 hl
1861....	29.738 —	1.857.707 —	370.178 —
1862....	37.110 —	1.893.913 —	373.774 —
1863....	51.372 —	2.084.456 —	428.804 —
1864....	50.653 —	2.336.137 —	503.113 —
1865....	68.943 —	2.868.398 —	530.485 —
1866....	63.838 —	3.273.902 —	633.479 —
1867....	39.128 —	2.591.169 —	433.502 —
1868....	52.091 —	2.806.413 —	571.953 —
1869....	70.000 —	3.063.050 —	506.968 —
1870....	54.535 —	2.866.005 —	501.749 —
1871....	56.901 —	3.319.256 —	602.695 —
1872....	50.155 —	3.429.970 —	480.935 —
1873....	35.716 —	3.981.431 —	563.548 —
1874....	63.146 —	3.232.484 —	537.863 —

Le chiffre de 1866 (633.470 hl) fut le chiffre maximum; il n'avait jamais été atteint auparavant; il ne fut jamais réalisé par la suite. L'exportation française atteignit également cette année-là un de ses chiffres les plus élevés. Ce mouvement était dû à la belle récolte de 1865 qui se chiffrait par 68.943.000 hectolitres pour la France entière, et 12.900.000 hectolitres pour l'Hérault. L'Hérault seul avait ainsi fourni près du cinquième de la production totale française, et Cette exportait le *cinquième de l'exportation française*.

Nous remarquerons toutefois que pour Cette, comme pour la France entière, « le montant général de l'exportation des vins ne fut pas en rapport avec le progrès général de la France, pendant la période qui s'écoula de 1860 à 1877 »¹. En fait, le *Midi vinicole* avait accueilli avec en-

¹ Bul. Soc. Agr. de l'Hér., 1877, p. 71.

thousiasme cette politique de liberté commerciale dont il avait tout à espérer et rien à craindre, puisque sa production n'avait pas à redouter la concurrence étrangère. En vérité, il avait cru à une progression rapide et importante de nos exportations de vins, et la réalité fut plus modeste, car les tarifs étrangers étaient toujours trop élevés pour permette une diffusion intense de nos produits à bon marché.

Le tableau suivant donne, en hectolitres, le détail pour les principaux clients de Cette à cette époque ¹:

Pays	1865	1867	1869	1870
Russie: Baltique	9.726	8.597	8.694	8.888
— Mer Noire ...	260	2.758	2.243	2.542
Hollande	11.247	9.928	8.431	1.202
Belgique	»	1.244	1.361	2.825
Villes de la Hanse...	26.255	18.232	20.257	14.800
Associat. allemande ..	10.873	8.578	13.591	13.449
Italie	150.245	146.810	35.278	28.226
Suède	2.446	1.838	3.714	3.922
Danemark	5.263	2.143	2.669	1.959
Etats-Unis	19.345	18.094	54.198	66.043
Brésil	16.385	13.524	18.170	24.371
Argentine	13.131	19.964	15.533	28.499

Pays	1871	1872	1874	1876
Russie: Baltique	12.173	9.367	8.924	5.584
— Mer Noire ...	4.741	17	2.428	5.566
Hollande	17.220	7.534	14.981	7.248
Belgique	8.864	»	1.297	850
Associat. allemande ..	49.279	23.393	50.446	35.567
V. de la Hanse.....	»	»	»	»
Italie	23.897	22.227	20.332	11.308
Suède	7.681	3.872	4.602	3.659
Danemark	3.735	1.580	1.997	2.437
Etats-Unis	74.966	65.540	58.157	17.687
Brésil	21.028	22.559	18.990	21.270
Argentine	24.896	43.418	27.166	3.883

¹ D'après les An. Thomas et Arnaud et, après 1872, les comptes rendus de la Chamb. de com. de Cette.

En comparant ces chiffres à ceux précédemment donnés, pour la période de 1830 à 1843, on est amené aux constatations suivantes. Nos exportations à destination de la Russie sont restées stationnaires. Les sorties pour la Hollande et la Belgique ont légèrement baissé et la décroissance continue. Nos exportations à destination de l'Allemagne, si l'on groupe Zollverein et Villes libres, présentent à peu près les mêmes chiffres. Les sorties pour l'Italie s'étaient considérablement accrues de 1850 à 1865, puisqu'elles se chiffraient par 38 mille hectos environ en 1843, par 150 mille en 1865; mais, à partir de cette date, elles décroissent régulièrement, suivant en celà le même mouvement que les exportations françaises: en 1860, la France exportait en Italie 370.000 hl environ; en 1866: 288.000 hl; en 1872: 87.000 hl; en 1876: 27.000 hl. On ne peut accuser ici les droits de douane, car ils étaient les plus modérés de l'époque; nos vins payaient 6 francs par hecto; le commerce cettois remarquait cependant avec amertume, à la même époque, que nous accueillions les vins italiens au droit minime de trente centimes par hecto. La véritable raison de la décroissance de nos exportations à destination de l'Italie tient au fait que, vers 1860, les surfaces vitifères de cette nation furent considérablement augmentées: à tel point que d'importatrice elle devint bientôt exportatrice de vins. De moins en moins, elle aura donc recours au commerce cettois et aux vins du Midi, dont elle trafiquait avec la Dalmatie et la Grèce. C'était désormais une vieille et bonne cliente qui *nous échappait*. Les exportations à destination du Danemark et de la Suède se maintinrent aux mêmes chiffres. Aux Etats-Unis d'Amérique, malgré les tarifs élevés et les procédés vexatoires de la douane, nos exportations avaient considérablement augmenté. Enfin nos sorties pour le Brésil continuaient à décroître, tandis que celles à destination de l'Argentine étaient en hausse. Ces deux derniers pays étaient les marchés de prédilection du commerce de *Mèze* qui, travaillant par le port de Cette, se confondait avec notre commerce local.

§ 3. — LE DÉBOUCHÉ ALGÉRIEN

Nous avons déjà noté l'importance de ce débouché; à peine âgé de trente ans en 1860, il s'était merveilleusement développé d'une façon continue, à part un ralentissement dû à la crise de l'oïdium. Le tableau suivant trace d'ailleurs, mieux que tout commentaire, la courbe des sorties de Cette à destination du marché algérien ¹:

En 1830.....	458	hèctos	
1835.....	3.957	—	
1840.....	94.267	—	
1845.....	119.179	—	
1853.....	137.554	—	oïdium
1854.....	91.566	—	—
1855.....	68.689	—	—
1860.....	142.730	—	
1861.....	171.934	—	
1862.....	188.827	—	
1863.....	223.582	—	
1864.....	251.461	—	
1865.....	305.168	—	
1866.....	368.477	—	

On voit quelle fut la rapidité de ce développement constant; pour en apprécier toute l'importance, il est bon de le situer comparativement aux importations totales algériennes. Le tableau suivant donne cette situation: il indique les quantités expédiées *de Cette*, les quantités expédiées des *autres ports* de la Méditerranée, les quantités expédiées de l'*Etranger*, enfin les totaux ².

¹ D'après le Bul. de la Soc. d'Agr. de l'Hér. et les An. de Cette.

² Bul. Soc. Agr. de l'Hér., 1867, p. 255.

Années	De Cette	Autres ports	Etranger	Totaux
1860.....	142.730	96.108	89.793	328.631
1861.....	171.934	78.085	102.950	352.969
1862.....	188.827	87.704	85.661	362.192
1863.....	223.582	47.617	65.422	336.621
1864.....	251.461	51.359	61.295	364.115
1865.....	305.168	56.861	56.357	418.386

Ainsi, en 1860, Cette fournissait 43 % de l'importation totale algérienne; en 1862, 52 % et en 1865, 73 %. Il faut retenir que ce développement exceptionnellement rapide était lié à la progression de la consommation. Celle-ci était encouragée par un régime douanier très favorable, puisque le vin ne payait alors, à son entrée en Algérie, qu'une taxe de 5 francs, appelée *octroi de mer*. Cette taxe acquittée, il n'était assujéti à aucune autre: ni droit de circulation, ni droit d'octroi. On conçoit que ce débouché fût très favorable à l'entrée des vins. Alors que la production vinicole de l'Algérie était encore insignifiante, Cette, par sa seule proximité, devait infailliblement conquérir la première place sur ce marché. A côté de l'exportation cettoise, l'exportation marseillaise était pour ainsi dire *inexistante*, ainsi que le montre le tableau suivant. Il indique les quantités venant respectivement de Cette et de Marseille, en *milliers d'hectolitres* ¹:

En 1865 de Cette 305,	de Marseille 1,5
— 1866 — 368	— 9,7
— 1867 — 315	— 9,0
— 1868 — 322	— 18,0
— 1869 — 303	— 10,2
— 1870 — 320	— 9,3
— 1871 — 337	— 6,7
— 1872 — 309	— 6,9
— 1873 — 226	— 7,6
— 1874 — 250	— 4,5

¹ D'après E. Jouhaux, Marseille, 1878.

Encore convient-il de noter que la majeure partie des quelques milliers d'hectolitres exportés par Marseille appartenaient souvent à des marchés de la Marine qui, on ne sait trop pourquoi, avait imposé à certaines époques la fourniture de vins *provençaux exclusivement*. Le Commerce cettois et la Chambre de commerce de Montpellier ne se firent pas faute de protester contre pareil ostracisme jeté sur les vins languedociens. D'ailleurs, ce fait n'avait pas grande importance : la position de Cette était trop solide sur ce terrain, pour qu'il eût à craindre la jalouse rivalité du commerce marseillais.

Nous avons noté plus haut la progression constante des exportations de Cette en Algérie ; le maximum fut atteint, en 1866, avec 368.477 hl ; à partir de ce moment se manifesta une tendance à la baisse. Le tableau suivant la fait ressortir :

En 1866.....	368.477 hl	En 1871.....	360.226 hl
— 1867.....	317.508 —	— 1872.....	321.088 —
— 1868.....	324.317 —	— 1873.....	226.000 —
— 1869.....	305.789 —	— 1874.....	241.745 —
— 1870.....	322.766 —	— 1875.....	295.708 —

Ceci était dû au développement de la culture de la vigne, qui suivait celui de la colonisation. La vigne était connue et cultivée en Algérie bien avant la conquête française, mais les indigènes, à qui *le Coran* interdisait l'usage du vin, ne s'intéressaient qu'à la production des raisins de table. Avec la colonisation française, la production du vin devait se développer, assez lentement d'abord, mais régulièrement. En 1866, la production algérienne était de 100.000 hl, en 1874 elle était déjà de 230.000 hl. Ceci suffit à expliquer la tendance à la baisse des exportations de Cette pour l'Algérie ; bientôt même le phylloxéra allait changer cette économie et faire de l'Algérie un important marché d'exportation.

§ 4. — L'IMPORTATION DES VINS A CETTE. LES VINS ESPAGNOLS
ET LA QUESTION DU VINAGE. LA SUPPRESSION DU VINAGE EN
FRANCHISE, 1865.

Nous avons déjà noté qu'un intense mouvement du commerce et de l'agriculture suivit l'année 1860; il ne convient cependant pas d'en attribuer exclusivement l'origine aux traités de commerce. Notre chambre de commerce, dont on connaît le libéralisme, écrivait avec sincérité: « Le grand développement des chemins de fer et de la navigation à vapeur, les facilités et la rapidité des communications, l'intervention de la télégraphie sous-marine et l'abaissement général des prix de transport ont contribué à l'augmentation de nos affaires avec l'Intérieur et avec l'Etranger, autant et peut-être même plus que les traités internationaux de 1860 à 1866 ». Quoi qu'il en soit, s'il est difficile de faire une discrimination exacte des causes, le fait du développement commercial est indéniable. Il se traduisit à Cette, non seulement par le progrès dans les exportations, que nous avons étudié, mais encore par un important mouvement d'importation.

Nous avons déjà dit que, la crise de l'oïdium passée, l'importation des vins exotiques était redescendue à des chiffres plus modestes, sans revenir cependant aux chiffres d'autrefois, en raison du tarif de 1854 à trente centimes par hectolitre.

Voici qu'elles furent les entrées de vins étrangers à Cette ¹:

Années	Commerce général	Commerce spécial
1860.....	34.883 hectos	32.537 hectos
1861.....	39.089 —	28.724 —
1862.....	4.950 —	4.289 —
1863.....	4.618 —	4.891 —

¹ D'après le Tab. gén. du Com. et de la Navig. de la France.

Années	Commerce général	Commerce spécial
1864.....	3.028 hectos	3.865 hectos
1865.....	3.700 —	2.436 —
1866.....	3.243 —	2.568 —
1867.....	6.396 —	6.508 —
1868.....	14.743 —	14.499 —
1869.....	29.420 —	25.533 —
1870.....	5.720 —	4.305 —
1871.....	5.650 —	5.060 —
1872.....	108.650 —	95.398 —
1873.....	236.474 —	206.857 —
1874.....	240.615 —	203.466 —

Les vins espagnols. — La majeure partie des vins importés provenait d'Espagne; en 1869, sur une importation totale de 29.420 hl, 21.248 hl étaient des vins espagnols, 277 hl seulement des vins italiens. En 1868, on relevait 14.711 hl de vins espagnols sur un total de 14.743 hl de vins exotiques.

Suivant le tarif de 1871 (loi du 8 juillet), les vins espagnols payèrent 5 francs de droit d'entrée par hectolitre. Les vins italiens, portugais, etc, en vertu du traité franco-portugais du 11 juillet 1866 et de la clause de la nation la plus favorisée, continuaient à bénéficier du tarif de trente centimes. Néanmoins, ce fut l'importation espagnole qui tint dans nos statistiques la première place; la proximité entre Cette et les régions vitifères espagnoles en est la première cause, et l'on doit, d'autre part, se rappeler que l'Italie consommatrice de ses propres vins à un degré bien plus élevé que l'Espagne, n'eut jamais un stock d'exportation aussi important que cette dernière. Ce n'est que quelques années plus tard, lorsque la crise phylloxérique contraignit la France à recourir à une importation énorme, que le vin italien prit à Cette une réelle importance; on peut dire que le phylloxéra a véritablement créé l'exportation italienne; ce point de vue sera d'ailleurs étudié, plus loin, d'une façon spéciale ¹.

¹ Voir ci-après: 3^e partie, ch. III, § 3 et 4.

Le vinage. — Cette importation croissante des vins espagnols soulevait, déjà à cette époque, de nombreuses discussions. Il y avait une question des vins d'Espagne et une question du vinage étroitement liées; elles intéressaient le commerce cettois et tout le Midi vinicole, il convient donc de les exposer.

On sait que le décret de 1852 avait maintenu le droit de *vinage en franchise* aux sept départements méridionaux¹. Ce régime spécial, nous ne disons pas de faveur, souleva de vives protestations dans les autres régions vitifères. Vers 1860, « dans un des rares moments de prospérité de la viticulture, alors que, favorisée par les débouchés nouveaux que lui donnent à l'intérieur nos chemins de fer et à l'extérieur la réforme de notre régime douanier, elle prend dans toute la France un développement jusqu'à présent inconnu »; vers 1860, disons-nous, ces protestations se cristallisèrent sous une forme plus agressive et furent portées devant le Gouvernement. En 1863, une pétition demandant la suppression du droit de vinage en franchise était adressée à l'Empereur; elle était signée de délégués viticoles et de quelques députés. Fort habilement rédigée, elle invoquait en faveur de cette suppression les arguments suivants:

1° Le vinage en franchise, réservé aux sept départements méridionaux, était une atteinte aux principes égaux de 1789.

2° Il donnait lieu dans les grandes villes à la fraude par mouillage.

3° Il était inutile depuis que l'extension des chemins de fer avait abrégé les délais de transport².

Le commerce de l'Hérault s'émut spécialement de ces tendances; une polémique serrée s'engagea dès lors sur la question du *vinage*. Notre Commerce n'eut pas de peine à réfuter les arguments, pour le moins spécieux, produits

¹ Voir 2^e partie, ch. III, § 3.

² Voir cette pétition tout au long, in *Bul. Soc. Agr. de l'Hér.*, 1863, p. 87, en *note*.

dans la pétition. La *Société Centrale d'Agriculture de l'Hérault*, dans un rapport fort documenté, s'attacha à établir la vérité: elle démontra la nécessité du vinage pour la conservation des vins du Midi, en raison même de leur constitution. Elle remarqua que l'abrégement des délais de transport ne supprimait pas complètement les risques de détérioration, puisque les vins étaient exposés à des secousses brusques, à des roulements multipliés, etc. Cette en particulier, pouvait encore remarquer que beaucoup de vins, malgré l'extension des transports ferroviaires, continuaient à prendre la voie maritime pour toucher les côtes de France; de plus la suppression du droit de vinage risquait fort de ruiner son commerce de vins vieux, qui demandent des soins incessants et minutieux. Enfin, comme il était absolument impossible d'étendre la suppression du droit de vinage en franchise aux vins d'exportation, aux vins d'imitation, qui ne voit la difficulté pour l'Administration de distinguer ces deux sortes de vinage?

On risquait fort, pour solutionner la question, d'établir des mesures gênantes qui mettraient le commerce d'imitation, si prospère à Cette, *en infériorité manifeste* à l'égard de ses concurrents espagnols et portugais ¹. Enfin, n'était-il pas à craindre qu'en supprimant, avec le vinage en franchise, la production de ces vins de fort degré, bien propres à remonter en corps et en couleur les vins légers du Centre, on n'obligeât notre commerce à recourir aux vins similaires étrangers? Le droit de trente centimes permettait facilement l'entrée de ces vins d'Espagne (ce n'est qu'à partir de 1871 qu'ils payèrent 5 francs de droit de douane) d'Italie et de Portugal, *vinés dans des conditions identi-*

¹ Voici dans quelles proportions on vinait à Cette: à 10 % et au-dessus, pour la Russie, la Hollande, une partie de l'Allemagne et tous les pays du Nord en général; de 6 % à 10 % pour l'Amérique; de 3 % à 5 % pour les autres destinations. Ces vinages constituaient des opérations fort délicates; ils demandaient parfois *plusieurs années* et de fréquents soutirages. (Bul. Soc. Agr. de l'Hér., 1864.)

ques à 18°, parfois même à 21°. Les craintes du commerce méridional n'étaient nullement chimériques, les faits allaient malheureusement en consacrer bientôt l'exactitude.

Malgré toutes les bonnes raisons résumées ci-dessus et courageusement défendues par les départements méridionaux, les pétitionnaires eurent gain de cause : une loi ¹ fut votée qui supprimait complètement le droit de vinage en franchise à dater du 1^{er} janvier 1865. Seuls étaient maintenus le libre vinage pour l'exportation et le vinage à la propriété, avec les alcools provenant de la récolte du propriétaire.

Ce fut là un rude coup pour le Commerce. Les vins étrangers étaient grandement favorisés pour venir concurrencer, sur notre sol, nos propres produits ; aussi, a-t-on vu, dans le dernier tableau, que l'importation des vins exotiques à Cette manifestait déjà une tendance à la hausse. Et, ainsi, les benicarlos et autres vins à fort degré qui entraient dans notre port, déjà favorisés par le fait d'un prix de revient inférieur à celui des vins français, jouirent désormais d'une prime indirecte par rapport aux vins similaires du Roussillon et de l'Hérault. En effet, les vins exotiques vinés chez eux en franchise pouvaient entrer à 18°, au droit de trente centimes ; pour porter à 18° un vin de l'Hérault, titrant naturellement 11°, il fallait payer au fisc, à raison de 90 centimes par litre d'alcool pur, 6 fr. 30. Alors même que la loi de 1871 vint imposer les vins espagnols à 5 francs de droit de douane par hectolitre, une prime sensible existait toujours pour eux, et la même prime très forte favorisait les vins italiens et les vins portugais.

Dès 1869, le Commerce méridional sentait parfaitement que la présence, sur le marché parisien spécialement, de tant de vins étrangers vinés en franchise à 18°, gênait grandement l'écoulement de ses propres vins. Ces vins exotiques n'entraient pas seulement par Cette, mais par chemin de fer également. Dans ce dernier cas, la concu-

¹ Ce fut la loi du 8 juin 1864 (art. 5).

rence des vins espagnols pesait lourdement sur les vins de Roussillon, puisque les combinaisons de tarifs étaient telles que les prix de transport entre Saragossa et Paris (1.100 kilom.) et Perpignan-Paris (993 kilom.) étaient sensiblement égaux. Aussi la question du vinage restait-elle continuellement à l'ordre du jour. En 1867, la Chambre syndicale des agriculteurs-distillateurs, dans un but d'ailleurs peu favorable aux intérêts méridionaux, mais favorable à l'industrie betteravière, proposait d'établir un impôt de 20 francs par hectolitre d'alcool à 100° employé au vinage, au lieu du droit de 90 francs. La Chambre de commerce de Cette, dès sa création, s'occupa activement de cette question, qui en était toujours au même point en 1872. Elle invoquait la situation désastreuse qui était faite à l'industrie cettoise des vins de liqueur, au point de vue du marché intérieur, où elle était fâcheusement concurrencée par les vins doux étrangers. Bien plus, l'administration de la Régie aggravait encore par des *prescriptions excessives* le régime institué par la loi de 1864¹. Aussi la Chambre de commerce s'efforçait-elle de faire établir un droit de vinage à prix réduit (25 francs par hectol. d'alcool). Ce projet soutenu par le Gouvernement et les députés de l'Hérault, en 1872², fut repoussé par l'Assemblée Nationale. Néanmoins, le Commerce cettois ne désespéra point, et nous verrons bientôt la question du vinage prendre une importance encore plus grande, lorsque la crise phylloxérique eut provoqué un afflux énorme de vins étrangers sur le marché français.

¹ Lettres de la chambre de commerce de Cette au ministre des Finances, 14 décembre 1874, 6 juillet 1875, 3 novembre 1875.

² Lettre de la Chambre de commerce (après 1872, c'est toujours de la *chambre de commerce de Cette* qu'il s'agit) du 5 août 1873.

CHAPITRE V

EAUX-DE-VIE ET TROIS-SIX

§ 1. Importance des Esprits depuis la Révolution jusqu'à la crise phylloxérique. — § 2. Encore la concurrence : les alcools du Nord. — § 3. Les anciennes fabrications. — § 4. Prix des eaux-de-vie et trois-six. — § 5. Les exportations d'eau-de-vie et de trois-six.

§ 1. — IMPORTANCE DES ESPRITS DEPUIS LA RÉVOLUTION JUSQU'À LA CRISE PHYLLOXÉRIQUE

La question des eaux-de-vie s'impose encore pour cette période : vins et eaux-de-vie sont inséparables, comme nous l'avons vu dans la première partie de cette étude. Les négociants cettois font encore : « les vins, les eaux-de-vie et les produits du pays ».

La production des eaux-de-vie et autres esprits-de-vin a pris une grande importance à la suite de l'arrêt du 21 juillet 1784, portant exemption des droits pour les eaux-de-vie qui sortiront du Royaume et liberté de distiller les lies, baissières et marcs de raisin ¹, et, en 1788, Cette compte sept fabricants disposant de 41 fourneaux et 45 cucurbites. Dans la région, Lodève a trois distilleries ; Clermont, six ; Nébian, Canet, Ceyras, Saint-Félix-de-Lodez, deux chacun ; Saint-André, quatre ; Montpeyroux, une ; Saint-Jean-de-Fos, trois ; Fontès, une ; Mudaison en a une très importante ². Les environs de Nîmes et de Béziers en possédaient

¹ Arch. dép. de l'Hér., A, 122.

² Arch. dép. de l'Hér. ; C, 2739.

de nombreuses. La plupart de leurs produits passaient par les maisons de Cette. Aussi, en 1791, l'exportation était, semble-t-il, magnifique : 80.000 barriques de trois-six, 20.000 barriques d'esprit-de-vin¹. Puis c'est l'obscurité pendant vingt-cinq ans. Cependant ce fut l'époque où la distillerie transforma ses moyens, pour produire à moins de frais des esprits plus raffinés. Le normand Edouard Adam, à qui Montpellier et l'Hérault ont témoigné, en 1860, la reconnaissance de la Région en lui élevant une statue², perfec-

¹ F. Gauthier. Anniversaire de la fondation du tribunal de commerce, opuscule.

² Si une inscription rappelle que « cette statue a été inaugurée le X mai MDCCCLX, sous le règne de sa majesté Napoléon III, M. Billaut étant ministre de l'Intérieur, en présence de M. Gavini de Campile, préfet de l'Hérault, de M. Pagésy, maire de Montpellier, des membres du Conseil général, des Membres du Conseil municipal et des autorités civiles et militaires du département », la dédicace ne porte qu'« à Edouard Adam ». Nous allons réparer l'oubli.

Adam (Edouard, Jean) naquit à Rouen le 11 octobre 1768 et mourut à Montpellier le 11 novembre 1807. — Fixé à Nîmes vers 1799, il y étudia les sciences physiques sous Solimani, « ...s'amusant au mois d'août 1800 avec l'Eolipile et recueillant dans de l'eau froide la vapeur aqueuse qui sortait de cet instrument ; il ne fut pas peu surpris de voir le liquide arriver bientôt à l'ébullition. Les expériences du comte de Rumfort, sur l'échauffement des liquides par la condensation des vapeurs, expériences qui datent de la même époque, ne lui étaient pas connues ». — Enfin « ...il imagine dans le courant d'octobre de la même année de distiller du vin à la vapeur... Au lieu de n'avoir pour produit que de l'eau-de-vie, il recueille de *l'esprit à 33° Cartier* ». — L'expérience du nouvel alambic eut lieu dans le local de l'école de médecine de Montpellier, le 8 *germinal an IX* (29 mars 1801) : Adam opéra devant le Préfet et en présence d'une commission légale nommée par ce magistrat. La commission déposa le lendemain son « Rapport des Commissaires nommés par M. le préfet du département de l'Hérault à l'effet de vérifier et de constater le procédé par lequel le sieur Ed. Adam retire des vins *la totalité de leurs pro-*

tionna l'alambic traditionnel et obtint un titre élevé par une seule opération remplaçant les distillations successives du passé. Entre 1801 et 1826, il n'y eut pas moins de quinze demandes de brevets concernant la distillation déposées à la préfecture de l'Hérault, parmi lesquelles trois aux noms de Zacharie Adam, *frère d'Edouard*. Les autres étaient de *Bascou*, de Montpellier; *Privat*, de Mèze; *Pastre*, de Bessan; *Varnod*, de Montpellier; *Caumette* et *Allicz*, de Saint-Thibéry; *Caron*, de Bessan; *Bouchet*, de Vias; *Chassary*, de Montpellier, et *Flickwier*, de Cette. On voit quel intérêt nouveau la Région portait à la distillerie ¹.

Vers 1820, on estime le vin brûlé dans le Département à 1.280.000 hl. d'une valeur de 45 fr. le muid de sept hectolitres ². En 1847, le chiffre s'élevait à 2.200.000 hl d'après *la Régie*. Vers la même époque, on estimait que, pour l'Hérault, l'Aude et le Gard, les vins allant à la chaudière s'élevaient à 5.600.000 hl (70 hl de vin donnant une pièce de trois-six) ³. Vers 1850 enfin, H. Marès estime que ces trois départements grands producteurs fournissaient jusqu'à 80.000 pièces d'esprit trois-six à 86°, de 625 litres en moyenne, soit environ 500.000 hl dont *la moitié pour l'Hérault seul*. On peut donc apprécier de quelle importance était le commerce qui avait la charge d'écouler, en grande

duits spiritueux ». Signèrent le document: L. Bérard, Virenque, Rouché, Duportal et le secrétaire général de la préfecture, Bougettes. Un brevet de 15 ans fut accordé le 21 mai 1801. — Adam avait trois frères: Frédéric, Henri et Zacharie. Il associa ce dernier à sa demande de brevet. Adam devait mourir ruiné à la suite de nombreux procès qu'il eut à soutenir contre ses contrefacteurs, laissant un déficit d'environ quatre cent mille francs. Il avait un fils de douze ans (Gonzalve) et une fille de six semaines. Leur oncle Frédéric arriva à leur faire obtenir une pension impériale (1.200 francs) et l'éducation du fils aux frais de l'Etat. La fille étant morte, *Gonzalve Adam* recevait encore sa pension de 600 francs, en 1837. (D'après *J. Girardin*, notice sur E. Adam, *Rouen*, 1837.)

¹ Annuaire de l'Hérault, 1827, p. 287.

² Statistique de Creuzé de Lesser.

³ Cité par Degruilly. Thèse.

partie à l'Etranger, cette production régionale, et nous dirons plus loin comment Cette remplissait son rôle d'exportateur.

§ 2. — ENCORE LA CONCURRENCE. ALCOOLS DU NORD

Malheureusement pour l'industrie régionale et le commerce local, l'importance des produits méridionaux ne put se maintenir. Les eaux-de-vie de vin eurent trop tôt à se défendre contre de nombreux concurrents. Avec les idées nouvelles sur le commerce, il avait fallu déjà renoncer à l'interdiction paternelle que la Monarchie, un siècle auparavant, faisait peser sur les *tafias*, *guildives* et *eaux-de-vie de cidre* ¹. Maintenant s'imposait la lutte contre un adversaire plus redoutable encore, parce qu'il allait grandir en puissance, profitant de l'extension d'une industrie nouvelle, l'exploitation de la betterave à sucre, et de la perfection des nouveaux appareils inventés. Il s'agit des *alcools du Nord*.

Les travaux opérés à l'époque du blocus continental pour donner du sucre national à la France n'avaient pas eu de résultat pratique, quant au sucre de raisin, mais notre commerce en avait tiré profit à un autre point de vue ². Chacun sait qu'il en fut autrement pour la production du sucre de betterave, qui n'a cessé depuis lors de prendre de l'importance. De ce côté, il y eut double profit : après le sucre on produisit les « alcools du Nord », en attendant que les progrès de la chimie aient donné à cette désignation un sens de plus en plus étendu. Il fallut bientôt compter avec cette concurrence, qu'on ne pouvait plus écarter par une supplique adressée au pouvoir royal, comme au XVIII^e siècle. Vers 1850, la fabrication des trois-six du Nord atteignait déjà 150.000 hl, tandis que l'Hérault, l'Aude et le Gard en produisaient encore 500.000 hl.

¹ Voir 1^{re} partie, chap. IV, § 4.

² Voir 4^e partie, chap. I, § 1.

Déjà le commerce se plaignait de ce nouveau danger ; les producteurs d'*esprits* et les propriétaires encore davantage. En 1846, la propriété fait entendre sa plainte « sur l'exportation de nos eaux-de-vie que nous voyons décroître alors que l'exportation des vins a suivi un accroissement constant. Une des principales causes de cette diminution se trouve dans la concurrence que font à nos alcools de vins ceux fabriqués avec des betteraves, les pommes de terre et les grains ». On ne trouve qu'un remède à cette situation : une diminution des droits à obtenir des Etats qui reçoivent nos produits. On observe qu'en Angleterre les eaux-de-vie françaises sont frappées d'un droit de 22 francs le gallon d'esprit-de-vin à 56°, soit 235 francs l'hl. En Prusse, le droit est de 150 francs ; dans les autres parties de l'Allemagne, les droits deviennent prohibitifs. Lorsque les Etats du Zollverein établirent, en 1843, le droit de 150 francs par hl. sur nos eaux-de-vie au lieu de celui de 75 francs, on lisait : « avec le blocus fiscal, nous verrons les eaux-de-vie de France chassées des marchés ».

En 1845, la Chambre de commerce de l'Hérault dit au Ministre : « Nous avons été chassés des marchés des pays où les fabriques d'eau-de-vie de pommes de terre et de grains existent ; puis, en 1844, les fabricants étrangers ont poursuivi leurs avantages. La Russie d'abord est devenue leur tributaire, ensuite la Bohême et une partie de l'Italie, enfin, au mois d'octobre dernier, plusieurs chargements d'eau-de-vie sont partis de Hambourg pour Buenos-Ayres et s'y sont vendus avec avantage. L'eau-de-vie de 86° cent. coûtait au mois de mars, à Hambourg, la barrique, 87 fr. En y ajoutant le fret, l'assurance pour la Méditerranée, soit 12 francs, on a le prix de 99 francs. Elle est prohibée en France, mais à Alger, avec les droits de 25 %, soit 35 fr, la barrique coûterait 134 francs. La même barrique à 86°, en alcool français, coûterait à Alger 250 francs. Ainsi sur le territoire français, même à nos portes, l'eau-de-vie de pommes de terre peut nous faire concurrence ; doit-on s'étonner, si elle encombre nos débouchés étrangers ? » On se plaint de la protection accordée aux intérêts manufactu-

riers du Nord, en sacrifiant les intérêts du Midi : et la consécration devait durer longtemps ! En attendant, on demandait ici plus de liberté, on aspirait au *libre-échange*.

Enfin les crises de la viticulture (Oïdium de 1853 à 1857 et Phylloxéra de 1873 à 1892), en restreignant la production vinicole, favorisèrent la multiplication des trois-six autres que ceux tirés du vin. Le Nord augmenta sa production, et les recherches, faites sous l'empire de la nécessité pour satisfaire la clientèle, aboutirent à toute la gamme des alcools exploités aujourd'hui, parmi lesquels il est vrai nos trois-six n'ont conservé qu'une importance relative, mais auxquels une certaine clientèle est longtemps restée fidèle par tradition. Ainsi, tandis qu'en 1831 les 9/10^e des alcools consommés en France provenaient du vin, en 1875 ce n'était plus que le 1/3 et en 1900 le 1/25.

§ 3. — LES ANCIENNES FABRICATIONS

Avant d'en arriver aux trois-six actuels, obtenus par des appareils très perfectionnés, nos anciens *brûleurs de vin* se sont servis de l'alambic primitif qui permettait des installations faciles, un peu partout dans le vignoble. Ces petits producteurs avaient des façons traditionnelles qui tenaient à des habitudes qu'il était difficile de transformer. Ils produisaient donc par une vieille méthode des eaux-de-vie de force très variable qu'on ne désignait pas d'après le nombre de degrés, comme de nos jours (l'instrument nécessaire n'existait pas). On se servait de certaines « preuves » qui étaient des bases pour le commerce. C'étaient : la preuve de l'*huile*, la preuve de l'*ustion*, dont parle l'article 13 du règlement de 1729 ¹ et surtout la preuve de *Hollande*, employée dans les ventes à l'Etranger.

Rappelons ce qu'était la preuve par l'huile : on prenait un demi-verre ordinaire d'esprit-de-vin, on laissait tomber

¹ Voir 1^{re} partie, chap. III, § 4.

dessus une goutte d'huile; si à l'instant elle se précipitait au fond, l'esprit était déclaré de bonne recette. L'épreuve par l'ustion se faisait ainsi: on mettait un peu de poudre à canon dans une cuillère, qu'on remplissait ensuite d'esprit-de-vin. Si, après y avoir mis le feu, le tout se consumait en sorte que la cuillère restât sèche, l'esprit-de-vin était de bonne qualité. Quant à la preuve de Hollande ou *par l'air*, en voici la description faite en 1772 par Bories¹. « La méthode usitée en Languedoc, en Provence et en Hollande... est celle de la sonde. Le flacon qui porte ce nom est d'un verre bien transparent et renflé par le milieu. On le remplit aux deux tiers de la liqueur à vérifier. On bouche ensuite l'orifice avec le pouce et on secoue fortement le flacon, afin que l'air qui reste dans la partie vide s'introduise dans la liqueur. Lorsqu'il s'en dégage, en montant à la surface, en écume ou en mousse, la grosseur ou la ténuité des bulles qu'il forme, le temps qu'elles mettent à se dissiper, ou leur bruissement en portant le flacon à l'oreille immédiatement après la secousse, font juger de la spirituosité de la liqueur. Cependant cette méthode ne peut servir que pour les eaux-de-vie très flegmatiques connues sous le nom de preuve de Hollande. Pour apprécier celles qui sont plus spiritueuses, il faut y mêler de l'eau pour les affaiblir et les réduire au caractère de la preuve de Hollande. Le plus ou moins d'eau qu'on a employé détermine les jugements².

¹ Le docteur Bories de la faculté de Montpellier, établi à Cette, après de longues et patientes recherches construisit un alcoomètre qu'il appela *bathmomètre* et soumit par un long mémoire à la Société Royale des Sciences de Montpellier qui lui attribua le prix institué en 1772 par les Etats du Languedoc. Il construisit, par la suite, un instrument nouveau appelé *éprouvette de Bories* qui pendant longtemps a réglé le commerce des eaux-de-vie sur les marchés de la Région. Ses travaux étaient pleins de mérite, malheureusement son alcool pur contenait encore 5,5 % d'eau, ce que permirent de découvrir les travaux de Gay-Lussac.

² Bories. Mémoire présenté à la Société Royale des Sciences de Montpellier, in *Bul. Soc. Agr. de l'Hér.*, 1847, p. 131.

Il est sans doute superflu de faire remarquer l'insuffisance de ces épreuves, qui ne donnaient que des résultats approximatifs et soulevaient de nombreuses contestations. On l'avait remarqué depuis longtemps, et cependant il a fallu près d'un siècle pour que les fabricants et même les négociants puissent s'habituer à employer les nouvelles méthodes. Un écho de 1840 en est témoin : « La chambre de commerce de l'Hérault, après avoir reconnu (séance du 27 janvier 1840) que l'on n'était pas bien d'accord sur le titre du trois-six, que les uns le fixaient à $33^{\circ}1/2$ Cartier, d'autres à $33^{\circ}3/4$, d'autres enfin à 34° , ce qui correspond à $85^{\circ}3/10$, $85^{\circ}8/10$, $86^{\circ}2/10$ de l'alcoomètre centésimal ; que, d'après Bories, le trois-six correspondrait à $86^{\circ}1/2$ à peu près de Gay-Lussac, a décidé qu'elle prendrait le nombre entier 86, pour se rapprocher le plus possible des habitudes de tout le monde. Ainsi, d'après cette décision, le trois-six est une liqueur alcoolique ou une eau-de-vie qui, à la température de 15° centigrades, contient sur 100 litres 86 litres d'alcool pur » ¹.

Ce n'est qu'à leur corps défendant que producteurs et acheteurs ont renoncé aux termes anciens, et longtemps on a commercé sur les *deux-trois*, *trois-quatre*, *trois-cinq*, *trois-six*, *trois-sept*, *trois-huit*, *trois-neuf*, *quatre-sept*, *cinq-neuf*, *six-onze* (corrompu en six onces) comme d'ailleurs on a renoncé difficilement à l'éprouvette de Bories, uniquement employée sur les marchés de Pézenas, Lunel, Béziers et Cette et que l'alcoomètre centésimal a péniblement détrônée. Ainsi, en se basant sur les degrés de l'aréomètre Cartier, le liquide alcoolique ou esprit étant pris à 10° Réaumur, le 23° était du trois-quatre, le 24° du deux-trois, le 29° du trois-cinq, le 30° du quatre-sept, le 31° du cinq-neuf, le 23° du six-onze, le 33° du trois-six, le 35° du trois-sept, le 37° du trois-huit, le 41° du trois-neuf. Rappelons que les nombres choisis désignaient *en poids*, et non en volume, la *quantité d'eau* qu'on devait ajouter à chaque

¹ Lenthéric, professeur à la Faculté des Sciences, in Bul. Soc. Agr. de l'Hér., 1840, p. 289.

liquide alcoolique pour obtenir des mélanges buvables, l'eau-de-vie preuve de Hollande c'est-à-dire marquant 19° Cartier ou 52° Gay-Lussac. Par exemple: en ajoutant une livre pesant d'eau pure à trois livres de trois-quatre, on obtenait quatre livres pesant d'eau-de-vie preuve de Hollande. Pour le trois-six, à trois mesures pesant d'esprit on ajoutait trois mesures pesant d'eau et on obtenait six mesures d'eau-de-vie preuve de Hollande; ainsi pour les autres. Enfin, après le perfectionnement d'Edouard Adam, on s'habitua à fabriquer surtout le trois-six, la preuve de Hollande, et le trois-cinq, ce dernier servant à remonter les eaux-de-vie trop faibles. Si l'appellation de *trois-six* a persisté, elle a perdu sa signification originelle et sert à désigner, comme on sait, les alcools rectifiés à degré élevé, de 85° à 97°.

§ 4. — PRIX DES EAUX-DE-VIE ET TROIS-SIX

Alors qu'au cours de notre étude il ne nous a pas été souvent possible, faute de documentation suffisante, d'envisager la question des prix, la chose serait autrement facile pour les eaux-de-vie, si nous pouvions nous attarder à toutes les considérations que l'on pourrait en tirer.

Ainsi nous savons que dans la période de 1825 à 1828 les esprits ont été cotés assez bas, les prix, pour le *quintal de 42 kgs*, ayant pour le trois-six varié entre 20 fr. 85, en mars 1827, et 28 fr 06, en janvier 1827. Pour ces mêmes dates, on note que le cinq-six était à 18 fr 75 et 20 fr 19 et la preuve de Hollande 17 fr 30 et 18 fr 31. Nous avons d'ailleurs, pour les quatre années, la moyenne mensuelle des cotes sur les marchés de l'Hérault. Ces cotes multipliées par 2,5 donneraient très approximativement la valeur de l'hectolitre ¹.

On comprend qu'avec ces prix, il fut facile à nos négociants d'atteindre la clientèle dans des conditions favora-

¹ Bul. de la Soc. d'agr. de l'Hér., années indiquées.

bles, mais il convient de ne pas oublier que les vins de chaudière ne devaient pas être cotés bien haut à la propriété. Si nos clients du Nord venaient enlever des cargaisons importantes, le commerce pouvait sans doute prélever une honnête commission, mais les intérêts de la propriété devaient être en souffrance.

Ces conditions durent se modifier quand, d'une part, les chemins de fer et les canaux permirent d'enlever, dans de meilleures conditions, les vins et les esprits pour l'intérieur; aussi note-t-on des prix plus élevés vers 1845 sur le marché de Cette. On y relève la cote de 102 francs l'hectolitre pour les trois-six, au dernier marché de décembre; la cote de 120 francs, au troisième marché de janvier 1846, et beaucoup de marchés de l'année furent nuls. En 1847, le premier marché de janvier fournit le prix de 103 francs, puis il y a chute presque régulière jusqu'à fin décembre, qui fournit le minimum de 47,50. L'année 1848 débute par 47 francs et flote entre ce chiffre et la cote de 35 francs avec le maximum de 48 francs, en février. Les années 1849 et 1850 furent aussi défavorables, avec de nombreux marchés nuls; en 1851, la plus forte cote fut celle de 53 fr 50, à la fin de septembre. L'année 1852 vit la cote de 74 francs, en fin février; celle de 90 fr, fin juillet, et la plupart des marchés furent nuls. Ce fut le temps des ravages de l'Oïdium, et les deux années suivantes virent la cote de 145 fr, fin août 1853; celle de 186 francs, en janvier 1854, et 207 fr, en octobre, avec la plupart des marchés nuls. On comprend que, pendant cette période, nos clients de Hollande et d'ailleurs n'aient pas mis gaiement le cap sur Cette. Les alcools du Nord eurent donc beau jeu pour développer leur clientèle à nos dépens.

Quinze ans plus tard, c'est-à-dire en belle période de grande exportation, les prix sont redevenus plus encourageants. La récolte de 1868 (France, 52 millions d'hl; Hérault 14) n'était dans l'ensemble qu'une récolte moyenne et succédait à une récolte déficitaire. La consommation était alors de 40 à 47 millions d'hl; les vins de chaudière devaient perdre tout ce qui pouvait aborder la vente directe.

Les marchés débutèrent, en janvier, entre 81 francs à Cette et 88 francs à Béziers. Ces prix se maintinrent jusqu'à la récolte de 1869 et, celle-ci s'annonçant comme excellente, les cotes baissèrent jusqu'à la moyenne de 68 francs, au marché du 31 décembre à Béziers. Si on compare avec la période de 1848-1851, époque de détresse économique, l'écoulement des trois-six était encore avantageux, malgré la concurrence des alcools du Nord qui progressait. Notre commerce pouvait encore alimenter les plus fidèles de nos clients hollandais et autres. La crise phylloxérique approchait cependant, qui allait nous placer dans de telles conditions que la production et la vente des trois-six allaient nous être interdites¹. Voyons donc de quel secours était le commerce des eaux-de-vie et trois-six à une époque pour laquelle des indications nous ont été conservées.

§ 5. — LES EXPORTATIONS D'EAU-DE-VIE ET TROIS-SIX

Nous avons déjà dit² quel appoint fournissait à notre commerce l'exportation des eaux-de-vie pour la période 1740-1770 et quelques autres années. Depuis la Révolution jusqu'en 1830, nous n'avons pas de renseignements. Mais pour une période de 14 années, de 1830 à 1843, on nous a conservé une statistique bien dressée. Elle nous fournit d'utiles indications. Ainsi, pendant cette période, les Pays-Bas ont reçu de Cette les quantités suivantes (en hl. d'alcool pur) :

En 1830.....	4.125 hl	En 1833.....	2.134 hl
— 1831.....	582 —	— 1834.....	1 —
— 1832.....	1.480 —	— 1835.....	3.062 —

¹ Malgré la crise, et encore longtemps après, les bonnes maisons continuèrent de préférer nos trois-six de vin ; on nous parle encore d'expéditions faites à la maison *Vynan Foukin* d'Amsterdam.

² Voir 1^{re} partie, chap. II, § 7 et tableau n° 1.

En 1836.....	405 hl	En 1840.....	3.360 hl
— 1837.....	1.615 —	— 1841.....	4.141 —
— 1838.....	2.987 —	— 1842.....	4.047 —
— 1839.....	624 —	— 1843.....	1.116 —

Ces quantités ramenées à l'ancienne eau-de-vie preuve de Hollande seraient doublées et deviendraient les suivantes :

Pour 1830....	8.250 hl.	Pour 1837....	3.230 hl.
— 1831....	1.164 —	— 1838....	5.974 —
— 1832....	2.960 —	— 1839....	1.248 —
— 1833....	4.268 —	— 1840....	6.720 —
— 1834....	2 —	— 1841....	8.282 —
— 1835....	6.124 —	— 1842....	8.094 —
— 1836....	810 —	— 1843....	2.232 —

Mais il paraîtra intéressant de savoir les quantités de vin que représentaient ces exportations d'esprits. On distillait à cette époque les *vins inférieurs*, qui se trouvaient parmi les petits vins de plaine principalement, et on les estimait en moyenne à 7°, ce qui signifie qu'il fallait en moyenne 14 hl de ce vin pour produire un hectolitre ramené à 100°. Cela ferait donc (en vins) :

Pour 1830....	57.750 hl.	Pour 1838....	41.818 hl.
— 1833....	29.876 —	— 1840....	47.040 —
— 1835....	42.868 —	— 1841....	57.974 —
— 1837....	22.610 —	— 1842....	56.658 —

Enfin reprenant les chiffres donnés pour l'exportation des vins¹ nous pouvons établir le nombre total d'hectolitres de vins qui nous était demandé par notre clientèle des Pays-Bas. On trouve :

Pour 1830....	96.406 hl.	Pour 1838....	68.832 hl.
— 1833....	61.141 —	— 1840....	66.571 —
— 1835....	90.537 —	— 1841....	84.600 —
— 1837....	36.962 —	— 1842....	72.703 —

¹ Voir ci-devant 2^e partie, chap. II, § 3 et § 6.

On avouera que c'étaient là de beaux résultats, si l'on réfléchit à tout ce que ces expéditions représentaient pour la Région : écoulement des vins, transports, travaux de tonnellerie et d'embarquement à Cette, navigation. Les Pays-Bas étaient ainsi de bons clients, mais nous en avions d'autres : l'Association allemande, les Villes Anséatiques, l'Angleterre, le Rio-de-la-Plata, comme on disait alors, et surtout le Brésil et l'Algérie. Nous ne ferons pas pour chacun le détail des vins absorbés par ces débouchés, nous contentant ici de noter les chiffres totaux de nos exportations en vins et eaux-de-vie, c'est-à-dire les quantités de vins fournies par l'arrière-pays et prenant la voie de Cette pour aller à l'étranger, en Algérie ou encore en France par cabotage. C'étaient pour ¹ :

1830.....	441.544 hl.	1837.....	1.685.386 hl.
1831.....	184.099 —	1838.....	1.810.072 —
1832.....	289.504 —	1839.....	1.966.149 —
1833.....	316.585 —	1840.....	2.216.873 —
1834.....	244.346 —	1841.....	2.869.779 —
1835.....	365.445 —	1842.....	3.086.040 —
1836.....	545.635 —	1843.....	1.848.873 —

Après cette époque et pendant quinze ans, nous sommes sans nouvelles de l'exportation des esprits par Cette. Mais à partir de 1857 le *Tableau général du commerce et de la navigation* nous fournit quelques données qui nous permettront de noter le déclin de ce commerce. Ici les relevés ne seront plus à l'hectolitre mais bien au *quintal métrique*. Ils n'en conservent pas moins leur valeur de comparaison pour l'objet qui est le nôtre : observer la chute de l'exportation des esprits-de-vin. Dans les chiffres qui vont suivre, il ne s'agit plus toujours nettement d'esprits-de-vin, mais

¹ Pour les années 1830 à 1836 les vins et esprits sortant par cabotage ne sont pas compris, parce qu'inconnus. D'après le Bul. de la Soc. Agr. de l'Hér., 1843 et Daruty, 1845.

on trouve groupés les eaux-de-vie de vin, les esprits et liqueurs de toutes sortes :

Pour 1857....	8.207 qm.	Pour 1868....	27.973 qm.
— 1858....	36.089 —	— 1869....	21.563 —
— 1859....	14.338 —	— 1870....	33.384 —
— 1860....	13.300 —	— 1871....	21.913 —
— 1861....	13.177 —	— 1872....	31.509 —
— 1862....	12.260 —	— 1873....	29.448 —
— 1863....	32.030 —	— 1874....	30.121 —
— 1864....	20.769 —	— 1875....	22.076 —
— 1865....	26.909 —	— 1876....	29.041 —
— 1866....	27.063 —	— 1877....	15.812 —
— 1867....	20.439 —	— 1878....	22.882 —

Mais déjà c'était le renversement économique. Dans ces quantités commençaient aussi d'intervenir les alcools autres que ceux de vin, sans que nous puissions les distinguer. Mais, à partir de ce moment, si les exportations se maintiennent pendant quelques temps encore, d'autre part les importations montent aussi, portant sur des alcools divers qui vont à la clientèle de l'Intérieur ou de l'Extérieur, mais la tendance générale est sensible : Cette est de moins en moins mêlé au trafic des esprits-de-vin. Voici simplement quelques chiffres qui montrent, par anticipation, que dans la suite de notre étude nous pourrions ne plus faire état des *Esprits*, parce que dans leur ensemble, ils ne représentent plus le produit de notre distillerie régionale. Ce sont, pour les années qui suivent à l'exportation et à l'importation, commerce spécial :

	Exportation	Importation
En 1879.....	18.001 qm.	3.504 qm.
— 1880.....	28.199 —	10.848 —
— 1884.....	19.364 —	5.896 —
— 1885.....	16.073 —	9.606 —
— 1888.....	12.668 —	19.500 —
— 1889.....	16.092 —	4.341 —
— 1893.....	14.159 —	5.411 —

	Exportation	Importation
— 1894.....	12.855 —	5.708 —
— 1897.....	16.350 —	2.328 —
— 1898.....	8.618 —	7.232 —
— 1902.....	9.335 —	31.645 —
— 1903.....	5.418 —	8.136 —
— 1907.....	4.443 —	23.581 —
— 1908.....	2.655 —	33.213 —
— 1913.....	5.581 —	15.074 —

On constate la décroissance dans l'exportation, tandis que l'importation, quoique soumise à des fluctuations brusques, se maintient encore.

TROISIÈME PARTIE

DU RENVERSEMENT DU COURANT ÉCONOMIQUE A NOS JOURS

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE PHYLLOXERIQUE. LE RENVERSEMENT DU COURANT ÉCONOMIQUE A CETTE

- § 1. La décroissance de l'exportation à Cette; ses causes. — § 2. Etude des débouchés. — § 3. Le renversement du courant entre Cette et l'Algérie. — § 4. L'importation; le renversement du courant économique à Cette. — § 5. Les entrepôts de coupage vers 1872. — § 6. Questions douanières: le tarif de 1881, le droit de 2 francs. — § 7. Les vins italiens: le traité de 1881. — § 8. Les vins portugais, grecs, algériens. — § 9. Le mouvement maritime. Les tarifs de pénétration. — § 10. Les vins vinés et le vinage. — § 11. Quelques exemples de fraudes. — § 12. Colorants artificiels et vins fuschinés.

Le phylloxéra, découvert pour la première fois dans l'Hérault, à Boisseron, vint rapidement plonger dans la détresse notre viticulture si florissante. Les récoltes de la France et de l'Hérault déchurent subitement, comme le montrent les chiffres suivants:

Années	Production française	Production de l'Hérault
1869..	70 millions d'hl.	13.800.000 hl.
1876.	41 —	6.400.000 —
1879.	25 —	4.700.000 —
1885.	28 —	2.148.000 —

C'est à partir de 1876 que la crise sévit dans toute son intensité. La viticulture méridionale fut le plus cruellement frappée, tant au point de vue de la quantité que de la qualité des vins, dont la composition fut fortement ébranlée et l'alcoolicité réduite.

Cette crise devait bientôt modifier complètement l'économie du commerce cettois : jusqu'ici Cette était essentiellement exportateur des vins du Languedoc ; désormais l'équilibre fut rompu ; il l'avait été, mais temporairement, lors de l'oïdium ; cette fois la rupture était définitive : Cette devient franchement importateur de vins.

§ 1. — LA DÉCROISSANCE DE L'EXPORTATION A CETTE ;
SES CAUSES

Les exportations ¹ de Cette avaient, au cours de la période précédente, manifesté une tendance nette à la hausse. La crise phylloxérique enraya cette tendance, et notre exportation de 1875 à 1885 resta sensiblement stationnaire. Voici ses chiffres :

1875.....	416.480 hl.	1880.....	238.527 hl.
1876.....	458.438 —	1881.....	405.254 —
1877.....	515.025 —	1882.....	455.609 —
1878.....	320.539 —	1883.....	376.510 —
1879.....	316.172 —	1884.....	275.262 —
	1885.....	485.904 hl.	

A partir de 1885 commence un mouvement de baisse qui se prolongera jusqu'à nos jours. En voici les chiffres jusqu'en 1895 :

1886.....	476.917 hl.	1891.....	135.033 hl.
1887.....	278.786 —	1892.....	138.818 —
1888.....	164.536 —	1893.....	119.510 —
1889.....	187.409 —	1894.....	102.492 —
1890.....	148.668 —	1895.....	98.878 —

¹ Voir ci-après le mouvement du commerce à Cette (tab. 3).

Tableau 3. — MOUVEMENT DU COMMERCE DES VINS A CETTE
Commerce spécial 1857-1914

D'après le tabl. gén. du Com. et de la Nav.

Quantités en hectolitres.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1857	185 529	158.270	1886	3.171.047	476.917
8	5.110	243.182	7	3.581.273	278.786
9	12.391	592 210	8	3.821.174	164.563
1860	32.537	397.251	9	2.924.054	187 409
1	28.724	370.178	1890	3.273 960	148.668
2	4.829	373.774	1	3.212.460	1 5.033
3	4.891	428.804	2	2.152.664	138 818
4	3.865	503 077	3	990.471	119.510
5	2.436	529.987	4	845.859	102.492
6	2.568	632 207	5	1.120.732	98.878
7	6.501	433.231	6	2.335.922	99.855
8	14.499	471.391	7	1.493.955	101.289
9	25.533	505 976	8	1.933.150	75.074
1870	4.305	498.212	9	2.234.797	100.167
1	5.060	602.311	1900	929.898	102.191
2	95 398	473.678	1	767.013	95.050
3	206.857	549 326	2	657.783	78.430
4	203.466	500.093	3	1 487.980	51.523
5	83.966	416 489	4	1.343.634	44.969
6	235.316	458.438	5	587.156	45.097
7	150 993	515.025	6	625.585	54.393
8	339.030	320.593	7	268.152	65.413
9	735.357	316.172	8	673.383	47 540
1880	1.831.515	218.527	9	604.345	70 842
1	1.810.200	405.254	1910	1.772.331	55 213
2	1.857 778	455.609	1	2.105.876	33.385
3	2.619 600	376 510	2	2.219 691	61.320
4	1.873.224	275.262	3	2.051.365	34.965
5	2.238 357	485.904	4	1 416.154	43 296

Nous nous arrêterons à cette dernière date pour examiner, avec les raisons de cette décroissance, les principaux débouchés qui devenaient de moins en moins accueillants aux produits méridionaux.

La crise phylloxérique, en affaiblissant nos récoltes en quantité et en qualité, suffirait déjà à expliquer l'état stationnaire et, par la suite, la décroissance de nos exportations. Il est même étonnant qu'elle n'ait pas affecté plus sensiblement encore le chiffre de nos exportations, que la diminution des récoltes et la mauvaise qualité des vins devaient fortement gêner. L'explication du fait doit être cherchée en partie, mais en partie seulement, dans la création et le fonctionnement des *entrepôts de coupage*, vers 1872. Ces organes, que nous étudierons plus loin ¹, permirent aux vins étrangers de venir apporter, en toute franchise, le secours de leur vinosité à notre production défaillante. D'ailleurs, les droits de douane de 3 fr. 50, puis de 2 francs (traité franco-espagnol du 6 février 1882) étaient en eux-mêmes assez accueillants aux vins exotiques. Grâce à eux, notre commerce d'exportation put ainsi se procurer à l'Étranger « les diverses qualités de vins riches de couleur, d'alcool, de liqueur nécessaires à ses opérations, qualités que ne pouvaient produire alors et que ne pourraient produire de longtemps de vieilles vignes phylloxérées, des vignes indigènes de sable ou de submersion et de jeunes plants américains greffés et souvent mildiousés » ². Remarquons que la crise phylloxérique eut encore un effet indirect sur notre commerce d'exportation. En réduisant nos sorties, elle permit à la concurrence étrangère de s'exercer, de se développer; encore faut-il être reconnaissant au commerce cottois d'avoir pu et voulu, dans des circonstances aussi pénibles, maintenir notre exportation à un chiffre honorable. Enfin une *cause générale* de décroissance résidait dans l'élévation excessive des tarifs douaniers étrangers, que nous avons eu d'ailleurs fréquemment l'occasion

¹ Voir ci-dessous § 5.

² Chambre de Com. c. r. 1892.

de déplorer. Il faut noter que le fait était en harmonie avec l'évolution douanière. Les tendances libre-échangistes, consacrées de 1860 à 1866 par des traités de commerce à peu près généraux à toute l'Europe, étaient, à leur échéance, abandonnées délibérément, pour un retour bien net au protectionnisme ¹.

Voici un tableau ² des principaux droits de douane étrangers *par hectolitre* à deux dates différentes; sa seule lecture suffit à prouver qu'ils opposaient à nos vins une barrière difficilement franchissable.

	1875	1885
En Angleterre	27 fr. 50	27 fr. 50
— Allemagne	20 »	30 »
— Belgique	23 »	23 »
— Danemark	28 »	28 »
— Suède	23 »	20 »
— Hollande	42 »	42 »
— Russie	56 15	119 »
— Etats-Unis	54 75	68 »
— Espagne	54 »	» »
— Italie	5 »	» »
— Autriche	20 »	» »
— République Argentine ..	26 50	» »

Nous ne pouvons, faute de documents, donner une statistique complète des sorties de vins, mais les chiffres suivants (*en hectolitres*) sont suffisants pour apprécier l'état stationnaire puis la décroissance de nos exportations ³:

	1878	1880	1882	1884	1885	1889
Russie	6.086	5.703	»	»	2.784	1.565
Hollande . . .	8.529	9.169	»	»	8.712	4.845
Belgique . . .	2.235	271	»	»	1.370	1.144
Allemagne . .	18.543	20.440	27.047	21.494	21.293	11.207

¹ *Moye et Nogaro, op. cit.*, p. 42 et sqs.

² Degrully, thèse, p. 331.

³ Chambre de Com. Cette: compte rendu annuel.

	1878	1880	1882	1884	1885	1889
Italie	5.254	5.769	4.306	5.434	36.628	945
Suède	1.857	1.762	»	»	1.594	1.077
Danemark . . .	1.513	2.105	»	»	1.809	751
Etats-Unis . . .	6.125	8.358	8.005	3.658	2.400	1.470
Brésil	21.789	34.043	21.728	14.843	6.103	6.914
La Plata	31.049	7.527	»	»	6.627	25.825
Uruguay	»	623	»	»	»	1.506
Angleterre . . .	223	135	879	166	649	81

§ 2. — ETUDE DES DÉBOUCHÉS

Russie. — Nos exportations en Russie, comme les exportations de vins français en général, ont baissé constamment et d'un mouvement accéléré. Cette baisse a plusieurs causes. La première est l'aggravation vraiment excessive des droits de douane, et l'obligation de payer ces droits en or, qui, liée à la baisse du rouble, constituaient pour nos vins une barrière très haute. Enfin nos vins, déjà mal placés pour les raisons précédentes, devaient compter chaque jour davantage avec la concurrence des vins indigènes. En effet la culture de la vigne se développait assez rapidement dans la Crimée, le Turkestan, le Caucase; les procédés vinicoles s'y perfectionnaient. Déjà en 1860, *M. de Molinari* avait parlé dans ses relations de voyage des « éditions imitées de Rivesaltes, de Lunel, etc, qu'il avait savourées dans les cave de Magareff »¹. Sans doute, malgré les sérieux progrès réalisés dans la vinification, les vins de Bakou ne valaient sûrement pas, en 1885, les produits cettois, mais ceux-ci ne pouvaient désormais s'offrir qu'à des prix bien supérieurs aux produits locaux; et qui ne sait qu'aux yeux de la clientèle la *question prix* prime souvent la question qualité?

Hollande, Belgique. — Nos sorties à destination de la Hollande, sensiblement stationnaires de 1876 à 1885, marquent dès lors un fléchissement notable. Une baisse analo-

¹ P. Taquet, Les Boissons dans le Monde entier, p. 194.

gue affecte également nos exportations en Belgique, mais, suivant notre Chambre de commerce, cette diminution ne serait qu'apparente, car une bonne partie des expéditions prennent de plus en plus la voie ferrée.

Allemagne. — Nos exportations dans ce pays, bien inférieures aux chiffres de la période précédente, restent stationnaires jusqu'en 1885 et baissent ensuite considérablement. Le même mouvement affecta d'ailleurs les sorties générales des vins français, ainsi que le montrent les moyennes suivantes, qui établissent de plus les progrès de l'exportation italienne :

*Moyenne des importations en Allemagne*¹

	1876-1880	1881-1885	1886-1890
De France.....	382.559 hl.	315.792 hl.	263.821 hl.
D'Italie	17.157 —	54.012 —	99.577 —
D'Espagne	37.873 —	61.382 —	51.038 —

Italie. — Le débouché italien se ferme de plus en plus à nos vins, car l'Italie est désormais un *grand pays exportateur* et la France est son meilleur client, puisqu'en 1887 elle absorbe les 2/3 de l'exportation italienne. L'équilibre est également rompu à Cette et d'une façon absolue : en 1860, Cette exportait en Italie 35.278 hl et importait 277 hectos de vins italiens ; en 1884, Cette n'envoie en Italie que 5.434 hl et en reçoit 354.353 hl. Les raisons de ce renversement seront étudiées lorsque nous traiterons des importations de vins exotiques².

Suède, Norvège, Danemark. — Les débouchés suédois, norvégien et danois marquent une décroissance sensible, par comparaison avec la période de 1865-1876, et cette décroissance continue. Il n'y a pas lieu d'incriminer ici une aggravation des tarifs douaniers, mais plutôt la cherté

¹ D'après *Miraglia*, in *Bulletin de Statistique*, 1892.

² Voir ci-dessous, § 7.

de nos produits, causée par le phylloxéra, et la concurrence étrangère qui trouvait désormais un terrain plus favorable.

Etats-Unis. — Ce marché, qui avait offert aux vins de Cette un débouché fort important avant le phylloxéra, se fermait graduellement. Nos vins de cargaison, nos sherry, nos madères, nos portos se heurtaient à des droits de douane toujours plus élevés. Ainsi, en 1883, les droits passèrent de 54 francs à 68; aussi l'exportation de Cette, qui était de 8.000 hl, en 1882, tomba brusquement à 3.658, en 1884. A cela la douane américaine ajoutait de multiples tracasseries. Citons à titre d'exemple le fait suivant arrivé à la Nouvelle-Orléans: « Les boissons, quand on les entre dans les dépôts de douane, sont jaugées à l'arrivée dans le port, et les droits sont perçus à la quantité reconnue à l'entrée, si ces articles sont retirés pour être consommés dans le pays. Il est même arrivé, il n'y a pas longtemps, que pour des eaux-de-vie entreposées en douane et dont le terme de trois ans était expiré, certains consignataires, afin d'éviter de payer des droits additionnels, ont préféré réexpédier les marchandises en Europe. La douane a exigé qu'on payât la différence de jauge établie entre l'entrée et la sortie, quoiqu'ayant eu sous son contrôle ces marchandises pendant leur séjour ici ¹. En un mot l'évaporation qui s'était produite pendant ce temps a été réclamée par les autorités des Etats-Unis » ². Il convient enfin de noter

¹ En fait ce système est logique au point de vue administratif. La Douane française opère aujourd'hui de même pour toutes marchandises entreposées en France et réexpédiées ultérieurement au pays d'origine. Le *service* garde les marchandises entreposées *pour sauvegarder les droits du Trésor*, mais tout déficit est interprété comme une soustraction effectuée malgré sa surveillance; en conséquence la marchandise non représentée est considérée comme consommée: d'où paiement des droits.

² Enquête sur la navigation, l'immigration et le commerce français à la Nouvelle-Orléans, en 1786, effectuée par M. le Vicomte Paul d'Alzac.

que ces droits excessifs, ces mesures tracassières provenaient de tendances nettement protectionnistes. Les Etats-Unis n'avaient d'autre but, en la circonstance, que de réserver leur marché à leur production indigène. Les vins du Texas et de Californie prenaient une importance croissante : la production vinicole américaine qui, en 1878, se chiffrait par 189 mille hectolitres, passait à 567 mille, en 1875, et atteignait le million en 1886. Les Etats-Unis arrivaient facilement, grâce à des tarifs douaniers prohibitifs, à mettre nos vins dans l'impossibilité de concurrencer les vins californiens. Les vins de Cette avaient en effet « à supporter un droit d'entrée égal au moins à la valeur du vin indigène ! Le goût de terroir des vins de Californie ne peut donc écarter le consommateur, car nos bons vins de France, comme du reste les vins de coupage d'Espagne, ne peuvent atteindre le marché américain à travers la barrière de douane absolument prohibitive qui en défend l'accès » ¹.

Cette décadence, due à des causes générales, n'était pas particulière au commerce cettois ; malgré la faveur dont jouissaient toujours outre-atlantique les grands crus et les champagnes français, les chiffres de l'exportation française baissent alors considérablement. De 221.799 hl en 1874, ils passent à 84.823 hl en 1880, à 65.944 hl en 1885 et tombent à 47.081 hl en 1889.

Amérique du Sud. — Nos exportations à la Plata, au Brésil, en Uruguay ont continué à décroître. La production vinicole de ces pays augmente ; parfois même ils fabriquent des vins de raisins secs et des vins de sucre. Les vins espagnols nous concurrencent sérieusement sur ces marchés. Enfin, à partir de 1888, date de la rupture du traité franco-italien, le stock italien désormais privé du débouché français tombe à des prix excessivement bas, qui lui permettront de conquérir les marchés sud-américains, avec l'appoint de frets bien inférieurs aux frets de Cette

¹ Chambre de Comm., c. r. 1894.

et Bordeaux et le précieux appui de la population italienne immigrée.

Angleterre. — Enfin du débouché anglais nous n'avons rien à dire qu'on ne sache déjà. Il ne compte *presque plus* pour le commerce cettois.

Si l'on veut maintenant avoir une vue d'ensemble du mouvement des exportations et apprécier sa décroissance, il suffit de citer les quelques chiffres suivants. Les chiffres donnés au début de ce paragraphe exprimaient les exportations totales, y compris les sorties à destination de l'Algérie; les chiffres ci-dessous traduisent la véritable exportation, celle à destination de l'Etranger. Elle était:

En 1871 de 329.419 hl	En 1880 de 125.170 hl
En 1875 de 210.231 hl	En 1885 de 164.708 hl
En 1889 de 75.242 hl	

Nous ne craignons pas de répéter que les causes de cette décroissance étaient multiples; nous les avons relevées en étudiant sommairement les divers débouchés offerts au commerce cettois. Ce sont: la crise phylloxérique avec, comme corollaire, l'élévation des prix; la concurrence étrangère, les barrières douanières; enfin, dans certains pays, la concurrence de la viticulture indigène. En vérité, il faut reconnaître que, pendant cette période, des circonstances terriblement adverses vinrent frapper le commerce cettois. Aussi convient-il de protester hautement contre certaines accusations d'inertie dirigées, à l'époque même, contre notre commerce local. Un certain *Leprince*, dans une brochure de 1880, n'hésitait pas à lancer pareille accusation et ajoutait: « La vérité est que ce commerce sait se contenter de peu: l'Algérie et la France lui suffisent. Son syndicat aurait ici cependant une féconde initiative à prendre; pourquoi n'entreprendrait-il pas à l'Etranger, en Extrême-Orient principalement, des voyageurs qui, à l'exemple de ceux de Marseille et de Bordeaux, provoqueraient des échanges, lui assurant ce double profit: profit

sur les vins exportés, profit sur les marchandises importées »¹.

Nous ne nions pas qu'il n'y ait quelque bonne idée dans cette suggestion, mais il était vraiment injuste de méconnaître les faits indéniables qui avaient, de divers côtés, affecté le commerce de Cette d'une façon aussi grave. Il faut convenir toutefois que, pour un polémiste, il était plus commode d'accuser les commerçants cettois que le phylloxéra...

§ 3. — LE RENVERSEMENT DU COURANT ENTRE CETTE ET L'ALGÉRIE

« L'Algérie et la France lui suffisent » avait écrit Leprince, en parlant du commerce cettois. Celui-ci eut été bien imprudent de se reposer uniquement sur ce débouché; nous avons déjà noté, en effet, que dès 1866 une tendance à la baisse s'était manifestée dans les sorties à destination de l'Algérie. La crise phylloxérique précipita cette baisse; l'Algérie développait rapidement sa production; celle-ci, qui se chiffrait par 338.000 hl en 1878, passait à 700.000 hl en 1882, à 1.018.000 hl en 1885 et 2.512.000 hl en 1889. L'Algérie avait donc de moins en moins recours aux vins de la métropole.

Elle importait¹:

En 1876:	de France,	347.751 hl ;	de Cette,	319.160 hl
— 1877:	—	386.747 —	—	272.369 —
— 1878:	—	285.825 —	—	204.253 —
— 1879:	—	214.287 —	—	170.344 —
— 1880:	—	181.964 —	—	216.955 —
— 1881:	—	229.354 —	—	222.317 —
— 1882:	—	233.133 —	—	134.616 —
— 1883:	—	147.623 —	—	133.290 —
— 1884:	—	188.138 —	—	186.673 —
— 1885:	—	234.381 —	—	136.788 —
— 1886:	—	187.229 —	—	

¹ Leprince, Le commerce de Cette en 1879.

² Chambre de com. Cette: compte rendu annuel.

Bien que nous ne puissions produire de chiffres pour Cette au-delà de cette date, nous savons que cette décroissance continua par la suite ¹.

Le phylloxéra avait montré sa voie à l'Algérie; elle devait être un marché exportateur. Avec les progrès signalés ci-dessus dans ses récoltes, ses exportations en France se développèrent régulièrement. Elles étaient de 3.709 hl seulement en 1876; en 1880, elles se chiffraient par 17.000 hl. Le phylloxéra s'étendait, ruinait la production de la métropole: en 1885, le chiffre de 300.000 hl était ainsi dépassé. Désormais l'équilibre était renversé au profit des exportations: l'Algérie recevait 234.381 hl de vins français elle exportait en France 321.981 hl de ses vins. En 1889 ce chiffre avait atteint 1.580.086 hl.

Cette était placée pour être le point d'entrée principal de ces vins. Les entrées d'Algérie à Cette suivirent ainsi un mouvement ascendant. Elles étaient:

En 1876 de 1.967 hl;	En 1882 de 4.886 hl;
En 1880 de 7.043 hl;	En 1883 de 27.258 hl;
En 1881 de 1.605 hl;	En 1885 de 106.231 hl.

Désormais, à Cette également, le mouvement était renversé; les entrées de vins algériens prenaient toute l'importance que perdaient nos sorties à destination de l'Algérie.

§ 4. — L'IMPORTATION;

LE RENVERSEMENT DU COURANT ÉCONOMIQUE A CETTE

Quelle que soit l'importance du renversement du courant commercial entre Cette et l'Algérie, bien plus important encore est le renversement général du mouvement

¹ Notons que les vins de Cette furent concurrencés par les *vins exotiques*, dont l'importation progressa assez sensiblement. Elle était de 56.367 hl en 1865, de 60.562 hl en 1875, de 80.449 hl en 1880. Bientôt cependant, la crise étant stabilisée, cette exportation revint à ses anciens chiffres: Toutefois, encore en 1889, la chambre de commerce de Cette se plaignait que nos colonies en général

commercial à Cette, *acquis* en 1879. En 1878, Cette exporte 234.892 hl de vins et en importe 345.457 hl: c'est encore l'équilibre. L'année suivante, l'exportation se chiffre par 320.218 hl, l'importation par 735.537 hl: l'équilibre est rompu *et pour toujours*¹. Dès lors l'exportation des vins du Languedoc passe de plus en plus au second plan; seule l'exportation des vins de liqueur maintient sa vitalité. Cette devient le port importateur des vins d'Espagne, car c'est surtout le *priorato*, l'*alicante*, le *benicarlo* qui vont emplir nos magasins et encombrer nos quais.

Cinquante ans auparavant, quand l'exportation était la seule fortune de Cette et son seul commerce, ces noms locaux et charmants de crus délicieux: Saint-Christol, Frontignan, Saint-Drézéry, Loupian, peuplaient avec tant d'autres, comme avant la Révolution, les papiers de douane, allant jusqu'en Hollande, en Meklembourg, plus loin encore: à Rostok, à Riga, porter la gloire de notre commerce... Tout ceci était maintenant bien changé: Cette était devenu un prolongement des quais de Barcelone.

Cette rupture d'équilibre au profit de l'importation est sans doute regrettable, mais elle était le résultat inéluctable des causes économiques que nous avons signalées. Nous devons encore remarquer que les transformations de la navigation et l'évolution du commerce maritime contribuèrent à diminuer notre commerce d'exportation. Avec l'extension rapide prise, dès 1860, par la navigation à vapeur, avec la croissance des tonnages disparaissaient de plus en plus les possibilités de ces *relations intimes et directes* entre Cette et les divers ports étrangers. Avec des bricks de 200 tonneaux, dont l'armateur était souvent

étaient, en vertu de leur autonomie douanière, trop ouvertes aux vins étrangers. En la circonstance, il s'agissait surtout des vins italiens. Ceux-ci, repoussés de notre marché par des droits de douane élevés, allaient concurrencer nos propres vins dans nos colonies.

¹ En considérant la valeur des vins au commerce spécial, le renversement ne se produit qu'en 1880, avec 78.498.000 fr. à l'importation et 15.599.000 fr. à l'exportation.

négociant ou associé de celui-ci, il était loisible de venir de Hollande, à saison fixe, charger des vins et diverses pacotilles. Le capitaine pouvait séjourner assez longtemps pour faire ses achats, combiner son fret, sans redouter *staries* et *surestaries*. Qui ne voit que tout ceci fut impossible désormais, avec des voiliers ou des cargos de 1.500 et 2.000 tonneaux? Bref, les causes du renversement du courant commercial à Cette étaient multiples; certaines, spéciales à la viticulture; d'autres, générales et relatives aux transformations techniques et commerciales.

Il convient maintenant d'étudier, avec quelques détails, ce mouvement d'importation. Dès 1872, l'importation des vins exotiques à Cette avait atteint¹ des chiffres élevés, en raison de la mauvaise qualité des récoltes. Le phylloxéra étendant ses ravages, le commerce cettois et tout le commerce français durent recourir amplement aux vins espagnols et italiens qui, dès lors, affluèrent chaque année en quantités croissantes. L'importation des vins étrangers fut (en hectolitres) :

En 1872 pour Cette de	108.650,	pour la France de	518.440
— 1873 — —	236.474,	— —	553.801
— 1874 — —	240.615,	— —	680.635
— 1875 — —	95.237,	— —	291.829
— 1876 — —	255.585,	— —	676.400
— 1877 — —	171.950,	— —	707.364
— 1878 — —	345.457,	— —	1.602.881
— 1879 — —	746.626,	— —	2.938.111
— 1880 — —	1.850.525,	— —	7.220.574
— 1881 — —	1.820.314,	— —	7.838.757
— 1882 — —	1.867.539,	— —	7.536.739
— 1883 — —	2.614.467,	— —	8.980.793
— 1884 — —	1.873.631,	— —	8.127.874
— 1885 — —	2.240.943,	— —	8.183.665
— 1886 — —	3.199.704,	— —	11.010.895
— 1887 — —	3.892.144,	— —	12.282.286
— 1888 — —	3.828.437,	— —	12.264.273

¹ Voir ci-dessus 2^e p., ch. IV, § 4.

Ces chiffres, dont on constate le parallélisme constant, suivent les progrès du phylloxéra et sont en rapport inverse du chiffre de nos récoltes. Vers 1876, le fléau atteint nettement la production dans la quantité et la qualité. En 1879, la récolte française tombe à 25 millions d'hectolitres; aussi l'importation saute brusquement, de 3 millions d'hl environ en 1879 à plus de 7 millions d'hl en 1880, sur lesquels 1.850.525 hl entrent par Cette. La crise s'aggrave encore pendant les années suivantes, et la production de l'Hérault est encore plus affectée que la production française. La production de notre département, qui en 1869 avait atteint le chiffre de 15.236.950 hl, avait graduellement fléchi; elle passait à 5.066.000 hl en 1880 et, en 1885, réalisait son minimum avec 2.148.130 hl. Aussi, cette année-là, l'importation des vins étrangers par Cette dépassait la production de notre département, car elle s'élevait à 2.240.943 hl. Le maximum fut réalisé en 1887 avec 3.892.144 hl; cette même année, l'importation française atteignait également son maximum avec 12 millions 282.286 hl.

§ 5. — LES ENTREPÔTS DE COUPAGE VERS 1872

Nous avons donné¹ pour l'importation les chiffres du commerce spécial et ceux du commerce général; la différence représente le *transit* et les *entrées en entrepôt* de douane. Jusqu'en 1872 cette différence est peu importante, car elle représente un trafic normal sous ces deux rapports. Mais, à cette date, elle acquiert une importance plus grande due, pour une bonne part, à la création des entrepôts spéciaux de coupage.

Dès 1870, en présence de la décroissance des récoltes françaises et de l'infériorité de nos vins, diverses décisions ministérielles, en vue de favoriser le commerce et

¹ Voir 2^e p., ch. IV, § 4.

spécialement le commerce d'exportation, avaient, à titre de tolérance administrative temporaire, autorisé en entrepôt le coupage des vins français et des vins exotiques, et leur vinage avec des alcools français. Pareille tolérance était surtout utile aux commerçants qui mettaient en œuvre des vins d'Espagne pour leurs coupages, car si les italies, les portugals, etc, entraient au droit de 30 centimes, les vins espagnols payaient par contre 5 fr. par hl. Or c'étaient ces vins qui occupaient incontestablement, à cette époque, la première place dans nos importations; il était donc utile de faciliter, en franchise de douane, les manipulations dont ces vins fournissaient la base. Une décision du 6 avril 1872 accorda exceptionnellement des *facilités de coupage* aux entrepôts de Cette. Elle établissait certaines conditions de fonctionnement :

1° L'entrepôt, constitué sous clef de la Douane et de la Ville, devra être un entrepôt spécial c'est-à-dire être affecté exclusivement à ces opérations;

2° Les mélanges ne pourront s'opérer que dans l'enceinte de cet établissement et en présence de deux employés;

3° Les vins seront escortés par le service actif des douanes à l'entrée jusqu'à l'entrepôt et à la sortie jusqu'au navire exportateur¹.

Cette réglementation était souvent gênante : les Commerçants ne se firent pas faute de le signaler à l'Administration. Il répugnait à beaucoup de se livrer en public à des manipulations dont ils désiraient *garder le secret*. Aussi un grand nombre de négociants renonça-t-il à cette faculté du coupage en entrepôt et préféra, après avoir acquitté les droits à raison de 5 francs pour les espagnes et de trente centimes pour les italies, entrer ces vins dans leurs magasins et les manipuler en toute liberté. Nous dirons que cette réglementation était sage car elle constituait un minimum destiné à éviter les fraudes et les abus; le Commerce

¹ Conseil munic. Délib. du 13 février 1873.

honnête s'y soumit d'ailleurs et profita des facilités nouvelles.

Dans la pensée du gouvernement, cette faculté de coupage en entrepôt était une mesure purement temporaire, destinée à donner des facilités à notre commerce d'exportation, que la crise avait privé de vins à fort degré. Remarquons cependant que la production de ces vins n'avait pas complètement disparu, puisqu'en 1875 la chambre de commerce de Cette établissait que « dans l'Hérault, sur une production de 12 à 14 millions d'hectolitres, il y a encore 2 millions d'hectolitres titrant plus de 12°. Dans l'Aude et surtout les Pyrénées-Orientales, la majeure partie des vins dépasse 12° » ; néanmoins le phylloxéra avait altéré la composition de ces vins et dans l'esprit du gouvernement il était nécessaire, tant que durerait la crise, de permettre au commerce de recourir au corps et à la couleur des vins espagnols. Ce qui dénote à coup sûr le *caractère précaire* de la faculté de coupage, c'est que chaque année le commerce en demandait le maintien. Il semble même que la faculté fut retirée car la Chambre de commerce mentionne qu'après une visite du ministre du Commerce à Cette et à Mèze, cette même faculté fut « rétablie »¹. En 1876, la Chambre demandait encore au Ministre le maintien de la faculté de coupage.

En fait, la tolérance administrative alla même plus loin, puisque l'entrepôt spécial *ne satisfait jamais* aux conditions de la décision organique. L'entrepôt réel, lui-même, n'était pas constitué conformément à la loi ; comme lui, l'entrepôt spécial ne se présenta pas sous forme d'un local unique, présentant toutes garanties. Bien plus, on admit que les opérations de coupage se fissent à l'entrepôt réel et même sur le quai attenant à l'entrepôt. Cette tolérance, *qui étonne presque* de la part d'une administration aussi rigoriste que celle des Douanes, était pleinement justifiée par l'encombrement des entrepôts et des annexes. Les lo-

¹ Chambre de com. : compte-rendu, 1874.

caux n° 8, quai d'Alger ; n° 44, quai de la Ville avaient été loués dès 1873 par la Ville et agréés par la Douane, mais ils étaient insuffisants, et il était fort difficile d'en trouver d'autres, alors que la flotille de balancelles espagnoles déversait constamment sur nos quais les vins de la Péninsule. Le développement des constructions ne pouvait suivre aussi rapidement celui du commerce lui-même, qui en vérité n'avait peut-être pas prévu exactement l'intensité d'un pareil mouvement. *La Ville*, qui mettait toute sa bonne volonté en jeu, ne croyait pas également à la durée de ce trafic. « Viennent de meilleures récoltes, disait-on au Conseil municipal, et on n'aura plus recours aux vins d'Espagne »¹. Dans l'intention de favoriser le commerce cettois, la Ville allait fort loin quelquefois. Elle n'avait pas hésité à permettre à *M. Caffarel* d'installer des foudres à l'entrepôt réel, pour faire ses coupages. Un négociant de Narbonne, *M. Albrand*, demanda une concession identique que le Conseil municipal s'empressa de lui accorder. Le Conseil était prêt d'ailleurs à étendre libéralement ce régime de concessions, car il pensait ainsi « permettre à de grandes maisons de commerce de renoncer à faire en Espagne ce qui peut être fait en entrepôt, à Cette. Il pensait aussi que, par suite des facilités que l'on accorderait aux grandes maisons d'exportation pour leur commerce, la plus grande partie de leurs travaux de tonnelerie et soutirages se ferait à Cette »². Tout ceci était bien pensé, mais le Ministre consulté par voie hiérarchique s'opposa à l'installation de foudres de coupage à l'entrepôt réel. Il fit remarquer que pareil privilège était contraire à l'esprit même des décisions ministérielles qui, depuis 1870, avaient permis les coupages à titre de tolérance, puisqu'elles y avaient mis la *conditions expresse* que ces opérations seraient effectuées dans des locaux spéciaux. De plus, du fait qu'il s'agissait de foudres d'une

¹ Cons. mun., délib. du 13 février 1873.

² Cons. mun., délib. du 31 mars 1879.

contenance moyenne de 150 hl, il était fort difficile à la Douane d'exercer un contrôle efficace, alors qu'un même local était ouvert à des opérations diverses. Enfin le Ministre faisait remarquer que le coupage en entrepôt n'était que tolérance due à un état de choses « purement temporaire, destiné à prendre fin avec la cessation de la crise viticole. L'Administration ne pouvait donc laisser engager l'avenir par les arrangements des communes avec les particuliers »¹. En conséquence, M. Caffarel dut retirer ses foudres de l'entrepôt réel et la concession ne fut pas accordée à M. Albrand. En 1888, la Chambre de commerce devait d'ailleurs demander la suppression de la faculté de coupage en entrepôt, en arguant de la reconstitution de notre vignoble et faisant prévoir le retour aux récoltes abondantes d'autrefois².

§ 6. — QUESTIONS DOUANIÈRES

LE TARIF DE 1881; LE DROIT DE 2 FRANCS

En fait les entrepôts de coupage ne jouèrent qu'un rôle très restreint. Le commerce préférerait recourir directement aux vins étrangers, qui ne payaient d'ailleurs que des droits peu élevés: 5 francs pour les espagnols, trente centimes pour les vins d'autres provenances. A dater de 1877, les vins espagnols ne payèrent que 3 fr. 50 (convention franco-espagnole du 8 décembre 1877). Ce droit devint applicable en 1880 à tous les vins exotiques. Remarquons que, lors de la signature de la convention franco-espagnole qui consolidait l'entrée des vins exotiques au titre de 15°9, le Gouvernement ne consulta pas les chambres de commerce; celle de Cette notamment exprima « le regret de ne pas avoir été consultée sur le degré alcoolique des vins espagnols ». Le titre de 15°9 constituait à ses yeux une

¹ Cons. mun., délib. du 31 mars 1879.

² Chamb. de com., lettre du 15 novembre 1888.

erreur et une injustice. Une erreur, car « le titre moyen alcoolique des vins du nord de l'Espagne et de l'Italie... est de 12° »; une injustice, car « c'est par des additions alcooliques qu'en Italie, dans le nord de l'Espagne et le midi de la France on élève ce titre à 15° et 16° ». Or, en Espagne et en Italie, le vinage est libre et affranchi de toute taxe. En France, il faudrait acquitter d'abord les droits de 156 francs et puis les droits de détail et d'entrée, qui feraient ressortir le litre d'alcool de vinage à plus de 2 francs. Un vinage de quatre degrés reviendrait donc à plus de 8 francs, alors que les vins exotiques du même degré, ne payant à la Douane que 3 fr. 50, jouissent en quelque sorte d'une prime de 4 fr. 50 environ. Les vues de la Chambre étaient, on le voit, pleinement justifiées: elle avait parfaitement conscience de la nécessité de recourir aux vins exotiques, devant notre production défailante, mais elle rappelait que les divers traités de commerce conclus avec nos *fournisseurs vinicoles* n'avaient été acceptés que parce que le Gouvernement avait présenté parallèlement un projet de loi autorisant le vinage à prix réduit des vins français. Or ce projet avait été repoussé. « Depuis ce rejet, écrivait la Chambre, la France reçoit d'Espagne et d'Italie des quantités de vins alcoolisés à 16° (15°9) qui servent à viner ceux de nos vins qui ne se soutiendraient pas sans ce mélange fortifiant ». Et, donnant ainsi à la question toute son ampleur, elle ajoutait: « Il en résulte que l'Espagne et l'Italie profitent de nos fautes, et que les marchands de vins en France sont tributaires des trois-six allemands et américains (elle eût pu ajouter et suédois) employés en Espagne et en Italie au vinage des vins exportés de ces pays pour la France, alors que nos grandes fabriques de sucre et d'alcool de betterave sont privées d'un débouché au profit des trois-six étrangers ». Dans une lettre au Ministre, du 12 juin 1879, l'honorable compagnie ajoutait à ces observations des considérations spéciales au commerce des vins de liqueur. Elle démontrait que l'interdiction du vinage et l'entrée des vins vinés étrangers menaçaient ce commerce si important; elle prévoyait même

que l'industrie des vins de liqueur émigrerait en Espagne. Une note portée à ses comptes rendus ajoutait même : « Cette prévision s'est malheureusement réalisée et la plupart de nos maisons ont été obligées à créer des établissements de l'autre côté des Pyrénées ».

Ce qui précède démontre amplement que, malgré ses tendances libre-échangistes, la Chambre de commerce, porte-parole du commerce cettois, avait la *saine compréhension* des véritables intérêts méridionaux, plus même des intérêts français. Elle aurait mérité que sa voix fut écoutée de notre gouvernement.

Lors de l'élaboration du tarif général des douanes de 1878, la commission des douanes de la Chambre des députés consulta les Chambres de commerce. Celle de Cette, examinant les droits de douane proposés au tarif général sur les vins, soit 4 fr. 50, fit remarquer que ce tarif n'était pas assez élevé. Elle proposait de le porter à 6 francs (ce qui annulait la prime dont jouissaient les vins exotiques) « afin, disait-elle, de laisser aux négociateurs des futurs traités de commerce une marge suffisante pour leur permettre de pouvoir accorder quelques concessions en échange de celles qu'ils pourraient avoir à demander ». Ensuite la Chambre de commerce demandait qu'on ramenât à 12° (titrage moyen des vins français) le titre alcoolique auquel les vins exotiques seraient admis en Douane, et que l'alcool au-dessus de ce titre fût soumis aux mêmes taxes que celles qui pesaient sur les vins français de 12° qu'on voulait viner à 15°9. Le député Guichard présenta cette proposition sous forme d'amendement, lors de la discussion du tarif douanier devant la Chambre des députés.

Ni l'une ni l'autre des revendications précédentes n'obtint de succès; le tarif de 1881 établit un droit de 4 fr. 50 par hl jusqu'à 15°9; c'était la consolidation de l'*injustice* et de l'*erreur*. En fait, ce tarif général si mal venu n'eut pas d'application; en raison des traités de commerce qui nous liaient à la plupart des Etats, ceux-ci continuèrent à payer le droit de 3 fr. 50. En 1882, le droit fut même abaissé

à 2 francs, suivant le traité franco-espagnol du 6 février 1882. Le Midi protesta de nouveau contre cet abaissement de droits et le maintien du titre alcoolique à 15°9. Cette fois encore sa voix ne fut pas écoutée. Cette réduction était la condition *sine qua non* mise par l'Espagne à la signature du traité, qui établissait d'ailleurs des réductions de droits fort intéressantes pour nos produits manufacturés. Pour cette dernière raison, le traité ne satisfaisait également pas la Catalogne espagnole, où l'industrie avait déjà un développement important. Ce traité régit nos relations avec l'Espagne jusqu'en 1892 et, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, le droit conventionnel de 2 fr. devint applicable aux autres Etats, pendant la même période, sauf pour l'Italie, ainsi que nous le verrons plus bas.

Ces quelques notions douanières nous expliquent aisément qu'en présence des droits minimes de 30 centimes, 5 francs, puis 3 fr 50, enfin 2 francs par hl, l'entrée des vins exotiques ait pu s'effectuer librement.

§ 7. — LES VINS ITALIENS ET LE TRAITÉ DE 1881

Dans le mouvement des importations, les vins espagnols continuaient de tenir la première place. Cependant les entrées de vins italiens, fort peu importantes avant 1874, marquent une tendance bien nette à la hausse. Alors qu'elles se chiffraient par 5.885 hl seulement en 1874, 20.320 hl en 1875, elles passaient à 140.613 en 1876. Cette importa (en *hectolitres*) ¹:

En 1876:	d'Espagne	108.708,	d'Italie	140.613,	d'Algérie	1.967
— 1877:	—	112.947,	—	»	—	»
— 1878:	—	304.928,	—	31.372,	—	»
— 1879:	—	625.192,	—	110.838,	—	»
— 1880:	—	1.560.267,	—	354.204,	—	7.043
— 1881:	—	1.460.202,	—	426.315,	—	1.605

¹ Chambre de comm. Cette: compte rendu annuel.

— 1882:	— 1.650.460,	— 229.662,	— 4.886
— 1883:	— 2.184.164,	— 343.150,	— 27.258
— 1884:	— 1.432.446,	— 354.353,	— »
— 1885:	— 1.743.376,	— 233.192,	— 106.231
— 1886:	— 2.595.803,	— 361.299,	— »
— 1887:	— 2.791.055,	— 507.267,	— »
— 1888:	— 3.174.590,	— 273.860,	— »
— 1889:	— 2.456.084,	— 22.308,	— »

On remarque que, comparativement à 1874, les importations de vins italiens marquèrent une progression importante jusqu'en 1881. Les importations totales de vins italiens en France suivaient le même mouvement ; elles étaient de 50.213 hl en 1874, de 267.656 hl en 1876, de 522.754 hl en 1879 ; elles atteignaient 1.532.257 hl en 1881. Cette année-là, Cette importa le 30 % environ des vins italiens entrant en France.

Cette affluence des vins italiens s'explique facilement d'abord par les droits de 30 centimes et de 3 fr. 50 à dater de 1877. De plus notre viticulture était en pleine crise phylloxérique ; elle avait donc intérêt à attirer sur le marché français les vins d'Italie en même temps que ceux d'Espagne, pour bénéficier « de la concurrence qu'ils étaient appelés à se faire pour lui fournir ses coupages »¹. En effet, les vins italiens qui entraient à Cette étaient surtout, comme les vins espagnols, des vins de coupage. Ils provenaient des provinces méridionales de l'Italie, de la Sicile, de la Sardaigne, toutes contrées qui produisaient des vins titrant en moyenne 14° et que le *libre vinage* pouvait encore élever notablement. Notons que la majeure partie de ces vins entrant à Cette ne faisaient qu'y transiter ; les vins restant sur notre place étaient surtout des vins de liqueur et des vins blancs à fort degré, utilisés par *nos vermoutheries*².

Le traité franco-italien du 3 novembre 1881 accordant à l'Italie le bénéfice de la nation la plus favorisée, le tarif

¹ Piétri. *La question des vins en Italie*.

² Chambre de com., c. r. 1880.

de 2 francs par hecto stipulé dans le traité franco-espagnol du 6 février 1882 lui devint applicable Aussi les entrées de vins italiens en France progressèrent sensiblement : elles étaient de 1.532.257 hl en 1881, de 2.148.623 hl en 1884, de 2.702.881 hl en 1887. Par contre, pareille progression ne se manifesta pas dans les entrées de vins italiens par Cette. A la consultation du tableau précédent, on constate que cette importation resta stationnaire de 1881 à 1888. Aussi la chambre de commerce de Cette, consultée par le ministre du Commerce sur le renouvellement du traité franco-italien, répondit que ce renouvellement n'était pas désirable, puisque l'influence du traité avait été nulle quant au port de Cette¹. Elle précisait d'ailleurs son opinion en ajoutant : « la Chambre de commerce de Cette a pu se convaincre du sérieux dommage qui peut être causé désormais à la viticulture française, si l'on permet toujours aux vins exotiques quels qu'ils soient, portés par le vinage à 15°9 d'alcool, de pénétrer en France moyennant un droit minime de 2 fr par hl, alors que ce droit est le plus souvent neutralisé par l'abus excessif que les compagnies de chemins de fer font de l'application des tarifs communs dits de pénétration, au moyen desquels les vins étrangers voyagent sur rails français à de bien meilleures conditions que les vins français »². Le conseil général de l'Hérault³ exprimait clairement une opinion identique : « Sous peine de jouer un rôle de dupes, disait-il, il convient de ne pas maintenir les dispositions de traités de commerce onéreux et d'adopter pour base de nos résolutions non pas des principes absolus, dont la vérité est bien incertaine, mais seulement l'intérêt bien entendu de l'agriculture, de l'industrie et du commerce français ».

Il faut reconnaître qu'en 1888, bien que la crise phylloxérique ne fut pas encore passée, la production du vignoble méridional, celle de l'Hérault en particulier, revenait

¹ La chambre de commerce de *Montpellier* émit la même opinion.

² Chambre de com., lettre du 18 mars 1887.

³ Cons. gén. Session extraordinaire de 1888.

graduellement à son chiffre normal. Sans doute nous avions encore besoin de l'appoint des vins étrangers, mais la Chambre de Commerce agissait sagement, en conseillant d'*endiguer* un peu ce flot dangereux. Elle proposait en conséquence de frapper les vins italiens d'un droit de 4 à 6 francs par hectolitre. Le Conseil général, à tendances naturellement protectionnistes, demandait un droit de 8 francs. Le gouvernement français *alla plus loin* que ne l'espérait la Chambre, et en raison de la lutte douanière qui s'engagea entre les deux nations, entrant parallèlement dans la voie du protectionnisme ¹, nous imposâmes les vins italiens à 20 francs par hl. C'était là un droit absolument prohibitif; il arrêta l'importation italienne qui, dès 1889, tombait à 110.936 hl pour la France entière et à 22.308 hl pour Cette.

Ce fut un véritable krach pour la viticulture de l'Italie méridionale: les prix tombèrent de 35 à 9 francs. Aussi le gouvernement italien essaya-t-il de maintenir l'exportation par des moyens artificiels. Il institua un système de primes indirectes dont on trouve l'analogue dans notre ancienne législation sur les sucres. Voici l'économie de ce système: le gouvernement fixait à 11° le titrage moyen alcoolique des vins indigènes et accordait un remboursement de 1 fr. 60 par degré excédent, considéré comme alcool de vinage. Or le titre réel naturel étant supérieur, soit 13° et même 14°, ce prétendu remboursement constituait donc une prime de 4 francs environ par hectolitre ².

Mais cette prime était impuissante à permettre aux vins italiens d'aborder de front la nouvelle barrière établie par la douane française. Aussi les exportateurs italiens eurent-ils recours à une *contrebande habile*. Ils envoyèrent leurs vins en Espagne et, de là, ceux-ci entraient en France comme vins espagnols au tarif de 2 francs. Les droits espagnols ajoutés aux droits français étaient bien inférieurs aux droits de 20 francs. Une certaine quantité de vin ita-

¹ Voir *Moye et Nogaro*, op. cit., p. 47.

² Piétri, *loc. cit.*

lien entra à Cette dans ces conditions, en provenance de Valence, mais cet habile détour fut découvert et rendu désormais impossible. La douane française exigea la production d'un certificat d'origine délivré par les consuls français. L'Italie dut se résigner à la perte définitive du marché français et chercher ailleurs de nouveaux débouchés à ses vins de coupage. Les entrées de vins italiens à Cette restèrent donc, par la suite, insignifiantes sinon nulles. Il est au moins curieux de noter que les quelques vins italiens qui entrèrent dès lors à Cette étaient souvent destinés à des coupages en entrepôt et allaient ensuite faire concurrence à nos propres vins dans nos colonies qui, étant autonomes au point de vue douanier, n'appliquaient pas aux vins d'Italie le tarif de 20 francs. La chambre de commerce de Cette se plaignit de cette concurrence anormale¹. Le ministre du Commerce fit remarquer que la faculté de coupage en entrepôt avait été accordée en 1872 à la demande même de la Chambre de commerce elle-même; mais celle-ci répondit que la situation n'était plus la même: « Notre vignoble, *disait-elle*, est reconstitué, et la France va bientôt produire plus de vin qu'il n'en faut à sa propre consommation »².

§ 8. — LES VINS PORTUGAIS, GRECS, ALGÉRIENS

Nous avons cité jusqu'ici les vins espagnols et italiens comme ayant fourni le contingent essentiel de l'importation par Cette. Il entra également, par notre port, des vins portugais et des vins grecs, surtout des vins blancs, mais en quantité assez réduite et que nous ne pouvons chiffrer, faute de documents.

Notons, en ce qui concerne spécialement les vins de Grèce, qu'à l'époque même où elle se déclarait hostile au

¹ Chambre de com. Lettre du 11 octobre 1888.

² *Ibid* Lettre du 15 novembre 1888.

renouvellement du traité franco-italien, la Chambre de commerce se révélait, par contre, favorable à la conclusion de la convention franco-hellénique qui vint remplacer le droit de 4 fr. 50 par celui de 2 francs, en 1888. Le commerce cottois utilisait en effet les muscats et vins blancs de Grèce dans son industrie des vins de liqueur.

Les vins algériens méritent une citation spéciale car les entrées par le port de Cette allaient croissant, ainsi qu'on l'a déjà vu. Cette importation se chiffrait par 1.967 hl en 1876; suivant le cours de la crise phylloxérique, elle atteignait 106.231 hl en 1885 et dépassait 300.000 hl en 1888.

Des données ci-dessus, il ressort clairement qu'à dater de l'apparition de la crise phylloxérique, un mouvement intense s'affirme à Cette par l'importation des vins exotiques, spécialement des vins espagnols. Ce mouvement se continua avec une intensité soutenue jusqu'au nouveau tarif douanier de 1892. En 1891, notre port importait 3.220.686 hl de vins dont 2.827.424 hl de vins espagnols.

§ 9. — LE MOUVEMENT MARITIME. LES TARIFS DE PÉNÉTRATION

Pendant cette période, notre port connut un mouvement maritime intense, et ceci d'autant plus qu'il était devenu, grâce notamment aux tarifs de pénétration (dits encore d'importation), un des principaux points de transit des vins espagnols à destination de l'intérieur de la France et spécialement de Paris.

La voie la plus naturelle et la plus économique pour les vins destinés à la capitale était la voie maritime (Gibraltar-Rouen). De ce port, les vins pouvaient gagner Paris par la voie ferrée ou par la Seine. Mais Cette, par sa proximité de l'Espagne et les relations traditionnelles que son commerce entretenait depuis longtemps avec Barcelone, Valence et Alicante, devait attirer à lui une partie de ce transit. Nos compagnies de chemins de fer, et le P L M

spécialement par son tarif P. V. 206, facilitèrent ce détournement. Ce tarif cotait le transport *Barcelone-Paris* via *Cette* ou *Marseille* à 52 francs (42 fr. en pratique) la tonne, dont 23 fr. 50 étaient attribués au fret maritime et 28 fr. 50 au transport ferroviaire. Certains protestèrent contre ces tarifs qu'ils accusaient de favoriser sur le marché parisien les vins espagnols au détriment des vins français, puisque le coût du transport *Cette-Paris* était de 28 fr. 50 pour les premiers et de 39 fr. 70 pour les seconds. C'était mal comprendre la question. A cette époque, nous avions incontestablement besoin de l'appoint des vins étrangers : la voie naturelle pour toucher le marché parisien était celle de Gibraltar-Rouen : le fret moyen port espagnol-Paris était de 25 francs par tonne, perçu par le pavillon espagnol en grande partie. Le tarif P. V. 206 avait donc le mérite « d'enlever au trafic maritime opéré par pavillon étranger un tonnage important au profit de compagnies françaises de transport »¹. Il était donc un bienfait pour *Cette* et pour la France. Plus tard, lorsque l'appoint étranger ne fut plus nécessaire, peut-être le tarif de pénétration devint-il une erreur, mais à cette époque il était, semble-t-il, la vérité économique. En matière économique, il n'y a pas de *norme éternelle* et de doctrine absolue, il y a des circonstances variables auxquelles les institutions doivent être adaptées².

Le mouvement maritime de *Cette* atteignit une telle intensité que, de 1876 à 1890, les délibérations du Conseil municipal, les comptes rendus de la Chambre de commerce signalent à chaque instant l'abondance des arrivages, l'encombrement des quais, l'insuffisance de l'entrepôt et des diverses annexes. Aussi, dès 1877, la Ville établissait-elle, d'accord avec la Chambre de commerce, un nouveau tarif

¹ Ch. com. *Cette*, lettre du ministre des Travaux publics, 25 mars 1891.

² La question du Tarif P. V. 206 eut un écho au Conseil municipal. Voir rapports *Jean Goudard* et *Julius Peyre*, délib. du 10 octobre 1893.

de l'entrepôt et prescrivait-elle le gerbage des futailles sur trois rangs¹. En janvier 1878, l'inspecteur principal des douanes signalait qu'il y avait sur les quais plus de 1.000 futailles qu'on n'avait pu loger ni à l'entrepôt réel ni dans les annexes. Nous avons déjà noté, en traitant des entrepôts de coupage, que la Ville était continuellement en quête de nouveaux locaux. En 1882, par contre, le mouvement de l'entrepôt se ralentit sensiblement en raison des nouveaux droits de douane de 2 francs².

Puisque nous examinons la question vinicole à Cette sous l'aspect du mouvement maritime, nous croyons utile de donner les chiffres de l'importation des vins cotés *en tonnes* :

En 1876.....	29.392	En 1884.....	215.467
— 1877.....	19.682	— 1885.....	257.708
— 1878.....	39.727	— 1886.....	367.965
— 1879.....	85.862	— 1887.....	413.000
— 1880.....	212.810	— 1888.....	440.000
— 1881.....	209.336	— 1889.....	338.402
— 1882.....	214.772	— 1890.....	376.000
— 1883.....	300.000	— 1891.....	370.378

Si l'on retient le chiffre maximum de 1888, soit 440.000 tonnes, il est facile de concrétiser l'importance de ce tonnage, en songeant qu'il représente près de 700.000 fûts-transports.

§ 10 — LES VINS VINÉS ET LE VINAGE

L'importation, au cours de ces années, de vins exotiques à fort degré souleva diverses questions, non seulement à Cette même, mais dans la France entière, questions dont il

¹ Tarif de l'entrepôt pour les vins, à l'hectol. : 1^{er} trimestre, 0,45; 2^e trimestre, 0,35; 2^e semestre, 0,70; excédant un an, par semestre, 0,75.

² En conséquence, la Ville porta le magasinage à 0,15 par hecto et par mois.

est utile de dire quelques mots, si l'on veut donner en quelque sorte le cadre économique du commerce cettois à cette époque.

Le maintien dans nos traités du titre de 15°9 pour les vins exotiques, le renouvellement même de ces traités en 1882, l'interdiction persistante du vinage en franchise ou tout au moins avec un droit réduit donnèrent matière à de violentes protestations.

Sur la question du renouvellement des traités de commerce, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire le passage suivant d'une brochure anonyme de l'époque¹. Ceci est écrit sur un ton de polémique sans doute, mais qu'il sied de noter à l'époque où les quais de Cette, prolongement de ceux de Barcelone, regorgeaient de vins espagnols. « Dans le cas spécial des traités actuels, les ministres ont montré une impardonnable légèreté, d'abord en engageant la France pour 10 ans, alors que les moyens de vaincre le phylloxéra étaient trouvés et permettaient de reconstituer le vignoble en cinq ans, si les viticulteurs eussent été encouragés, et ensuite en signant les traités autorisant l'entrée des vins à 15°9, avant d'avoir obtenu des Chambres le droit de vinage, contrepoids indispensable. La Chambre a méconnu le rôle si important de l'alcool dans le commerce des vins et fait preuve d'inconséquence en rejetant le droit de vinage à l'intérieur, après avoir voté des traités qui l'accordaient à l'étranger. Notre cause, il est vrai, a été bien singulièrement défendue. On a pu entendre dans la même séance *M. Salis*, député de l'Hérault, maudire les traités de commerce après les avoir votés et demander la liberté du vinage pour toute la France; un autre député de l'Hérault, *M. Vergnes*, repousser le vinage et proposer la taxation au degré et *M. Raspail* leur répondre, à l'un et à l'autre, par la lecture d'une lettre d'un vice-président du Conseil général, toujours de l'Hérault, réclamant instamment le maintien du statu quo. Une quatrième proposition était soutenue par un député

¹ Les vins français et le vinage, par un Viticulteur ancien négociant en vins, Paris, 1888.

des Pyrénées-Orientales, *M. Brousse*: c'est que le gouvernement était suffisamment armé contre l'introduction des vins vinés, les traités n'ayant stipulé que l'entrée des vins naturels et qu'il suffisait d'établir aux frontières des laboratoires de chimie chargés d'analyser les vins et de repousser tous ceux qui ne provenaient pas de la fermentation du *jus de raisin frais* sans aucun mélange. On comprend que la Chambre ait fermé l'oreille à des demandes aussi discordantes et qu'après avoir invité les intéressés à s'entendre ensemble, elle ait adopté la solution la plus facile mais en même temps *la plus désastreuse* c'est-à-dire le maintien du statu quo ».

On a vu ci-dessus le résultat de ce statu quo : l'envahissement de notre marché par les vins exotiques si justement critiqués par tous les organismes vraiment compétents : chambres de commerce de Cette et de Montpellier, sociétés d'agriculture du Gard, de l'Hérault etc.

Ces mêmes compagnies, d'accord en cela avec toute la viticulture méridionale, avaient toujours protesté également contre le maintien du titre 15°9. Nous avons vu la chambre de commerce de Cette dénoncer, à plusieurs reprises, l'entrée par notre port de vins fortement vinés à l'aide surtout d'alcools allemands. En effet, les alcools de pomme de terre jouissaient en Allemagne d'une prime d'exportation de 40 francs par hectolitre. La douane française les arrêtaient par un droit de 70 francs par hecto, mais, en Espagne, ils ne payaient que 25 francs. Rapidement, l'importation des alcools étrangers (allemands, américains, suédois) prit une importance croissante dans les statistiques espagnoles. De 82.622 hl en 1875, elle montait à 557.312 en 1880, passait à 948.139 hl en 1885 et atteignait son maximum avec 1.008.569 hl en 1886. En 1887, elle redescendait à 841.812 hl ; nous verrons bientôt la raison de cette décroissance. Il est indéniable que la presque totalité de ces alcools était employée, non à la fabrication de l'anisette, mais à viner les vins espagnols exportés en France. L'opération était encore plus commode en Italie, où le vinage pouvait se faire en franchise de douane dans les

entrepôts. L'auteur anonyme déjà cité, n'hésitait pas à proclamer qu'en tenant compte de toutes les provenances exotiques « plus de la moitié de la force alcoolique totale des vins importés provenait de l'alcool de vinage »¹. C'était dire que dans un vin espagnol ou italien importé il y avait 7° d'alcool naturel et 8° d'alcool de vinage. Sans souscrire à l'exactitude absolue de cette proportion, il était certain qu'il y avait une scandaleuse injustice à encourager en quelque sorte le vinage à l'Etranger, en persistant à le proscrire du domaine de la viticulture et du commerce national. Mais, dira-t-on, comment la douane française pouvait-elle permettre l'importation de vins vinés, alors que le bénéfice des droits n'avait été stipulé par traités qu'au profit des vins naturels? A Cette notamment existait un laboratoire d'analyse qui eût dû opposer une barrière sérieuse aux dilutions alcooliques qui se présentaient à notre porte. Ceci est vrai. Mais le service des douanes obéissait aux tendances gouvernementales et savait rappeler au besoin que la science était impuissante à déceler, par l'analyse, les vinages qui n'étaient pas exagérés: il est même certain que *le service* aurait pu invoquer, sincèrement d'ailleurs, le débordement, lorsque les quais de Cette recevaient une moyenne de 500.000 transports par an². Dès 1881, la Chambre de commerce parlant des vins exotiques écrivait: « Quelques-uns de ces vins sont sophistiqués, un plus grand nombre est suspecté de l'être par des matières colorantes »³. Elle demandait donc l'institution à Cette d'un laboratoire officiel pouvant décider en dernier ressort. C'est celui dont nous avons signalé ci-dessus l'impuissance. Cependant, devant les réclamations toujours plus fortes de la viticulture l'administration des douanes

¹ *Op. cit.*, p. 75.

² Telle n'est pas cependant l'opinion *du service*; celui-ci déclare que « la Douane avec l'aide du laboratoire local ne cessa de recourir à l'expertise légale; plus de 400 affaires furent annuellement engagées mais les *experts légaux*, pris parmi les négociants importateurs, rendaient vains les efforts du service ».

³ Chambre de com. Lettre au Ministre du 20 juillet 1881.

décida de prendre des mesures en vue d'arrêter les vins *suralcoolisés* ou sophistiqués. La circulaire n° 1908, du 5 mars 1888, prenant acte du fait que l'analyse chimique et la dégustation permettent de déceler le vinage opéré dans une assez forte proportion, décide de soumettre les vins vinés au régime de l'alcool. Cette nouvelle réglementation souleva un *tolle général* du commerce cettois. La Chambre de commerce, dans une lettre de protestation au ministre des Finances ¹ déclarait : « L'analyse et la dégustation seront toujours impuissantes, ainsi que le reconnaît M. le Directeur général lui-même, à déterminer si les vins de vendanges ont été ou non vinés dans une faible proportion ». A cette époque, pareille remarque était parfaitement fondée. De plus notre commerce n'avait pas foi dans les *capacités dégustatives* des agents des douanes ², et la perspective de recourir au jury de dégustation de Paris n'était pas encourageante, car elle faisait prévoir un surcroît de litiges et de lenteurs pour notre commerce déjà débordé. Les sévérités de la Douane allèrent plus loin encore, atteignant spécialement le commerce des vins d'imitation. En vertu de tolérances persistantes, les *mistelles* étrangères étaient soumises au même régime que les vins ordinaires. Or, depuis que le phylloxéra avait considérablement réduit la production des vins liquoreux, notre commerce des vins d'imitation importait des quantités notables de mistelles espagnoles, qui lui servaient de *base* pour ses diverses préparations. Une décision ministérielle du 3 septembre 1888 vint menacer ce commerce, en soumettant les mistelles « aux droits de douane et de consommation de l'alcool pour leur force alcoolique totale ». Ceci revenait à imposer les mistelles titrant 15° d'alcool à 33 fr. 90 (droit de douane sur l'alcool 70 fr. les 100°, droit intérieur 156 fr. les 100°). La Douane prétendit même soumet-

¹ Chambre de com. Lettre du 11 mars 1888.

² C'est la *Chambre de commerce* qui le déclare, mais il faut remarquer qu'à dater de l'institution du laboratoire de Cetto, en 1888, les vérificateurs n'eurent plus à statuer sur dégustation.

tre au régime de l'alcool des vins cuits, titrant 20° de liqueur et 8° d'alcool, qui étaient également indispensables à notre commerce d'imitation. A l'instigation des maisons *Sabatier-Déjean; Gros fils et Vic*, la Chambre de commerce protesta auprès du Ministre. Elle obtint satisfaction, du moins en partie, par la circulaire des Douanes n° 1956, qui revint à l'ancien régime du droit de 2 fr. par hl, pour les *vins mutés*, sous la condition d'une prise en charge spéciale par les vermouthiers et les fabricants de vins de liqueur.

§ 11. — QUELQUES EXEMPLES DE FRAUDE

Nous allons, pour donner un aperçu complet de cette période, relever quelques types de fraudes nés du régime douanier.

Voici d'abord le *vinage fictif* pour l'exportation. On sait que les vins destinés à l'exportation jouissaient depuis longtemps du droit de vinage en franchise. Dès 1861, le ministre des Finances avait, pour prévenir les fraudes, prescrit que le vinage serait fait au moment de l'exportation, en présence de la *Régie*. En fait ces prescriptions ne furent pas appliquées, et le vinage s'opéra sans aucun contrôle. Aussi certains négociants faisaient des déclarations de vinages pour des vins à exporter, qui en réalité n'étaient pas alcoolisés, et vinaient par contre des vins destinés à l'Intérieur. La Régie vint mettre fin à cette pratique en décrétant l'obligation de magasins spéciaux pour l'exportation, *absolument séparés* des autres; mesure particulièrement gênante pour le commerce cottois, qui pouvait difficilement se procurer des locaux satisfaisant à ces prescriptions.

Une autre fraude fut réalisée par la *réimportation* des vins vinés pour l'exportation. « Des chargements de vins vinés étaient expédiés en Algérie, en Espagne, d'où on les faisait revenir, après les avoir dénationalisés, et si

l'opération s'était faite en Espagne, en payant les droits de douane pour les faire rentrer en France. Ces vins accomplissaient un voyage circulaire avec billet d'aller et retour ». Notons que cette fraude fut pratiquée à Cette à une époque où la Régie et la Douane étaient particulièrement tolérantes. On sait l'absurdité de la loi interdisant le vinage en franchise; les fraudeurs cettois pouvaient donc se croire *autorisés à corriger* ainsi cette mauvaise loi. D'ailleurs pareilles opérations ne revêtirent jamais une très grande envergure; elles devinrent même fort rares, lorsque les importations espagnoles et algériennes prirent plus d'importance. C'est alors, cependant, en 1888, que la Régie, suivant le réveil rigoriste de la Douane, prit une mesure formelle destinée à supprimer cette fraude ¹. Elle exigea désormais, pour décharger les acquits-à-caution d'exportation, la production de certificats des douanes étrangères établissant l'acquiescement des droits étrangers. Pour qui connaît la pratique des opérations en douane, il est évident que cette nouvelle formalité était une gêne nouvelle pour le commerce honnête ².

Telles sont quelques-unes des pratiques frauduleuses en usage à cette époque; il convient cependant de ne pas en exagérer la portée. Le commerce cettois a toujours été un *commerce honnête*, et c'est sa prospérité seule qui fit naître parfois des suspicions exagérées... et intéressées. Donnons encore néanmoins, à ce sujet, la parole à notre *polémiste anonyme*: « De pareilles pratiques amènent une démoralisation générale. Elles sont réservées à des hommes aussi audacieux que peu scrupuleux, ou qui se croient, par des protections politiques, au-dessus des lois et des répressions, et elle rendent les affaires impossibles aux autres. Dans ce genre d'opération, *on tentera toujours d'acheter et de corrompre les agents du fisc. Ouvriers,*

¹ Le service des Douanes saisit aussi quelques-unes de ces réimportations frauduleuses et les trafiquants poursuivis furent ruinés.

² Ch. de com., Lettres au Ministre des 6 mars, 4 juillet, 12 décembre 1888.

matelots, à leur tour, voudront leur part de gain illicite et pilleront le fraudeur, sans qu'il ose se plaindre de ceux qui ont son secret. Il n'est pas jusqu'à ces *lazzaroni cosmopolites*, buveurs et voleurs de vin, appelés à Cette du nom pittoresque de *couche-vêtus*, qui ne soient encouragés par l'exemple et ne se sentent dans le mouvement »¹.

Les *couche-vêtus* ont à peu près disparu de Cette, et c'est là encore une partie du vieux pittoresque qui s'en va, mais ces vérités d'hier sont encore des vérités d'aujourd'hui, celles de toujours. Les sources de toutes ces fraudes étaient dans notre législation intérieure et douanière; c'étaient l'interdiction du vinage en franchise et la limite des 15°.

Toutes les mesures que nous avons signalées étaient en fait *injustes et inopérantes*; elles gênaient le commerce sans donner une satisfaction réelle à notre viticulture. La seule solution était dans la modification radicale de notre législation intérieure et douanière. C'est cette dernière qui fut remaniée en 1892, nous allons bientôt voir comment. Mais d'abord quelques lignes sur les sophistications.

§ 12. — COLORANTS ARTIFICIELS ET VINS FUSCHINÉS

Ceci est une fin de chapitre douloureuse à écrire, car, dans toutes ces affaires de fraudes, le scandale est plus considérable que le mal et on a presque toujours lieu de remarquer que les *mesures protectrices du commerce honnête* sont longues à venir, quand il serait si facile de trouver, dans l'arsenal de notre législation, de quoi ligoter les malfaiteurs en protégeant les commerçants loyaux, qui sont toujours la masse de la corporation.

On a vu, dans cette question, une dernière cause de la chute de nos exportations. Mais il faut bien remarquer que ces histoires de fraudes ont été synchroniques de la

¹ *Op. cit.*, p. 53 et sqs.

grande crise phylloxérique et des autres causes qui ont, d'une manière certaine, pesé sur notre capacité d'exportation. La fraude est de tous les temps et, comme les champignons, semble éclore spontanément dès que les circonstances de milieu deviennent favorables. Elle affecte d'ailleurs tous les produits. Il y a toujours quelque part à l'affût des gens *capables de tout* pour forcer la fortune rebelle. L'occasion se présenta quelques années avant la catastrophe phylloxérique, qui la rendit particulièrement propice en raréfiant le vin (minimum de la production française: 23 millions d'hl en 1889, Hérault 2 millions d'hl en 1885), ce qui favorisa les spéculations illicites des *aventuriers* du commerce.

Mais déjà avant 1870, la multiplication des vins de plaine donnait une grande importance à la couleur. Depuis longtemps le commerce de détail recherchait les vins colorés, le gros vin du Midi parcé qu'il paraissait facile au détaillant de l'allonger, à destination, en évitant les frais de transport, les droits, le logement, etc. Ce sont des services de ce genre qu'on a longtemps demandés aux vins d'Espagne ou d'Italie, que la clientèle française n'aurait pu consommer directement. Tandis que le commerce honnête les employait *en coupages* avec les vins français, l'autre faisait d'une pièce deux pièces, en recourant à la fois au mouillage et au vinage. Pour faciliter ces opérations, la couleur était le facteur qui importait le plus, et on en arriva à introduire, des vins colorés par des produits végétaux inoffensifs dont il était déjà question vers 1874.

Cette même année, on élevait au Conseil général de l'Hérault des plaintes contre les sophistications du port de Hambourg qui venaient troubler le marché vinicole et menaçaient notre clientèle extérieure, en lui offrant la boisson de nègre que recommandaient ses prix inférieurs aux nôtres. L'abondance des récoltes, qui furent pendant huit ans (1867 à 1874) pour le Département entre 14 et 15 millions d'hl, rendit l'écoulement difficile, à cause des trop nombreux petits vins provenant des plantations nouvelles. La Propriété et le Commerce s'accusaient d'être les au-

teurs du mal. Sur la question des colorants, il en fut de même, et la suspicion atteignit tout le monde. Quant on voulut rompre un marché, on put recourir à l'accusation de coloration artificielle. C'est ainsi qu'un procès de Napoléon Guerre, propriétaire à Félines-le-Haut, contre Henri Manheimer, négociant, donna lieu à un rapport remarquable des chimistes *Balard, Pasteur, Wurtz* et *Chancel* qui fit état de tous les produits qu'on pouvait alors supposer utiles à la coloration artificielle du vin¹. Le rapport fut d'ailleurs favorable au propriétaire, dont le vin fut déclaré pur et naturel par ces hautes compétences scientifiques.

Cependant Cette étant la grande porte par où entraient les vins colorés de l'Etranger ne pouvait manquer d'être mêlé à cette grande affaire des *fuschines* qui avaient économiquement remplacé les anciens produits : rose-trémière, baies de sureau, liyèble, etc, et que le Nord avait certainement introduites parmi nous. Le Syndicat des commerçants de Cette demanda au ministre du Commerce (15 septembre 1876) de prendre des mesures pour mettre les négociants à l'abri des responsabilités provenant de leurs achats de vins étrangers ou indigènes, mais la Chambre de commerce plus avisée protesta contre les mesures proposées qui auraient rendu tout commerce impossible. Elle avait une solution plus pratique, la saisie des livres des marchands de colorants. « Ce moyen fut mis en pratique trois ans plus tard; employé en 1873, lorsque la Chambre le recommandait, il eût évité, disait-elle, bien des malheurs et enlevé une arme redoutable aux adversaires de la viticulture méridionale². Fidèle à son système de demander des *mesures discrètes* au Gouvernement, au lieu de provoquer un scandale nuisible à nos intérêts régionaux, elle refusa de prendre part à une réunion provoquée à Nîmes par le Syndicat du commerce des vins et spiritueux de cette ville, en février 1877.

Tandis qu'avaient lieu ces débats passionnés, la vague

¹ *Bul. de la Soc. centr. d'agr. de l'Hér.*, 1874, p. 181.

² *Chambre de com.*, compte rendu de 1876, p. 34.

phylloxérique progressait de l'est vers l'ouest affolant les populations viticoles, secouant aussi les centres commerciaux et atteignant enfin notre clientèle extérieure, qu'on ne pouvait plus servir, même à des prix sans précédents. La partie était belle, dans cet affolement du marché, pour les *aventuriers* qui n'hésitaient pas à offrir surtout à l'Intérieur des mixtures n'ayant plus du vin que le nom, mais qui pouvaient avantageusement soutenir la concurrence des prix en usage. On voulait du vin, la consommation intérieure était toujours en progrès (moyenne de la consommation taxée 1860-69: 24 millions d'hl; 1870-79: 28 millions; 1880-89: 27 millions), l'exportation atteignait ses plus gros chiffres entre 1866 et 1877 (France environ 3 millions, Cette environ un demi-million); le produit de la vigne étant devenu insuffisant, on recourait aux autres fruits: baies, mûres, etc, même dans les pays viticoles, pour avoir à consommer quelque chose qui rappelât le vin. Les industriels préparaient des vins à base de raisins secs, de figues, dattes, etc. La clientèle ouvrière achetait tout, même à des prix élevés, sachant bien que le raisin n'entrait que pour une faible part, ou pas du tout, dans la préparation de la boisson offerte. Son goût *se dépravait lentement*; elle se faisait aux boissons moins inoffensives qu'on arriva à lui servir sous le nom de vin, en attendant le secours des vins étrangers qui arrivèrent de plus en plus (1878: 1.602.881 hl; 1883: 8.980.793 hl; 1887: 12.282.276 hl; 1900: 5.216.654 hl). Il fallait se garantir, au point de vue de la pureté, contre les vins venus du dehors et on continuait à demander un *laboratoire* au port de Cette pour éviter les délais trop longs des expertises faites à Marseille ou ailleurs.

Entre temps, vers 1881, une maison de *troisième ordre* sur la place de Cette (P. et G.), et qui d'ailleurs *sombra* bientôt, recevait sous le nom d'« encre » des bonbonnes venant de Rouen et dont le contenu servait à ses préparations de vins dits *fuschinés*. En juillet 1883, un fût de vin fuschiné fut mis à l'entrepôt sur l'intervention de la police locale. Il avait été expédié d'Alicante à H. Nicolas, négo-

chiant à Cette. Le tribunal correctionnel de Montpellier s'en occupa dans son audience du 6 octobre 1885. Bientôt les tribunaux eurent à connaître de faits de ce genre, et l'*opinion éveillée* dans le Commerce et la Viticulture obligea les tripoteurs à renoncer à leur dangereuse industrie. Le scandale força-t-il la main au gouvernement? Le Commerce, qui demandait des garanties vis-à-vis des fournisseurs étrangers, finit après plus de dix ans de démarches par obtenir satisfaction ¹. La création d'un poste de chimiste au laboratoire des finances attaché au bureau des douanes de Cette date du 6 décembre 1886 (autorisation ministérielle). Les dispositions relatives à l'installation du laboratoire dans un local provisoire du bureau principal furent prises le 13 décembre 1886, par les autorités douanières qu'assistaient MM. de *Luynes*, directeur du service scientifique au ministère des Finances, et *Dubourg*, chimiste en chef du laboratoire des douanes à Bordeaux. Le laboratoire de Cette put fonctionner dès le 15 janvier 1887. Son installation définitive occasionna une dépense totale de 5.122 fr. 39. C'est devant cette misérable dépense qu'on avait trop longtemps reculé, malgré les *instances* du Commerce. Ce fut le commencement de la lutte qui devait enfin conduire à la loi de 1905 sur la répression des fraudes.

Jusqu'à quel point la clientèle d'exportation fut-elle victime des falsifications de cette époque? Nous ne saurions le dire, mais nous inclinons à penser qu'elle fut moins atteinte que la clientèle de l'Intérieur, car les maisons « faisant l'exportation » étaient parmi les mieux assises

¹ Encore le 20 juillet 1881, dans une lettre au ministre de l'Agriculture et du Commerce, le Président de la Chambre de commerce de Cette (*P. Gautier*) faisait connaître au Gouvernement que sa compagnie d'accord avec le Conseil municipal offrait de créer à Cette un laboratoire officiel de chimie destiné à l'analyse des vins exotiques. Mais le ministre répondit qu'on ne reconnaîtrait pas le caractère officiel à cette institution, et la question en resta là.

et connaissaient l'importance de la loyauté dans les affaires. Mais si la clientèle du dehors redouta de continuer ses relations avec ses anciens fournisseurs, à cause du mauvais renom de nos vins à partir de cette époque, le résultat fut le même : l'exportation diminua fortement. On ne s'en expliqua pas aussitôt, mais la chose devint sensible quelques années après, et l'on dut alors admettre « qu'une des causes de la diminution dans l'exportation de nos vins réside dans le doute qu'a l'Etranger sur la pureté de nos produits... L'Etranger se méfie.. Le consul des Etats-Unis au Havre, *M. Chancellor*, dans un rapport officiel du 24 juillet 1895, dit que la plus grande partie ¹ du liquide fabriqué en France sous le nom de vin, n'a aucun rapport avec le produit de la vigne, et que 1.500 fûts ont été détruits en 1895 par le laboratoire municipal de Paris, l'analyse ayant démontré que le liquide en question n'était qu'un composé d'eau, d'alcool, de plâtre, de glycérine et de matière colorante. L'équivoque ainsi entretenue sur la qualité de nos produits éloigne de nous une nombreuse clientèle. Nous devons donner le témoignage d'un étranger, *M. Andrew White*, ancien ambassadeur des Etats-Unis. Nous allons citer quelques passages d'une de ses lettres adressées à M. Levasseur : « ...On se méfie un peu partout. A Dijon, dans un des principaux hôtels, on me servit à deux fois différentes du bourgogne frelaté. A Reims, à l'un des meilleurs hôtels, on me servit du champagne qui ne ressemblait en rien au vin pur d'un goût exquis qu'on m'avait offert autrefois. Je ne fus pas trop surpris par tout ceci par la raison que, il y a quelques années, à Cette, j'avais vu le port rempli de petits vaisseaux, lesquels, me dit-on, rapportaient les *vins grossiers* du pays méditerranéen. Je vis aussi des wagons de chemin de fer qui étaient chargés de vins falsifiés mis en bouteil-

¹ Il est bien étrange que des personnages officiels, qui devraient peser leurs paroles et leurs écrits, en arrivent à des exagérations pareilles. Qu'est-ce que 1.500 et même deux, trois fois 1.500 fûts, si on pense un instant à la production française ?

les et portant les étiquettes les plus prétentieuses... Mon opinion est qu'il faut choisir entre l'industrie honnête et l'industrie malhonnête. Si l'on savait dans ce pays (en Amérique) que de telles mesures¹ ont été prises par la République française, que l'industrie viticole honnête est rétablie dans toute son intégrité, je suis sûr que les vins français obtiendraient sur le continent et sur toutes les terres anglaises, leur ancien prestige et plus »².

Il faut donc bien admettre que les falsifications, qui ont accompagné la crise phylloxérique et duré plus qu'elle, ont eu leur fâcheux effet sur nos exportations. Mais il convient de noter que dans la lettre de l'ambassadeur il y a deux ordres de faits inégalement appréciés. S'il se plaint *avec juste raison* qu'on serve trop souvent de mauvais vins, même dans les hôtels pour ambassadeurs, il est moins bien inspiré quand il se prononce sur les vins qui arrivent dans le port de Cette et lorsqu'il appelle vins falsifiés les *vins d'imitation* destinés à la clientèle démocratique, qui n'en peut aborder d'autres. Il n'y a pas que des ambassadeurs à servir dans le Monde!

Les fraudes ont eu des conséquences désastreuses à l'Intérieur et à l'Extérieur. Mais, avec un recul suffisant, il est permis de distinguer entre elles. Les sophistications dangereuses pour la santé publique *furent criminelles* sans doute et méritent toujours la réprobation universelle, mais les fabrications inoffensives qui eurent pour but de fournir des boissons rappelant un peu le vin devenu introuvable appellent quelque indulgence. Des esprits sérieux, amis de notre viticulture méridionale, se sont demandés ce qu'il fut advenu si la clientèle ouvrière de l'Intérieur s'était déshabituée du vin et l'avait remplacé par la bière, le cidre ou d'autres boissons comme le thé, le café, l'alcool étendu d'eau etc. Quel cœur le viticulteur aurait-il ap-

¹ Allusion à la loi de 1905 dite de la répression des fraudes.

² Voir Rocayriès, p. 97, qui cite la *Revue politique et parlementaire*, juillet 1907.

porté dans la rude lutte contre le phylloxéra ? N'est-ce pas la perspective de fournir encore du vin à la clientèle qui consommait des vins de raisins secs, de figues, de dattes et autres *vins de fortune*, plus ou moins allongés c'est-à-dire mouillés qui encourageait les espérances de ceux qui défonçaient leurs terres, plantaient les premiers « clintons », les arrachaient pour recourir à de nouveaux pensionnaires plus recommandables, les *jaquez* et autres ? Mais, pour cela, il fallait conserver le vin à la mode et faire patienter le consommateur. Sans doute, on mentait au peuple en appelant vin ce qui n'en était que par suite de la complaisance extrême de ce dernier, mais *on savait le nom*, sinon le goût et c'était quelque chose.

Le recours aux gros vins étrangers, utile à ce point de vue, eut aussi ses dangers, tant à l'Extérieur qu'à l'Intérieur. En maintenant le nom, leur usage arriva à pervertir le goût. Nos exportateurs se plaignent encore que la clientèle étrangère préfère, depuis ce temps, les gros vins à nos vins légers et fins. Mais n'en fut-il pas ainsi dans ce pays même ? N'a-t-il pas fallu les années de mévente pour reconquérir le goût français, en mettant à la disposition des consommateurs des vins qu'on livrait presque pour rien sur les quais de nos gares de l'Intérieur ? Si le commerçant français peut aujourd'hui servir la clientèle nationale, il le doit en grande partie à la *Propriété* dont les sacrifices ont pu reformer le goût, que les vins étrangers avaient perverti en habituant les consommateurs à cracher bleu, après avoir bu un produit qui raclait langue et palais.

CHAPITRE II

LE PROTECTIONNISME ET LE COMMERCE DES VINS A CETTE

§ 1. Préparation du tarif de 1892; la part du commerce cettois dans cette préparation. — § 2. La décroissance générale des importations. — § 3. Les vins d'Espagne et les vins d'Algérie. — § 4. Accroissement du mouvement des entrepôts de douane. — § 5. Décroissance de l'exportation. — § 6. Les entrepôts spéciaux à Cette.

§ 1. — PRÉPARATION DU TARIF DE 1892;

LA PART DU COMMERCE CETTOIS DANS CETTE PRÉPARATION

Les divers traités liant la France à la plupart des autres nations venaient à échéance en 1892. La Viticulture était formellement opposée à leur renouvellement et demandait l'abaissement à 10° environ du titre alcoolique auquel les vins étrangers étaient admis en douane.

Le Gouvernement, pour éclairer l'élaboration du nouveau régime douanier, procéda à une grande enquête économique. Les tendances protectionnistes s'affirmaient de plus en plus et la doctrine du *double tarif* était en faveur. Toutes ces tendances qui avaient l'approbation de la Viticulture, désormais absolument acquise au régime protectionniste, devaient bientôt trouver leur cristallisation dans le dogme bien connu de « la maîtrise des tarifs ». Notre commerce, et particulièrement le commerce cettois, avait, en raison de ses intérêts sans doute mais aussi de son aptitude plus développée à la compréhension des questions éco-

nomiques des conceptions différentes en matière de réforme douanière. Sans doute, il était, comme la Viticulture, opposé au renouvellement des traités de 1882, au droit de 2 fr. et au titre 15°. Avec autant de compétence et de sincérité que la Viticulture, il en avait signalé l'injustice. Était-il nécessaire pour cela de répudier le système des traités de commerce et de recourir à l'isolement douanier ? Il ne le pensait pas. Notre Chambre de commerce notamment se prononçait en faveur des conventions commerciales, c'est-à-dire de traités de commerce à tarif annexés et à court terme (5 ans, par exemple). Ce délai, sans être trop étendu pour empêcher nos tarifs de suivre les progrès techniques, était cependant assez long pour apporter dans les relations commerciales la *stabilité* et la *sécurité* indispensables¹. Après avoir posé le principe de la conclusion de conventions commerciales, la Chambre demandait relativement aux vins des modifications au *tarif général*. Elle préconisait, comme en 1881, le droit de 6 francs par hl sur les vins ordinaires titrant moins de 12° d'alcool. Elle proposait d'établir un droit minimum de 25 francs par hl sur les vins de liqueur étrangers autres que les mistelles et muscats, ces derniers produits étant en fait une matière première nécessaire à l'industrie des vins de liqueur. Enfin elle réclamait *à nouveau*, à titre de mesure complémentaire, « la faculté de vinage à prix réduit des vins naturels »².

Ce programme était *parfaitement conçu*. La différenciation tarifaire établie en faveur des mistelles était logique ; était-elle pratique ? Il est permis d'en douter. A cette époque, la question n'avait pas l'importance qu'elle prit plus tard ; c'est alors que nous verrons la technologie douanière hésiter lamentablement dans la fixation d'un critérium pratique.

En fait, la discussion s'établit, ainsi qu'il convenait, sur

¹ Chambre de com. Réponse au questionnaire du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie, 1890.

² Chambre de com., *loc. cit.*

le terrain des vins ordinaires. Nous allons préciser les détails de cette élaboration douanière, car le Commerce cettois y prit une part importante. De plus, c'est à cette époque que se précisent réellement les *regrettables divergences de vue* entre la Viticulture et le Commerce méridional. La question du tarif applicable aux vins comporte trois termes : 1° le titre alcoolique ; 2° le mode d'application des droits ; 3° le quantum des droits.

1° *Titre alcoolique*. — Le commerce cettois, ainsi d'ailleurs que le commerce bordelais, demandait la fixation du titre limite à 12°, d'accord en cela avec le Gouvernement, qui y voyait une protection légitime de la viticulture et une garantie suffisante contre l'introduction des vins vinés. La Chambre de commerce et le Syndicat du commerce des vins en gros de Cette estimaient que c'était la concession extrême que l'on dût faire au protectionnisme viticole, car « en fixant à 12° la limite alcoolique des vins d'importation, on incrimine déjà trop la loi naturelle, puisqu'en Espagne et ailleurs bon nombre de vins dépassent normalement ce degré. Et cependant il est reconnu que pour faciliter la consommation intérieure de nos produits, il convient de recevoir le complément encore longtemps indispensable de cette consommation en vins riches de couleur et d'alcool »¹. Evidemment, c'était là un plaidoyer *pro domo*, et d'ailleurs quoi de plus naturel ? l'unique voie du commerce cettois était nettement tracée désormais, c'était l'importation des vins exotiques. Peut-être pourrait-on reprocher à la Chambre de commerce d'avoir, quelques années auparavant, déclaré que notre production *revenant à la normale*, l'importation des vins étrangers serait inutile..., alors qu'elle en proclamait encore et hautement la nécessité. Peut-être le Commerce cettois eût-il pu prévoir l'importance que devait prendre l'exportation des gros vins d'Algérie et *mesurer* un peu plus ses sympathies aux

¹ Ch. de com. Tarifs des douanes ; droits sur les vins exotiques : Mémoire adressé à MM. les députés et sénateurs, 22 juin 1891.

vins d'Espagne. Quoi qu'il en soit, à l'époque de la discussion douanière, la fixation du titre 12° pouvait être considérée comme une importante concession faite à la Viticulture française. Celle-ci ne s'en contentait pas cependant; elle demandait l'abaissement de la limite à 10°9¹, ce qui était *manifestement* exagéré. Soutenue par la Commission des douanes de la Chambre des députés, ce fut cette prétention qui l'emporta.

2° *Mode d'application des droits.* — Jusqu'ici les vins avaient été taxés au volume, c'est-à-dire à tant par hectolitre, abstraction faite de la richesse alcoolique. Le Gouvernement proposa la taxation au degré, et il faut reconnaître que ce mode de taxation semblait offrir une barrière juste et commode aux importations de vins vinés. Pourtant on risquait ainsi de tomber dans le danger contraire, à savoir l'importation des vins préalablement mouillés. C'était d'ailleurs l'opinion formelle du Commerce bordelais et du Commerce cettois qui prévoyaient même que l'introduction de ces vins réduits par le mouillage viendrait concurrencer ces « vins légers que notre vignoble méridional produit en si grande abondance et qu'on tient tant à protéger ». C'était dire qu'en demandant la taxation au degré, la Viticulture méridionale comprenait mal ses propres intérêts... Sur ce terrain la discussion, d'abord courtoise, s'aigrit rapidement; à tel point que la chambre de commerce de Cette, dans un rapport détaillé où elle examinait les conditions des exploitations viticoles dans le Midi, en venait à déclarer que « de toutes les branches de l'agriculture française, c'est encore la grande viticulture du Midi qui a le moins besoin d'être protégée ». C'était oublier un peu trop délibérément les *douloureux sacrifices* que le phylloxéra avait imposés à notre viticulture. En vérité, la taxation au degré devait être *inopérante* ou plutôt remplacer un mal par un autre. C'est cependant ce mode de taxation qui fut adopté avec

¹ Notamment dans les Pyrénées-Orientales.

l'appui du Gouvernement et de la Commission des douanes.

3° *Quantum des droits*. — Le commerce cettois avait proposé 12 francs au tarif général et 6 francs au tarif minimum. Le Gouvernement proposant 50 centimes par degré jusqu'à 12°, il y avait parité de taxation. La Commission des douanes, acquise à la Viticulture, préconisait les droits de 1,20 par degré au tarif général et 0,70 au tarif minimum; ce fut elle encore qui obtint gain de cause.

En somme aucune des revendications du Commerce cettois n'avait eu de succès, et le nouveau tarif fut ainsi établi par la loi du 11 janvier 1892: les vins ordinaires paient jusqu'à 10°9: au tarif général 1,20 par degré et par hecto; au tarif minimum 0,70. A partir de 11°, au tarif général même droit pour les 10 premiers degrés, plus pour chaque degré en sus l'équivalent du droit de consommation sur l'alcool. Pour le tarif minimum, calcul analogue. C'est sous ce régime que se firent de 1892 à 1898 les importations de vins étrangers. Il convient donc d'étudier son influence sur l'entrée des vins exotiques à Cette.

§ 2. — LA DÉCROISSANCE GÉNÉRALE DES IMPORTATIONS

Les importations totales de Cette marquèrent à dater de 1892 une baisse brusque, générale d'ailleurs à la France entière, puisqu'elle avait sa source dans la nouvelle législation douanière. Il convient également de remarquer que nos récoltes revenaient à des chiffres plus normaux. En 1893, 1896, la Franceregistra des récoltes de 50 et 45 millions d'hl; la moyenne des récoltes de 1882 à 1899 avait été de 29 millions d'hl; de 1892 à 1899 elle fut de 36 millions d'hl. Pour l'Hérault, le relèvement des récoltes était encore plus sensible. La moyenne de 1882 à 1892 avait été de 3.755.000 hl; pour la période 1892 à 1899 elle fut de 7.300.000 hl.

Les chiffres des importations furent :

Années	Pour Cette	Pour la France
1890.....	3.276.685 hl.	10.830.000 hl.
1891.....	3.220.686 —	12.278.000 —
1892.....	2.182.707 —	9.400.000 —
1893.....	1.026.481 —	5.895.000 —
1894.....	845.976 —	4.492.000 —
1895.....	1.530.391 —	6.356.000 —
1896.....	2.393.840 —	8.818.000 —
1897.....	1.547.036 —	7.530.000 —
1898.....	1.966.598 —	8.625.000 —

On remarque toujours le même parallélisme entre les deux chiffres; tous deux sont, en effet, en fonction des récoltes françaises. Il convient de noter le chiffre de 1891 pour la France, qui constitue une sorte de sursaut. En effet, en *prévision* du nouveau tarif douanier, le commerce constitua des stocks. Cette particularité ne se retrouve d'ailleurs pas dans le chiffre des importations cettoises à cette même date.

La moyenne des importations par Cette fut, pour la période 1892 à 1898, de 1.600.000 hl, alors qu'elle avait été, pour la période 1882 à 1892, de 2.900.000 hl.

La chute était raide, et l'on conçoit aisément que le Commerce cettois n'ait pas ménagé l'expression de son animosité contre les funestes tarifs de 1892. Il avait donné à prévoir que l'illogique taxation au degré amènerait une importation intense de vins mouillés, et cette prévision se réalisa. Mais c'est surtout le taux des nouveaux droits qui lui avait porté le coup le plus dur. Le tarif des conventions de 1882 était de 2 francs jusqu'à 15°9; le tarif de 1892 amenait les taxations suivantes, au tarif minimum: 7 fr. pour des vins de 10°; 10 fr. 15 pour des vins de 12°, et 14 fr. 80 pour des vins de 15°. On voit quelle énorme différence de taxation en résultait, principalement pour les vins à fort degré qui, malgré que leur importance relative eût baissé, constituaient encore l'essentiel des entrées de vins étrangers.

Pareille chute n'étonna nullement notre commerce local. N'y était-il pas pleinement préparé dès 1890, lorsque la Chambre de commerce écrivait : « Il apparaît comme très certain que si, avec la reconstitution de nos vignes et les traitements curatifs de toutes les maladies cryptogamiques, nous arrivons à des productions moyennes plus considérables, avec des qualités meilleures, cette importation est appelée à diminuer d'année en année, par la seule force des faits » ¹. Sans doute nos commerçants pouvaient estimer que la loi de 1892 était venue trop tôt hâter l'effet de « la seule force des faits ». Mais il fallait se résigner... plus tôt, simplement. Ne savaient-ils pas que c'était encore cette même *force des faits* qui avait, vers 1876, créé brusquement l'importation exotique ? Le phylloxéra avait bien fait la fortune de Cette, suivant la loyale expression de sa Chambre de commerce. Néanmoins notre négoce n'abandonna pas la lutte sur le terrain douanier ; il la reprit, heureusement d'ailleurs, dans l'affaire des entrepôts spéciaux que nous étudierons plus loin ².

§ 3. — VINS D'ESPAGNE ET VINS D'ALGÉRIE

Parmi les vins exotiques, les « espagnes » continuaient à tenir la première place. Le tableau suivant permet d'apprécier la brusque décroissance qui résulta de l'application du tarif de 1892. Il fut importé à Cette :

En 1890	d'Espagne	2.879.640	hl.,	d'Italie	»	hl.
— 1891	—	2.827.142	—	—	»	—
— 1892	—	1.682.856	—	—	8.461	—
— 1893	—	763.841	—	—	370	—
— 1894	—	476.971	—	—	»	—

¹ Chambre de com. Réponse au questionnaire..., 1890.

² Voir même chapitre, § 6.

En 1895 d'Espagne	894.843 hl,	d'Italie	32 hl.
— 1896	— 1.506.884	—	» —
— 1897	— 681.661	—	2 —
— 1898	— 1.061.733	—	149 —

De 1891 à 1892, il y eut dans le mouvement d'importation des vins espagnols une chute énorme qui devait encore s'accroître par la suite. La différence entre les années 1891 et 1892 eût été encore plus grande, si la France avait continué à appliquer le tarif général aux vins espagnols. Ce fut, en effet, ce tarif qui joua dès le 1^{er} février 1892, puisque le gouvernement français ne renouvelait pas le traité franco-espagnol du 6 février 1882. Or ce tarif général imposait les vins de 12° à 15 fr. 60 et ceux de 15° à 19 fr. 80. C'était une véritable prohibition; le mouvement d'importation des vins de fort degré fut presque absolument arrêté. Mais les négociations en cours entre les gouvernements français et espagnol ayant abouti à l'établissement d'un *modus vivendi*, la France accorda, à dater du 30 juin 1892, le bénéfice de son tarif minimum qui, lui du moins, ne constituait pas une barrière infranchissable¹. Néanmoins, répétons-le, l'application du tarif minimum eut des conséquences désastreuses, quant aux entrées des « espagnes » par Cette. La moyenne des importations de vins espagnols *par Cette* avait été de 2.470.000 hl pour la période 1882 à 1892; elle fut seulement de 1.033.000 pour la période 1892 à 1898: c'était une réduction de plus de 50 %.

Quant à l'importation des vins d'Italie, elle avait été irrémédiablement ruinée en 1888 par l'application des droits de 20 fr. par hl. En 1892, la France appliqua à l'Italie son tarif général, et les entrées des « italies » *par Cette* continuèrent à rester insignifiantes.

Le terrain perdu à Cette par les vins espagnols fut en partie regagné par les « algéries », dont l'importation continua le mouvement ascendant qu'ils avaient nettement

¹ *Lourties*. Les relations commerciales entre la France et l'Espagne, p. 68 et sqs.

marqué avant 1890. Nous ne possédons pas de chiffres pour cette période; néanmoins on peut présumer l'importance de ce développement en notant que l'importation des vins d'Algérie en France, qui était de 1.224.628 hl en 1888, passait à 2.821.639 hl en 1892 et à 3.228.000 hl en 1898.

§ 4. — ACCROISSEMENT DU MOUVEMENT DES ENTREPÔTS DE DOUANE

Nous avons signalé, au cours du précédent chapitre, le fait que les tarifs de 1882, par la modicité des droits, avaient eu pour conséquence une diminution notable des entrées en entrepôt. Le nouveau tarif de 1892, avec ses droits élevés, ramena un intense mouvement de l'Entrepôt réel pour les vins ordinaires, ainsi que le montre le tableau suivant:

	Vins ordinaires		Vins de liqueur	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
1890.....	15.063	13.703	19.590	19.930
1891.....	21.569	22.565	8.150	25.810
1892.....	55.035	34.263	»	»
1893.....	103.277	94.921	1.216	1.281
1894.....	80.737	90.409	3.547	2.740
1895.....	11.502	8.565	»	»
1896.....	116.275	114.877	9.077	8.697
1897.....	89.020	95.255	7.518	4.814
1898.....	91.884	90.850	9.019	14.825

Aussi la Ville dut-elle, en présence de l'insuffisance de l'Entrepôt réel, instituer jusqu'à 9 annexes¹. Par contre, le mouvement resta stationnaire avec tendance à la baisse pour les vins de liqueur; ceci s'explique également par le

¹ Elle loua successivement un immeuble Gaffinel, quatre immeubles F. Baille, un immeuble Mesnou; le magasin Dugrip, quai Vauban n° 2; le magasin Albrand, le magasin Dugrip, quai Vauban, n° 6.

fait que le nouveau tarif douanier restreignit principalement, par suite de la taxation au degré, l'entrée des vins riches en alcool.

§ 5. — LA DÉCROISSANCE DE L'EXPORTATION

Pendant cette période de 1892 à 1898, le mouvement de l'exportation consolida la tendance à la baisse déjà signalée. Voici les chiffres du commerce général et ceux du commerce spécial¹:

Années	Com. général	Com. spécial
1890.....	155.149 hl.	148.668 hl.
1891.....	138.437 —	136.033 —
1892.....	149.042 —	138.818 —
1893.....	147.881 —	119.510 —
1894.....	148.818 —	102.492 —
1895.....	152.253 —	98.878 —
1896.....	152.372 —	99.855 —
1897.....	156.345 —	101.289 —
1898.....	131.132 —	85.974 —

¹ Notons, en passant, que pour cette période les chiffres du commerce spécial représentent exclusivement des vins français, mais ils ne représentent pas tous les vins français exportés car une certaine quantité entrerait dans entrepôts spéciaux, où ils étaient mélangés aux vins étrangers; dans ce cas, à leur sortie pour l'exportation, ils figurent aux chiffres du commerce général. Au contraire, pour la période antérieure à 1892, les droits de 30 centimes, puis de 2 fr., permettaient aux négociants d'entrer des vins exotiques: ceux-ci, francisés par l'acquittement des droits de douane et réexportés ensuite, figurent, en quantités réduites il est vrai, dans les chiffres du commerce spécial à côté des vins véritablement français. Ceci montre, entre autres choses, combien les statistiques sont d'un usage délicat.

La moyenne des exportations pour la période de 1892 à 1908 est de 148.263 hl, alors qu'elle avait été de 346.442 hl pour la période de 1875 à 1892 ¹.

Nous n'avons pas à revenir sur les causes de cette décroissance; elles sont les mêmes que celles que nous avons étudiées au chapitre précédent. La concurrence de nos rivaux sur les marchés étrangers, née avec le phylloxéra, s'affirmait avec plus de force. La rupture commerciale avec l'Italie en 1888, la barrière douanière opposée aux vins exotiques en 1892 obligèrent nos deux rivales, dont les stocks subirent dès lors une baisse de prix considérable, à chercher d'autres débouchés... Elles y furent aidées par... les Français eux-mêmes, qui mirent au service des exportateurs étrangers cette expérience du marché mondial qu'ils ne pouvaient employer pleinement chez eux. Signalons encore le développement de la production vinicole sur certains marchés de consommation: Russie, Etats-Unis, Argentine, Cap, Australie...

Ce sont là des causes générales: il en est d'autres plus spéciales au port de Cette, et que la Chambre de commerce exposait en ces termes *si justes*: « ...Jadis, avec la marine

¹ Nos moyennes sont calculées sur les chiffres du commerce général, non pour produire des chiffres plus élevés mais parce que, étudiant la question non au point de vue purement viticole et national mais au point de vue vinicole et maritime, ceux-ci sont pour nous la vraie traduction du mouvement commercial de Cette, en fait d'exportation des vins. Quant à savoir du commerce général ou du commerce spécial quel est celui qui représente vraiment la puissance économique d'un pays, cette question intéressante n'est pas du domaine de nos recherches. On peut lire sur ce sujet, avec profit, les premières pages du savant exposé des motifs de la proposition de loi relative à la réforme du régime des entrepôts par M. Barthe (J. O., séance du 29 septembre 1915, annexe n° 1315) et, comme contre-partie, le rapport de la Ch. de com. de Cette, séance du 22 décembre 1915. C'est au cours de ce débat, à la Chambre des députés, que M. Molle crut pouvoir représenter M. Barthe comme... un descendant des physiocrates!

à voile et des navires de moyen tonnage, notre port avait des départs directs pour presque tous les ports où il exporte, mais le remplacement de la marine à voile par la marine à vapeur, la construction de bateaux d'un tonnage de plus en plus fort et la création de lignes régulières (quelques-unes subventionnées) partant de nos grands ports, Marseille, Bordeaux, ont placé nos exportateurs dans un état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents des grandes places maritimes. Ils sont obligés d'expédier la presque totalité de leurs marchandises soit à Marseille, soit à Bordeaux où elles s'ajoutent à celles des points voisins pour former des chargements suffisants pour les gros paquebots des lignes régulières »¹.

Cet exposé est parfaitement juste; il convient de préciser qu'au temps de la navigation à voile, il y avait une flotte cettoise et, par conséquent, Cette était pour une grande part le maître de ses relations et de sa clientèle. Armement et commerce allaient de pair; ils étaient généralement concentrés dans les mêmes mains: le négociant exportateur était très souvent armateur, et ses navires étaient commandés par des parents ou des associés ayant toute sa confiance, qui sur les marchés de consommation soignaient toutes les opérations commerciales, les recouvrements, etc. La navigation à vapeur et les gros tonnages ont ruiné cette pratique en entraînant obligatoirement des spécialisations techniques prononcées. Là où il y avait autrefois seulement le négociant-armateur, il y a aujourd'hui

¹ Les exportations ainsi faites de Cette avec transbordement à Marseille figurent bien cependant aux exportations de Cette. Elles partent avec *connaissance direct*, et la douane opère le dédouanement de sortie à Cette. En 1896, l'Administration prétendit obliger pareilles exportations à revêtir la forme réglementaire du cabotage; le dédouanement réel n'aurait plus lieu qu'à Marseille, d'où nécessité d'un transitaire à Marseille, et *possibilités nouvelles* de conflits avec la Régie et la Douane pour l'apurement de l'acquit-à-caution accompagnant la marchandise de Cette à Marseille. Mais sur les réclamations du Commerce, la Douane renonça à ses prétentions.

le négociant, l'exportateur (qui ne se confond pas toujours avec le premier), la compagnie de navigation, le transitaire, le banquier, etc. Comme conséquence de cette technique nouvelle, le mouvement maritime a *tendance à se concentrer* dans les grands port. A cette cause de concentration naturelle, viennent s'ajouter des causes politiques tenant à la théorie dite « *des grands ports* », qui semble manifestement en faveur dans les sphères gouvernementales; et que la Chambre de commerce de Cette s'est attachée à combattre avec compétence ¹.

Cette spécialisation n'a pas amené seulement la perte des relations maritimes directes, elle a quelquefois entraîné la suppression des relations commerciales directes, nous entendons le contact direct entre le fournisseur et le client. Des maisons de Cette ont travaillé et travaillent encore sur l'ordre de maisons de Paris ou d'ailleurs, qui leur passent des commandes pour le Japon, le Brésil, etc. Sans doute la maison cettoise soigne l'expédition, mais c'est la *firme parisienne* qui est en relation directe avec l'acheteur; elle est le véritable exportateur, puisqu'elle règle notamment la question des paiements, qui est devenue aujourd'hui la question essentielle, en matière d'exportation.

Enfin une dernière cause de la décadence de l'exportation à cette époque réside, d'après le Commerce cettois, dans les entraves mises aux opérations de coupage des vins français avec les vins exotiques, dans la mauvaise organisation des entrepôts spéciaux, dans les exigences de la Régie et de la Douane. La Chambre de commerce revient souvent et avec insistance sur ce pénible sujet, notamment encore en 1895, lorsque le ministre du Commerce l'avait sollicitée d'envoyer des échantillons de vin au musée colonial de *Santiago*; d'ailleurs pour dire toute la vérité, elle

¹ Le rôle de Cette pendant la guerre de 1914-1918 est une illustration, entre autres, de la *fonction éminemment utile des ports secondaires*. Ce port eût été plus utile encore, si ses capacités avaient été plus développées.

ajoutait : « L'Amérique depuis des années produit presque assez pour alimenter sa consommation et elle impose à l'entrée de nos vins des droits élevés ». Les mêmes remarques furent présentées, à cette époque, lorsqu'il fut question pour nous de la perte du marché nord-américain. Pour développer nos exportations de vins aux Etats-Unis, le Ministre n'avait cru pouvoir mieux faire que de préconiser la création de syndicats de vente directe par les producteurs. C'était oublier que le producteur est *incompétent* en matière d'exportation, au point de vue technique et commercial. La Chambre de commerce précisait d'ailleurs, non sans malice, « A grand peine et à grands frais, disait-elle, les producteurs ont tout juste réussi à écouler leurs vins dans leur pays même, tout près d'eux. Comment pourront-ils, même en s'associant, expédier si loin leurs produits, et surtout comment pourront-ils courir les risques de ces entreprises et faire crédit, alors que beaucoup attendent le produit de la vente de leur récolte pour pouvoir entreprendre les travaux nouveaux de culture ? »¹. Les véritables réformes, d'après le Commerce cottois, étaient dans une réglementation plus libérale de la Régie et de la Douane, notamment des entrepôts spéciaux dont nous allons étudier le fonctionnement. Déjà d'ailleurs les questions de la Banque d'exportation, des Zones franches étaient soulevées dans les milieux compétents ; le problème de notre commerce d'exportation se posait ainsi dans toute son ampleur.

§ 6. — LES ENTREPÔTS SPÉCIAUX A CETTE

Le phylloxéra avait porté à l'exportation un coup sensible en supprimant une grande partie des produits de choix dont le commerce cottois s'approvisionnait dans la Région. Les Négociants firent cependant tous leurs efforts pour

¹ Chambre de com., c. r. 1894.

maintenir sur notre place l'industrie intéressante des vins de liqueur et le commerce des *vins de cargaison*. Ils y furent aidés par les tarifs douaniers extrêmement bas qui leur permirent l'importation des mistelles, muscats et gros vins de coupage espagnols. Sans doute cette *nouvelle technique* amena une baisse sensible dans la qualité, mais elle permit, grâce au maintien des prix, de conserver au commerce cettois une petite place sur les marchés américains, où la concurrence étrangère et indigène venait encore aggraver pour nous les effets de la crise phylloxérique.

Le tarif de 1892, avec ses droits élevés, devait rendre désormais fort difficile la pratique de ces coupages. Ceux-ci, sans doute, étaient permis en entrepôt réel, mais la douane exigeait que le vin étranger mis en œuvre appartint à *un seul sommier*; c'était là une restriction qui annulait en fait l'utilité de la mesure. De plus, les coupages nécessitent, surtout en matière de préparation de vins de liqueur, des manipulations multiples et délicates qui s'accommodaient fort mal de l'entrepôt réel, dont les installations étaient insuffisantes, surtout à Cette, et qui, de plus, est ouvert à tous. La Municipalité avait déjà mis à la disposition du commerce local une annexe de l'entrepôt réel, mais celle-ci avait le même défaut que l'entrepôt lui-même, et deux négociants à peine utilisèrent ce local.

Ce que le Commerce réclamait, c'était une nouvelle institution, un *régime* nouveau. Dès 1890, la Chambre de commerce préconisait l'application du *Drawback* à l'exportation des vins, disant, avec raison, que le Commerce cettois avait « de tout temps considéré certains vins qui lui venaient de l'Etranger comme de véritables matières premières lui servant, après d'intelligentes manipulations et de très longs séjours dans les celliers, à la fabrication d'un produit définitif »¹. En 1891, la question du Drawback était reprise par la Compagnie². Malheureuse-

¹ Réponse au questionnaire du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie, 10 février 1890.

² Chambre de com. Lettres des 10 et 15 décembre 1891.

ment, la réglementation de ce régime était assez délicate en matière de vins, et il n'eut pas les faveurs de la Régie. Pour des raisons analogues, cette administration et celle des Douanes se montrèrent également hostiles au système de *l'entrepôt fictif*, qui aurait eu pour les commerçants l'avantage notable d'utiliser leur magasin d'exportation (on sait que le commerce d'exportation était assujéti au magasin séparé) et de leur accorder une entière liberté de manipulation. Le commerce cetois ne se découragea pas et poursuivit ses démarches, notamment sous l'impulsion de MM. *Bühler*, *Caffarel*, *Leenhardt*, soutenus par la Chambre de commerce et la Municipalité. Cette dernière, toujours animée d'une bonne volonté active, n'avait pas hésité entre temps, comme en 1872, à autoriser M. Bühler à installer un foudre de coupage à l'entrepôt réel, *mesure illégale*, on le sait déjà.

A cette même époque, le Commerce bordelais, également intéressé dans la question, faisait des démarches pour obtenir l'entrepôt spécial particulier, c'est-à-dire un système d'entrepôt réel propre à chaque commerçant. Cette appuya cette demande par l'envoi d'une délégation¹ auprès de M. Pallain, directeur général des Douanes, qui promit formellement de donner satisfaction au Commerce cetois et envoya un haut fonctionnaire, M. *Thibault*, étudier, de concert avec la Chambre de commerce, les modalités de l'institution projetée². Peu après, en effet, le 14 octobre 1892 paraissait le règlement des entrepôts spéciaux.

Voici les bases essentielles de la nouvelle organisation. L'entrepôt était constitué sous clef de la Douane et sous clef du Commerce. Les vins étrangers entraient à l'entrepôt sous escorte de douane. Les vins français, entrant à l'entrepôt, étaient soumis au contrôle de la douane et étaient, à l'intérieur du magasin, séparés des vins étrangers par une barrière. La proportion de vins français à

¹ Elle était composée de MM. *Bühler*, *Leenhardt*, *Aymeric*.

² Chambre de com., juillet 1892.

introduire dans le coupage pouvait varier entre 40 et 60 %, à la condition que la moyenne des quantités de vins français ne soit pas inférieure à 50 %. Les vins français, introduits dans l'entrepôt, ne pouvaient en sortir pour aller à la consommation, pas plus que les vins exotiques, même en acquittant les droits de douane. Enfin, les coupages avaient lieu sous le contrôle de la douane et les vins étaient escortés à leur sortie pour l'exportation.

Dans les limites de cette réglementation, donnant *toutes garanties* à la Viticulture française, le Commerce cettois avait à son service toutes les possibilités qu'il avait sollicitées, et la Chambre de commerce reconnaissait que l'institution était conforme à ses désirs¹. Notons que, selon l'esprit qui avait dirigé sa création, et en conformité d'ailleurs avec les suggestions des *Bordelais*, encore plus intéressés que les *Cettois* au nouvel organisme, l'entrepôt avait pour but de faciliter l'exportation des vins à destination d'outre-Atlantique.

Dès la publication du Règlement, quelques négociants cettois utilisèrent le nouveau régime; ce furent MM. *Jean Fondère jeune*; Thomas, représentant la maison *Paulin Arnaud* de Mèze; *Bühler*, *Leenhardt-Bazille*, *G. Caffarel*; *Emile Lacombe*, de Mèze; *Alphonse Bousquet*, *Vizcaino frères*. La Ville décida de percevoir une redevance de 10 centimes par hecto de vin étranger ou français introduit dans les entrepôts spéciaux².

Ces entrepôts ne fonctionnèrent jamais normalement, nous voulons dire selon *la lettre et l'esprit* du Règlement qui les avait institués.

Selon l'esprit: en effet, nous l'avons déjà dit, ces entrepôts avaient été concédés dans le but de favoriser l'exportation outre-Atlantique; or les entrepôts spéciaux cettois firent surtout de l'exportation en Allemagne, en Belgique et en Suisse. L'entrepôt *Leenhardt* spécialement travaillait surtout pour la Suisse; si bien qu'il devint inutile, dès

¹ Chambre de com., 13 octobre 1892.

² Cons. mun. Rapport du 26 janvier et délib. du 14 avril 1893.

le 27 décembre 1892, date à laquelle cette nation, en raison du non renouvellement de la convention du 23 février 1892, appliqua aux vins français le tarif différentiel de 25 francs par hectolitre ¹.

La lettre du Règlement fut également violée, et sur plusieurs points. La proportion moyenne de 50 % ne fut pas réalisée. La première année d'exercice, la proportion fut exactement le 40 %; la moyenne générale des cinq années de fonctionnement fut 43 %, comme il ressort du tableau suivant, emprunté au rapport de *M. Barthe* ².

Années	Quantités entrées en entrepôt			Quantités réexportées
	Vins étrangers	Vins français	Alcools français	
1892.....	321.000 l	214.000 l	»	535.000 l
1893.....	521.287 -	347.471 -	1.008 l	869.766 -
1894.....	620.766 -	552.999 -	56.591 -	1.230.356 -
1895.....	278.811 -	283.667 -	18.370 -	580.848 -
1896.....	165.760 -	167.861 -	10.911 -	344.532 -
Totaux....	1.907.624 l	1.565.998 l	86.880 l	3.666.502 l

Comme réexportation, ces chiffres donnent la moyenne quinquennale de 7.321 hl. C'est peu. La moyenne corres-

¹ Son tarif général était 6 fr.; son tarif conventionnel 3 fr. 50. Cette guerre douanière fut courte (du 27 décembre 1892 au 25 juin 1895), mais fort préjudiciable à la viticulture française. Les exportations françaises en Suisse étaient, en 1892, de 250.517 hl; elles tombèrent brusquement à 46.373 hl, en 1893; à 19.441 hl, en 1894; en 1895, elles se relevèrent à 80.000 hl, et se stabilisèrent à 130.000 hl environ jusqu'en 1900. L'Espagne avait profité de la lutte pour élargir notablement sa part d'importation. Constatons qu'une fois de plus, dans les luttes douanières, les vins français, et par suite ceux du Midi, furent durement frappés. Il est pénible de relever que c'est là *un fait constant* dans les annales douanières de notre pays.

² Rapport fait au nom de la Commission des douanes chargée d'examiner le projet et la proposition de loi concernant la réforme du *Régime des entrepôts*. Ch. des Députés, annexe au procès-verbal de la séance du 17 février 1916, n° 1805.

pondante pour l'exportation totale de Cette, commerce général, étant de 130.073 hl, cela représente moins du 6 % de cette exportation.

Il paraîtrait même que certains négociants furent tentés d'introduire dans les entrepôts spéciaux, comme vins français, des vins étrangers préalablement francisés par le paiement des droits de douane, bénéficiant ainsi lors de l'exportation, d'une réduction de 50 % sur ces mêmes droits. Pour enrayer cette pratique, la Douane prescrivit, par sa circulaire du 15 juin 1894, que les vins français entrant en entrepôt spécial devaient être accompagnés du certificat d'origine délivré par le récoltant, et contresigné par le maire. Les craintes de fraude étaient même si fortes que les vins français furent soumis à l'analyse des douanes, préalablement à leur entrée. Le Commerce cettois ne manqua pas de protester contre ces mesures justifiées, mais fort gênantes en pratique.

Encore en violation de la lettre, du principe même du Règlement, une partie, la plus grande partie même, des vins français et étrangers introduits dans les entrepôts, en ressortaient, pour la consommation et pour la réexportation, sans mélange. Le tableau suivant donne le « relevé des vins étrangers entrés dans les entrepôts spéciaux pendant la même période et extraits de ces entrepôts sans avoir été mélangés ». Voici les quantités en litres :

Années	Entrées	Sorties	
		Consommation	Réexportation
1892.....	405.900	)	405.900
1893.....	537.880	11.080	526.800
1894.....	3.279.361	1.569.535	1.709.826
1895.....	5.344.103	1.852.716	3.491.387
1896.....	2.500.436	817.884	1.682.552
Totaux....	12.067.680	4.251.215	7.816.465

On voit, par la comparaison de ce tableau avec le précédent, que le mouvement légal (abstraction faite de la proportion exacte du coupage) des entrepôts spéciaux fut bien inférieur à leur activité extra-légale.

Y eut-il vraiment fraude dans ces pratiques ? Non, puisqu'elles étaient connues des administrations et *tolérées* par elles. M. Bühler notamment, un des premiers, s'adressait le 11 janvier 1893 au Conseil municipal pour demander l'autorisation de faire, dans son entrepôt spécial, « toutes les opérations qui sont tolérées en entrepôt réel et pouvoir notamment dédouaner des vins pour les mettre à la consommation ». A la même époque, 19 janvier, M. Leenhardt formula une demande analogue. Toujours animé de bonne volonté, le Conseil autorisa tout ce qu'on lui demandait d'autoriser, alors qu'il n'avait *aucune autorité* pour le faire, n'ayant compétence que sur la question de concession de l'entrepôt spécial. Le bureau des douanes de Cette, avec plus de qualité, *autorisa* ces pratiques illégales, et il faut reconnaître que la Douane a rarement habitué les négociants en vins à des tolérances de cette envergure. Bref, tout ceci était connu, et surtout de la Municipalité ; aussi est-on étonné d'apprendre qu'elle attendit pour s'é-mouvoir, oh ! sans trop, de ces illégalités, le rapport du préposé en chef de l'Octroi, du 5 mars, dans lequel ce vigilant administrateur signalait que les entrepôts spéciaux étaient complètement *détournés* de leur but et que les concessionnaires de ces entrepôts « y logeaient des vins appartenant à des tiers, moyennant le prix de location de 10 centimes par hectolitre et par mois », alors que le tarif correspondant de l'entrepôt réel de la ville était de 15 centimes. Sans doute les vins entrant à l'entrepôt spécial payaient 10 centimes par hectolitre à la Ville, mais c'était là une redevance acquise une fois pour toutes, et l'on comprend facilement qu'en présence des deux tarifs, les commerçants aient déserté l'entrepôt réel, à tel point que la Ville, dans le courant de l'année 1894, ne renouvela pas, faute d'aliment, la location de la plupart de ses annexes. En effet « la plupart des vins étrangers, qui autrefois, avant d'aller simplement à la consommation, passaient par l'entrepôt de la Ville, passent aujourd'hui par les entrepôts particuliers. Ce n'est pas étonnant, c'est meilleur marché ». Pour enrayer cette pratique, ou plutôt pour en

retirer sa part de profit, le Conseil municipal éleva successivement le tarif d'entrée à 15 centimes, puis 25 centimes par hl ¹ avec l'approbation de la Chambre de commerce. Après quoi, rassuré du côté des finances communales, le Conseil, repris de son entière sollicitude pour le commerce local, intervint auprès de la Douane, qui s'émouvait à son tour de ces pratiques, pour qu'elle maintint « le privilège de *réexportation sans mélange* et de livraison à la consommation ».

Il faut reconnaître d'ailleurs que le Commerce cettois, avec son amour de franchise et de clarté, paraissait honnête de vivre sous un pareil régime de tolérance; aussi, dans le but de rentrer dans la légalité, ou plutôt d'introduire la légalité dans le cadre des pratiques tolérées, les exportateurs demandèrent, en janvier 1895, à l'Administration des douanes, avec l'appui de la Chambre de commerce, la révision du règlement des entrepôts spéciaux, à l'effet de permettre :

« 1° Que toutes les opérations autorisées à l'entrepôt réel soient également autorisées dans les entrepôts spéciaux; 2° qu'il soit permis dans les deux sortes d'entrepôts: *a)* de mélanger des vins étrangers de différents sommiers, en vue de l'exportation, et de viner ces mélanges avec de l'alcool français, sans obligation de coupages avec des vins français; *b)* de viner des vins étrangers pour l'exportation avec des alcools français, sans obligation de coupage avec des vins français; *c)* de laisser vieillir les vins en entrepôt; *d)* de laisser entrer en entrepôt les mistelles destinées à l'exportation, avec autorisation de les mélanger avec des vins étrangers, avec ou sans coupage avec des vins français. » ².

C'était une véritable révolution proposée par le Commerce cettois. Le Ministre compétent se borna à répondre ³ que pareilles demandes ne pouvaient être accueillies, étant

¹ Cons. mun., Délib. du 17 janvier 1896.

² Chambre de com., Séance du 23 janvier 1895.

³ Lettre du 2 avril 1895 à la Ch. de com.

donné que les entrepôts spéciaux avaient été « exclusivement créés dans le but de faciliter l'exportation des vins français ». Les Cettois semblaient en effet l'avoir oublié. Si M. Barthe avait été ministre du Commerce à cette époque, appelé à connaître de leurs prétentions, il n'aurait pas manqué d'admonester ses concitoyens en leur reprochant de se transformer en un « peuple de marchands ». Certes Cette était déjà bien éloigné du bon Quesnay et des physiocrates..., et notre Chambre de commerce eût sans doute répondu comme aujourd'hui¹ qu'il était *chimérique* de craindre « de voir la France transformée en un vaste repaire de vils trafiquants ».

Cependant la Chambre de commerce, qui ne manquait pas de subtilité, ne s'estima pas battue. Puisque le Ministre déclarait qu'on ne pouvait élargir le régime des entrepôts spéciaux, du fait qu'ils avaient pour but de faciliter exclusivement l'exportation des vins français, elle renouvela sa demande dans la même forme, en la restreignant à l'entrepôt réel. Il eût autant valu réclamer l'abrogation du tarif de 1892, car c'était là encore une véritable révolution dans notre régime douanier préconisée par les négociants cettois. Peut-être eût-elle été agréable aux mânes de Colbert et à notre distingué concitoyen et ami M. Léopold Vivarès, qui rappelait que le grand protectionniste voulait faire de l'entrepôt « un terrain neutre, considéré comme la continuation du territoire étranger, où la liberté du commerce serait complète, en tant qu'il n'y serait commis aucun acte nuisible aux intérêts du trésor »². La liberté du commerce complète... on voit bien que Colbert n'avait pas à compter avec la toute puissante C G V !

Cependant, dès mars 1894, la Viticulture avait fait entendre sa voix à la Chambre des députés, et elle n'était rien moins que favorable à tous systèmes de coupages en entre-

¹ Chambre de com., séance du 22 décembre 1915.

² L. Vivarès. Le régime des entrepôts de douane et l'exportation des vins, brochure, Montpellier, 20 avril 1916.

pôts¹. Aussi le Ministre répondit-il encore par la négative à la nouvelle demande du Commerce cettois. En août 1896, l'inspecteur des douanes à Cette annonçait donc qu'à dater du 1^{er} octobre 1896 cesseraient toutes les *tolérances temporaires* et que l'on reviendrait à la condition expresse « que les vins étrangers qui seraient introduits dans les entrepôts spéciaux ne sortiraient que pour la réexportation, mélangés d'au moins 50 % de vins français »². Forcés de rentrer dans la légalité, les entrepôts spéciaux, *faute d'aliment*, cessèrent de fonctionner à Cette le même mois d'octobre 1896.

Telle est l'histoire des entrepôts spéciaux cettois. Nous l'avons exposée avec quelques détails car cette institution, très controversée dans son principe même et lors de son fonctionnement, a donné lieu récemment encore à de vives discussions entre la Viticulture et le Commerce méridional. Les critiques les plus vives et les plus nombreuses s'adressent d'ailleurs aux entrepôts spéciaux de Bordeaux, dont le mouvement fut beaucoup plus important que celui de Cette et qui exportèrent des vins de cargaison concurrençant les vrais bordeaux: ce qui annulait et au delà le bénéfice des 50 % de vins de la Gironde... ou d'ailleurs exportés dans les coupages. Cette, en matière de vins ordinaires, n'avait pas un nom tel qu'il eût permis d'étiqueter avec grand succès ses coupages divers destinés à l'exportation; c'est pourquoi l'activité légale de ses entrepôts spéciaux a été insignifiante. Du moins dans ces limites, n'ont-ils pas, comme à Bordeaux, fait une concurrence en quelque sorte déloyale aux vins français. Quant à leur activité extra-légale, qui est plutôt un abus qu'une véritable fraude bien que moins insignifiante, elle fut tout compte fait peu importante, et l'on ne peut dans tous les cas en faire un argument en faveur de l'institution.

Les entrepôts spéciaux de Bordeaux et de Marseille continuèrent à fonctionner jusqu'en 1899. A cette date, à l'oc-

¹ J. O., 5 et 8 mars 1894, Chambre, Débats.

² Lettre à la Ch. de Com. du 7 août 1896.

casion d'un débat plus large sur la nouvelle loi douanière, la Viticulture méridionale, et surtout bordelaise, put porter à la Chambre son opposition aux entrepôts spéciaux. *M. J. Piou* présenta un amendement qui disait notamment : « Les vins étrangers entrant en franchise ne pourront être en France coupés ou mélangés, ni faire l'objet d'aucune manipulation ». Ceci équivalait à la suppression des entrepôts spéciaux et des coupages en entrepôt réel. « L'amendement Piou (il contenait, nous le verrons plus loin, d'autres prescriptions), soumis d'abord à la Commission des douanes, qui le repoussa, vint en son rang à la Chambre où il fut combattu à la fois par le Directeur général des douanes et le Gouvernement. Il n'en fut pas moins voté le 21 décembre 1898 par 271 voix contre 194 »¹. L'intention de la Chambre était donc bien nette²; cependant *M. L.*

¹ *Barthe*, rapport déjà cité. — *L'Officiel* porte, p. 2553 : votants 502; pour 295, contre 207.

² Nous devons pourtant avouer que, traduite à *L'Officiel*, cette séance mouvementée donne franchement l'impression que la *Chambre* avait sur notre législation douanière des idées peu précises. *M. Georges Gros*, président de la commission des Douanes, se vit obligé de déclarer : « Vous avez, Messieurs, d'étonnants procédés de discussion... Vous ne connaissez pas le texte de la loi que vous voulez abroger; je vous l'apporte, et vous ne voulez pas en entendre la lecture ». Cela seul permet, semblerait-il, de juger du rythme de ces débats. *M. Bousquet*, directeur général des Douanes, commissaire du Gouvernement, qui également, sans doute, reconnaissait à MM. les députés une compétence réduite en ces matières, eut pouvoir déclarer triomphalement, toujours à propos des entrepôts spéciaux : « J'ai dans mon dossier un rapport de l'inspection des Finances qui généralement n'est pas tendre pour les régies financières et qui reconnaît que toutes les précautions indispensables ont été prises et qu'aucun abus n'a été signalé ». Cependant, quelques instants après, Bousquet sur une intervention de *M. Th. Goujon*, sans doute mieux renseigné que la plupart de ses collègues, fut amené à reconnaître que les entrepôts spéciaux avaient donné lieu à de nombreux abus... *L'Officiel* du 21 décembre 1898 mérite vraiment d'être lu, pour apprécier la méthode et les procédés des législateurs de l'époque.

Vivarès donne sur ce vote les précisions suivantes : « C'était à 8 heures du soir : 55 députés, impatients et disposés par conséquent à adopter quoi que ce fût, étaient éparpillés sur les banes du palais Bourbon, et c'est dans ces conditions, en opinant pour tous leurs collègues absents, qu'ils votèrent ce fameux amendement »¹. La Chambre de commerce protesta vivement auprès du Ministre². Elle renouvela la démonstration *bien connue* de la nécessité des coupages pour pouvoir lutter contre la concurrence des Italiens et des Espagnols, qui avaient développé le goût de leurs vins sur les marchés étrangers. « C'est contre ce goût qu'il faut graduellement lutter, pour y ramener l'habitude de nos vins nationaux », disait-elle... fort bien, mais alors pourquoi le Commerce de Cette avait-il en 1895 jugé insuffisante la proportion des 50 % et demandé à manipuler, en entrepôt spécial, des vins étrangers sans obligation de coupage avec des vins français ? Était-ce ainsi qu'il entendait « ramener l'habitude de nos vins nationaux » ?

En vérité la protestation cettoise, sous ce rapport, était purement platonique ; c'étaient plutôt la question des manipulations en entrepôt réel et celle du transit qui intéressaient notre port. Ceci est corroboré par le fait suivant. Lorsqu'en janvier 1899 M. *Couderc*, délégué de la Chambre de commerce, se rendit à Paris pour intervenir auprès de la Commission sénatoriale, il agit dans ses différentes démarches conjointement avec le maire de Cette, le président du Syndicat des vins de Cette et le délégué de la Chambre de commerce de Bordeaux ; mais lorsqu'il fut question de demander le maintien des entrepôts spéciaux, la délégation cettoise s'abstint d'agir de concert avec le délégué bordelais, déclarant que « cette question n'intéressait pas directement le commerce de Cette »³. D'ailleurs toute intervention fut inutile et, sur le rapport de M. de Verni-

¹ L. Vivarès : *op. cit.*

² Chambre de com. Lettre du 31 décembre 1898.

³ Ch. com., compte rendu 1899, p. 5.

*nac*¹, le Sénat, voulant hâter la solution, pour permettre la conclusion des négociations franco-italiennes, vota l'amendement Pion avec la loi entière. Le Commerce bordelais ne considéra pourtant pas la question comme définitivement réglée, puisque c'est sur sa demande que, dès le 8 mai 1899² MM. Jourde, Thierry, Carnot et Cadenat demandaient à la Chambre le rétablissement des entrepôts spéciaux, en spécifiant que, pour éviter les fraudes, les fûts sortant de ces entrepôts devraient porter la marque « vin de car-gaison ». La Commission des douanes de la Chambre reçut les délégués de la Viticulture et du Commerce. Cette, notons-le, n'envoya pas de délégation. Sur rapport défavorable de *M. Périer du Larsan*³ la proposition fut repoussée.

En 1902, le Commerce cettois demandait le rétablissement des entrepôts spéciaux, et la Chambre de commerce soutenait cette revendication, prétendant que les dispositions de l'amendement Pion avaient eu pour but « d'entrayer une fraude qui n'avait jamais existé que dans l'imagination des auteurs de la loi ». La question reparut avec quelque ampleur lors de la préparation de la loi du 29 décembre 1917, relative à la réforme du régime des entrepôts. Le projet du Gouvernement, en ce qui concerne les vins en entrepôts, confirmait la législation existante⁴. *M. Durandy* présenta alors un amendement à l'article 5 ainsi conçu : « Le mélange des vins français avec des vins étrangers est... autorisé en entrepôt réel ou spécial pour la réexportation. La proportion des vins français dans les mélanges devra être de plus de 50 % ».

Ainsi la question des entrepôts spéciaux était à nouveau posée, et la polémique reprit entre la Viticulture et le Com-

¹ J. O., 1899, Sénat, Documents, p. 47.

² J. O., 1899, Chambre, Documents, p. 1554.

³ J. O., 1900, Chambre, Documents, annexe, p. 1409.

⁴ Article 5. Voir à la fin du rapport Barthe, déjà cité, le « Texte comparé des projets du gouvernement et de la Commission des douanes ».

merce. Le débat revêtit une ampleur importante et évolua autour de deux pôles: 1° la question de la zone franche; 2° la question de l'efficacité des anciens entrepôts spéciaux. Nous consacrerons à la première une étude spéciale, car à notre avis c'est la véritable question qui doit se poser à Cette¹. Quant à la question de l'efficacité des anciens entrepôts spéciaux, elle a donné lieu à des discussions abondantes, mais dont aucune ne nous a paru concluante.

La Viticulture² prétend fermement que l'expérience des entrepôts spéciaux n'a pas développé l'exportation française. L'argumentation-type est fournie par M. Barthe dans sa comparaison des *moyennes de l'exportation française* pendant les périodes: 1887-1892, 1893-1898 (période des entrepôts spéciaux), 1899-1904. Voici ces moyennes:

Années	Com. général	Com. spécial
1887-1892.....	2.497.274	2.122.931
1893-1898.....	2.403.982	1.697.536
1899-1904.....	2.463.527	1.829.112

Par contre M. Artaud, qui représente avec autorité le commerce des vins, accuse cette argumentation de n'être pas topique³, puisque pendant la période 1893-1898 la production française enregistra des récoltes très basses... Mais cela est encore vrai, dirons-nous, pour la période 1887-1892. M. Artaud ajoute qu'il n'est pas topique d'arrêter l'exemple à 1904 et il propose « les chiffres probants » suivants:

1870-1882, exportation moyenne...	3.300.000 hl.
1900-1914, exportation moyenne...	1.727.550 hl.

¹ Voir 3^e p., ch. III, § 9.

² Voir, dans le rapport *Barthe*, la reproduction des diverses opinions des associations, syndicats, conseils généraux, chambres de commerce. Voir également: le rapport *Dufrêche*, annexe au procès-verbal de la séance du 19 janvier 1917; « Les vins français et la réforme du régime des entrepôts de douane »; « Entrepôts francs », brochures par J. Pastre.

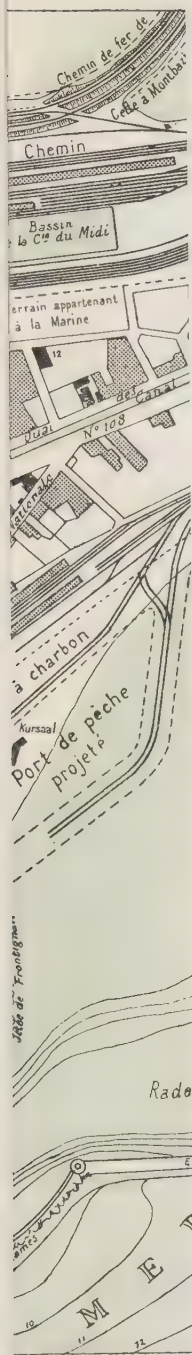
³ Ch. de Com. de Marseille. Comptes rendus des 21, 24 mars 1917

Nous ne pouvons pas cependant estimer ces chiffres comme probants; évidemment ils établissent la décroissance de notre exportation, mais celle-ci tient à plusieurs causes, et prétendre ramener à la seule suppression des entrepôts spéciaux l'origine de cette décadence est un procédé quelque peu sommaire. Aussi bien ces argumentations basées sur des chiffres et des moyennes de périodes choisies avec habileté sont-elles stériles! L'expérience des entrepôts de coupage ne tient pas seulement dans des chiffres mais encore dans des faits indiscutables: à Bordeaux où leur fonctionnement revêtif quelque activité, il faut reconnaître qu'il se traduit par une *concurrence indésirable* faite aux vins français. Mais c'est du point de vue cottois que la question nous intéresse, et ici la cause est bien jugée, ainsi que cela ressort de l'exposé ci-dessus.

Il est certain que, si l'on avait renouvelé l'expérience des entrepôts spéciaux, on aurait de nouveau imposé un pourcentage déterminé de vins français; l'Espagne procéda de même en 1890 pour ses *depositos de vinos*¹. Le commerce cottois se serait-il accommodé de ce régime? Nous ne le croyons pas. Avec la législation de plus en plus serrée sur les fraudes, le contrôle de toute nature et toujours plus étendu que l'Etat entend exercer sur les activités individuelles, il faut penser que l'intervention des administrations diverses aurait été bien plus marquée qu'en 1892, et les négociants cottois auraient, comme à cette époque, proclamé eux-mêmes l'inefficacité de l'institution. En vérité, le seul organe qui serait susceptible de donner satisfaction à notre commerce c'est la *zone franche*. Elle pose avec clarté la question du commerce d'exportation; nous verrons bientôt si elle la résoud en même temps dans le sens des intérêts généraux et locaux.

¹ Ley y reglamento para el Establecimiento de depositos de vinos procedientes de Francia y destinados à su mezcla con los vinos nacionales. Broch. off. du « Ministerio de Estado », Madrid 1894. — Art. 2 de la loi du 14 juillet 1894 et art. 22 du règlement du 14 septembre 1894.

La loi du 29 décembre 1917, relative à la réforme du régime des entrepôts, a apporté la conclusion la plus récente aux débats sur les entrepôts spéciaux et les coupages en entrepôts. Son article 6, § 2 déclare: « Sont autorisées en entrepôt réel et spécial, sous réserve des interdictions édictées par des lois spéciales... » L'interdiction des coupages de vins en entrepôt, édictée par l'amendement Piou, est donc maintenue.



CHAPITRE III

LA PERIODE CONTEMPORAINE

DE 1898 A NOS JOURS

§ 1. Préparation du tarif douanier de 1899. — § 2. La question du change espagnol. — § 3. Les importations de vins exotiques continuent à décroître. — § 4. Vins italiens; vins grecs. — § 5. Importance croissante des vins d'Algérie. — § 6. Les questions des manipulations en entrepôt et de la marque indélébile. — § 7. Mistelles et vins de liqueur. — § 8. L'exportation. — § 9. Cette et la zone franche.

§ 1. — PRÉPARATION DU TARIF DOUANIER DE 1899

Nous savons que le tarif de 1892 n'avait pas donné les résultats qu'on en attendait. En adoptant le système de la taxation au degré, le législateur avait eu pour but d'arrêter l'introduction des vins vinés... et c'étaient désormais des vins mouillés qui avaient passé nos frontières en quantités assez importantes, venant ainsi concurrencer nos petits vins « de pays ». Le Commerce également n'approuvait pas ce mode de taxation, car il frappait d'une façon plus dure les vins à fort degré dont il avait plus particulièrement besoin. Le Commerce et la Viticulture étaient donc d'accord dans une certaine mesure, lorsqu'il fut question de remanier le tarif de 1892. Mais, comme toujours, des divergences profondes se manifestèrent sur les questions essentielles: titrage et montant du droit à appliquer. Le Commerce demandait que l'on reportât la limite alcoolique jusqu'à 15°, en spécifiant que l'introduction de vins vinés n'était plus à craindre, comme autrefois avec le

même régime. La situation n'était plus la même, disait-il, quant aux possibilités de vinage en Espagne. Ce pays, en 1892, avait porté les droits de douane sur l'alcool de 3 pesetas 25 à 160 pesetas par hectolitre. Il n'y avait donc plus à redouter l'invasion de notre marché par des vins vinés avec des alcools allemands, américains, suédois, désormais arrêtés par ce tarif élevé. Et en fait l'importation des alcools étrangers en Espagne, qui se chiffrait encore en 1890 par 555.713 hl, tombait à 93.229 hl en 1892 et devenait pratiquement nulle à dater de 1894. Il faut reconnaître cependant que l'Espagne avait encore ses alcools indigènes, notamment les alcools de grains de la région de Barcelone, et noter que le vinage y était toujours plus économique que chez nous, puisque l'impôt de consommation sur l'alcool était de 37 pesetas l'hl en Espagne et de 156 fr. en France. Quoi qu'il en soit, la Viticulture prétendait maintenir le titre en cours, soit 10°9. En définitive ce fut une prétention moyenne qui triompha, et c'est le titre de 12° qui fut consacré par le tarif du 1^{er} février 1899. A notre connaissance, la Chambre de commerce de Cette n'intervint pas dans ces discussions; peut-être, instruite par de multiples expériences, avait-elle peu de foi dans les résultats de son intervention. Cependant elle fit entendre sa voix à propos du montant du droit de douane et du change espagnol, questions solidaires en la circonstance.

§ 2. — LA QUESTION DU CHANGE ESPAGNOL

Depuis plusieurs années, la parité entre le franc et la peseta était rompue au profit de la France; à tel point qu'en 1898 la monnaie française gagnait, au change, en moyenne 53,6 %. Les viticulteurs prétendirent que cette rupture d'équilibre permettait aux importateurs d'acheter les vins espagnols à des prix infimes. Ils déclaraient même que ce bénéfice du change annulait à peu près exactement les droits de douane. Et, comme les récoltes de 1897 et 1898

furent déficitaires, la Viticulture annonça que ces diverses contingences lui faisaient craindre une invasion de vins exotiques. Il faut avouer que c'était là une vue quelque peu simpliste, à supposer même qu'elle eût le mérite de la sincérité. Nombreux furent les organes et les personnes qui s'attachèrent à rectifier pareille interprétation des effets et incidences du change. Nous ne retiendrons que la rectification de la Chambre de commerce de Cette. Cette compagnie affirmait que le change n'avait pas sur le cours des vins autant d'influence que le prétendaient les viticulteurs. Elle établissait son raisonnement en prenant pour base un vin de 11° valant 12 pesetas à la propriété. Au change de l'époque, le négociant acheteur déboursait 7 francs environ : il bénéficiait donc du change, mais sur cette somme seulement. Comme le vin espagnol rendu en France était coté à 27 francs environ, il y avait 20 francs soit les 3/4 de la valeur totale qui, payés en France, étaient soustraits à l'influence du change. Ces 20 francs étaient ainsi décomptés :

Location du fût.....	(par hectol.)	1	»
Fret, plein et vide.....		2	»
Transport par fer, en Espagne.....		3	»
Commission en France.....		1	50
Intérêts et menus frais.....		0	94
Transport par fer, en France.....		3	»
Droits de douane sur 11°.....		8	56
Total.....		20	»

La Chambre faisait de plus justement remarquer que le vendeur espagnol, se tenant comme l'acheteur français au courant du change, tenait compte, dans la fixation de son prix de vente *en pesetas*, de la perte plus ou moins élevée de la monnaie espagnole¹. Néanmoins ce furent encore les prétentions de la Viticulture qui l'emportèrent, et le taux

¹ Lettre de la Ch. de Com. au Ministre du 27 août 1898.

du droit fut élevé. Le tarif du 1^{er} février 1899, qui fut appliqué immédiatement, suivant le système du « cadenas », frappait les vins, au *tarif minimum*, d'un droit de 12 fr. jusqu'à 12°; au-dessus de 12°, on ajoutait à ce droit une taxe égale au montant du droit de consommation sur l'alcool. Celui-ci était de 156 fr. 25 par hl d'alcool 100°, en 1899 selon la loi de 1871, et passa à 220 francs en vertu de la loi du 20 décembre 1900. Le tableau suivant donne les droits afférents aux divers degrés, sous ces trois régimes :

10° en 1892	7 fr.	en 1899	12 fr.	en 1901	12 fr.
11°	— 8 56	— 12 »	— 12 »	— 12 »	— 12 »
12°	— 10 12	— 12 »	— 12 »	— 12 »	— 12 »
13°	— 11 68	— 13 56	— 14 20	— 14 20	— 14 20
14°	— 13 24	— 15 12	— 16 40	— 16 40	— 16 40
15°	— 14 80	— 16 68	— 18 60	— 18 60	— 18 60

§ 3. — LES IMPORTATIONS DE VINS EXOTIQUES CONTINUENT A DÉCROÎTRE

Le tarif de 1898 et le relèvement progressif de la production nationale amenèrent une diminution considérable dans les importations de vins exotiques et spécialement des vins espagnols. En 1898, il entra en France près de 5 millions d'hl de vins espagnols; en 1899, ce chiffre passait à 3.300.000 hl, et tombait à 757.000 hl en 1901. A Cette, l'importation des vins étrangers subit une décroissance parallèle, avec des fluctuations en rapport avec la production française.

La moyenne des importations de vins espagnols à Cette fut, pour la période de 1899 à 1914, de 363.708 hl. Les moyennes précédentes avaient été: pour la période de 1882 à 1892, de 2.470.000 hl; pour la période de 1892 à 1898, de 1.033.000 hl. La chute était énorme.

Voici les chiffres des entrées de vins espagnols et italiens (*en hectolitres*):

En 1899.....	Espagnols	1.061.733	Italiens	1.342
— 1900.....	—	455.152	—	511
— 1901.....	—	127.286	—	4
— 1902.....	—	65.714	—	141
— 1903.....	—	432.853	—	1.510
— 1904.....	—	279.341	—	211
— 1905.....	—	35.057	—	»
— 1906.....	—	28.985	—	»
— 1907.....	—	14.387	—	2
— 1908.....	—	17.260	—	3
— 1909.....	—	18.001	—	9
— 1910.....	—	590.301	—	2.032
— 1911.....	—	681.744	—	4.896
— 1912.....	—	578.978	—	»
— 1913.....	—	1.021.753	—	6.913
— 1914.....	—	410.924	—	8.007

Il convient de noter que pendant la période de 1892 à 1898 l'importation des « espagnes » avait revêtu un mouvement relativement régulier. Désormais, au contraire, réduit de plus en plus à combler seulement le déficit de la production française et algérienne, ce mouvement présentera des variations considérables et brusques. *Considérables*, puisque le maximum de cette période réalisé en 1899 se chiffre par 1.061.733 hl et le minimum réalisé en 1907 par 14.387 hl (récoltes françaises, 1906: 52 millions d'hl; 1907: 66 millions d'hl). *Brusques*, car elles tombent de 1.061.733 hl en 1899 à 455.152 hl en 1900; de 18.001 en 1909 à 590.301 hl. en 1910¹.

¹ Ainsi la récolte de 1910 fut seulement de 28 millions d'hl: ce fut la plus réduite qu'on ait vue depuis la reconstitution du vignoble; on n'en avait pas relevé de pareille depuis 15 ans. Elle était due à des gelées printanières et à une invasion de cochyliis et d'eudémis. Les vins rouges de pays furent cotés 40 fr, les blancs 45; ces prix élevés permirent une importation des espagnes qui se chiffra par 590.000 hl en 1911, pour Cette seulement, et la Chambre de commerce écrivait à cette époque: « Ces chiffres

Par suite des variations dans l'importation des vins espagnols, l'exportation des futailles expédiées en Espagne pour le remplissage subit des fluctuations symétriques. Or, le mouvement maritime entre Cettè et l'Espagne étant essentiellement fait de ces deux éléments de trafic, vins et fûts (il faut compter également les superphosphates à la sortie et les primeurs à l'entrée), il en résulte que ce mouvement présente des fluctuations importantes, tant dans le tonnage net que dans le nombre des navires espagnols fréquentant le port. Notons que le pavillon espagnol a, en fait, le monopole de ce trafic.

§ 4. — VINS ITALIENS; VINS GRECS

Comme vins exotiques, il y a lieu de citer également quelques vins italiens, mais en quantités infimes, et surtout les vins de Grèce. Nous n'avons pas de statistique relative à ces derniers, mais nous savons qu'ils consistaient surtout en *vins mutés*, qu'on déclarait mistelles ou vins doux, suivant les dispositions de la législation douanière¹. Ainsi on relève que du 1^{er} septembre 1908 au 31 août 1909 il est entré à Cettè 18.141 hl de « vin de liqueur de Grèce ». La Turquie expédie des vins analogues. En 1910, les entrées totales de vins de liqueur étrangers sont de 100.000 hl, provenant de Grèce, de Turquie et d'Espagne. De septembre 1910 à septembre 1911, la Grèce et la Turquie expédièrent à Cettè 80.000 hl de « vin doux » ; ce chiffre passa à

ont leur éloquence et en tout cas une signification que la Viticulture fera bien de ne pas ignorer : c'est que toutes les fois que les cours atteindront 30 fr. l'hecto, l'Etranger, notamment l'Espagne et la Grèce, nous approvisionnera jusqu'à concurrence de 2 à 3 millions d'hl environ ». Pendant ces années, le port de Cettè connut un mouvement qui est comparable à celui de la période de 1880-1885, époque de son apogée. Voir comptes rendus annuels de la Ch. de com. de Cettè, années 1909-10-11-12.

¹ Voir même chapitre, § 7.

146.000 hl pour la campagne de septembre 1911 à septembre 1912¹.

Cette progression dans les entrées de vins d'Orient, qu'on les appelle vins doux, muscats, mistelles ou samos, eut pour résultat une augmentation constante de l'importance du pavillon grec dans le port de Cette. Au point de vue du tonnage brut, il passait du 8^e rang en 1908 au 3^e rang en 1913, avec 58.143 tonneaux, contre 70.191 au pavillon anglais qui tenait le second rang; le premier appartenait au pavillon espagnol avec 1.106.870 tx. Cette année-là, en effet, l'importation des « espagnes » fut exceptionnellement élevée; elle dépassa un million d'hectolitres.

§ 5. — IMPORTANCE CROISSANTE DES VINS D'ALGÉRIE

La décroissance qui se manifeste pendant cette période dans les importations de vins exotiques et spécialement de vins espagnols fut, mais en partie seulement, balancée par une progression importante dans les entrées de vins d'Algérie. Voici quels furent les chiffres de ces entrées (*en hectolitres*) :

En 1899.....	957.968	En 1907.....	628.447
— 1900.....	285.037	— 1908.....	608.116
— 1901.....	464.023	— 1909.....	432.031
— 1902.....	574.408	— 1910.....	649,361
— 1903.....	924.341	— 1911.....	1,021.148
— 1904.....	855.813	— 1912.....	1.006,812
— 1905.....	522.223	— 1913.....	363.117
— 1906.....	591.499	— 1914.....	495.450

Comme pour les vins étrangers, les variations de chiffre sont en fonction des récoltes françaises. Ces vins compren-

¹ Ces chiffres n'ont pas la prétention de l'exactitude absolue. Ils sont cependant empruntés aux comptes rendus annuels de la Chambre de commerce.

nerit: des vins rouges de fort degré, des mistelles 8°/15° et des vins blancs, ces derniers gagnant progressivement en importance. « Cela tient aux anciennes habitudes de travail; de tous temps le commerce cettois s'est adonné à la préparation des vins spéciaux. Or, depuis quelques années, les expéditions de vins rouges partent directement de la cave du propriétaire en wagon-réservoir; c'est à peine si parfois le négociant forfaiteur leur fait subir un simple filtrage; cela explique la préférence du commerce cettois pour les vins blancs »¹. A vrai dire, le commerce des vins ordinaires à Cette reçut déjà la première atteinte importante du développement des chemins de fer qui facilitèrent les expéditions directes des centres de production.

Il convient de préciser que les vins blancs et les mistelles demeurent sur notre place, où ils sont utilisés par les *vermouthiers* et les fabricants de vins de liqueur. Par contre, une grande partie des vins rouges ne fait que transiter par le port de Cette à destination de l'Intérieur et notamment du marché parisien et des régions de l'Est. Cette semble, par sa seule position géographique, être le point de transit naturel de ce mouvement. En fait, ce rôle n'était pas de tout repos. « L'économie des transports a aussi ses surprises, dit la plume alerte de M. Vivarès. Le commerce des vins du nord et de l'est de la France ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait mieux à faire que de recevoir par les ports de Cette, Marseille et Saint-Louis-du-Rhône ces vins d'Algérie que les voies ferrées avaient à distribuer dans le Nord, Paris et l'Est. Le commerce, en effet, n'est point toujours aussi pressé qu'il le paraît, et dans le fait de ses approvisionnements, surtout quand il s'agit de la reconstitution et de l'entretien de ses stocks, il n'estime pas toujours que le temps soit de l'argent. On s'était donc aperçu, cela remonte à 1895 et même plus haut² que les vins d'Algérie, au départ des principaux ports de cette colonie, coû-

¹ Chambre de com. Compte rendu de 1909.

² Voir 3^e p., ch. I^{er}, § 9.

taient moins cher à être transportés par la voie de Gibraltar à Rouen, Paris, Dunkerque et par les canaux de l'Est jusqu'à Nancy, que par les ports de Cette, Marseille, St-Louis-du-Rhône, les vallées du Rhône et de la Saône. A un moment donné ce trafic, qu'on dénommait simplement via Gibraltar, prit une si grande ampleur que la compagnie P-L-M en fut alarmée et combina avec certaines compagnies de bateaux à vapeur, faisant le service en Méditerranée, ainsi qu'avec les Compagnies de chemins de fer de l'Est et du Nord, des tarifs dits « communs » qui lui permettaient de transporter sur rails français les vins algériens à des prix inférieurs à ceux qu'elle appliquait aux vins français eux-mêmes. C'était prêter bien facilement le flanc à la critique. Nos viticulteurs, *non sans raison*, protestèrent contre cette ingénieuse injustice, et n'eurent pas de peine à l'emporter. D'autre part, la Cie P-L-M céda fort aisément, attendu que, même avec ses tarifs communs les plus réduits, elle ne put jamais arriver à établir la péréquation de prix qui s'imposait pour que le commerce abandonnât la voie de Gibraltar » ¹.

Malgré cela, Cette aura toujours une part du transit des vins algériens; peut-être même pourra-t-il prétendre attirer à lui la plus grande partie de ce trafic, le jour où le Rhône sera navigable jusqu'à Genève pour les *grands chalands*. Encore faudra-t-il mener parallèlement l'amélioration du canal de Cette à Beaucaire, afin que ces chalands puissent venir charger dans notre port, sinon Marseille risquerait d'accaparer ce trafic. Sans doute, ce ne sont là que des vues d'avenir, mais Cette a le devoir de s'intéresser à tout ce qui se fait dans la Méditerranée: ce qui se fait sans vous se fait contre vous.

Peut-être est-il vrai de dire que « le transit n'est plus du commerce, et c'est à peine s'il laisse un peu de poudre d'or aux mains de ceux qui l'effectuent » ², et nous ne songeons

¹ L. Vivarès, in *Bul. Soc. Lang. de Géog.*, 1917, t. XL, p. 152.

² L. Vivarès, *loc. cit.* — Le transit n'est plus du commerce, sans doute, mais il convient de ne pas négliger cet élément d'activité

pas à établir une équivalence de valeur entre les relations algéro-cettoises antérieures à 1880 et celles qui nous unirent par la suite : les 300.000 hl de vins exportés par Cette en Algérie avant 1880 représentent un commerce plus important en lui-même que les 600.000 hl importés depuis en moyenne. Néanmoins, depuis la rupture d'équilibre, ce commerce d'importation est pour notre port un élément important d'activité. C'est pourquoi il convient d'en relever les progrès :

La moyenne des importations d'*algéries* à Cette pour la période de 1899 à 1914 est de 649.000 hl, ce qui représente le 12 % de la moyenne correspondante des entrées totales pour la France entière. La moyenne pour la période de 1873 à 1888 avait été de 65.000 hl, soit le 27 % de la moyenne des entrées totales pour la France entière. De la comparaison de ces chiffres, il ressort que le mouvement d'importation des *algéries* a décuplé à Cette mais que la part de notre port dans le commerce vinicole franco-algérien a diminué de moitié ; la cause essentielle en est dans la concurrence de la voie de Gibraltar, déjà signalée.

Le tableau suivant donne le chiffre des importations totales de vins à Cette pendant la période de 1899 à 1914. La moyenne des importations a été de 1.300.000 hl, alors qu'elle avait été de 1.600.000 hl pour la période 1892 à 1898.

pour notre port. Le transit des vins, en particulier, donne depuis longtemps à Cette un aliment fort important ; il intéresse les *accouilleurs*, les camionneurs, les ouvriers du port, les gares. Peut-on se dispenser de rappeler, à ce sujet, qu'au cours de la *Grande Guerre*, Cette, devenu le point de transit à peu près exclusif pour les marchandises à destination de la Suisse, vit de ce fait doubler son mouvement maritime ? Qui ignore que nos puissantes maisons de transit (les Alfred Alquié ; les Flachot et Crotte ; les Natural, le Coultre et Cie ; les Marius Arnaud, etc) ont manipulé des milliers et des milliers de tonnes de marchandises diverses, de toutes provenances, et manié de ce fait pas mal de cette « *poudre d'or* » dont nos équipes de manutention et de débarquement ont eu leur bonne part ?

A peu de chose près, le même mouvement moyen se maintint donc dans les importations de Cette, grâce à la progression des entrées algériennes qui compensa en partie la décroissance des vins d'Espagne.

Pendant la période de 1892 à 1898, les « espagnes » avaient compté pour 64 % dans les importations globales de Cette; pendant la période de 1899 à 1914, ils représentent désormais le 28 % seulement, alors que les *algéries* comptent pour 50 % environ.

*Importations des vins de toute origine à Cette*¹
(en hectolitres)

1899....	Comm. général	2.238.494	Comm. spécial	2.234.797		
1900....	—	—	964.859	—	—	929.898
1901....	—	—	786.469	—	—	767.043
1902....	—	—	664.058	—	—	657.783
1903....	—	—	1.637.058	—	—	1.487.980
1904....	—	—	1.377.857	—	—	1.343.634
1905....	—	—	591.896	—	—	587.156
1906....	—	—	658.529	—	—	625.585
1907....	—	—	703.798	—	—	268.152
1908....	—	—	673.761	—	—	673.383
1909....	—	—	615.300	—	—	604.345
1910....	—	—	1.794.942	—	—	1.772.331
1911....	—	—	2.172.987	—	—	2.105.876
1912....	—	—	2.289.570	—	—	2.219.691
1913....	—	—	2.115.182	—	—	2.051.365
1914....	—	—	1.436.963	—	—	1.416.154

§ 6. — LES QUESTIONS DES MANIPULATIONS EN ENTREPÔT
ET DE LA MARQUE INDÉLÉBILE

L'amendement Piou ne visait pas seulement à la suppression des entrepôts spéciaux; sa portée était plus étendue, ainsi que l'indique d'ailleurs le texte complet de l'article 2 de la loi du 1^{er} février 1899: « Les vins étrangers

¹ D'après le Tableau gén. du com. et de la nav. de la France.

entrant en franchise ne pourront être en France coupés ou mélangés, ni faire l'objet d'aucune manipulation. Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation tous vins étrangers ne portant pas sur les récipients une *marque indélébile* indicatrice du pays d'origine ».

Dès la discussion de l'amendement Piou devant la Chambre, le Commerce cettois s'émut de l'interdiction projetée de toutes manipulations à l'entrepôt. L'entrepôt réel, en effet, ne joue pas à Cette seulement le rôle d'organe assurant le *crédit temporaire* des droits sur des vins allant postérieurement à la consommation; il y a un véritable commerce d'entrepôt. Par le fait de sa situation, beaucoup de négociants étrangers, ayant des consignataires sur notre place, y expédient leurs vins en entrepôt. « Ils agissent ainsi afin d'avoir leur vin sur des places importantes du Marché, à la portée des acheteurs ou des courtiers, en un mot au *centre des affaires* ». Ces vins ressortent parfois pour la réexportation. Durant leur séjour en entrepôt, ils nécessitent des soins, des soutirages, des transvasements en futailles de moindre contenance, en un mot des manipulations diverses.

Le projet de loi menaçait donc gravement ce commerce. Une délégation cettoise, envoyée à Paris, exposa amplement ces faits à la Commission des douanes et demanda la suppression du texte interdisant les manipulations. Ceci ne put être obtenu, le Sénat ne voulant pas retarder le vote de la loi, mais le Gouvernement déclara que les manipulations pourraient continuer à l'entrepôt réel, et l'Administration des douanes confirma cette déclaration par sa circulaire n° 3001, du 6 février 1899.

La question de la marque suscita de nombreuses discussions. Tout d'abord, la Douane interpréta le terme de « *marque indélébile* » dans le sens de « *marque au fer et au feu* ». Cette interprétation restrictive était particulièrement gênante; en effet la majorité des vins exotiques entrant en France est logée dans des fûts de location français. Pareille marque eût donc obligé les loueurs soit à pos-

céder divers jeux de futaille pour l'Intérieur et les différents pays étrangers, soit à changer suivant le pays exportateur les douves de fond, dans lesquelles la marque eût été incrustée. Mais, devant les réclamations du Commerce, l'Administration revint à une interprétation plus conforme aux contingences, en admettant l'apposition d'empreintes « suffisamment grandes, appliquées avec de la peinture à l'huile »¹. On se serait peut-être attendu, de la part de l'Administration, à la détermination de la hauteur des caractères employés; en fait, depuis lors, on peut voir à Cette, sur les fûts de vin provenant de l'Etranger, la marque d'origine inscrite en caractères de trois centimètres de hauteur environ, jugés sans doute suffisamment grands par le service des douanes.

L'obligation de la marque avait pour but d'éviter que les vins exotiques, touchant le territoire français et destinés à repartir à l'Etranger, n'acquissent par ce fait, et notamment par l'inscription sur le connaissance d'un port français de chargement, un *faux état civil français*. En vérité, seule la mise en entrepôt pouvait justifier cette crainte. La mise directe à la consommation et le transit ne présentaient aucune possibilité de fraude analogue. En effet, dans le premier cas, le négociant introduit les vins dédouanés dans ses magasins, où il jouit d'une entière liberté de manipulation. Même reconnue nécessaire, l'apposition de la marque d'origine eût été dans ce cas inopérante, puisque le commerçant n'avait qu'à opérer un simple transvasement, après le dédouanement, pour se soustraire à l'effet de la mesure. Sous le régime du transit international, la marchandise voyage en wagons plombés sous la surveillance de la douane et, au cas où le transit est interrompu par la mise en entrepôt, l'entrée et la sortie ont lieu sous escorte de douane. Au cours de ces opérations, la marchandise ne peut donc prendre un cachet français. D'ailleurs M. Piou lui-même avait déclaré à la tribune de la Chambre que sa proposition ne visait pas les vins allant à la con-

¹ Circulaire des douanes, n° 3032, 31 mai 1899.

somation. Cependant la rédaction du texte présenté par lui est précise et vise également ce cas. C'est d'ailleurs ainsi que l'interpréta la Douane dans sa circulaire n° 3001. La Chambre de commerce de Cette protesta contre cette interprétation, en faisant valoir les diverses considérations ci-dessus ¹.

Bien plus, la Douane avait décidé que l'obligation de la marque ne serait pas imposée aux vins « expédiés d'un pays étranger sur un autre pays étranger, sous le régime du transit international, et qui ne rompent pas charge en France ». Ainsi des vins espagnols traversant la France en wagons plombés, de Port-Bou, Cerbère à Petit-Croix pour aller en Allemagne, ou à Bellegarde pour aller en Suisse, n'étaient pas assujettis à la marque. Alors que ces mêmes vins, venant d'Espagne à Cette par mer et partant de ce port pour effectuer le même trajet en wagons plombés également, étaient soumis à l'obligation de la marque, parce qu'il y avait à Cette rupture de charge du vapeur au wagon. Tout le Commerce cettois protesta encore contre cette interprétation, en faisant observer que la rupture de charge à Cette ne pouvait créer de cachet d'origine française, puisque le transport des fûts, des quais de débarquement à la gare de transit, et la mise en wagon avaient lieu sous la surveillance de la douane, sans que le transitaire pûssé apporter aucune modification à la marchandise ².

La protestation de Cette était d'autant plus fondée

¹ Ch. de Com., Rapport Coudere, 18 mars 1899.

² Nous devons cependant remarquer que la marchandise part avec une lettre de voiture internationale *créée à Cette* et l'accompagnant jusqu'à destination. Le régime du transit international n'est d'ailleurs pas réservé exclusivement aux marchandises étrangères transitant à travers la France. Des vins français, partant de Cette, peuvent bénéficier de ce régime et voyager en wagons plombés jusqu'à leur destination à l'Etranger. L'avantage est dans ce fait que le dédouanement a lieu à Cette, ce qui dispense d'un transitaire au bureau frontière, Bellegarde par exemple, où en régime normal aurait lieu le dédouanement de sortie.

qu'elle s'appuyait sur l'importante question du transit des vins espagnols à destination de l'Allemagne et surtout de la Suisse. Ce mouvement était très important sur notre port, grâce aux vieilles relations de notre place avec ces deux marchés, à tel point que Cette « transitait » 45.000 tonnes de ces vins alors que Gênes n'en « transitait » que 12.000 tonnes. Il y avait pourtant lieu de ne rien négliger, car le port de Gênes était un concurrent redoutable. Déjà les chemins de fer italiens avaient abaissé leurs tarifs sur la ligne du Gothard; la Cie P-L-M avait paré le coup en abaissant parallèlement les siens: si bien qu'il y avait parité pour les deux points de transit. Il était clair que l'obligation de la marque d'origine allait rompre à nouveau cette parité à notre préjudice. L'agent commercial du P-L-M à Berne signalait que « les commerçants suisses et allemands, plutôt que de se laisser imposer l'apposition de la marque « Espana », abandonneraient la voie française pour celle de Gênes ». Avec une franchise un peu vive, le Syndicat du commerce des vins en gros de Cette écrivait: « Il est regrettable qu'une administration française n'ait point prévu qu'une aussi mesquine interprétation (du transit international) ne pourrait avoir d'autre résultat que de détourner brusquement, au profit du port de Gênes, tout le transit des vins étrangers à destination de la Suisse par Cette » ¹.

Il nous plaît de reconnaître que la question était ainsi posée sur son véritable terrain et digne d'attirer l'attention des pouvoirs compétents. Le Commerce cettois a généralement d'ailleurs exposé ses justes revendications avec une netteté de vues qui eût mérité plus de sollicitude de la part du gouvernement français.

Cette a conservé la plus grande partie de ce trafic, mais il nous paraît qu'il est à nouveau menacé par la concurrence de Gênes; on sait que le grand port italien est un de ceux qui ont remplacé le nôtre comme « *port suisse* ». Les cotons, les peaux, les cuirs d'Amérique, les produits divers

¹ Lettre au ministre du Commerce, 20 avril 1899.

d'Espagne prendront désormais cette voie de transit, concurremment avec celle d'Anvers. Il est à craindre que les vins espagnols à destination de la Suisse ne soient entraînés quelque jour par ce mouvement... Nous n'avons pas à préciser, il convient de se dire que, de plus en plus, Gênes et Marseille font à Cette une nécessité vitale d'être toujours prêt à la lutte.

§ 7. — MISTELLES ET VINS DE LIQUEUR

La mistelle est un moût, riche en sucre, qu'on a empêché de fermenter en y versant une certaine quantité d'alcool. Le vin de liqueur est un moût, riche en sucre, qu'on a laissé fermenter en partie, la fermentation ayant ensuite été arrêtée par une addition d'alcool. On voit par là que la richesse en sucre de la mistelle est supérieure à celle du vin de liqueur. Le type de mistelle espagnole, actuellement courant, titre 8° de liqueur et 15° d'alcool¹. Comme vin de liqueur, on peut citer le *vin de Banyuls* titrant en moyenne 4° de liqueur-15° d'alcool. On peut déclarer qu'en général le vin de liqueur est un produit fini, pouvant aller à la consommation, et la mistelle un produit brut, une matière première. Il est pourtant des mistelles titrant 8°/15° qui, simplement filtrées, vont parfois à la consommation, sous d'autres noms évidemment. Elles sont musquées sans que toutefois un palais un peu exercé puisse les confondre avec nos muscats français; on les appelle des « moscatels ». C'est un terme espagnol qui semble plutôt les rapprocher des muscats, mais il est assez difficile de dire si ce sont des mistelles ou des vins de liqueur.

Les définitions précédentes ne sont que des indications; elles ne peuvent servir de base à une différenciation pré-

¹ La cotation du degré de liqueur employée ici est celle du commerce; elle désigne le degré apparent relevé sur l'aréomètre Baumé plongé dans le liquide. La Douane n'admet dans ses opérations que le degré Baumé du moût privé d'alcool. La déclaration en douane doit être rédigée dans ce sens par le négociant.

eise des deux produits, la suite de cette étude le montrera clairement et amplement; à tel point que la difficulté de cette différenciation est l'origine du développement historique de la question.

La mistelle est aujourd'hui l'un des éléments essentiels de l'industrie des vins de liqueur. Mais cette technique est relativement récente, puisqu'elle apparaît vers 1880; elle est née de la crise phylloxérique. A cette époque, nous ne recevions de l'Etranger que des vins de liqueur, allant en général et directement à la consommation. L'Espagne et le Portugal étaient nos fournisseurs à peu près exclusifs pour cet article, et cette importation était d'ailleurs très réduite. En 1872, elle se chiffrait par 36.658 hl seulement. A Cette, où le développement du commerce d'imitation datait, comme nous l'avons déjà dit, du début du XIX^e siècle, cette importation était également fort minime. Nous possédions, en effet, une riche collection de vins de liqueur du pays, et les quelques malagas, portos, etc... entrant par le port languedocien servaient plutôt de type à ses négociants qui avaient à leur disposition, près d'eux, un choix important de vins liquoreux de bonne tenue et riches en alcool. Le phylloxéra, en supprimant cette production, vint menacer de ruine ce commerce si prospère; d'autant plus que la reconstitution rapide en cépages américains ne permettait pas d'obtenir, avant de nombreuses années, l'équivalent des anciens plants de choix. Notre commerce des vins de liqueur se sauva en faisant un appel plus large aux vins de liqueur exotiques, et en faisant préparer à l'étranger des moûts, riches en sucre, mutés à l'alcool. La mistelle était née, mais le mot n'était pas encore fort à la mode en France. Le Gouvernement et l'administration des douanes étaient parfaitement conscients de la situation, puisqu'ils autorisèrent vins de liqueur et mutés à l'alcool à entrer suivant le régime douanier des vins ordinaires, soit à 2 fr., avant 1892¹. Sans doute, le Gouvernement manifesta bien-

¹ Lettre ministérielle du 8 janvier 1889. A cette époque, la production des mistelles en France et en Algérie était à l'état embryonnaire.

tôt quelque velléité de changer ce régime; le Ministre décida même que « les vins mutés à l'alcool devraient, à partir du 1^{er} octobre 1888, être soumis aux droits de douane et de consommation sur l'alcool pour leur force alcoolique totale ». Mais sur la protestation du commerce cettois, et notamment de *MM. Sabatier et Déjean*, la décision ministérielle fut retirée. En effet, il eût été illogique de taxer à 30 francs l'hl. environ la mistelle, matière première, et d'admettre les vins de liqueur au droit de 2 fr. « Il ne nous reste plus, disaient Sabatier et Déjean ¹ qu'à céder la place à nos voisins les Espagnols qui pourront impunément, moyennant un droit de 2 fr. par hl, venir offrir à nos clients français leurs vins de soi-disant malaga ou autres préparés avec ces mêmes vins doux dont on nous empêche l'introduction ». Par la suite ² les mistelles, comme les vins de liqueur, payèrent les droits des vins ordinaires établis par les tarifs de 1892 puis de 1898. Les moûts naturels et les vins cuits titrant moins de 21° Baumé suivaient le même régime.

Entre temps, l'importation des vins liqueur et des mistelles avait sensiblement progressé. De 23.885 hl en 1880, elle passait à 283.319 hl en 1899 et, sur ce chiffre, 80.000 hl provenaient de Turquie et 20.000 hl environ de Grèce. Ces pays d'Orient étaient ainsi venus se joindre à l'Espagne pour nous fournir des produits désormais indispensables; ils travaillaient spécialement pour le marché français. La crise phylloxérique, en France, a créé la mistelle turque et grecque comme elle a créé le vin de coupage italien. Les chiffres que nous avons donnés ci-dessus se rapportent à la France entière. Bien que n'ayant pas d'indication très précise à ce sujet, nous savons cependant qu'une grande partie de ces vins entra par Cette. Notre commerce d'imitation était satisfait de son œuvre: à force d'habileté et d'énergie, il avait doublé le cap et maintenu sa prospérité, en gardant à la France et à la Viticulture

¹ Lettre du 18 septembre à la chambre de commerce de Cette.

² Circulaire des Douanes, n° 1956.

une précieuse clientèle; la douane bienveillante accueillait les divers vins de Grèce, muscats, samos ou mistelles qui titraient généralement 12° de liqueur-12° d'alcool, comme si le soleil d'Orient avait savamment dosé l'ardeur de ses rayons suivant les prescriptions du tarif douanier français.

Mais l'âge d'or ne dura pas... Jusqu'ici, vins de liqueur et mistelles avaient bénéficié, au point de vue des droits intérieurs, du régime des vins ordinaires. En 1898, les *éternelles nécessités fiscales* ouvrirent les yeux de notre Gouvernement qui « découvrit » que vins de liqueur et vermouths étaient des vins vinés. Le vinage n'était guère en faveur alors dans les cercles officiels, et il faut de plus reconnaître que le vin semble être devenu un serf dans la fiscalité moderne, puisqu'il est imposable et corvéable à merci... Les commerçants cettois durent, au moins *in petto*, faire ces amères réflexions lorsque fut votée la loi du 13 avril 1898, dont l'article 21 imposait désormais les vins de liqueur et vermouths aux demi-droits de l'alcool sur leur force alcoolique totale jusqu'à 15°. Les mistelles suivaient le même régime, lorsqu'elles étaient prises en charge par les vermouthiers et fabricants de vins de liqueur. Dans les autres cas, elles étaient passibles des droits pleins sur l'alcool. La Régie avait donc commencé l'offensive, et voici que la Douane, suivant le mouvement, prétendait se départir de sa bienveillance et réformer brutalement le régime des traditionnelles tolérances. En effet la production des mistelles en France et en Algérie, celle-ci spécialement encouragée, on peut même dire patronnée par le Commerce cettois, avait progressé; l'Hérault s'était mis résolument à l'œuvre, donnant par la concentration le degré de liqueur désirable à des moûts naturellement peu riches en sucre. Ces « mistelleurs » et « concentrateurs » vivant dans l'atmosphère de protectionnisme intégral, devenu un dogme pour le Midi viticole, devaient désormais voir de fort mauvais œil l'importation toujours croissante de produits similaires et étrangers... Dès lors, une période difficile allait s'ouvrir pour les importateurs cettois. Dès 1899, la Douane

ressortit¹ soudainement un avis du Comité des Arts et Manufactures de 1888, qui déclarait que la richesse totale en sucre d'un vin de liqueur (soit le sucre libre ajouté au sucre transformé en alcool) ne devait pas dépasser 325 gr. par litre.

Le service de Cette arrêta aussitôt diverses parties de vins de liqueur, malagas, calabres, samos, que le laboratoire local déclarait non conformes au *critérium* subitement ressuscité. Par une assimilation facile, le *Service* prétendit taxer ces produits, soit comme sirops, soit comme moûts concentrés. Les Négociants protestèrent avec force et la Chambre de commerce appuya leurs revendications². Entre temps, on recourrait à l'expertise légale, et les prétentions du bureau d'entrée ne triomphaient pas toujours; mais, en attendant la décision définitive, les fûts séjournaient longuement à quai, ce qui n'était évidemment pas une garantie de bonification pour la marchandise.

Toutefois la Douane avait perdu bien vite la foi absolue qu'elle semblait avoir dans le critérium du Comité des Arts et Manufactures, et elle en vint à décider que chaque produit devait être considéré comme un cas d'espèce³. Cette solution ne pouvait résoudre les difficultés, et le service de Cette continua d'arrêter des malagas qu'il accusait d'être des « moûts concentrés alcoolisés » et des muscats de Samos qu'il prétendait être des mistelles. Nous l'avons bien dit, l'âge d'or était fini pour le Commerce, mais c'était le beau temps... pour le laboratoire des douanes!

Les mistelles avaient déjà une mauvaise presse ; les « mistelleurs » algériens n'étaient pas étrangers aux diverses manœuvres tendant à les discréditer, manœuvres qui allèrent jusqu'à désigner nominativement, soit dans des

¹ Le service des douanes dispose ainsi d'un formidable arsenal législatif et réglementaire, très touffu, mais dont il se sert fort habilement à l'occasion. Le code des douanes aurait besoin d'être dressé.

² Lettre du 27 juillet 1899 au directeur général des Douanes.

³ Circulaire des douanes n° 3102 du 6 juin 1900.

lettres adressées au service des douanes, soit dans la presse, les cargaisons arrivant à Cette, Marseille et Bordeaux, comme frauduleuses. Le spectre de la fraude était alors un puissant levier, car on était à l'époque de la crise viticole, et tous ces faits soulevèrent des échos violents et passionnés à la Chambre des députés. Tous les vins doux de Grèce, muscats, samos, etc, étaient invariablement dénoncés comme mistelles. Il faut bien reconnaître qu'il y avait parfois quelque trafic audacieux, sinon frauduleux, dans les transactions dont les divers vins de Grèce faisaient l'objet. Dès avant 1899, n'avait-on pas signalé que « des moûts de raisins secs, préparés en Grèce, étaient sur les lieux de récolte évaporés jusqu'à consistance pâteuse, et expédiés à Hambourg, d'où ils étaient réexpédiés à Paris après addition d'eau et fermentation? »¹. De plus, on savait qu'en 1885 « le gouvernement grec avait décidé de prélever, sur les raisins secs exportés, une redevance appelée retenue de 15 %. Ces raisins secs étaient ensuite vendus aux enchères, avec obligation pour les acheteurs de les convertir en mistelles pour l'exportation »². Grâce à cette atmosphère de suspicion, mistelleurs et viticulteurs français purent prétendre que c'étaient là des pratiques courantes; de plus, le débat fut corsé par l'intervention des alcools allemands qui, disait-on, servaient au traitement des concentrés grecs. Tous les produits de Grèce débarqués à Cette furent dénoncés comme dérivés de raisins secs; les expertises se multiplièrent... La chimie douanière devait avoir fait d'amples progrès, puisqu'en présence de certains vins dénoncés comme tels, elle put déclarer qu'il « y avait là des vins naturels, dont on pouvait tout au plus affirmer qu'ils étaient extraits de raisins qu'on avait laissé sécher sur pied »³.

¹ Moûts concentrés de raisins frais pour la préparation des vins de liqueur; proposition de loi *Lafferre*, J. O., Chambre, Documents, 1901, p. 377.

² J. O., 20 mars 1901, rapport Durand-Savoyat.

³ J. O., séance 6 décembre 1901, Thierry, discussion de la loi de 1902.

C'est dans ces conditions que, le 1^{er} mars 1901, MM. *Etienne*, député d'Oran, et *Thomson* présentèrent un « projet de résolution concernant l'application aux mistelles étrangères du tarif général des douanes ». « La Chambre, y était-il dit, invite le gouvernement à appliquer le tarif général des douanes de 1892, modifié par la loi du 1^{er} février 1899, en ce qui concerne les mistelles étrangères qui conformément audit tarif, doivent acquitter séparément les droits sur les moûts de vendange et les droits sur l'alcool ». Cette résolution fut votée par la Chambre des députés, mais elle n'avait pas l'agrément du pouvoir exécutifs qui prévoyait de nombreuses réclamations de la part des gouvernements ture, grec, italien et espagnol, déjà alarmés par la seule annonce du débat. Le ministre des Affaires étrangères ne manqua pas de faire état du point de vue diplomatique, et le ministre des Finances alla jusqu'à déclarer qu'il n'appliquerait pas la résolution votée par la Chambre. Mais le mouvement d'opinion soulevé contre les mistelles était trop puissant pour être enrayé; M. Etienne représenta donc les termes de sa résolution sous forme d'un projet de loi.

L'argumentation des promoteurs de la nouvelle tarification était simple mais puissante. On ne peut appliquer aux mistelles qui sont des moûts non fermentés, disaient-ils, les droits des vins ordinaires, provenant de la fermentation des raisins frais. La Douane a adopté cette tarification de tolérance à une époque où notre commerce de vins de liqueur ne pouvait trouver qu'à l'étranger les moûts riches en sucre qui lui étaient indispensables pour ses préparations. Mais, maintenant, les muteurs et concentrateurs français et algériens sont en mesure de lui fournir des produits identiques et français. Enfin n'était-il pas abusif de laisser entrer en France, aux droits des vins naturels, des « liqueurs » préparées de toutes pièces avec des raisins secs et de l'alcool allemand? Ce dernier argument eut pour résultat de rallier encore plus étroitement au projet les députés du Nord, qui étaient intéressés à voir les mistelleurs de France et d'Algérie devenir acheteurs des alcools

du Nord, pour leurs mutages. C'est dans ces circonstances que s'institua, à la Chambre, un débat mouvementé où les mêmes chiffres furent souvent invoqués, tour à tour, par les partisans et les adversaires du projet de loi.

Le Commerce cettois s'attacha à remettre au point les assertions multiples développées en faveur du projet¹. Il exposa que le tarif projeté serait absolument prohibitif pour les mistelles étrangères et ruinerait le commerce cettois des vins d'imitation, qui avait absolument besoin des produits exotiques. Les mistelles d'Algérie et de France ne peuvent remplacer complètement le produit étranger, disait-il; elles ne sont pas en général aussi grasses; le commerce cettois en fait déjà entrer le maximum dans ses préparations, et il faut bien que les types étrangers lui soient tout de même indispensables, puisqu'il les achète de préférence aux produits français, qui sont pourtant exonérés du droit de douane de 12 fr. au minimum. Enfin n'était-il pas à craindre que le nouveau tarif n'arrêtât les vins de liqueur tout aussi bien que les mistelles, étant donné les difficultés de la différenciation entre les deux produits? Toutes ces considérations furent amplement développées par la délégation de la Chambre de commerce devant le rapporteur de la Commission des douanes, mais *en vain*. Mistelleurs français et algériens, betteraviers du Nord triomphèrent de haute lutte, malgré l'opposition du ministre du Commerce, *M. Millerand*, qui fit remarquer que la nouvelle loi aurait ce résultat paradoxal de taxer la mistelle, matière première, à un droit plus élevé que le vin de liqueur, produit fabriqué. C'était en quelque sorte du *protectionnisme à rebours*.

En définitive, la loi fut promulguée le 15 mars 1902 et, dès le 20 mars, la circulaire des douanes 3231 exposait que d'après le nouveau régime les mistelles payeraient: 1° le droit de l'alcool sur la quantité d'alcool contenue dans le mélange; 2° le droit des moûts de vendange marquant 12°

¹ Ch. de Com., rapport Coudere, 1901.

Baumé ou de 12°1 à 20°9 sur le jus ou le moût, le degré Baumé devant être établi après élimination de l'alcool.

Cette taxation, appliquée à une mistelle titrant 12° d'alcool et 12° Baumé net, faisait ressortir un droit de 19 fr. 86 par hl. Pour une mistelle titrant 12° d'alcool et 15° Baumé, le droit passait à 42 fr. 53. Pour des vins de liqueur du même titre, les droits auraient été de 18 fr. 60. On voit que la différence de taxation était considérable, surtout pour des mistelles fortement liquoreuses. Aussi le service des douanes spécifiait-il, dans sa circulaire, que les laboratoires « devaient s'attacher à différencier les mistelles des vins de liqueur ».

MM. Etienne, Thomson et leurs commettants avaient donc lieu d'être satisfaits. Et pourtant la déclaration faite, lors des débats, par le Ministre, devait leur donner à réfléchir : « Encore faudrait-il pouvoir distinguer mistelles et vins de liqueur... » Cette déclaration d'impuissance officielle était plus qu'un aveu, c'était une véritable ligne de conduite. Sans doute *M. Durand-Savoyat*, rapporteur de la loi devant le Sénat, avait cru pouvoir déclarer : « Tous les vins de liqueur, sauf les muscats et malagas, se différencient facilement des mistelles »¹. Mais cette restriction était déjà suffisante pour justifier l'équivoque. D'ailleurs, mistelles et vins de liqueurs étant des composés, des fabrications, il est facile de comprendre qu'il puisse y avoir des « produits limites » sans qu'on doive faire vraiment intervenir une idée de fraude. Actuellement, on le sait, les droits de consommation sur l'alcool ont été augmentés à tel point que la taxation douanière d'une mistelle titrant 8° de liqueur apparente et 15° d'alcool est inférieure à celle d'un vin de liqueur du même titre. Or, à un certain moment, durant la Grande Guerre, l'importation des mistelles fut déclarée libre, alors que l'importation des vins de liqueur était subordonnée à la production d'une autorisation d'im-

¹ J. O., séance du 11 mars 1901.

portation¹. Il arriva dans ces conditions que des exportateurs espagnols offrirent en France des malagas blancs ou dorés, en spécifiant que ces produits pouvaient être déclarés... mistelles à la douane française: ce qui dispensait l'importateur de la production d'un bon d'importation. Sans doute ce n'étaient pas là des malagas de première qualité, les prix de l'offre l'indiquaient d'ailleurs, mais ce n'étaient pas vraiment des mistelles.

Ceci dit, il était bien évident que, dès 1902, les tendances gouvernementales aidant, l'impuissance franchement déclarée des laboratoires officiels devait dicter la conduite des négociants... Désormais, la douane de Cette n'enregistra plus que des déclarations de « vins de liqueur » étrangers. Seules les mistelles algériennes, exemptes de droits, continuèrent à entrer sous leur nom véritable. Sans doute les choses n'allaient pas toujours aussi simplement que l'auraient désiré les négociants cettois... Souvent le chimiste local à qui l'on présentait un vin de liqueur reconnaissait « mistelle ». On recourait alors à l'expertise légale qui reconnaissait généralement « vin de liqueur ». Le tout n'avait d'autre résultat que d'entraîner des lenteurs, des stationnements à quai, des suspicions, toutes choses contraires à la bonne marche des transactions commerciales. Mais pourquoi, sera-t-on tenté de dire, le laboratoire local s'obstinait-il à reconnaître « mistelle » lorsqu'il savait pertinemment que l'expertise légale reconnaîtrait « vin de liqueur » ? *Mystère* qu'un spirituel contrôleur nous traduisait ainsi: zèle confraternel du laboratoire local qui, en donnant matière à contestation, fournit l'occasion de jetons de présence aux experts parisiens... Peut-être n'était-ce qu'une *boutade*, la chimie est encore pour nous un domaine si mystérieux!

Quoiqu'il en soit, les mistelleurs algériens veillaient et, dès le début de l'année 1903, *M. Etienne*, faisant allusion

¹ Bon d'importation établi pour chaque pétitionnaire, suivant un certain pourcentage de ses importations des trois années antérieures à la guerre.

à la déclaration ministérielle de 1902, pouvait écrire : « Nous sommes obligés d'avouer que la perspicacité des Ministres n'était pas en défaut et que l'événement réalise pleinement leur prévision. Depuis la promulgation de la loi, les mistelles de Grèce et de Turquie sont importées en France, en plus grande quantité que par le passé, au droit des vins naturels. Il n'y a qu'une chose de changée : la déclaration de l'importateur. On la libellait autrefois « vin muté à l'alcool » et maintenant « vin de liqueur ». Et la Douane désarmée, mais non inconsciente, laisse passer, certaine qu'une contestation tournerait à sa confusion. Pour enrayer ces pratiques, M. Etienne et plusieurs de ses collègues (MM. Thomson, César Trouin, Aubry, Colon, Bergey) présentèrent une proposition de loi ainsi conçue : « Parmi les vins de liqueur, sont seuls admis au tarif des vins naturels, ceux qui proviennent exclusivement de la fermentation des raisins frais. Les vins de liqueur auxquels il a été ajouté de l'alcool en quelque proportion que ce soit sont soumis au régime des mistelles. Un vin de liqueur est réputé alcoolisé lorsque sa richesse alcoolique totale, obtenue en additionnant la quantité d'alcool directement dosée à celle qui résulterait de la transformation complète du sucre existant, dépasse 18° centésimaux ». L'exposé des motifs avait d'ailleurs soin de spécifier : « Quant à la limite de 18 degrés centésimaux, elle paraîtra certainement plus que raisonnable à tous ceux qui sont familiarisés avec les questions viticoles ». C'était là une prétention gratuite contre laquelle le commerce cettois protesta hautement. La grande majorité des vins de liqueur entrant à Cette, en provenance d'Espagne ou d'Orient, a une richesse alcoolique totale supérieure à 18°. En résumé le nouveau tarif, qui s'établissait à 40 francs par hl en moyenne, eût instauré une véritable prohibition ¹.

La situation paraissait si grave, et la campagne contre les vins de liqueur était si violente, que le Syndicat du commerce des vins en gros craignit même, qu'au cas où le pro-

¹ Ch. de Com., séance du 14 mai 1903.

jet Etienne serait repoussé, le maintien du *statu quo* ne soit à nouveau la source de contestations interminables. Aussi proposait-il, à titre de transaction susceptible de rallier les mistelleurs algériens, la tarification suivante, commune aux mistelles et vins de liqueur : 1° 12 fr. l'hectolitre sur le moût jusqu'à 12° maximum, ce degré étant le degré apparent accusé par l'aréomètre Baumé ; 2° 70 centimes le degré d'alcool avec un minimum de 12° ¹. Par contre, la Chambre de commerce demandait le maintien du *statu quo* et se déclarait hostile à toute élévation de droit. Les événements ont donné raison à la Chambre de commerce car, malgré une nouvelle tentative en 1912 ², le régime des mistelles a été maintenu tel qu'il avait été consolidé par l'*article 170 ter* du tarif des douanes de 1910.

Et ce n'est que justice ! Ce qu'il convient de déclarer hautement, c'est que l'industrie des vins de liqueur à Cette a depuis longtemps affirmé sa vitalité ; pour se maintenir, elle ne demande que la faveur de la liberté. Notre commerce d'exportation, depuis de longues années, éprouve assez de peine à lutter contre les concurrents étrangers et les barrières douanières des pays de consommation, sans que nous commettions l'erreur criminelle d'augmenter ses charges. Les charges intérieures sont déjà lourdes, les seuls droits de régie représentent actuellement le tiers de la valeur initiale du produit, et il ne faudrait pas croire qu'il y eût là une matière imposable *ad libitum*. A titre d'exemple : nous considérons comme une erreur, et hélas sans doute, la taxation dite *taxe de luxe* de 20 % appliquée aux vins d'imitation... Il convient de se dire que l'industrie des vins de liqueur à Cette n'est pas une industrie de luxe ; elle vise à un *produit éminemment démocratique*. Elle a su créer des types de bonne tenue, de bonne valeur courante, des types populaires, c'est dire qu'il faut être prudent dans la taxation d'un tel produit, sous peine

¹ Etude circonstanciée de la proposition de loi de M. Etienne sur le régime des vins de liqueur en douane, brochure, Cette, 1903.

² Ch. de Com., lettre au Ministre du 22 novembre 1912.

d'en comprimer dangereusement la consommation. Que signifie encore cette différenciation de régime entre les vins de liqueur d'imitation et les vins doux naturels, type *Banyuls* et *Grenache*; les premiers payant la taxe de 20 %, les seconds celle de 10 % seulement, alors que la valeur initiale des seconds est actuellement double de celle des premiers? Serait-ce simplement que l'un est un produit naturel et l'autre une fabrication? Il n'en est pas moins vrai que le Banyuls naturel est un *produit de luxe* et le produit fabriqué un *article courant* ¹.

D'ailleurs pareille digression, basée sur cette législation fiscale issue hâtivement de la guerre et qui n'a souvent d'autre mérite qu'une originale incohérence, ne vise qu'à bien établir le *droit à la vie* d'un commerce qui a fait ses preuves. Il a le mérite de fournir, à l'heure actuelle, l'élément essentiel de l'exportation des vins à Certe. Il a ses nécessités techniques, et on ne peut les nier; sans doute, la guerre finie, notre Viticulture connaîtra des prix de revient élevés, qui justifieront le maintien de la protection douanière, mais il n'y a et il n'y aura aucune utilité pour la Viticulture à gêner le commerce certois des vins de liqueur. Celui-ci a besoin de mistelles et de vins de base; il en prend une partie en France et en Algérie, mais il est des types qu'il ne peut trouver qu'à l'Etranger, et il va les y chercher. Sans doute, il serait préférable que la France et l'Algérie puissent fournir à Certe les 100.000 ou 150.000 hl de ces vins spéciaux qu'il achète au dehors... mais elles ne le peuvent pas encore ². Convieridrait-il d'élever provisoire-

¹ Les Banyuls sont donc catalogués « vins de liqueur naturels ». Pendant la guerre de 1914-18 on a interprété « vins ordinaires ». On a ainsi pu les introduire dans l'armée à 8 et 10 fr. le litre, alors que les vins de liqueur et les spiritueux étaient prohibés.

² D'ailleurs, il est permis d'encourager la fabrication des mistelles françaises. La Chambre de commerce de Certe a appuyé à plusieurs reprises des propositions visant ce but, et notamment en dernier lieu la proposition de loi *Dalbiez*, du 12 juillet 1913, qui accordait aux muteurs français l'allocation en franchise des

ment les tarifs, pour leur permettre de perfectionner cette production spéciale? Nous déclarons franchement que ce serait là une expérience fatale au commerce d'imitation; car rien ne garantit que, le résultat une fois atteint, on ne maintiendrait pas la tarification établie. Depuis longtemps nos tarifs douaniers ont ceci de commun avec les programmes d'études: on ne les revise que pour les augmenter.

Enfin il y aurait lieu de ne pas lancer inconsidérément, à l'occasion d'abus exceptionnels qui ne sont pas spéciaux aux questions vinicoles, de ces affirmations, plus ou moins fondées, qui ne visent qu'à un succès de curiosité mais font parfois du mal. N'a-t-on pas parlé, un moment dans la presse, de mistelles fabriquées avec des bananes, des caroubes, etc? A l'Etranger, il arrive qu'on recueille de pareils *bruits* et il est des gens intéressés et habiles à les exploiter. Il convient de ne pas recommencer cette absurde campagne d'*auto-dénigrement* qui avait jadis porté un grave préjudice moral et matériel à notre exportation de vins aux Etats-Unis.

L'industrie cettoise des vins de liqueur participe au commerce d'exportation dans une modeste mesure, sans doute, mais qui n'est pas négligeable; elle a sa place dans notre économie d'après guerre, dont la charge principale sera l'extinction des créances étrangères par une *compensation laborieuse* et persévérante. Ce commerce n'a eu besoin ni de faveurs ni de primes; il ne demande pour continuer son œuvre que *le calme et la liberté*.

§ 8. — L'EXPORTATION

L'exportation des vins par Cette, sous l'influence des mêmes causes bien souvent signalées, a continué à décroître.

déchets d'alcool à raison de 3 % pour les alcools destinés au mutage des mistelles blanches et 5 % pour les alcools destinés au mutage des mistelles rouges. Les muteurs algériens jouissent depuis longtemps de ces tolérances.

ire. Il convient toutefois de préciser que l'élévation continue et à peu près générale des tarifs douaniers étrangers et des charges intérieures doit être retenue comme un important facteur de cette décroissance. Ces augmentations de tarifs nous ont frappés parfois à titre de pures représailles, d'autres fois à titre de traitement différentiel destiné à favoriser la production nationale ou celle de *dominions*.

La Chambre de commerce de Cette a continué à suivre de près les modifications apportées par ces diverses tendances dans les législations douanières étrangères; elle a éclairé notre gouvernement et nos négociateurs, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils ont fait *généralement* preuve d'incompétence dans la défense des intérêts du commerce vinicole.

Voici les chiffres de l'exportation par mer des vins à Cette, de 1899 à 1914 (*en hectolitres*):

1899....	Comm. général	143.580	Comm. spécial	100.167
1900....	—	143.786	—	102.191
1901....	—	118.821	—	95.050
1902....	—	91.556	—	78.430
1903....	—	65.221	—	51.523
1904....	—	69.140	—	44.968
1905....	—	66.417	—	45.097
1906....	—	55.811	—	54.393
1907....	—	66.130	—	65.413
1908....	—	48.654	—	47.540
1909....	—	75.395	—	70.842
1910....	—	71.128	—	55.213
1911....	—	66.831	—	33.385
1912....	—	134.874	—	61.320
1913....	—	102.302	—	34.965
1914....	—	63.185	—	43.296

La moyenne de cette période fut de 88.400 hl; la moyenne de la période de 1892 à 1898 avait été de 148.263 hl. On trouvera ci-après (tableau n° 4) le détail par pays de destination pour les années 1912 et 1913.

Tableau 4. — ETAT DE L'EXPORTATION PAR MER A CETTE

(Commerce spécial : 1912-1913)

D'après le service des douanes de Cette.

Quantités en hectolitres.

PAYS DE DESTINATION	VINS ORDINAIRES		VINS DE LIQUEURS	
	1912	1913	1912	1913
Russie.....	»	»	267	574
Norvège.....	»	»	132	141
Danemarck.....	115	»	30	98
Angleterre.....	»	»	120	126
Allemagne.....	1.352	194	274	266
Pays-Bas.....	155	125	248	260
Belgique.....	15	35	56	77
Suisse.....	»	»	»	»
Espagne.....	707	34	4	»
Grèce.....	233	3	»	17
Bulgarie.....	111	52	40	5
Turquie.....	276	212	36	53
Egypte.....	512	296	5	»
Maroc.....	45	18	289	590
Indes anglaises.....	»	»	118	94
Poss. angl. d'Afr. orient.	615	615	635	733
Chine.....	685	1.684	»	6
Etats-Unis.....	»	»	465	1.295
Colombie.....	90	28	13	27
Brésil.....	116	215	60	82
Paraguay.....	279	»	37	4
République Argentine...	254	149	293	215
Equateur.....	117	176	20	51
Canada.....	»	»	178	91
Cuba.....	478	464	176	216
Tunisie.....	57	638	521	498
Sénégal.....	165	487	2	3
Nossi-Bé.....	669	653	8	3
Madagascar.....	4.035	70	242	198
Et. fr. côte des Somalis.	157	122	2	»
Indes françaises.....	7	169	24	28
Indo-Chine.....	»	2.530	62	60
Nouvelle Calédonie.....	5.198	6.991	30	62
Guyane française.....	1.697	776	»	»
Martinique.....	327	703	6	14
Guadeloupe.....	1.277	828	37	3
Autres pays.....	622	338	286	245
Provisions de bord.....	373	265	23	15
TOTAUX.....	20.789	18.870	4.745	6.150

Ce commerce d'exportation, malgré sa décadence indéniable, ne doit pas être négligé. Le Midi et spécialement le Languedoc méditerranéen ont traversé des crises terribles; leur honneur est d'en être sortis par leurs propres forces, sans rien perdre de leur vitalité. Dans le cadre régionaliste, dont l'intérêt s'affirme de plus en plus, notre belle région languedocienne, avec la force de son unité économique vieille de plusieurs siècles, doit mettre libéralement cette vitalité au service d'une cause qui est la sienne, mais qui est aussi celle de la France.

Le développement de nos exportations est un des problèmes essentiels de notre économie d'après-guerre. Ce développement appelle de nombreuses réformes touchant à notre marine marchande, à l'outillage de nos ports et à leur statut légal, à l'organisation du crédit à l'exportation; enfin une donnée essentielle du problème est la question des tarifs douaniers étrangers et des conventions douanières. Toutes ces importantes questions sont d'ordre général, et, à ce titre, bien que retenant l'attention de la Chambre de commerce de Cette, n'entrent pas directement dans le cadre spécial de notre étude.

§ 9. — CETTE ET LA ZONE FRANCHE

Mais il est une question de cet ordre qui intéresse spécialement le commerce des vins et le port de Cette, c'est celle de la Zone franche.

Cette question est déjà vieille dans l'ordre législatif: elle apparut pour la première fois, en 1898, dans le rapport de *Charles Roux* sur le budget du ministère du Commerce ¹ et eut son premier écho, dès 1899, à la Chambre de

¹ Pour avoir un exposé historique de la question au point de vue législatif, voir la brochure fort documentée « Les Zones franches et l'exportation française » publiée par la Chambre de commerce de Marseille.

commerce de Cette, où elle resta dès lors à l'ordre du jour d'une façon permanente ¹.

Tout a été dit, semble-t-il, sur ce sujet, tant au point de vue général de l'organisation et du rôle de l'institution dans notre régime protectionniste, qu'au point de vue spécial du vin, et c'est ce dernier seul qui nous intéresse ici. *M. Artaud*, qui s'est constitué le hardi porte-drapeau de cette cause difficile, a eu le mérite de la persévérance et le bonheur d'une expression fort heureuse. Dans notre exportation, le vin doit être, selon lui, « l'article de trouée », de pénétration, et il déclare que seule la *zone franche* est l'organisme susceptible de galvaniser notre exportation de vin.

Il semblerait donc que la question dût rallier tous les suffrages, ceux des producteurs et ceux des commerçants, et pourtant il n'en est pas de plus controversée. La discussion n'a pas amené la lumière, loin de là... Tout a été dit, sans doute, mais tout n'a pas été bien dit. Adversaires et partisans de l'institution se sont combattus à l'aide d'arguments plus ou moins neufs, habilement sinon sincèrement maniés, mais dont la justesse n'est pas la qualité dominante, et dont chacun cependant prétendait être absolu et définitif. Ainsi, quel rôle n'a-t-on pas fait jouer à l'argument de Hambourg et à son puissant développement, dont on ne voulut d'abord voir la cause que dans sa franchise partielle? Les adversaires de la zone franche combattirent cette prétention par des chiffres. *M. le député Bergeon*, lors des débats de février 1917, déclarait que « sur un mouvement total de 8 milliards 238 millions de marks, en 1913, la part de la zone franche fut de 2 milliards soit moins d'un quart ». *M. Barthe*, ayant soin de remonter à 1908 et de s'adjoindre l'autorité du nom de *M. Pallain*,

¹ Ch. de Com., Lettre au ministre du Commerce du 23 novembre 1899, Rapport du 14 mai 1903, Séance du 10 juin 1903, Lettre au président de la Commission du commerce de la Chambre des députés du 12 juin 1903; Séance du 12 avril 1905, Séance du 6 février 1907, Rapport du 9 février 190, Séance du 27 juin 1917.

citait des chiffres bien plus concluants, puisque le mouvement total de Hambourg était évalué, cette année-là, à 6 milliards de marks sur lesquels 100 millions seulement revenaient à la zone franche. N'a-t-on pas abusé, par contre, de l'argument du Hambourg sophisticateur, dont on a fait une vision apocalyptique, comme si tous les projets de zone franche ne donnaient pas toutes garanties de loyauté commerciale, notamment par l'application de la législation sur les fraudes, les marques de fabrique, etc ? Il n'est pas jusqu'à l'évocation des entrepôts spéciaux qui n'ait été produite par la Viticulture méridionale comme un argument décisif contre les zones franches, alors que les deux institutions sont fort différentes, et que la garantie d'*inauthenticité*, sous forme de marque « Zone franche » apposée à la sortie, supprime toute possibilité de fraude sur l'origine.

En vérité, le débat réel n'est pas dans ces multiples controverses ; c'est pourquoi elles n'ont pas donné de résultat. La question est simple, si l'on veut la poser franchement sur son véritable terrain ; comme le fait d'ailleurs en dernier lieu la Chambre de commerce de Cette. Dépouillé de toute argumentation parasite, notre exposé sera bref, et peut-être sera-t-il aisé d'en tirer une conclusion.

Notre commerce d'exportation des vins a besoin, pour se développer réellement, de pouvoir assurer la *fixité du type* et la *fixité au moins relative du prix de vente*, afin de garder le contact continu avec le marché mondial. Ces données maintes fois mises en lumière, notamment par M. Artaud¹, sont acceptées de tout le monde. La fixité du type ne peut être assurée que par le coupage. On a dit longtemps que le type d'exportation ne pouvait être réalisé qu'en faisant appel aux vins étrangers ; ceci a été vrai pendant les années qui ont suivi la crise phylloxérique, mais a cessé d'être vrai aujourd'hui². « Aujourd'hui, dit-on, notre pays

¹ « Les Zones franches et l'exportation française », p. 199.

² Nous n'envisageons ici que la question des vins ordinaires et non celle des vins de liqueur.

produit toute la gamme nécessaire à la constitution du type d'exportation et l'exportateur avisé peut trouver sous sa main, par une sélection facile, tous les éléments qui sont nécessaires à la constitution du produit désiré »¹. Mais l'exportateur ne peut constituer toujours son type avec des vins français exclusivement, à cause des variations brusques et importantes des cours du marché national. Si, par la zone franche, on lui permet de supprimer la barrière douanière qui arrête les vins exotiques, il pourra lorsque certains vins seront trop chers sur le marché français se les procurer ailleurs à meilleur prix et, maintenant ainsi une fixité au moins relative des cours, garder le contact indispensable avec les débouchés. Ainsi la question de la zone franche est, selon nous, une question de prix. C'est ainsi que nous l'avons exposée, et seule la discussion sur ce terme peut éclairer les débats.

Reproduisons donc impartialement les objections faites au système :

Première objection. — Nous en empruntons la formule à une note de la Chambre de commerce de Nantes du 18 août 1915². « Ce n'est que lorsqu'ils sont bon marché que les vins français pourront être réellement exportés... et l'on peut même ajouter que cette exportation ne sera qu'exceptionnelle, car il est à présumer que quand les vins seront sans valeur en France, leur prix à l'extérieur sera aussi très bas ».

La première partie de cette proposition contient une certaine part de vérité : le négociant en zone franche sera évidemment intéressé à s'approvisionner exclusivement sur le marché français lorsque les cours y seront bas mais, même lorsque les cours seront élevés, il achètera toujours en France les types essentiels qui font la base de ses coupes. Et il faut reconnaître que, gardant continuellement le contact avec les acheteurs, il enlèvera à la production

¹ Ch. de Com., séance 27 avril 1917.

² « Les Zones franches et l'exportation française », p. 130.

française, lorsqu'elle sera à bas prix, des quantités notables qui pourront influencer heureusement les cours du marché intérieur, alors qu'en l'état actuel cette opération est impossible, notre exportation de vins ordinaires étant *quasi inexistante*. Il convient de remarquer que la création d'un débouché d'exportation demande des délais et que la seule baisse des cours sur le marché intérieur, dont rien ne permet de prévoir l'importance ni la durée, ne peut être un élément décisif, tant que le contact continu avec le marché extérieur n'aura pas été assuré.

Quand au second terme de la proposition, celui qui affirme que cette exportation sera exceptionnelle, il est faux, dans la mesure où la présomption sur laquelle il est basée est fausse. Présumer « que quand les vins seront sans valeur en France leur prix à l'extérieur sera aussi bas », c'est trahir une notion erronée du marché vinicole international. Celui-ci ne règle pas ses cours sur nous, et les faits ont assez souvent démenti cette prétention. Nous avons vu les vins français à 5 francs l'hectolitre et même moins, alors que le vin d'Espagne était coté à 12 pesetas.

2^e *Objection*. — La zone franche compromettra, nous fera perdre même notre exportation actuelle qui, elle du moins, est exclusivement composée de vins français.

Cette objection est formulée en fait par la C G V contre les entrepôts francs. Elle vise également la zone franche mais moins sérieusement, car cette dernière institution exclut toute équivoque sur l'origine du produit, équivoque qui avait grandement favorisé les entrepôts spéciaux, notamment à Bordeaux. Croire que l'exportation de la zone franche réduira ou supprimera même l'exportation existante, c'est ignorer la nature de cette dernière. Elle est surtout composée de vins fins, champagnes, mousseux ; malgré leur prix élevé, l'Etranger les achète à cause de leurs qualités inimitables ; il continuera à les acheter. Ces vins de choix n'ont pas besoin de la zone franche et la zone franche ne leur portera aucun préjudice. Restent les quelques vins ordinaires que nous exportons. Leur quantité est

très réduite. Si nous avons continué à les exporter, malgré nos prix fort variables et généralement élevés, c'est que l'acheteur étranger, qui pouvait tout aussi bien s'adresser à l'Italie et à l'Espagne, avait des raisons techniques de vouloir ces vins et pas d'autres. La zone franche ne leur fera rien perdre. Et pourtant la C G V avait paru spécialement craindre le remplacement pour nos vins du Midi. La création d'une zone franche, disait-elle, « entraînera pour les viticulteurs du Midi la perte de leurs exportations de vins rouges du Roussillon, des Corbières, des côteaux de l'Hérault, des costières du Gard; des vins blancs et rosés d'Adissan, Pinet, Fontès, Pomérols, Florensac, Marseillan etc, qui, avant la guerre, fournissaient la plus grande partie de nos exportations en Suisse, Belgique Alsace-Lorraine, Allemagne du Sud »¹. La Chambre de commerce de Cette nous semble avoir parfaitement dissipé ces craintes par la rectification suivante: « La Suisse est précisément peut-être le seul (pays) qui ne sera pas influencé par cette institution. En effet nos exportations en Suisse sont le résultat d'achats directs que les maisons suisses font chez nous; or ces maisons ne connaissent point ne fréquentent point que notre marché; elles ont un large champ d'action en Italie, qui leur est limitrophe comme l'est la France, et même en Espagne et même en Grèce. Et il y a beau temps qu'il passe par Gênes ou par Cette des chargements de vin de Grèce qui sont dirigés sur Genève. Cela tient évidemment à ce que les Suisses font chaque année leurs achats de la façon qui leur est la plus avantageuse, selon les quantités et les qualités. Les zones franches n'auront donc aucun effet sur le marché suisse. Elles ne peuvent en avoir que pour les exportations faites par des maisons françaises c'est-à-dire les exportations outremer et, pour celles-là, elles auraient pour résultat, répétons-le, de permettre de soutenir la concurrence et de con-

¹ C G V, Vœu du 27 juin 1915, in « Un danger national, Entrepôts francs », brochure de Jules Pastre.

server les débouchés¹. Il nous paraît qu'il n'y a rien à ajouter à cette rectification.

3° *Objection*. — C'est la plus grave car elle atteint directement la base sur laquelle nous avons assis l'institution. Nous avons invoqué, en effet, la nécessité pour l'exportateur, désireux de maintenir un prix de vente stable, de recourir aux marchés étrangers. La *Viticulture* nie absolument cette nécessité, en déclarant que le commerce français, pour éviter d'être livré aux variations excessives des cours intérieurs, n'aurait qu'à « constituer des réserves pendant les années de surabondance et à conserver cette marchandise périssable, pendant les années déficitaires »².

Le rôle que la C G V assigne ainsi au commerce, c'est en effet le *rôle normal* qu'il doit remplir dans notre organisation économique. Mais il ne le remplit plus aujourd'hui dans de bonnes conditions, et nous reconnaissons volontiers que la *Viticulture*, instruite par de douloureuses expériences, a des raisons pour reprocher au Commerce son insuffisance. « Lorsque le commerce, afin d'augmenter ses bénéfices et provoquer des baisses anormales, refuse d'acheter les excédents, ne constitue pas des réserves suffisantes, il provoque le gaspillage, souvent sans aucun profit pour le consommateur, et oblige ce consommateur à payer des prix exagérés, lorsque la récolte est faible ». Ainsi s'exprime encore la C G V³. Peut-être, cependant, n'est-il pas absolument juste d'expliquer les procédés du commerce par le seul désir de la part du commerçant d'augmenter ses bénéfices et provoquer des baisses anormales. Il n'y a plus dans le commerce des vins les capitaux qui s'y trouvaient autrefois, et c'est la vraie raison pour laquelle celui-ci ne peut remplir le rôle stabilisateur qui devrait être le sien. Mais si nous avons ainsi suivi le raisonnement de la *Viticulture*, nous devons reconnaître qu'il vise uni-

¹ Ch. de Com., loc. cit.

² J. Pastre, *op. cit.*, p. 12.

³ *Ibidem*.

quement le commerce intérieur et non le commerce d'exportation. Ce dernier, en effet, même en constituant des stocks dans les conditions indiquées ci-dessus, ne peut déclarer ce moyen suffisant. La péréquation qu'il réaliserait ainsi dans ses prix lui permettrait sans doute de lutter sur le marché intérieur, mais ce n'est point à cela qu'il vise. Il veut et *doit lutter sur les débouchés* d'exportation avec les autres fournisseurs étrangers, et il ne peut le faire que s'il peut bénéficier, comme eux, des prix d'un marché extérieur lorsqu'ils seront les plus favorables. Cela, la zone franche peut et peut seule le permettre.

Nous pensons que la conclusion qui se dégage de cet exposé est bien nette. La zone franche peut développer le commerce d'exportation, en sauvegardant les légitimes intérêts de la Viticulture. Nous savons que c'est défendre ici une cause bien dure. La Viticulture n'a-t-elle pas dit, par la voie autorisée de M. J. Pastre, « nous devons être irréductibles dans notre opposition aux entrepôts francs, zones franches et ports francs » ¹? Nous connaissons la toute puissance de la C G V et nous lui en rendons hommage. Aussi pensons-nous que sur les données précises exposées ci-dessus, elle peut et doit mettre sa force au service du Commerce cottois. Cette ne veut pas triompher contre la Viticulture; il ne le pourrait pas; il veut *vaincre avec elle*. Nous croyons que cette union peut se faire, si l'on consent à chercher le véritable terrain d'entente, ainsi que nous nous sommes efforcé de le faire, et si l'on renonce à des polémiques creuses souvent et qui blessent sans persuader. « Les entrepôts francs prouveraient au monde viticole que la France veut abandonner sa vieille loyauté commerciale et tromper l'acheteur sur l'origine des produits exportés » ². L'idée est sincère, sans doute, mais elle est fausse. Non, la France ne veut pas abandonner ces qualités foncières que tout le monde se plaît à lui reconnaître; mais la France ne peut vivre uniquement sur sa réputation.

¹ J. Pastre, *loc. cit.*

² *Ibidem.*

tion, sa gloire, ses souvenirs et dans son isolement. La grande épreuve qu'elle vient de traverser lui fait un devoir de s'armer à la moderne pour la lutte économique : la zone franche répond à ce but. Ce n'est pas la perspective du port franc de Barcelone qui a déterminé les promoteurs du port franc en France...; l'idée française est bien antérieure à l'idée catalane, et il est au moins inutile de supposer que l'Espagne a l'intention « de continuer après la guerre, dans le port franc, les bénéfices de la neutralité » ¹.

D'aucuns ont proposé, pour solutionner la question de l'exportation des vins, une entente douanière entre les pays producteurs (France, Italie, Espagne, Portugal), entente dont on ne précise pas l'organisation, et qui aurait pour but de faire pression sur les marchés de consommation ². Cette façon de cartel ou d'union douanière nous semble difficilement réalisable. La guerre n'a pas supprimé les rivalités économiques entre alliés. La C G V désire et veut le développement de nos exportations; comment a-t-elle pu déclarer « qu'après la guerre chaque nation viticole gardera ses débouchés, sa clientèle? » ³. Si nous voulons développer notre commerce d'exportation, nous pourrons le faire, sans doute en partie, en touchant de nouvelles couches de consommateurs, mais il est certain également que nous chercherons à enlever des clients aux Espagnols, nos voisins, et aux Italiens, nos anciens alliés. Pour arriver à ce but, la zone franche sera une arme utile entre les mains du Commerce français; elle sera loyale, ainsi que le demande la C G V, mais ce n'est pas à la Viticulture française à prendre par avance la défense du commerce étranger.

Après tout ceci, nous tenons à redire cette parole de vérité prononcée par la Chambre de commerce : « La zone

¹ C G V, « Les zones franches et le port franc de Marseille », Rapport de J. Pastre, Narbonne, avril 1917.

² Association nationale d'expansion économique. « L'exportation des vins », par Marcel A. Hérubel, 1918.

³ C G V, J. Pastre, *loc. cit.*

franche n'est pas une panacée universelle »¹. De plus, « il n'y a pas de panacée économique, pas de formule magique pour enrichir un pays, pas plus que pour enrichir un individu »². Et l'on sait que nous n'avons pas négligé d'indiquer, en bonne place, tous les moyens généraux susceptibles de développer notre commerce d'exportation.

Mais, dans le domaine particulier de l'exportation des vins, il est encore des précisions que nous tenons à formuler. La C G V déclare que « pour augmenter les exportations, développer la consommation du vin dans toutes les classes non productives, créer des marchés nouveaux... les efforts isolés des exportateurs sont voués à un échec certain : il faut qu'ils soient encouragés soutenus par le gouvernement... ; les grandes associations commerciales et viticoles organisées ont le devoir d'apporter leurs concours au gouvernement »³. Oui, ce que nous souhaitons ardemment, encore plus que l'aide officielle, c'est la solidarité effective des groupements viticoles et commerciaux⁴. Leur entente permettrait une *propagande efficace* à l'Etranger, notamment par l'envoi d'agents sérieux. Les moyens sont divers, et il n'y a qu'à regarder ce qui a été fait autour de nous par l'Espagne et l'Italie. La C G V représente la

¹ Ch. de Com., séance du 27 avril 1917.

² *Chaumet*, Ch. des dép., séance du 18 mars 1918.

³ *J. Pastre*, « Un danger national... », p. 21.

⁴ Mais avant de souhaiter la solidarité régionale, il faut assurer la solidarité à l'intérieur de la Cité. Il est pénible de constater que les commerçants cettois ont beaucoup à faire sous ce rapport. On leur a souvent reproché de chercher uniquement à se concurrencer entre eux, au lieu de concurrencer les autres places, et ce par des moyens parfois peu élevés. Il serait malséant d'insister, mais encore convient-il de dire que la solidarité ne peut être féconde si elle se borne à des statuts de syndicats, de groupements aussi bien rédigés soient-ils ; il y a la solidarité des lèvres et celle du cœur. Nous nous bornerons, à titre d'exemple, à poser la question suivante : Pourquoi la solidarité ouvrière, à Cette, est-elle plus effective que la solidarité patronale ? Tous les Cettois connaissent la réponse...

Viticulture languedocienne; elle ne doit pas oublier que Cette est le port du Languedoc. Son autorité incontestable mise au service du commerce cettois nous paraît, à coup sûr, comme le gage de succès le plus puissant.

Nous ne préconisons pas ainsi, en souhaitant cette entr'aide, une autonomie régionale, mais une *solidarité régionale*, dont la légitimité n'est du reste pas contestable. Bien plus, cette solidarité est nécessaire sur le terrain particulier des intérêts cettois, et spécialement dans la question de la rivalité avec Marseille. Sans doute les traditions du commerce cettois, en matière de vins, sont fort anciennes, et c'est là une force que la création d'une zone franche viendra puissamment étayer. Mais Marseille est déjà fortement armée pour la lutte, et l'adjuvant de la franchise rendrait sa concurrence encore plus redoutable. Il convient de se rappeler que M. *Artaud* est président de la Chambre de commerce de Marseille, qu'il vient d'être envoyé au Parlement comme député du grand port voisin, et qu'il a pu écrire dès 1907: « Notre circonscription est riche en vignes, nous sommes à proximité soit géographiquement soit à cause de l'abondance des moyens de transport des vignobles du Gard, de Vaucluse, du Var et de l'Algérie, et Marseille a un rôle immense à jouer dans l'exportation des vins communs, si elle est dotée d'une zone franche » ¹.

Les adversaires de la zone franche lui ont reproché de tendre au déplacement des centres et des courants commerciaux, et c'est là un point qui mérite d'être retenu.

Du faisceau de ces observations se dégage, comme résultante, la question suivante: *Y a-t-il, dans la Méditerranée, place pour deux zones franches voisines?* C'est la conclusion ultime et pratique que nous donnons à notre étude sur la question. Peut-être n'est-il pas orthodoxe de poser une conclusion sous forme interrogative, mais nous pensons, tout de même, avoir fait œuvre utile en dégageant les véritables données du problème et en résolvant quelques-unes de ses inconnues.

¹ *Artaud*, rapport 1907.

QUATRIÈME PARTIE

QUESTIONS CONNEXES

CHAPITRE PREMIER

LES VINS DE LIQUEUR ET LES IMITATIONS

§ 1. Les origines probables. — § 2. Progrès dans la préparation des vins de liqueur. — § 3. Nécessité de l'imitation. — § 4. Les préjugés des viticulteurs. — § 5. Les façons régionales. — § 6. Les vins pharmaceutiques.

§ 1. — LES ORIGINES PROBABLES

Il est difficile de dire à quelle époque exactement Cette a commencé de produire ses *vins d'imitation*, ce que nous appelons aujourd'hui la *façon française* de certains vins mis dans le commerce depuis des temps plus ou moins lointains, sous des noms étrangers: nos *madères français*, *malagas français*, *marsalas français*, etc.. Il est probable que le façonnage de ces vins était connu dans le Languedoc avant même la fondation de son port. Il suffit de se rappeler les rapports historiques qui ont existé entre le littoral espagnol et le littoral languedocien (la seigneurie de Montpellier rattachée à la couronne d'Aragon, puis à celle de Majorque jusqu'à Philippe de Valois; le Roussillon espagnol jusqu'à Richelieu); les relations économiques étroites entre les populations que les Pyrénées semblaient vouloir isoler mais que la mer rapprochait; l'attraction exercée

autrefois par Montpellier et Beaucaire; plus encore les émigrations de différentes époques amenant en France un flot renouvelé d'Espagnols qui s'établissaient à demeure sur tout le pays bas-languedocien, pour comprendre que les anciennes *façons espagnoles* de traiter les produits de la vigne ne sont pas demeurées un secret pour les viticulteurs du Languedoc. On retrouve dans tous les villages de la région le souvenir vivant d'anciennes et délicieuses liqueurs ayant pour base le moût de raisin : *vins cuits, alicantes, carthagènes, rancios* etc, qu'on fabriquait encore couramment il y a un demi-siècle, sans les mettre dans le commerce, et qui, avec les muscats, vins blancs doux et autres raretés, constituaient la réserve du cellier qu'on révélait aux amis les jours de fête. A cette époque, on faisait encore des « *passerilles* », raisins secs à la façon de Malaga, de Corinthe, de Sicile, qu'on avait même mis dans le commerce et qu'on a abandonnés ensuite.

Si les populations n'avaient pas fait ces imitations d'instinct, parce qu'elles possédaient les mêmes produits et le même soleil, nos rois n'auraient pas manqué, et leurs ministres ne s'en faisaient pas faute à l'occasion, de leur rappeler le profit qu'en pouvait tirer le pays pour éviter tout d'abord la sortie de l'argent français, quand il s'agissait d'un produit commercial, puis pour enrichir la contrée de produits alimentaires dont on pourrait tirer profit ensuite. C'est ainsi qu'encore au XVIII^e siècle le gouvernement français, sous Louis XV et Louis XVI, chercha à dérober à l'Angleterre ses ouvriers et son outillage ¹. Nous l'avons souvent fait au cours de notre vie économique et les Etrangers ne se sont pas fait faute, même de notre temps, d'apprendre chez nous tout ce qu'ils pouvaient pour améliorer leur technique industrielle ou agricole (en matière d'œnologie surtout). Nos *imitations* ou *façons françaises* de produits étrangers sont donc une conséquence du progrès universel.

Si l'on avait, à Cette, quelque peu commercialisé ces

¹ H. Carré, in *Histoire de Laviçse*, t. IX-1, p. 222.

produits avant la Révolution, nous n'en trouvons pas la trace : la chose n'avait pas encore d'importance. Nous pensons que le « *blocus continental* » a eu pour conséquence l'extension des imitations¹, d'une part en raréfiant dans notre pays les produits que les Espagnols avaient l'habitude d'amener à la foire de Beaucaire, d'autre part en rappelant officiellement qu'avec de l'initiative on arrive à remplacer un produit tel que le sucre de canne par un autre qu'on n'a pas encore exploité, tel le *sucre de raisin*.

En 1810, le Gouvernement fit publier par les chimistes en renom de l'époque (Chaptal, Vauquelin, Proust, Parmentier, Berthollet) une instruction sur la fabrication du sucre de raisin par le traitement approprié des moûts. On obtint des résultats qui permirent d'attendre la fin de la guerre. Mais le véritable résultat pratique, comme il arrive souvent, ne fut pas celui qu'on avait cherché, et quelques années après on notait :

Sirop de raisin. — « Il ne peut plus être question de ce sucre de raisin qui revenait au consommateur deux fois plus cher que le sucre de canne en temps de paix..., mais les recherches de la chimie, en nous donnant une connaissance plus parfaite de la nature du moût, nous ont appris à en tirer un parti plus utile....

» Après de nombreux essais sur plusieurs espèces de raisin, M. Astier fit la découverte suivante : avec du sirop de moût gardé depuis plusieurs mois, il obtint une vinification complète, en ajoutant l'eau nécessaire pour le ramener à la fluidité des moûts naturels (14 degrés Baumé).

» Les Anglais viennent acheter chez nous du sirop de raisin noir qu'ils commandent au degré de condensation convenable au trajet qu'ils ont à faire. Trois barriques de ce suc leur donnent cinq barriques d'une boisson saine... Sa destination principale est pour les malades et les convalescents...

¹ C'est aussi l'opinion émise par M. C. Saintpierre au Congrès international de viticulture de Montpellier, en 1874. Voir Compte rendu in *Bul. Soc. centr. d'Agr.*, 1874, p. 683.

» *Vins cuits*. — Après avoir réduit par le feu la quantité de moût que l'on veut préparer aux quatre cinquièmes de son volume, on la verse à demi refroidie dans des tonneaux où elle achève de fermenter. Dès que son mouvement est éteint et qu'elle a déposé sa grosse lie, on la décante et on la met en réserve dans les barils, pour corriger les vins acides et rendre les faibles plus spiritueux... C'est ainsi que les habitants du Piémont modifient les effets de leur climat avec des vins cuits achetés en Espagne où il s'en fait un grand commerce. Si on les laisse vieillir, ils acquièrent avec la couleur et la saveur du *vin de Chypre* toutes ses propriétés médicinales »¹.

§ 3. — PROGRÈS DANS LA PRÉPARATION DES VINS DE LIQUEUR

Depuis les débuts de la technique des vins de liqueur, des progrès ont été réalisés pour arriver à un résultat essentiel : mettre à la disposition de la clientèle un produit satisfaisant à des prix toujours abordables malgré la fluctuation des récoltes. On a eu d'autre part de nouveaux contacts avec les lieux de production étrangers ; en 1850, M. J. Itier, ancien directeur des douanes, rend compte, dans le *Bulletin de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault*, organe de la propriété et du commerce à cette époque, d'une mission à Zérès et rapporte :

« La variété des plants cultivés à Zérès se rapproche de celle connue en Languedoc sous le nom de *blanquette*. Elle ne donne que du raisin blanc... La récolte est évaluée, année moyenne à 50.000 pipes dont 40.000 ont leur placement à peu près assuré en Angleterre... Ces vins sont emmagasinés dans des *botegas* (grands hangars) où ils sont manipulés pour la vente... On sait que le vin de Zérès reçoit une forte addition d'eau-de-vie pour satisfaire au goût des

¹ Annales de l'Agr. franç. in *Bul. de la Soc. d'Agr. de l'Hér.*, 1827, p. 58-63.

acheteurs anglais ». La pipe de vin de bonne qualité valait alors 500 fr. L'auteur note même que Zérès peut offrir un débouché pour les eaux-de-vie languedociennes, le tarif espagnol étant de 32 fr. 60 par hectolitre sans distinction de degré¹.

On était aussi renseigné sur les vins portugais. Déjà, à l'époque de la Révolution, l'auteur d'un *Traité d'agriculture*² faisait connaître que le cépage qui produit le vin d'Oporto est l'*alicante* du Languedoc, appelé aussi l'*Espagnol* dans le Minervois, proche voisin du *carignan* et du *grenache* du Roussillon qui donnent des produits très liquoreux et hauts en couleur. On le savait à Cette, et on connaissait assez le travail des vins pour copier le type de la serra de Maran « dont les produits *sous le nom générique de Porto* font les délices des gourmets des deux mondes » (X. de Carvalho). On recourrait ici à nos meilleurs produits ou « *montagnes supérieurs* » comme base. Les variations de la mode ont depuis conduit à façonner des portos en blanc, aussi bien d'origine que d'imitation comme on a pris l'habitude de produire des malagas en noir ou en doré.

La production du *Madère* a dû nous être familière de bonne heure puisque nous en avons tiré le verbe « *madériser* » qui exprime l'action d'exposer un vin au grand soleil (dans les cours ou les greniers des chais) pour le faire vieillir et s'unir intimément à l'eau-de-vie dont on l'additionne progressivement, pour n'en pas détruire l'arôme. C'est un travail qu'on pratiquait à Cette depuis longtemps car, vers le milieu du siècle dernier, visiteurs et passants notent qu'« un parfum alcoolique s'échappe des enclos où se prépare le vin dit de Madère qui s'obtient en exposant longtemps au soleil le piquepoul (vin blanc du pays) additionné d'eau-de-vie³ ».

La façon *Malaga*, que ses pratiques d'origine familiale

¹ *Bul. Soc. d'Agr. de l'Hér.*, 1850, p. 20.

² Rozier (l'abbé), *Diction.*, 10^e vol., p. 178.

³ Fiquier (Mme Louis), *Nouvelles languedociennes*.

rapprochent des vins cuits, est une des plus curieuses et des plus délicates. Nous demandons quelques lignes de description à un des praticiens les plus distingués de la maison *Moris et Berges* de notre place.

« Le vin doux noir de Malaga emprunte sa couleur, non pas au cépage lui-même, mais à la caramélisation d'une partie du moût de raisin opérée dans des conditions spéciales » car le raisin qui le fournit (Pedro Ximénès) est blanc. Blanc c'est-à-dire doré est le vin qui résulte de l'élaboration naturelle. Or « c'est au vin doux noir que Malaga doit la renommée de son crû ».

« La préparation du vin noir suppose d'autres préparations connexes de produits auxquels on le mélange... Les deux plus importantes sont l'*arropa* et la *color* ». Le premier s'obtient en concentrant le moût dans une chaudière en fer jusqu'à obtention d'une densité de 36° Baumé... Mais l'*arropa* n'est qu'un produit transitoire qui sert à la préparation de la *color*. Elle est assez semblable au *sirop de raisin* tel qu'on le prépare à Cette et à la *sapa* des Italiens... Le même chaudron est utilisé pour l'obtention de la *color* qui est l'opération la plus délicate, celle de la mi-caramélisation. On mélange la *color* au vin dès qu'elle est refroidie, en proportion variable, selon qu'il s'agit de vin plus ou moins doux ou même de vin sec madérisé.

L'auteur expose d'ailleurs en détail et discute les procédés de préparation de ces produits, soit par cuisson à feu nu, soit par chauffage dans le vide, ce qui ne manque pas d'intérêt¹.

§ 3. — NÉCESSITÉ DE L'IMITATION

Tout ce que nous venons de dire montre que nos négociants sont parmi les plus experts à qui l'on puisse reconnaître le droit d'adapter au goût étranger les produits

¹ Berges (M. Marius), in *Revue méridionale des Idées*, 1917, p. 326.

français. Car il est, en effet, une adaptation nécessaire chaque fois que nous voulons pénétrer sur un nouveau marché d'exportation. Aussi bien tout le mérite du négociant, toute son industrie est résumée dans ces mots : façonner au goût de la clientèle.

Le correspondant étranger (client ou commissionnaire) signale ceci ou cela à l'attention du fournisseur de Cette : un désir exprimé est un ordre auquel celui-ci tâche de satisfaire ! Les mœurs sont si différentes d'une contrée à l'autre, les goûts si variables ! Un Chinois ne peut pas comprendre qu'il y ait quelque part en Languedoc des hommes capables d'avalier avec délices le petit vin aigrelet, produit naturel de leurs vignes ; lui qui est habitué à boire chaud ne trouve pas ce breuvage à son goût, tandis qu'il avale avec plaisir des eaux-de-vie qu'il mêle à ses boissons chaudes. Il consent aussi à trouver bons nos vins blancs doux, à la fois, liquoreux et alcooliques, qui donnent la sensation de douce chaleur que lui procure le *samshou* (nom générique des eaux de vie de grain en Chine).

Voici ce qu'on écrivait, au milieu du siècle dernier, au sujet du marché d'Extrême-Orient, qu'une mission avait été chargée d'explorer de 1844 à 46 : « Les peuples de la Chine, de la Cochinchine, du Japon et de l'Océanie trouvaient détestables ces délicieux vins de Bordeaux, de Bourgogne et du Midi, l'honneur de nos celliers et la joie de nos tables... »¹.

On dira, sans doute, en manière de consolation, qu'il y a plus que des Jaunes dans le Monde ; c'est vrai. Mais au point de vue de la variabilité du goût, il convient de retenir que nous sommes tous un peu jaunes, et que nous ferions la grimace pour avaler les boissons dont beaucoup de peuples se délectent. Il est de chez nous, ce dicton : « N'est pas bon ce qui est bon, mais est bon ce que j'aime ». Nous voulons d'ailleurs ne retenir de notre excursion en Chine que

¹ *J. Itier*, De la Chine considérée au point de vue du débouché qu'elle peut offrir à l'industrie vinicole, in *Bul. de la Soc. d'Agr. de l'Hér.*, 1848, p. 168.

ceci : le client qui paye commande en maître chez nos négociants, et le mérite de ces derniers est grand quand ils arrivent à le satisfaire et à nous donner ainsi des créances sur l'Etranger.

§ 4. — LES PRÉJUGÉS DES VITICULTEURS

On ne connaît pas assez autour de Cette, à la *propriété*, les services rendus par le négociant et en particulier le négociant exportateur. On affecte de n'y pas comprendre le mérite du commerce d'exportation, qui met par ses coupages et ses façons le produit languedocien au goût du client lointain et inconnu, qu'il soit sous les tropiques ou dans les régions du nord, au levant ou au couchant. Cette injustice date de loin et provient d'un manque de réflexion ; ceux qui entrent en contact avec les populations agricoles, dans notre Languedoc Méditerranéen qui a tant besoin de clientèle étrangère, devraient s'attacher à la faire disparaître. On peut introduire la démonstration par le raisonnement suivant : « Voulez-vous, messieurs les viticulteurs, que vos produits franchissant nos frontières (celles du Languedoc comme celles de la France) puissent se répandre?... Oui, sans doute, car c'est notre intérêt à tous, dans la Région. Eh bien ! la première chose est de les présenter à la clientèle de chaque région de France ou contrée du Monde. Or chacune de ces unités, pour des raisons que l'on ne discute pas, vous le comprenez, a ses goûts, ses préférences, ses qualités, ses défauts, *ses dépravations même* dont il faut tenir compte. C'est l'œuvre du négociant et sa raison d'être ; soyez-lui sympathique, puisqu'il est chargé de découvrir les gens qui consommeront vos produits en vous les payant de mieux en mieux, si on les satisfait. N'opposez plus, à la légère, vos vins, que vous déclarez les meilleurs du Monde parce que ce sont les vôtres, aux vins du commerce, produits obligés de coupages divers, mais établis pour donner à notre clientèle, plus ou moins loin-

taine un produit toujours *identique* et toujours au goût qu'elle a marqué! Vous êtes du pays du vin, et nos clients ne sont pas renseignés comme vous: certaines modifications causées par l'état naturel de la récolte ne vous surprennent pas et troublent l'esprit des consommateurs lointains. Continuez à trouver longtemps délicieux votre « cru » que vous connaissez bien, et laissez le négociant prendre soin de ses clients étrangers, puisque c'est sa raison d'être, etc... ».

La suspicion qui, en certains milieux de ce pays, entoure le commerce des vins disparaîtrait au grand profit de la Région car, ne l'oublions pas, nous sommes sans pitié nos meilleurs détracteurs, en grande partie par ignorance. Il ne faut pas confondre le travail régulier des *coupages*, en vue de la mise au goût d'une clientèle très variée, avec la fraude que tout le monde réprouve, aussi bien dans le commerce qu'à la propriété. La fraude, quand elle existe, est le fait d'*aventuriers* qui éclosent partout chaque fois que l'occasion paraît favorable, mais la législation actuelle la rend de plus en plus difficile à réaliser et la réprime rudement. Soyons sans pitié contre elle : surveillons la fourniture des vins dans les hôtels et restaurants de notre pays pour que les étrangers n'emportent pas cette *impression défavorable* dont on ne peut se défendre quand l'esprit de lucre des industriels, ou simplement la négligence des sommeliers leur offre à consommer des vins plus ou moins avariés. Mais soyons prudents du côté de nos exportateurs et de nos négociants.

N'oublions pas que le Languedoc (le plus *grand producteur* de vins qui soit au Monde) a reçu pour mission d'aller au secours de tous les pays où la récolte est défailante. Or cela est une fonction dangereuse et difficile: *dangereuse*, parce que nos vins n'étant pas en général de longue conservation, comme les bordeaux et les bourgognes, et le pays n'étant pas outillé pour leur mise en réserve dans les années d'abondance, nous sommes exposés à des crises, des fluctuations de prix vieilles de plus de deux siècles et toujours pénibles; *difficile*, parce que pour nous débarrasser

d'une colossale production accumulée dans un coin de pays assez restreint, il nous faut des clients sous tous les climats, de façon à servir les uns quand les autres peuvent se passer de nous.

§ 5. — LES FAÇONS RÉGIONALES FRANÇAISES

De tout temps, fidèle à son rôle économique, le Languedoc a secouru la Bourgogne¹, le Bordelais et beaucoup d'autres régions à crus plus ou moins réputés : le commerce de ces pays se retournant d'instinct vers le Languedoc chaque fois qu'il y a déficit marqué dans sa sphère ordinaire. Or, Cette en Languedoc méditerranéen est une des grandes artères où les pulsations du Monde vinicole sont perçues en tout temps : c'est la fonction de ses négociants de noter les impressions du marché international. Mais on se retourne vers lui de plusieurs manières : on peut lui demander des types supérieurs de vin pour remonter ou guérir certains produits trop ordinaires du Bordelais ou de la Bourgogne qu'impose la nécessité d'une mauvaise récolte, ou bien lui demander de fournir directement des vins « façon Bordeaux » ce qu'on appellerait encore des « Bordeaux fantaisie ». Ce sont de bons produits que leur prix de revient toujours relativement modéré impose dans certains cas, et il est bien des clients de Bordeaux dans le Monde qui ont été initiés par les imitations façonnées à Cette. Au temps où la législation permettait la chose, des fournitures préparées pour l'Extrême-Orient se faisaient ici avec marques spéciales, telles le « *Casquier-Bordeaux* » qu'une société d'exportation de Paris commandait et faisait expédier directement. Il n'y avait là ni fraude, ni tromperie imputables à Cette ; « Bordeaux », pour cette clientèle orientale, avait tout au plus le sens de : vin de France.

¹ Conf. Charles Mayet, le vin de France, p. 228.

Renoncer aux imitations serait aujourd'hui une chose bien difficile, comme l'ont montré les discussions relatives à la protection des marques et des origines. Ce serait inhumain d'ailleurs. Empêchez un Jurassien, à qui on n'a plus à servir du vin de son pays, de boire un vin qui ressemble à celui de ses coteaux parce qu'on l'a façonné pour qu'il fasse penser au cru du *Revermont* ! Il est rare que la consommation et la production d'un vin ordinaire marchent absolument de pair : l'une et l'autre sont le résultat de facteurs variables, mais ces variations sont indépendantes les unes des autres. Celui qui n'a plus à livrer de vin du Jura à sa clientèle regarde vers Certe et demande qu'on lui fournisse un *type conforme* à l'échantillon qu'il remet. Le négociant cottois observe, déguste et ordonne des essais de coupage qui, après quelques tâtonnements, fournissent une *copie parfaite* du modèle proposé, au point que le Jurassien croira consommer toujours son vin familial. Quel mal peut-il y avoir à cela ? Voudriez-vous que le commerce du Jura s'adressât à la propriété languedocienne ?... Mais celle-ci est impuissante à fournir directement le type demandé. Seule la « *façon Jura* » peut donner le vin souhaité et assurer la permanence de l'approvisionnement. On peut en dire autant d'autres régions qui produisent moins qu'elles ne consomment. En s'adressant à Certe, elles y font naître autant de façons qu'elles en souhaitent.

De sorte qu'en y réfléchissant un peu on s'aperçoit que l'imitation dans les vins c'est presque tout le commerce des vins. Ce qu'on appelle ici « commerce » est tout d'abord une opération industrielle, mais on n'y pense guère parce que le mélange de vingt-huit centièmes de bon Loupian avec quarante-deux centièmes de Villeveyrac supérieur et quarante centièmes de vin d'Agde ordinaire fournit le coupage demandé qui est toujours du vin. Ce sont toujours des façons, c'est toujours de l'imitation !... Et Certe, grâce aux types variés que lui fournit la contrée environnante et à ceux qui proviennent d'Algérie, d'Espagne, d'Italie etc, est le laboratoire d'exportation le mieux situé qui soit au Monde.

§ 6. — LES VINS PHARMACEUTIQUES

On peut rattacher aux vins de liqueur les vins pharmaceutiques (au *quinquina*, à la *kola* etc) que Cette, grâce à l'expérience acquise depuis longtemps, peut ajouter à ses fabrications anciennes (vermouth, amer etc). Une de ses premières maisons, depuis quelques années, procède à leur préparation, *selon le codex* et sous la direction d'un pharmacien expérimenté¹. Nouvelle preuve des nombreux services que l'on peut demander à la technique de nos maisons dans tout ce qui touche à l'adaptation des vins! De nombreux avantages résultent de cette préparation en grand de certains de ces produits pharmaceutiques, et il n'y a pas à douter que cette nouvelle branche de notre industrie se développera rapidement et utilement.

¹ C'est à cette circonstance que *M. Jules Bourdon* doit de figurer parmi nos négociants. Voir p. 394.

CHAPITRE II

LA TONNELLERIE CETTOISE

§ 1. Les origines. — § 2. Concentration de la tonnellerie à Cette.
— § 3. Les anciennes fabrications. — § 4. Les fabrications étrangères. — § 5. Commerçants et tonneliers. — § 6. La bonne tonnellerie. — § 7. Les ateliers de 1840 à 1870. — § 8. Les ateliers de la période de transformation. — § 9. Les bois merrains. — § 10. Les négociants en bois merrains. — § 11. Les loueurs de futailles. — § 12. Les wagons-réservoirs.

§ 1. — LES ORIGINES

Cette a été longtemps le plus grand centre de tonnellerie du Monde. L'état de cette industrie y a toujours été lié à celui de l'exportation des vins et eaux-de-vie.

Il résulte de ce que nous avons déjà dit¹ que pendant longtemps, au début, Cette reçut du dehors la plupart des futailles nécessaires à son commerce. C'était l'époque où ce commerce était fait par des commissionnaires, qui logeaient une fois pour toutes les vins achetés à la propriété et les conduisaient au port pour l'embarquement. Ce fut le temps de la futaille en châtaigner fabriquée dans les Cévennes (vers Saint-Gervais, Sumène et les bords du Rhône). Une partie de la production arrivait même de fort loin par le fleuve. Sans doute, de bonne heure², il se forma

¹ Voir 1^{re} partie, chap. III, § 9 et 10.

² La tonnellerie locale avait déjà quelque importance au temps des inspecteurs Grangent père et fils (1730-1770). V. 1^{re} p., chap. III, § 8.

à Cette même des équipes de tonneliers, d'abord pour remettre en état les fûts plus ou moins endommagés par les transports, puis pour surveiller les arrimages des navires chargeurs et parer aux besoins locaux, quand vinrent les premiers négociants. Nous savons que « les négociants faisaient alors fabriquer dans leurs magasins, pendant l'été, toutes les futailles qu'ils prévoyaient devoir employer dans le cours de la campagne commerciale qui commençait en novembre et finissait ordinairement en mars ou avril... »¹. Mais il n'est pas facile de fixer l'importance acquise par la tonnellerie locale avant la Révolution. Elle n'était pas négligeable, puisque à l'époque des guerres impériales, pendant la crise économique qui sévit à Cette, il fut fait état des tonneliers sans travail suivant quelques négociants à Châlon-sur-Saône et d'autres allant porter momentanément leur main-d'œuvre, comme ouvriers agricoles, du côté de Beaucaire².

Nous pouvons fixer à la reprise commerciale de 1815 le véritable essor de la tonnellerie, pour Cette et la région dont son port est le centre: Frontignan, Mèze, Agde, etc. En 1823, Cette a 33 établissements de tonneliers où travaillaient 134 ouvriers dont les salaires totaux approchent d'une somme de 106.700 fr.; mais plusieurs maisons de commerce, indépendamment de ces établissements, font encore fabriquer des futailles dans leurs ateliers. Agde occupe alors 23 ouvriers, Mèze 16, Marseillan 7, Bouzigues et Viàs 8 chacun. La renaissance de cette industrie, comme celle du commerce des boissons, a eu, pensons-nous, pour résultat, sinon d'amener la substitution des bois de chêne à ceux de châtaignier, du moins d'activer cette transformation dans la fabrication de la futaille d'exportation et de roulage.

¹ Creuzé de Lessert, *Statistique de l'Hér.*, 1824.

² Rapport du préf. bar. Nogaret, 1811, in *Bul. Soc. Lang. de Géogr.*, t. XXXIII, p. 303.

§ 2. — CONCENTRATION DE LA TONNELLERIE A CETTE

Tout le XVIII^e siècle est plein de doléances relatives à la mauvaise futaille de châtaignier expédiée à Cette. Il faut penser que la transformation du commissionnaire en vrai négociant, d'une part, l'exploitation trop intensive de la forêt cévenole, la raréfaction des bois de châtaignier dans les pays de production et l'insuffisance de cette espèce de merrain, quand il s'agit de fûts destinés aux transports, d'autre part, hâtèrent la concentration à Cette de la fabrication, à cause de la facilité qu'offrait le port pour faire arriver par les canaux les bois de chêne indigènes et par mer les merrains étrangers. Nous savons déjà que vers 1783, on souhaitait à Cette recevoir des merrains d'Amérique et qu'il en venait en 1787¹. Mais on en recevait particulièrement d'Italie, d'Espagne, de Dalmatie, de Hongrie et plus tard de Russie etc.

D'autres causes intervinrent aussi dans la suite pour transformer la tonnellerie et la concentrer à Cette : l'usage de la voie de fer pour les transports terrestres et le développement de la navigation à vapeur qui devait aboutir à la substitution du *cargo à vapeur* à l'ancien voilier. La première conséquence fut le grossissement continu des fûts qui ne s'est pas encore arrêté et qui a conduit le commerce à faire usage, pour ses transports, de récipients de plus en plus grands, solides, lourds, et pour lesquels il fallait les bois de chêne exotiques. C'est ainsi que s'est constitué le fût transport en usage à notre époque, et qui semble bien ne pas pouvoir être beaucoup plus agrandi.

Le développement de la tonnellerie à Cette a encore eu pour cause l'exportation des vins imités de toute sorte. A partir du jour où cette industrie se développa ici, on éprouva le besoin de présenter le produit dans la futaille

¹ Voir 1^{re} p., chap. V, § 5.

même du pays étranger qui lui avait donné son nom. Notre commerce se garda bien de négliger une question dont il a appris depuis longtemps toute l'importance. Les négociants cettois voulurent donc avoir sous la main leurs équipes de tonneliers pour fabriquer tous les articles imités d'Espagne, de Portugal ou autres pays, selon le goût du moment témoigné par la clientèle.

Ce sont toutes ces imitations de formes, façons et contenance nouvelles qui ont établi dans les fûts employés une sorte de confusion à laquelle il est aujourd'hui difficile d'échapper, dans une étude rétrospective.

§ 3. — LES ANCIENNES FABRICATIONS

Avant la Révolution, il est question dans les documents d'une double série de fûts à contenance à peu près fixe. L'une comprenait la *tiercerolle* ou tiers de muid, la *quarterolle* ou quart de muid, le *sixième* (de muid); l'appellation indiquait là une fraction du muid, et celui-ci était la base de la mesure. L'autre comprenait le *douzain* qui valait douze barrals ou setiers et le *sixain* qui valait six barrals; cette désignation s'appliquait à une collection d'unités, le barral étant la base. On les employa concurremment et, plus tard, on ajouta le *demi-muid*.

Or le muid en usage à Cette, consacré par l'arrêt de 1729, était une capacité de 90 veltes (ou verges) mesure de Bordeaux, valant chacune 7 litres 6, à un dixième près: le muid correspondait donc à 684 litres et on doit le considérer comme muid officiel de Languedoc. Or le muid se divisait en 18 barrals à Montpellier et en 12 leyrans à Cette qui avait reçu les mesures d'Agde. En considérant le muid de Cette, le barral valait 38 litres et le leyran 57 litres ¹.

¹ Notons que le muid de Montpellier correspondait à 692 litres, ce qui le rapprochait fort du muid de 700 litres rattaché au système métrique. Voir « Métrologie », p. 408.

D'après ces données, la tiercerolle mesurait 228 litres, la quarterolle 171 litres, le sixième 114 litres. De même, le douzain valait 456 litres (soit une double tiercerolle), le sixain valait 228 litres (soit la moitié d'un douzain ou une tiercerolle). Pas de difficulté pour le demi-muid qui équivalait à 342 litres. On peut encore remarquer que le sixième correspondait à un demi-sixain.

De toutes ces appellations deux seulement ont survécu : le demi-muid et le sixain. Mais elles n'ont plus de signification précise. Le sixain a tout d'abord été confondu avec le sixième et considéré comme un fût d'environ 110 à 120 litres, peut-être parce que le Roussillon proche avait un sixain de 118 litres ; puis il a fini par désigner un petit fût de contenance variable ! Pour le demi-muid, l'histoire de ses variations est plus longue et plus confuse. Comment en est-il venu à désigner, si improprement, le fût-transport actuel dont la capacité, en progrès depuis longtemps, est arrivée à égaler presque l'ancien muid local ? Nous pensons que sous l'influence du système métrique, vers 1840, on a appliqué l'ancien nom de demi-muid à un fût de 500 litres (moitié du kilolitre considéré comme nouveau muid métrique) répondant aux mêmes besoins que l'ancien demi-muid et de même fabrication. Mais, déjà à cette époque, l'ancienne pièce en usage pour les eaux-de-vie, objet d'une fabrication spéciale, élevait sa contenance à 625 litres. On avait donc là un modèle pour augmenter la contenance du demi-muid ; l'esprit de concurrence chez les loueurs de futailles et la préférence accordée par les locataires aux plus gros fûts, puisqu'ils payaient certains prix de transport et ceux de location par unité, ont conduit à la fabrication actuelle ¹.

Mais, par la suite, même avant la Révolution, on vendait aussi les esprits à la pièce, et les vins à la barrique dite

¹ Cela ne va pas sans des inconvénients relatifs au travail du tonnelier, qui est devenu presque besogne de forger, et à la manutention qui, malgré l'habileté des ouvriers locaux, constitue un travail rude et dangereux.

bordelaise, ce qui était encore vague et pouvait prêter à contestation. La pièce semble avoir été d'abord de 456 litres environ (soit un douzain de 60 veltes); la barrique fut plus petite de moitié et correspondit à environ 228 litres (soit une tiercerolle de 30 veltes). On touche là aux difficultés et à la confusion de l'ancien système de mesures car, dans la pratique, ces capacités étaient diminuées de deux ou trois veltes.

A la base des prix, à la propriété, était le muid, pour le vin, et la velte, pour l'eau-de-vie; puis on cota tout au muid en attendant la cote à l'hectolitre.

§ 4. — LES FABRICATIONS ÉTRANGÈRES

L'imitation des vins de liqueur provoqua à Cette des fabrications nouvelles où excellèrent les maîtres tonneliers du temps. On fit l'*arobe* (de 16 litres), la *double arobe* (de 32 litres) et la *quadruple arobe* (de 64 litres); on fabriqua la pipe, la demi-pipe, le quart et le huitième de pipe, de contenances incertaines et variables selon les imitations qu'on se proposait¹. La façon « arobe » donnait des fûts très courts; généralement de faible contenance; la façon « pipe espagnole » et la façon « portugaise » produisaient des futailles très allongées, garnies de cercles en bois et qui avaient ici le mérite de l'originalité, mais incommodes pour les transports en charrettes. On pratiqua aussi, pour loger les vins ordinaires de choix, la *façon bordeaux* et la *façon bourgogne* pour les pièces et les barriques; on eût encore d'autres façons moins célè-

¹ La *pipe* était de contenance fort variable. En Normandie, elle était la moitié du tonneau; Littré la définit « une grande futaille qui contenait un muid et demi ». La pipe de *Cognac* valait 624 litres (d'autres disent de 600 à 629 l); celle de *Saint-Gilles* valait 710 l; celle de *Languedoc*, 523. La pipe de *Porto* contenait 534 l; celle de *Malaga*, 566 l 44; la *pipe anglaise*, 476 l 90.

bres qui avaient toujours pour but de plaire à la clientèle.

Mais, pour des raisons diverses, toutes ces fabrications évoluèrent et finirent par disparaître devant le cerclage métallique plus solide, plus facile à employer et moins cher. La fabrication actuelle, faite en vue des transports, recherche la solidité sans superfluités. On trouve parfois encore la façon arobe et la façon pipe, mais avec cercles de fer comme d'ailleurs en pays d'origine, pour certaines destinations dont la clientèle montre son attachement à la tradition.

§ 5. — COMMERÇANTS ET TONNELIERS

En se concentrant à Cette et dans ses environs, la tonnellerie y a développé non seulement l'industrie de la fabrication mais tout d'abord le commerce des bois merrains. Celui-ci a permis d'édifier des fortunes notables ; celle-là a procuré du travail et souvent l'aisance, à de nombreuses familles ouvrières qui, par un labeur intelligent, se sont élevées à la bourgeoisie, et dont les descendants ont souvent abordé le commerce des boissons avant de constituer les puissantes maisons de location de notre époque (transports et wagons-foudres).

Mais tandis que le commerce des merrains, réservé à une élite peu nombreuse, se développait normalement et devenait le fournisseur d'une région que les chemins de fer devaient agrandir, la fabrication a eu ses heures difficiles, à cause du *prolétariat ouvrier* concentré à Cette et que les troubles économiques ont plus d'une fois réduit au chômage, et agité. Il en fut ainsi au commencement du siècle dernier. Beaucoup d'ouvriers durent, au moins momentanément, quitter le pays à l'époque du *Blocus continental* et suivre, à Châlon-sur-Saône, des négociants qui étaient allés s'y établir pour commercer à l'intérieur et atteindre les pays de l'Est à défaut de l'Etranger. Même quand l'exportation eut repris, des questions de tarifs de fabrication causèrent des grèves ; on nous a gardé le souvenir de celles

qui marquèrent les débuts de la monarchie de juillet qui eût à Cette quelques années critiques ¹.

§ 6. — LA BONNE TONNELLERIE

On sait qu'à Cette la tonnellerie eût son âge d'or dans le demi-siècle qui s'est écoulé de 1835 à 1885, qui fut pour notre port une période de grande exportation. On fabriquait alors la « *barriquaille* » que les exportateurs répandaient de toutes parts à *fût perdu*. C'était là du bon travail et il faisait vivre son homme. Les équipes d'ouvriers rivalisaient entre elles et, comme on travaillait à forfait, on se surpassait pour, une fois la journée acquise, augmenter son gain en vue de la prochaine fête de *la Société* ². Car cette population industrielle aimait le travail et les fêtes. Les maîtres tonneliers étaient un peu comme les seigneurs de Cette, se nourrissant bien, mieux que beaucoup de riches bourgeois d'autres régions; rien n'était au-dessus de leurs moyens, en fait de produits locaux (poissons réputés, volailles, gibiers, fruits et bons vins de toutes sortes). Les « *baraquettes* » et les sociétés étaient les témoins des plus belles lippées qui réunissaient ouvriers et apprentis autour du chef d'équipe. Celle-ci se composait du patron ou maître, d'un ouvrier ou second, d'un demi-ouvrier et d'un apprenti. Mais l'organisation était telle, et le zèle si développé, que l'apprentissage marchait sûrement; il n'était guère qu'une question d'âge et de force.

La Tonnellerie menait parfois au *soutirage* ou travail

¹ Daruty. Notice sur Cette, 1845, p. 68.

² *La Société* était à la fois le groupement professionnel à forme mutualiste et le lieu où les membres se réunissaient. Il y avait la société des Façonneurs ou *Tonneliers en neuf*, celle des Garnisseurs ou Cercleurs et celle des Rabatteurs ou *Tonneliers en vieux*... Rappelons que Cette n'ayant connu que le régime du travail libre n'eut jamais à souffrir des abus de l'ancienne corporation.

du chai (magasin) qui associait l'ouvrier au négociant et l'initiait à l'industrie vinicole (production des vins fins par des coupages intelligents, des vins d'imitation ou de liqueur par les préparations en usage dans les pays d'origine, surveillance des stocks et soins de conservation, de vieillissement, de guérison, etc.). Cela demandait une aptitude spéciale à la dégustation. Ainsi, avec du goût, on pouvait devenir « *maître de chai* ». Et celui-ci, s'il était intelligent, se faisait rechercher par les négociants, surtout par les créateurs de maisons nouvelles qui parfois s'en faisaient des associés.

L'industrie du tonneau a subi le contre-coup de la chute de l'exportation des vins, vers 1880, et de la disparition des eaux-de-vie et trois-six de la région, à l'époque de la crise phylloxérique. La fabrication pour l'exportation en a été rudement atteinte. Elle aurait subi un choc plus redoutable encore si la fabrication du fût-transport ne s'était développée à Cette, à peu près à la même époque, pour répondre aux besoins d'une importation qui allait s'intensifier rapidement; mais la nouvelle futaille s'expédie et revient pour repartir encore, ce qui a diminué la consommation et réduit le besoin de main-d'œuvre. Sa fabrication n'est pas le travail intéressant qu'offrait l'ancienne barrique: le façonnage du bois de plus en plus épais et le cerclage métallique de plus en plus robuste en ont fait une tâche pour laquelle il faut toute la vigueur d'ouvriers en pleine force. L'âge d'or était écoulé. Cette a graduellement réduit sa fabrication, et une partie de ses commandes a été de plus en plus exécutée aux environs (surtout à Mèze). Cependant quelques ateliers ont continué la fabrication spéciale aux vins de liqueur; d'autres ont été conservés auprès des maisons pratiquant la fabrication, la location et la réparation des transports. Enfin la *Tonnellerie mécanique* a fait son apparition à Cette dans l'établissement *Rouane* une des principales maisons de la place. C'est là une nouvelle voie dans laquelle on devra peut-être s'engager; si la main-d'œuvre se raréfie et renchérit dans l'avenir. Et ce jour-là, l'ancienne tonnellerie ne sera plus

qu'un souvenir, après avoir procuré à Cette un peu de gloire et beaucoup de profit. Notons qu'à différentes époques des ouvriers de Cette ou des environs, en équipes, ont été appelés à fabriquer des foudres, des cuves ou de petites futailles en Sicile, en Espagne, en Algérie, à Bordeaux et même en Argentine.

§ 7. — LES ATELIERS DE 1840 A 1870

Après ce coup d'œil sommaire sur les généralités de la Tonnellerie, on peut dire un mot de nos principaux ateliers à différentes époques.

Les premiers fabricants que nous puissions citer sont, *vers* 1840 :

Bringues (Germain).	Granier (Nicolas).
Brodard.	Guirand (Léonard).
Cuilleret et Granier.	Marat (Michel).
Dumas cadet.	Rieunier (Alexis).
	Rieunier (Louis).

Dix ans après, en 1851, les principales maisons fabriquant la futaille sont celles de :

Allègre (Adolphe).	Guirand (Léonard).
Bringues (Germain).	Lanet aîné.
Brodard.	Marat (Michel).
Cazalis et Puech.	Marmiès (Antoine).
Cuilleret (Jean).	Molinier-Cazalis.
Dumas cadet.	Rieunier (André).
Gély père et fils.	Rieunier (Louis).
Granier (Nicolas).	Tuffou (Joseph).
Guirand, ép. Clot.	Villaret.

Tous ces ateliers vont devenir insuffisants pour répondre aux besoins du commerce, actif à la fois à l'intérieur et au dehors. Des maisons nouvelles prendront leur part du développement commercial qui s'accroît. En 1864, la liste des maisons devient plus longue ; on trouve alors :

Arnaud et Canillac.	Gelly (Jean).
Baille (Paul).	Gibert (Magloire).
Baille (Marius).	Granier (Joseph).
Bessil (André).	Granier (Sébastien).
Boyer (Edouard).	Grégoire (Pierre).
Boyer (Lucien).	Guirand (Scévola).
Bravet et Euzet.	Guirand (Suzanne).
Bringues (Jean).	Guirand (J.-B.).
Brodard (Jean).	Jullian (François).
Brouet junior.	Lanet et Carrière.
Carrière (Pierre).	Lanet et Michel.
Cayla et Cazalis.	Labry frères.
Cazalis (Friedérique).	Levère (Sébastien).
Cazelles (Denis).	Loyer (Jean).
Chauvet (Pierre).	Michel (Jacques).
Clot (François).	Michel (Joseph).
Cornier (Pierre).	Michel (Pierre).
Darlis (Jacques).	Mignot (Jean).
Euzet et Barthélemy.	Mourgues et Blanc.
Fabre (Antoine).	Noyé (Jean).
Galby (Emmanuel).	Palon et Caron.
Galibert et David.	Parpiel (Antoine).
Gaspard (Jean).	Parpiel (François).
Gaspard (Joseph).	Parpiel et Longobardi.
Gaussel (Simon).	Peyronnet (Louis).

§ 8. — LES ATELIERS DE LA PÉRIODE DE TRANSFORMATION

En 1872, le nombre des ateliers, quoique encore élevé, a cependant un peu diminué. Voici les noms qu'on trouve alors.

Baille (Paul).	Cuilleret (J.).
Bessil (Adrien).	Dauphin fils.
Bessil (Michel).	Deyrieu (Emile).
Bouguès.	Euzet (Barthélemy).
Boyer (Lucien).	Euzet (Pierre).
Bringues (Jean).	Fabre (Antoine).
Carbonnel (Emile).	Galand (Alexis).
Chauvet père.	Gleize.
Clot (François).	Granier.
Cornier (Pierre).	Labry frères.

Lanet aîné.	Peyronnet-Philipp.
Laugé.	Recouly (Jean).
Levère.	Rouane.
Meissonnier.	Routier.
Michel (Joseph).	*Sabran.
Mouisset (François).	Souloumiac.
Moulin (Jacques).	Tabouriech (M.).
Mourgues.	Thau (Etienne).
Paranton.	Valdebouze.
Paul.	Valette (Edouard).
.	Vivarès (Michel).

Cinq ans plus tard, la fabrication des transports redonne une nouvelle vie aux ateliers qui atteignent à ce moment le nombre de 80, parmi lesquels les nouveaux venus :

Nouguier (Antoine).	Thomas (A.)
	Vézy (Jean).

§ 9. — LA QUESTION DES PRIX

Sans vouloir nous étendre sur ce sujet, il nous est possible de rapprocher deux documents qui, marquant le chemin parcouru de 1763 à 1918, pourront se prêter à quelques comparaisons.

Le premier est un tarif, que nous appellerions aujourd'hui officiel, émanant des Autorités montpelliéraines, mais établi d'après les renseignements annuels recueillis à Cette même et qui nous intéresse. Le voici, en respectant la graphie du temps :

De par Messieurs les Maire, lieutenant de Maire, Consuls, Viguiers et Bureau de Police de la ville de Montpellier.

*Tarif des cercles et autres choses nécessaires servant
pour le racommodage des Tonneaux et Cornües pour la présente
année 1760*

	l.	s.	d.
La charge de cercles de toute espèce, bois de chât...	10	10	»
La charge de cercles de toute espèce, bois de saule...	8	»	»

	l.	s.	d.
Les cercles de chât. posés de demi-muid, quittes de tout frais	»	3	»
Les cercles de saule de demi-muid, quittes de tous frais	»	2	3
Ceux de terseirolles et quarteirolles, bois de chât..	»	2	4
Ceux de terseirolles et quarteirolles, bois de saule..	»	1	10
Ceux de bouterles.....	»	1	»
Le manat d'amarines.....	»	1	6
Les cercles de boulidous.....	»	6	»
Ceux des couvertures de trouilladous.....	»	3	3
Ceux des douzains.....	»	3	»
Les dougues posées de demi-muid, terseirolles et quarteirolles de la même largeur que celles qui seront ôtées, lorsque le Tonnelier ne sera pas à la journée	»	4	»
Les dougues de demi-muid, terseirolles et quarteirolles de la même largeur que celles qui seront ôtées, lorsque le tonnelier sera à la journée.....	»	3	»
Les dougues des cornües lonsquë le Tonnelier ne sera pas à la journée.....	»	1	6
Les dougues des cornües, lorsque le Tonnelier sera à la journée.....	»	1	3
Les cornalières des cornües posées.....	»	5	»
Les cornalières des cornües lorsque le Ton. est à la journée	»	3	»
La canne quarrée de châtaignier.....	5	10	»
Les fonds de demi-muid, quittes de tous frais lorsque le Tonnelier ne sera pas à la journée.....	1	15	»
Les fonds de demi-muid, lorsque le Ton. sera à la journée	1	5	»
L'arbre du fonds des tonneaux de demi-muid, de deux au fonds, lorsque le Ton. ne sera pas à la journée	»	10	»
L'arbre du fonds des ton. de demi-muid, lorsque le Tonnelier sera à la journée.....	»	8	»
Les penons lorsque le Ton. ne sera pas à la journée.	»	6	»
Les penons lorsque le Ton. sera à la journée.....	»	5	»
Les fonds de terseirolles et quarteirolles posés, quittes de tous frais, c'est-à-dire lorsque le Tonnelier ne sera pas à la journée.....	1	5	»

	l.	s.	d.
Les fonds de terseirolles et quarteirolles lorsque le Tonnellier sera à la journée.....	1	»	»
L'arbre du fonds lorsque le Ton. ne sera pas à la journée	»	8	»
L'arbre du fonds lorsque le Ton. sera à la journée..	»	7	»
Les penons lorsque le Ton. ne sera pas à la journée..	»	5	»
Les penons lorsque le Ton. sera à la journée.....	»	4	6
Les traversiers du fonds.....	»	3	»
Les fonds d'une cornüe lorsque le Ton. ne sera pas à la journée.....	»	12	»
Les fonds d'une cornüe lorsqu'il sera à la journée..	»	10	»
Les journées des Tonneliers.....	1	5	»
Les journées sans nourrir.....	2	»	»
Pour chaque reliage de cereles.....	»	»	6
Pour le régaulage d'un tonneau d'un côté lorsque le Ton. ne sera pas à la journée.....	»	5	»
Pour le régaulage d'un tonneau en entier.....	»	10	»
Pour le régaulage des cornües.....	»	3	»
Pour la presse du muid de vin sans retailler.....	»	5	»
Pour la presse du muid de vin compris le retaillage.	»	8	»

Fait et arrêté dans l'hôtel-de-ville de Montpellier, par Nous commissaires nommés par le Bureau de Police, en présence du sieur Bertrand Jaoul, juge de la Banque, ce 22 octobre 1760. Reboul, lieutenant de maire; Deloche, quatrième consul; Verdier et Aussillon, policiers; Jaoul, juge de la Banque, signés.

Veu le tarif ci-dessus: Nous ordonnons qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur, avec injonction, tant aux maîtres tonnelliers de cette ville et autres habitants d'icelle, qu'aux étrangers de s'y conformer sous les peines de droit etc...¹.

Note. Cercles de demi-muid: la charge était composée de 96 cercles. Cercles de tiercerolles: la charge comprenait 144 cercles. Osier: la charge se composait de 144 paquets.

Environ 60 ans plus tard, la statistique de Creuzé de Lessert nous a conservé le prix de 25 francs représentant le logement d'un muid de vin en 1824. Les archives muni-

¹ Arch. mun. de Cette, HH 17.

cipales fournissent aussi le prix de 4 francs l'hectolitre vers la même époque.

Le second document est un tarif émanant de l' « Union générale des Syndicats de loueurs de futailles de France et d'Algérie », à trois étapes de la crise causée par la Grande Guerre. Des prix de 1914, nous rapprochons le « Tarif provisoire des réparations établi suivant les cours moyens des matières premières et de la main-d'œuvre aux 1^{er} septembre 1917 et 1^{er} janvier 1918. (Il s'agit des fûts-transports) :

La première douelle.....	3,75	9,50	13,00
Chaque douelle en sus.....	2,00	6,50	9,00
La première pièce de fond.....	3,20	6,50	8,00
Chaque pièce en sus.....	1,20	4,50	6,00
Un fond entier.....	10,50	25,00	38,00
Un cercle de fer de 50/60 m/m.....	1,00	6,00	7,00
Un cercle de fer de 80/90 m/m.....	2,00	10,00	12,00
Un bouchon métallique.....	1,00	2,00	2,00
Une bonde métallique complète.....	1,50	4,00	4,00
Un fût désaboué.....	2,00	4,00	5,00
Un fût de lie blanche rougi.....	» »	6,00	6,00

Notons qu'en 1914 le transport neuf se payait entre 50 et 70 francs, selon la force, et que, pendant la guerre, les prix sont montés à 600 francs et davantage.

§ 10. — LES BOIS MERRAINS

Le commerce des bois de tonnellerie est dans la dépendance de la production et du mouvement des vins et en rapport avec le développement de la tonnellerie. Il s'est établi à Cette, et s'est développé en même temps que la fabrication, mais a étendu son rayon d'action dans tout le Languedoc, et même au delà. Quand la fabrication locale a décliné, les bois n'en ont pas moins donné lieu à un commerce actif pour fournir les nombreux ateliers de l'intérieur et de l'Algérie.

Nous ne pouvons donner à cette question les détails que pourrait comporter une étude complète. Nous dirons, simplement pour fixer les idées au sujet du marché de Cette, qu'il y a une douzaine d'années, notre port recevait environ 30 millions de douelles par an. On estimait, à la même époque, que l'importation des merrains était à Cette de 55 %, à Bordeaux de 35 % et à Marseille de 10 % de l'importation française.

Voici, pour 1907 et 1908, les importations de merrains de différentes provenances (*en quintaux métriques*):

	Merrains de chêne		Autres merrains	
	1907	1908	1907	1908
De Russie	33.884	31.555	487	»
D'Autriche-Hongrie .	3.953	1.546	2.251	855
D'Italie	686	831	4.554	7.510
De Roumanie	919	3.747	»	»
De Turquie	5.318	2.564	196	240
D'Espagne	»	»	7	»
D'Amérique	17.727	24.599	»	»

Mais Cette réexporte aussi. Voici les chiffres de 1908 (*en quintaux métriques*):

Pour l'Algérie	4.189	Pour l'Espagne	682
— la Tunisie	102	— l'Italie	743

Les merrains étrangers ne constituent pas tout le commerce de Cette, dont les « enclos » reçoivent aussi les bois indigènes, surtout les chênes de Bourgogne, pour la grosse tonnellerie (foudres et cuves) que remplace de plus en plus la cuve en ciment armé.

En ce qui concerne surtout la petite tonnellerie, il est intéressant de noter que les coupes faites par nos fournisseurs de bois nous imposent, au moins pour un certain temps, les longueurs de nos futailles, et que ce sont nos tonneliers qui adoptent la fabrication qui utilise le mieux les bois importés. Voici, à titre d'exemple, pour les mer-

raîns d'Autriche, les dimensions (longueurs en mètres), largeurs en pouces, épaisseur 14/16 lignes) et les prix selon la qualité, par 100 douelles franco bord, en 1890 ¹:

Bois de 1 m. 25 de long, 1 ^{re} qualité, 4/6 et 3/4, monté.....	72 fr.
idem. 2 ^e qualité, id. scartoni....	48 —
idem. 3 ^e qualité, 2/3 et 2/5 f. s. s.....	24 —
Bois de 1 m. 15 de long, 1 ^{re} qualité, 4/6 et 3/4, monté.....	60 —
idem. 2 ^e qualité, id. scartoni....	40 —
idem. 3 ^e qualité, 2/3 et 2/5 f. s. s.....	20 —
Bois de 1 m. de long, 1 ^{re} qualité, 4/6 et 3/4, monte.....	48 —
idem. 2 ^e qualité, id. scartoni....	30 —
idem. 3 ^e qualité, 2/3 et 2/5 f. s. s.....	15 —
Bois de 0 m. 80 de long, 1 ^{re} qualité, 4/6 et 3/4, monte.....	36 —
idem. 2 ^e qualité, id. scartoni....	24 —
idem. 3 ^e qualité, 2/3 et 2/5 f. s. s.....	12 —
Bois de 0 m. 65 de long, 1 ^{re} qualité, 4/6 et 3/4, monté.....	30 —
idem. 2 ^e qualité, id. scartoni....	20 —
idem. 3 ^e qualité, 2/3 et 2/5 f. s. s.....	10 —
Bois de 0 m. 50 de long, 1 ^{re} qualité, 4/6 et 3/4, monté.....	18 —
idem. 2 ^e qualité, id. scartoni....	9 —
idem. 3 ^e qualité, 2/3 et 2/5 f. s. s.....	6 —
Bois de 0 m. 35 de long, 1 ^{re} qualité, 4/6 et 3/4, monte.....	12 —
idem. 2 ^e qualité, id. scartoni....	6 —
idem. 3 ^e qualité, 2/3 et 2/5 f. s. s.....	4 —

Selon les besoins du moment, les importateurs de mer rains ont lentement transformé le façonnage en forêt des douelles pour mettre à la disposition de la tonnellerie les articles convenables. Eux, ou leurs représentants, ont fait des voyages à l'étranger, pour installer des comptoirs d'achat en pays de production, quelquefois pour l'achat des forêts, l'installation et la surveillance des exploitations forestières, surtout en Dalmatie, Hongrie, Autriche, Roumanie et Russie. Ils ont généralement été récompensés de l'esprit d'initiative dont ils ont fait preuve.

¹ *Bul. de la Chambre de Com.*, 1890, p. 31.

§ 11. — LES COMMERÇANTS EN MERRAINS

Nous allons donner, pour différentes époques, les noms des maisons ayant « fait » les bois de tonnellerie à Cette.

En 1864, on trouve.

Baille et fils.	Gaffinel (Adrien)
Cazelles fils.	Gaffinel (Calixte).
Cougnenc.	Isenberg et Cie.
Dussol (Léon).	Lapeyssonnie (Jean).
Estève.	Pinède (Jacques).
Ferrière.	Roudil.
	Vigne (Léon).

En 1872, on peut relever :

Cazelles (Emond).	Isenberg et Cie.
David (Esprit).	Lapeyssonnie (Jean).
Dussol (Léon).	Mathieu (Edouard).
Gaffinel (Adrien).	Pinède (Jacques).
Gaffinel (Calixte).	Sire.
Gaffinel (Christian).	Vigne (Léon).

Quelques années après, on retrouve ces mêmes maisons, sauf celles d'Edmond Cazelles et de Calixte Gaffinel. Jean-Louis Dussol a remplacé Léon Dussol et la maison Thiaulon s'est fondée. Enfin, voici le tableau du commerce des merrains *pour* 1890 :

Chevalier (Jules).	Isenberg et Cie.
Gaffinel (Calixte).	Kellermann (Olaüs).
Gaffinel (Christian).	Lapeyssonnie (Jean).
Gairard.	Mathieu (Ludovic).
Gros (L. et E.).	Petit (Ferdinand).
Hallet (E.).	Petit (Gaston).

Dix ans plus tard, les maisons E. Hallet, O. Kellermann, J. Lapeyssonnie, L. Mathieu et G. Petit ont disparu et se sont établis les suivants :

Pellegrino (Giovanni).	Mauche et Viel.
------------------------	-----------------

En 1914, on note l'existence des maisons suivantes :

Bénézech (Joseph).	Gairard (B.) et fils.
Bouvet (Maurice).	Hédinger.
Chevalier (Jean).	Isenberg (Emile).
Dussol (Jean-Louis).	Mauche (P.).
Gaffinel (Henri).	Petit (Ferdinand).

Pendant un demi-siècle, les maisons que nous venons d'énumérer ont brassé d'énormes affaires et procuré des salaires importants au monde ouvrier du port et des enclos.

§ 12. — LOCATION DES TRANSPORTS

Étroitement unis à la production et au commerce des vins, la Tonnellerie et le commerce des Merrains ont donné naissance à la Location des transports, pendant que la métallurgie enfantait les wagons-réservoirs qui devaient conduire aux wagons-foudres. Parlons d'abord de la première.

L'industrie de la Location a vu le jour à Cette en 1868. On s'accorde généralement à la faire naître par hasard dans la maison Deshayes jeune, successeur de Deshayes frères, établis « *au Souras* », qui loua ses premiers fûts à un propriétaire des environs¹. Mais cette clientèle n'au-

¹ Voici les circonstances. En 1866, Et. Deshayes faisait des fournitures à l'intendance pour l'armée d'Afrique. Jusqu'alors on vendait généralement « *fût perdu* », mais cette fois le cahier des charges n'avait prévu cette condition que pour une moitié des transports. De sorte que cette circonstance constituait le soumissionnaire propriétaire d'un nombre assez considérable de fûts en retour. Or, en 1868, un propriétaire de Poussan (mauvais vendeur sans doute) avait encore vers le mois d'août conservé sa précédente récolte ; pressé par l'urgence de faire du vide dans sa cave, il eut l'idée de recourir à un prêt de fûts qu'il sollicita de Deshayes contre rémunération (déjà on pratiquait ici la location des sacs). On se mit d'accord sur un prix de location de *dix centimes* par

rait pas suffi à donner à la Location le développement qu'elle a pris vers 1875.

Celui-ci est dû à deux causes dont l'influence s'est exercée au cours des années suivantes. D'un côté le courant importateur, qui a nécessité l'emploi d'un nombre colossal de transports pour amener de l'Etranger les vins qu'on s'est habitué à lui demander pendant une période de vingt-cinq ans, a obligé le commerçant à disposer au moment voulu d'un lot de futailles à diriger sur tel ou tel pays voisin pour l'exécution d'un marché important¹. D'un autre côté, la transformation du commerce, qui ame-

fût et par jour, aucun des deux intéressés ne se rendant bien compte de l'opération...

Bientôt d'autres affaires du même genre furent faites et notamment pour ramener d'Espagne les vins que l'on y achetait alors pour Cette. De sorte que, la maison E. Deshayes n'ayant disposé d'abord que d'environ douze cents fûts, le négociant résolut de doubler, puis de tripler ce nombre, et pour cela établit chez lui la fabrication. De progrès en progrès, il devait arriver à posséder un stock d'environ 30.000 transports, parce que tout d'abord on ne pouvait facilement croire à l'avenir de la location et qu'il y eut dix à douze ans d'hésitation chez les concurrents possibles. Mais déjà, en 1872, le renouvellement du traité franco-espagnol pour vingt ans avait rendu nécessaire un roulement considérable de transports et assuré l'avenir de cette spécialité. Cependant jusqu'en 1882 la maison Deshayes et Cartayrade (beau-père et gendre) faisait les vins en même temps que la location. A cette date, il y eut séparation des associés, ce qui donna naissance aux firmes J. Cartayrade et Et. Deshayes faisant toutes deux la location. Deshayes associa à sa nouvelle maison son petit-fils, M. Emile Mimard, qui l'a continuée jusqu'à ce jour.

¹ Il convient d'ailleurs de signaler qu'à cette époque on ne pouvait trouver beaucoup de fûts sur les lieux de production « car tantôt la fabrication du vin commençait à peine à y être pratiquée comme en Grèce et en Turquie... tantôt l'usage était de loger le vin dans des récipients fixes ou dans des outres ou encore dans des barils d'une capacité trop faible et d'une solidité trop douteuse pour pouvoir voyager au loin ». J. Valéry, *Du louage des meubles*, in *Annales de droit commercial*, 1895.

nait une nouvelle couche de négociants, acharnés travailleurs, mais parfois insuffisamment pourvus de capitaux pour faire face à toutes les dépenses nécessitées par des affaires portant de plus en plus sur des grosses quantités, a obligé le négociant à s'adresser pour ses fûts à un « loueur ». D'ailleurs, l'intense fabrication à surveiller, précédée de l'achat des bois; le logement et la répartition, la rentrée et la réparation des transports constituaient une occupation suffisante pour l'activité d'un industriel spécialisé. Ainsi quelques-unes des maisons qui *faisaient les vins* se transformèrent et ne s'occupèrent que du contenant pour le mettre à la disposition d'une clientèle de plus en plus étendue et exigeante. La concurrence s'en mêla alors; les fabricants étendirent leur fabrication et organisèrent la location et la vente; des marchands de bois s'adjoignirent des fabricants et, en vendant leurs mer-rains, donnèrent encore leurs soins à la maison de location.

Ce petit calcul de rien du tout: deux, trois, quatre... centimes par fût et par jour, selon les *circonstances*, et portant sur des lots de cinquante, cent, deux cents transports, devint vite familier aux loueurs et fournit de belles factures qui, d'année en année, donnèrent de magnifiques résultats. Cette eut ses *princes* de la Location: anciens tonne-liers connaissant la fabrication, ou autres rapidement adaptés à leur nouvelle destinée. Tels qui, dans l'âge adulte, ont de leurs mains habiles tourné des tonneaux dont ils tordaient et cerclaient les fortes douves, se sont vus millionnaires avant un demi-siècle d'existence... Ils ont été là au bon moment; ils ont su *s'adapter*; on ajoute parfois qu'ils ont été heureux!

De Cette, la location s'est vite répandue dans les environs et, de proche en proche, en France, dans nos colonies voisines et à l'Etranger. Cela permet de comprendre qu'elle a eu son âge d'or et que le déclin a fini par se produire grâce à la concurrence. Mais, au bon moment, c'est par environ trois cent mille transports qu'on chiffrait l'avoir des maisons locales.

On se fait difficilement une idée de ce nombre de fûts.

Alignés l'un contre l'autre, ils occuperaient une ligne de plus de 300 kilomètres. A la valeur moyenne de 50 francs, ils représentaient un capital de quinze millions. Notons, d'autre part, que tous les emplacements offerts au commerce sur les quais du port, prolongés par la place Victor-Hugo et le terre-plein de l'Etang, peuvent contenir 27.000 transports environ.

En 1918, on pouvait estimer pour Cette les existences de transports à 200.000 seulement, soit 25.000 chez les soixante principaux négociants et 175.000 chez les loueurs, au nombre de vingt-cinq ¹.

§ 13. — LES MAISONS DE LOCATION

Au début, les maisons pratiquant la Location ne sont pas distinctes, mais après quelques années le corps des loueurs de futailles est constitué et a sa rubrique dans les journaux et les publications faisant les annonces commerciales. Ainsi, en 1892, nous trouvons comme s'adonnant à la vente et à la location, les suivants :

Bourdiol.	Fondère (Jean).
Cartayrade.	Calais frères et Auloy.
Cayla (E.).	Galibert.
David (L.).	Masson (B.).
David-Coste.	Moulin frères.
Deshayes (Et.).	Nouguier (Léon).
Domergue (E.).	Peyronnet (Ph.).
Dugas (B.).	Puigventos-Vivet (J.).
Félieu fils.	Thomas (G.).
	Thomas et fils.

Mais ce nouveau genre de commerce est alors profitable et d'une technique assez simple, et chacun le sait ici. Alors

¹ Pour l'étude juridique du contrat de location de futailles voir J. Valéry, « Du louage des meubles et spécialement des sacs et futailles », *loc. cit.*

les maisons se multiplient de façon, qu'en 1901, la liste s'allonge. On trouve à ce moment :

Beumadier (L.).	Fabre (F.).
Blanchet fils.	Fondère (J.).
Boissier (A.).	Galibert (Lazare).
Bony fils.	Galibert (Xavier).
Bouès et Cie.	Huchard (Ernest).
Bourdiol (J.).	Imbert-Davie.
Carrière (J.).	Isenberg (Emile).
Cartayrade (J.).	Mailhé (M.).
Cayrol (J.).	Martin (L.).
Chanoine (Arthur).	Michel (Antoine).
Chaubert (Pierre).	Mimard (Emile).
Chavassee (Paul).	Peyronnet (Ph.).
Clerget (Charles).	Nouguier (Léon).
Descatllar (De).	Prompt et Vidal.
Desmazes et Euzet.	Rouane frères.
Dugrip-Quermel.	Thomas (G.).
Fabre-Nollet.	Thomas (Jules).

Cependant, avec le nouveau siècle, la Location entre dans une nouvelle voie, ayant à faire sa part à un nouveau mode de transport qui se développe pour l'usage intérieur. Le wagon-réservoir et le wagon-foudre prennent pour eux les grosses expéditions. Alors un tassement s'opère, réduisant le nombre des fûts offerts à la clientèle et aussi celui des maisons. En 1914, à la veille de *la Guerre*, on trouve encore :

Baritou et Tarbouriech.	Isenberg (Emile).
Bony (Vve) et fils.	Michel-Maillé.
Cartayrade frères.	Mimard (Emile).
Cayrol (Jérôme).	Nouguier (Léon).
Descatllar (De).	Peloux (Charles).
Dugrip-Quermel (V.).	Peyronnet (Ph.).
Durand-Aymerie.	Prompt (Ernest).
Durand (J.).	Rouane.
Dussol (L.).	Salèles.
Fabre-Nollet.	Tardieu (François).
Galand (P.) et fils.	Thomas (Jules).

Vézy (Joseph).

§ 14. — WAGONS-RÉSERVOIRS ET WAGONS-FOUDRES

Ces nouveaux et puissants instruments de transport sont venus troubler et réduire les affaires des loueurs de futailles. Leur utilité, contestée au début, répondait si bien à un besoin qu'on peut se demander aujourd'hui comment on parviendrait à assurer les transports de boissons, s'ils venaient à manquer.

Presque contemporains des *fûts en location*, puisque le premier wagon-réservoir en tôle fut construit à Nancy, par l'ingénieur Lepage jeune, en 1875, ils ont d'abord uniquement servi à transporter les alcools du Nord. Peu de temps après, en 1878, la *Société Générale des Transports de Liquides* était formée à Paris.. Mais, dira-t-on, cela se passe hors du cadre cettois. Non pas, car l'idée d'appliquer au transport des vins ce puissant moyen qu'est le réservoir est partie de Cette. *Archbol-Aspold*, négociant en alcools, recevant des wagons-réservoirs, eut l'idée d'utiliser le retour des récipients qui se faisait à vide pour transporter les vins du Midi dans le Nord et l'Est. Il se rendit à Paris pour soumettre l'idée au conseil de la Société dont il devint l'agent à Cette. Personne n'avait cependant prévu alors le développement pris par cette nouvelle affaire. Il y eut tout d'abord des hésitations à vaincre : les vins voyageant par grandes masses allaient *se détériorer*, disait-on ; la tôle ne les gâterait-elle pas aussi ? etc. Archbol-Aspold offrit alors de transporter gratuitement les vins des négociants de sa connaissance et donna même des traites en blanc pour couvrir la dépréciation éventuelle des vins rendus à destination, s'il y avait lieu. L'épreuve fut favorable à son initiative. Depuis, on a toujours perfectionné le matériel, et le système rend de grands services.

L'idée du wagon-foudre n'est qu'une variante de celle qui a créé le wagon-réservoir. On a eu des wagons à un seul foudre, puis à deux foudres pour répondre aux multi-

ples besoins du commerce. Le premier wagon-foudre a été conçu à Epinal, par *Schmid*, et immatriculé à la gare de Béziers en 1895 ¹.

Le nouveau système de transport par wagons prit un développement rapide comme on peut en juger en comparant les existences de 1900 et celles de 1914, que nous donnons ici, par réseaux :

P-L-M	en 1900 :	650 w.-r.,	en 1914 :	1.616 w.-r.
Midi	—	226 —	—	751 —
Est	—	180 —	—	374 —
Orléans	—	51 —	—	60 —
Nord	—	434 —	—	477 —

Soit au total.. en 1900 1.547 w.-r., en 1914 : 3.278 w.-r.

Aujourd'hui (fin 1918) sont immatriculés, sur les réseaux français, 8.159 wagons-réservoirs; peut-être même en est-il échappé quelques-uns au recensement fait en vue de la réquisition militaire. Le nombre de ces derniers ne pourrait s'élever à plus de 200, d'après l'estimation d'un homme compétent (*M. Léon Gigou*). Sur ce nombre, 653 appartiennent à la Société générale des Transports de Liquides.

Les maisons faisant, à Cette, la location des wagons-réservoirs, d'ailleurs de puissance très inégale, ne sont pas toutes essentiellement locales. Quelques-unes sont des sociétés ayant à Cette une agence seulement. Les voici, pour 1901 :

Archbol-Aspold (S. g. tr. l.).	Lempereur et Lamouroux
Couder jeune.	Maffre (J.) et Cie.
Martel jeune (Comp. wag. rés.).	Mesmer (Jean).
Domerc, Estève et Cie.	Yruretagoyena et Cie.
Hermann (J.) et Cie.	Lempereur (les fils de).

Ce nouveau mode se développe aussi rapidement et, après quelques années, les maisons qui le pratiquent se

¹ Conf. Bourdiol. Thèse, Montpellier, 1910.

multiplient et accroissent leurs moyens. Voici celles que nous trouvons en 1914 et qui vont profiter de toutes les circonstances favorables aux opérations les plus lucratives (locations à des prix insoupçonnés jusque-là et vente avec des prix doubles, triples, sextuples du prix d'établissement amorti d'ailleurs). Ce sont :

Alquié (Alfred) et Cie.	Soc. gén. de Transp. de Liquid.
Arnaud (M.) et Julien (P.).	Leingre (M.) et Guiraudou (P.).
Busck (Axel) et Cie.	Lempereur et Lamouroux.
Buchel (Charles).	Maffre (J.) et Cie.
Cabanes, Taillan et Cie.	Mérat (Joseph).
Comp. des wagons-réservoirs.	Mitjavile.
Comp. des wagons-réserv.	Peloux (Charles).
Félix (A.), Bacquié et Cie.	Rogalle et Estève (A.).
Hermann (J.) et Cie.	Société Mesmer (Jean).
	Souchon (César).

Cette adaptation des moyens les plus puissants aux transports des liquides et des vins en particulier va-t-elle s'arrêter là? N'est-il pas déjà possible d'entrevoir l'application du bateau-citerne aux transports qui, dans l'avenir, amèneront d'Algérie-Tunisie, d'Italie ou d'Espagne dans les ports de France et à Cette surtout, les vins des côtes méditerranéennes? Ne construira-t-on jamais des navires avec des cuves à compartiments variés permettant de loger les lots de différents intéressés, se remplissant bord à quai à Alger, Oran, Philippeville etc, et venant accoster dans les bassins (gares maritimes) du Midi ou du P-L-M, à Cette, où ils seront transvasés dans les wagons-réservoirs pour toutes les destinations du continent? Un pompage suffirait au chargement et au déchargement du navire et sans encombrement des quais. Il y aurait là une extension nouvelle à réaliser, et nous pensons qu'on y viendra, grâce à quelqu'une des sociétés pratiquant actuellement les transports par wagons-réservoirs.

CHAPITRE III

L'ARMEMENT CETTOIS

§ 1. Influence de l'armement local. — § 2. Armateurs et capitaines cettois. — § 3. Les armateurs vers le milieu du XIX^e siècle. — § 4. La voile et la vapeur en 1860. — § 5. Etat de l'armement dans le dernier quart du XIX^e siècle. — § 6. Les « Merlusiers ». — § 7. Vins et salaisons.

§ 1. — INFLUENCE DE L'ARMEMENT LOCAL

Nous avons déjà dit quelques mots des efforts faits pour donner à Cette l'armement qui semble devoir constituer la base d'un port¹. Il nous reste à voir ce que cet armement a été au XIX^e siècle, car il a eu une heureuse influence sur le commerce, en particulier sur le commerce des boissons, et on peut dire que l'âge d'or du commerce cettois a coïncidé avec le développement de l'armement local, soit avant la Révolution, soit au XIX^e siècle.

La reprise commerciale qui suivit les événements de 1815 provoqua la formation d'une petite flotte, et l'école d'*hydrographie*, établie à Cette, put, avec des éléments locaux, fournir au besoin de capitaines de la plupart de ces navires. Ces deux faits sont à noter. Des navires cettois, commandés par des capitaines cettois, réapprirent le chemin de l'Amérique, en particulier du Brésil et de la Plata, et aussi de nos colonies; quelques-uns furent confiés à des capitaines nés dans les petits ports languedociens ou rous-

¹ Voir 1^{re} partie, chapitre V.

sillonnaï s du voisinage. Bientôt la prise d'Alger et l'établissement des Français sur la côte africaine permirent au commerce de Cette de reprendre, en toute sûreté, ses anciennes relations avec les « pays barbaresques ». Il fallut une armée pour la conquête de l'Algérie, et Cette se donna pour mission de lui fournir le *vin à soldat*, « le pinard » qui devait encourager les combattants. Ce fût une magnifique occasion pour développer la flotille de « coques de noix » du temps et multiplier le nombre des capitaines, fiers de contribuer à la renommée de la petite patrie. Le réveil fut tel qu'il mit en relief l'insuffisance du port et qu'on dut prendre de nouvelles dispositions pour l'agrandir et l'améliorer.

§ 2. — ARMATEURS ET CAPITAINES CETTOIS

Après une trentaine d'années de ce régime réparateur, en 1844, nous trouvons, parmi les principaux armateurs :

Benker.	Fajon.
Cielle et Halle.	Fournaire (Laurent).
Durand et fils.	Fournaire (Louis).

à la suite desquels on peut encore citer :

Bronzon.	Falque.
Cauvy.	Granier et Dalaret.
Comolet et les fils de l'ainé.	Jourdan.
Coulougnon et Cie.	Lafon.
Déjean.	Mouriès.
	Pascal.

Nous avons conservé les noms de quelques-uns des vaillants capitaines de cette époque. En 1845 : Serre commandait le *Laborieux*, armé par Bronzon ; Pascal commandait *Catherine*, armé par lui-même ou quelque membre de sa famille ; Fournaire commandait *Fidélité*, armé par Falque ; Ducasse commandait les *Deux-Louises*, armé par Déjean ; Fournaire commandait *Algérie*, armé par Cielle et

Halle; Cauvy commandait l'*Eugène*, armé par lui-même ou quelqu'un de sa famille; Féliéu commandait la *Ville d'Alger*, armé par Granier et Dalaret; Pouget commandait le *Français*, armé par Jourdan; Grenier commandait *Jéhovah*, armé par Lafon; Chave commandait le *Bon-Père*, armé par Mouriès; Castan commandait la *Félicité*, armé par Coulougnon et Cie; Orange commandait le *César* armé par Comollet frères et les fils de l'aîné; les Gautier commandaient *Henri* et *Louise*, armés par leur maison.

Déjà cependant¹ la navigation à voiles était attaquée par la navigation concurrente. « Trois compagnies entretiennent déjà trois bateaux à vapeur qui font un service régulier entre Marseille et Agde touchant à Cette et y prenant des voyageurs, des marchandises et des bestiaux destinés pour la Provence »; ce sont Théron et Cie, Ségur frères, Lafon et Cie. Un autre petit vapeur fait le service sur l'étang de Thau. Le service pour Marseille et Agde a lieu trois fois par semaine, le service pour Nice une fois². Cependant la nouvelle venue ne manifeste pas encore l'influence défavorable qu'elle aura par la suite: il y aura encore trente bonnes années, mais le déclin sera rapide, d'autant plus qu'il sera aussi en grande partie l'œuvre de la crise phylloxérique. Mais, cette crise passée, le port de Cette n'aura plus la ressource de ses petits voiliers pour retrouver son ancienne clientèle, et, brochant sur le tout, la production algérienne viendra lui enlever le plus facile de ses débouchés.

§ 3. — LES ARMATEURS VERS LE MILIEU DU XIX^e SIÈCLE

En attendant ces fâcheuses conséquences d'un progrès général inéluctable, les négociants cettois font encore de

¹ Nous rappelons qu'en 1830 on naviguait à la vapeur sur les fleuves, les canaux et les mers et que le premier navire à hélice avait paru au Havre en 1843.

² On peut rappeler que, sur la voie ferrée de Cette à Montpellier, il y a chaque jour deux départs en hiver et trois en été.

bonnes affaires à l'exportation et peuvent se livrer à l'armement. Malgré la crise politique du milieu du siècle dernier (1848-1852) et le trouble économique qui l'a suivie, au début même du Second Empire (en 1852), on trouve grossi le nombre des Armateurs dont beaucoup sont aussi négociants, quelques-uns du groupe montpelliérain. Ce sont alors :

Altazin.	Fournaire (Laurent).
Azibert.	Gaffinel (Marius).
Baille et fils.	Garach.
Barret (Veuve).	Granger (Louis).
Bringuier, Bessière et Cie.	Granier (Jean).
Bronzon (Marguerite).	Grenier aîné.
Cauvy (Antoine).	Grenier-Dalaret.
Cantié et Galavielle.	Guérin fils.
Caussy-Fouques et Julian.	Halle fils.
Cazalis-Garonne.	Jourdan (les héritiers de).
Comolet fr. et les fils de l'aîné.	Lafon (Joseph).
Coulougnon et Maujac.	Lemoine.
Déjean (Julien).	Mouriès.
Dugas (Charles).	Nègre cousins et Michel.
Durand (François) et Cie.	Pascal (Albert).
Fajon (Pierre).	Péridier (Adrien).
Falques.	Sarran fils.

Teisserenc-Vallat.

La liste des armateurs cettois est longue quoique la navigation à vapeur *qui leur échappe* soit en progrès. On a déjà un service des dépêches entre Cette et Alger, confié à la compagnie André et Abeille, de Marseille, avec départs de Cette les 10, 20 et 30 de chaque mois, et départs d'Alger les 5, 15 et 25. Ce service est assuré par les trois paquebots *Languedoc*, *Ville de Marseille* et *Ville de Bordeaux*. Un service régulier de bateaux à vapeur fonctionne entre Cette et Marseille les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine. Un autre service de bateaux accélérés fonctionne tous les jours, pour le transport des marchandises, entre Toulouse et Beaucaire par Cette. La *barque de poste*, plusieurs fois améliorée, fait toujours son service sur le canal du Midi : on part chaque jour de Cette (à 11 h. 30 du

matin) pour Toulouse et l'on en arrive chaque jour aussi (à 5 heures du soir). Un service de bateaux à vapeur à l'usage de la barque de poste et des bateaux accélérés assure la traversée de l'étang de Thau. Enfin un service par vapeur fonctionne entre Cette, Marseille et Cannes, le jeudi de chaque semaine avec retour ¹.

§ 4. — LA VOILE ET LA VAPEUR EN 1860

Quelques années après les traités de 1860, malgré le développement des compagnies de navigation à vapeur, on trouve encore, *attachés* au port de Cette, les navires à voiles suivants :

Le trois-mâts	<i>Ville de Montpellier</i> de.....	734	tonneaux
—	— <i>Saint-Clair</i> de	396	—
—	— <i>Anne-et-Lucie</i> de	302	—
—	— <i>Duguay-Trouin</i> de	256	—
—	— <i>Bois-Rosé</i> de	253	—
—	— <i>Maria</i> de	250	—
—	— <i>Jean-Bart</i> de	226	—
—	— <i>Australie</i> de	210	—
Le brick	<i>Bélus</i> de	207	—
—	— <i>Deux-Clémentines</i> de	200	—
Le trois-mâts	<i>Henri-et-Louise</i> de	192	—
La goélette	<i>Lucie</i> de.....	191	—
Le brick	<i>Louise</i> de	179	—
—	— <i>Saint-Germain</i> de	178	—
—	— <i>Victoria</i> de	176	—
—	— <i>Frédéric-Eugénie</i> de	167	—
—	— <i>Eugénie-Jenny</i> de	158	—
—	— <i>Courlis</i> de	162	—
—	— <i>Vulfran</i> de	147	—

¹ Ajoutons que de Cette à Montpellier il y a tous les jours trois « convois » ; de Montpellier à Nîmes, quatre « convois » pour les voyageurs et deux pour les marchandises.

Le brick <i>Caroline</i> de.....	138 tonneaux
— <i>Algérie</i> de	116 —
— <i>Horoscope</i> de	108 —
Le brick-goélette <i>Joséphine</i> de	103 —
Le brick <i>Eole</i> de.....	95 —
Le brick-goélette <i>Pierre-Antoine</i> de.....	95 —
— — <i>Prévoyant</i> de	93 —
La goélette <i>Château-de-Leucate</i> de.....	89 —
Le brick-goélette <i>Camard</i> de.....	79 —
— — <i>Jules-et-Louise</i> de	79 —
— — <i>Complaisant</i> de	69 —
La balancelle <i>Rose</i> de.....	55 —

En la même année (1865) les ressources offertes par la navigation à vapeur sont les suivantes :

Compagnie de navigation à vapeur (les Fraissinet, à Marseille) : six départs par semaine pour Marseille ; deux pour Gênes, Livourne, Civitta-Vecchia et Naples ; trois pour Nice et Gênes ; un pour Cannes et Port-Maurice.

Compagnie des messageries impériales (Caffarel et Darolles, agents à Cette) : départ chaque mardi pour Gênes, Naples, Constantinople, Smyrne, Salonique, Trébizonde (avec faculté de transbordement à Marseille).

Compagnie de navigation mixte : chaque mardi, départ pour Alger en touchant à Marseille ; chaque mois, départ pour Stora, Bône et Tunis (avec faculté de transbordement à Marseille) ; une fois par mois, départ pour Oran et Mostaganem.

Compagnie des transports algériens (H. Tissier et Cie) : départs directs les 1^{er}, 10 et 20 de chaque mois pour Philippeville et Bône.

Compagnie Mouron : départs les 1^{er}, 10 et 20 de chaque mois pour Philippeville et Bône.

Compagnie Ségur (Raujon frères, agents à Cette).

On peut déjà observer que l'établissement de lignes régulières s'accuse de plus en plus avec la tendance, *visible* au commerce cettois, qui consiste à transborder à Marseille les expéditions destinées au Monde entier. Ainsi disparaî-

tra, au détriment de Cette, la réclame qu'étaient pour nos vins et autres produits des *relations directes* avec la clientèle, sous pavillon cettois et avec le concours d'équipages cettois. Mais, pendant quelques années encore, la flotille à voiles ne disparaîtra pas, et l'exportation des vins considérés seuls atteindra son plus haut point pendant cette période qui sera le chant du cygne du vieux commerce d'exportation.

§ 5. — ETAT DE L'ARMEMENT DANS LE DERNIER QUART
DU XIX^e SIÈCLE

En 1872, voici quel est encore, à Cette, l'état de l'armement. Nous pouvons, cette fois, rapprocher le nom des armateurs de celui des navires, accompagné du tonnage, base du classement :

Comolet fr. et les fils de l'ainé, <i>Anne-et-Lucie</i> , trois-mâts..	303
idem. <i>Alliance</i> , trois-mâts	290
Baille-Torquebiau et fils, <i>Trois-Frères</i> , trois-mâts.....	280
Nègre cousins et Michel, <i>Christophe-Colomb</i> , trois-mâts.....	280
Baille-Torquebiau et fils, <i>Ville de Saint-Valéry</i> , trois-mâts..	268
Comolet fr. et les fils de l'ainé, <i>Reine-Blanche</i> , trois-mâts...	260
idem. <i>Duguay-Trouin</i> , trois-mâts..	250
Rouvier, <i>Maria</i> , trois-mâts.....	250
Comolet fr. et les fils de l'ainé, <i>Montpeyroux</i> , trois-mâts...	238
idem. <i>Louis</i> , trois-mâts	231
Bronzon, <i>J. B. V. n° 1</i> , trois-mâts.....	227
Nègre cousins et Michel, <i>Jean-Bart</i> , trois-mâts.....	226
Baille (Virgile), <i>Marius</i> , brick.....	208
Comolet fr. et les fils de l'ainé, <i>Lucie</i> , goélette.....	190
idem. <i>Victoria</i> , brick	176
David, <i>Louise</i> , brick.....	175
Comolet fr. et les fils de l'ainé, <i>Emile</i> , brick.....	168
Gautier frères, <i>Clotilde</i> , brick.....	166
Granier (Charles), <i>Haydée</i> , brick.....	158
Guérin fils, <i>Eugénie-Jenny</i> , brick.....	142
Gautier aîné, <i>Courlis</i> , brick.....	142

Celly (V.), <i>Caroline</i> , brick.....	138
Peyret (Benjamin), <i>Bougiot</i> , brick.....	138
Baille (Virgile), <i>Alfred</i> , brick.....	132
Comolet fr. et les fils de l'aîné, <i>Monte-Christo</i> , goélette.....	124
Bruno et Cie, <i>Charles</i> , brick.....	121
Gautier frères, <i>Horoscope</i> , brick.....	118
Serre, <i>Algérie</i> , brick.....	116
Comolet fr. et les fils de l'aîné, <i>Eponine</i> , brick.....	107
idem. <i>Hippolyte</i> , brick.....	104
idem. <i>Emile-Auguste</i> , goélette....	103
Gautier frères, <i>Mathieu</i> , brick.....	98
Gervais (A.), <i>Mésange</i> , brick-goélette.....	95
Michel, <i>Heureuse-Augustine</i> , brick-goélette.....	95
Bosio, <i>Prévoyant</i> , brick-goélette.....	93
Alcay, <i>Château-de-Leucate</i> , brick.....	89
Rossignol et Dreyfus, <i>René-et-Jeanne</i> , galiote.....	83
Celly (V.), <i>Jules-et-Louis</i> , brick-goélette.....	79
Dussol, <i>Camard</i> , brick.....	79
Comolet fr. et les fils de l'aîné, <i>Jeanne-et-Lucie</i> , goélette....	77
idem. <i>Rigolette</i> , brick-goélette....	69

Cinq ans après (1877), une dizaine de ces petits navires n'étaient plus attachés au port de Cette: *Louise*, *Eugénie-Jenny*, *Caroline*, *Bougiot*, *Algérie*, *Mésange*, *Château-de-Leucate*, *Prévoyant*, *Jules-et-Louis*, *Camard*. Un nombre égal d'armateurs avait disparu aussi. Mais, en revanche, toute une flotte de vapeurs marseillais desservait le port de Cette: soit 8 bateaux de la compagnie Valéry frères et fils (entre 191 et 494 tonnes); 9 bateaux de la compagnie Fraissinet (entre 198 et 304 tonnes); 15 bateaux de la compagnie de Navigation mixte (entre 254 et 782 tonnes); 8 bateaux de la Société générale de transports maritimes (entre 329 et 707 tonnes); 4 bateaux de la compagnie Cyprien Fabre (entre 453 et 895 tonnes); 5 bateaux d'armateurs divers (entre 230 et 459 tonnes). A cette liste, il faut déjà ajouter 5 navires espagnols en service régulier. C'est bien le triomphe de la vapeur sur la voile: encore quelque temps et l'armement cettois, s'émiettant chaque année, aura disparu. Nous n'aurons plus à en faire état. Le commerce de Cette sera *tributaire de Marseille* pour les

moyens de transport. Et cette cause, s'ajoutant à quelques autres étudiées d'autre part, aura l'influence néfaste aux aux exportations dont notre port ne s'est pas encore affranchi ¹.

§ 6. — LES « MERLUSSIERS »

Cet armement local qui a duré trois quarts de siècle après la Révolution, et dont le plus beau développement a été sous la Monarchie de Juillet et le Second Empire, comprenait deux parties : les navires les plus nombreux prenaient part à l'exportation des vins, et nous avons dit que leur activité contribuait à développer ce commerce ; les autres étaient employés à la *grande pêche* : c'étaient les terre-neuviens qui, eux aussi, portaient, dans les parages du Banc, la renommée de leur port d'attache. A ce groupe appartenaient les navires des maisons Baille fils, Baille-Torquebiau, Comolet frères, Nègre cousins et Michel. Ce furent les derniers à disparaître et, avec eux, le commerce de la morue qui, depuis 1830, avait trouvé à Cette sa terre d'élection, à cause de son beau soleil favorable aux sècheries.

Capitaines et équipages de ces navires étaient désignés sous le nom savoureux de « merlussiers ». Or, les *merlussiers* étaient populaires à Cette, où, chaque année, leur retour était fêté dans de nombreuses familles, amis des pêcheurs bretons ou normands qui composaient les équipages. C'était, pendant le temps qu'il fallait pour décharger les cargaisons, des journées de travail et des soirées de fête, par conséquent l'occasion de libations dont les produits préférés de l'industrie locale faisaient les frais. Le goût de ces hommes de mer pour les mutés au soufre, par

¹ La petite phalange des énergiques capitaines cettois verra peu à peu ses navires se détacher du port ; on désertera dès lors les études nautiques ; l'école d'hydrographie émigrera à Agde où des éléments locaux la font encore vivre aujourd'hui.

exemple, avait fait à ce produit une réputation bien établie sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord, où le commerce expédiait de nombreux chargements, quand les équipages reprenaient la mer pour aller se reposer dans leurs familles, en attendant la saison suivante. Les armateurs cettois envoyaient aussi des navires ravitailleurs à Terre-Neuve, et notre exportation de ce côté n'était pas négligeable. Toute cette activité profitait à notre commerce des boissons. Encore aujourd'hui, quand on évoque ce passé déjà lointain, on vous représente aussitôt les *déambulations* bruyantes des pêcheurs, dont le pittoresque de nos derniers jours d'automne semblait avoir besoin. Les amitiés, le pittoresque et l'exportation sont partis ensemble !

§ 7. — VINS ET SALAISONS

Ainsi de nombreux petits facteurs ont autrefois contribué à la prospérité du commerce de Cette. Nous en rappelons encore un se rattachant au petit armement. Dans les documents de l'époque, les commerçants locaux portent le nom de « négociants en vins, eaux-de-vie et *produits du pays* ». Cette désignation est bien exacte car, outre les produits faisant l'objet de notre étude, nos négociants ne dédaignaient pas de gagner de l'argent et de faciliter leurs opérations principales d'exportation en fournissant à leur clientèle des *pacotilles* de toutes sortes. Nous avons relevé, en 1699, les peaux de chevreau et les fromages de Roquefort ; on a pratiqué ce genre d'opérations avec l'Algérie qui manqua de tout, à l'origine, mais aussi avec l'Argentine et les Colonies.

Ces sortes d'opérations eurent leur contre-partie à l'importation. Pendant longtemps, jusque vers 1870, et le souvenir n'en est pas encore perdu ici, les petits voiliers qui mettaient le cap sur Cette, pour y charger des vins ou autres produits spiritueux, venaient avec des produits divers de leurs pays d'origine : ceux du Nord apportant des salai-

sons (lard, harengs, morues, stok-fish), ceux d'Italie, surtout des salaisons de porc (jambons, lards, saucissons, etc). Ce qu'il y a de curieux, c'est que ces cargaisons étaient achetées par les négociants qui faisaient les vins, remisées dans leurs greniers et puis écoulées à l'intérieur du pays. Cette souplesse, favorable au commerce, n'a pas été conservée. A n'en pas douter, les petits voiliers italiens qui ont longtemps chargé des vins au port de Cette desservaient, non seulement les régions maritimes de l'Italie sur la Méditerranée, mais aussi les rives de l'Adriatique, y compris la côte orientale (Illyrie, Dalmatie, Albanie et les Iles). Ils remplissaient, dans la Méditerranée centrale et orientale le rôle de distributeurs qu'avaient les Hollandais dans les mers du Nord; de manière que les sorties pour l'Italie, comme les sorties pour la Hollande, avaient souvent d'autres destinations finales.

Les chais d'alors devaient, au genre de commerce que nous évoquons, un aspect particulier dont le souvenir s'efface, mais la tradition rappelle encore les *escouades* de chats que l'on entretenait pour mettre les produits d'échange importés à l'abri des rongeurs, dans les maisons faisant les salaisons comme dans celles qui faisaient les grains, les peaux, etc.

Ayant déposé leurs produits, les petits chargeurs italiens mettaient à l'eau, dans le canal même, les tonneaux vides en chapelets pour les étancher. Souvent, pour réduire le nombre de futailles, ils arrivaient avec des foudres montés dans leurs cales, qu'ils soignaient et pouvaient remplir bord à quai. Il est déjà question de ces tonneaux montés ainsi, en 1736 (affaire de la jauge des tonneaux) ¹.

¹ Voir 1^{re} p., chap. III, § 9.

CHAPITRE IV

LES BANQUES

§ 1. Règlement des ventes d'exportation. — § 2. La réforme bancaire nécessaire. — § 3. Les anciens créiteurs du commerce local. — § 4. Les grands établissements financiers : leur insuffisance. — § 5. Une opinion à retenir.

§ 1. — RÈGLEMENT DES VENTES D'EXPORTATION

Le règlement des opérations commerciales a toujours eu une grande importance. On peut même dire que cette question domine tout le commerce d'exportation, car s'il est relativement aisé de trouver des clients, même lointains, il est peut-être moins facile de s'assurer de leur solvabilité. Il est même difficile d'accorder ensemble les facilités à consentir aux acheteurs avec les garanties qu'aurait tort de négliger le vendeur. La *question bancaire* est donc connexe du commerce des vins, particulièrement à l'exportation¹.

Pour Cette, nous ne connaissons pas les conditions dans lesquelles se firent les règlements des achats opérés dans la région par les négociants commissionnaires du début. Une tradition, assez constante pour remonter loin, assure le paiement à la propriété dès l'enlèvement de la marchandise : on peut donc croire que les mandataires des acheteurs étrangers eurent de la surface ou que ces derniers

¹ Voir ci-après le commerce des vins exprimé en valeur (tab. 4).

Tableau 4. — COMMERCE DES VINS A. CETTE

(Com. spécial exprimé en valeurs)

D'après le tab. gén. du Com. et de la Nav

Valeurs en milliers de fr.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1857	15.096	14.787	1886	146.644	29.063
8	390	29.961	7	127.198	14.297
9	751	41.453	8	136.599	9.567
1860	1.593	32.492	9	106.139	10.816
1	1.178	30.697	1890	104.920	9.736
2	175	32.541	1	105.364	8.329
3	172	34.958	2	70.130	8.265
4	122	38.042	3	32.402	7.406
5	76	36.992	4	27.972	6.522
6	62	36.771	5	53.319	6.669
7	165	30.271	6	85.465	6.270
8	474	24.820	7	68.926	6.015
9	793	26.184	8	79.135	5.324
1870	156	26.344	9	76.523	6.412
1	177	28.487	1900	33.713	6.449
2	2.948	29.086	1	19.465	6.242
3	7.968	25.288	2	17.395	5.578
4	7.391	23.165	3	45.903	7.100
5	2.789	19.877	4	35.245	9.997
6	6.813	17.197	5	13.402	6.817
7	5.156	21.313	6	12.835	5.468
8	10.916	14.525	7	16.108	5.921
9	27.507	16.187	8	13.208	2.392
1880	78.369	15.599	9	13.583	3.837
1	82.498	22.556	1910	61.057	3.734
2	75.896	21.422	1	71.186	2.648
3	106.842	19.454	2	75.040	4.203
4	76.669	14.208	3	71.804	4.090
5	103.476	29.475	4	48.241	3.295

venaient parfois opérer eux-mêmes. Peut-être les commissionnaires recevaient-ils des provisions en vue de la prochaine campagne, car il est souvent question d'avances faites par eux aux tonneliers des Cévennes. C'était là une grosse question qui dut bientôt faciliter les opérations des vrais négociants vendant à Cette même des vins (ou des eaux-de-vie) qui leur appartenaient. Ces négociants prenaient la charge des transports entre la propriété et le port d'embarquement et assuraient le logement. Dès lors, les règlements devinrent relativement faciles entre les acheteurs, représentés souvent par le capitaine du navire chargeur et les vendeurs locaux.

On retrouve le souvenir de cet état de choses dans les traditions du port de Cette. Les temps heureux du commerce d'exportation y sont ceux où les navires étrangers fréquentaient le port et emportaient dans leurs pays les produits des vignes languedociennes, rassemblés là et soignés à leur intention. Ils arrivaient parfois directement, sinon ils débarquaient à Marseille à cause des faveurs dont jouissait ce port, puis venaient (souvent sur lest) charger à Cette, munis d'argent français ou crédités dans quelque maison de Montpellier ou de Cette. Quels services rendaient alors les banquiers au commerce cettois d'exportation? Y avait-il même des banquiers proprement dits à Cette? Nous ne pouvons répondre à ces questions pour la première période de notre étude¹. C'était encore l'époque des grandes foires qui amenaient le déplacement des négociants et le transport du numéraire pour les règlements sur place: tout un système que nous avons de la peine à nous représenter aujourd'hui.

Disons que cette tradition pèse toujours sur le commerce de Cette. Le port fut à peine fondé que Colbert, dans le but de développer la marine française, imposa des droits élevés à l'entrée des navires étrangers, ce qui atteignit beaucoup les Hollandais mais par ricochet les vendeurs

¹ Il y a cependant, à Cette, des personnes qualifiées « maître de change » ou « financier ».

des vins et eaux-de-vie qui faisaient avec eux d'importantes affaires. Chaque fois qu'un trouble politique ou économique éloignait la navigation étrangère de notre port, on gémissait ici, sans vouloir rien entendre, ni comprendre des vues élevées du pouvoir : ceci montre bien que nous n'étions pas encore outillés pour pratiquer nous-même l'exportation de nos produits et pas davantage les règlements à distance.

Cette a donc longtemps attendu la clientèle étrangère, condamnée à passer à son comptoir. Il a de la peine encore à aller vers elle, ce qui n'est pas facile sans doute, mais ce qui est aujourd'hui de plus en plus nécessaire parce que nous ne sommes plus les seuls vendeurs de vins. De là, chute de notre exportation, depuis que notre armement local disparaissant a rompu nos relations directes avec quelques pays étrangers et que la navigation transformée ne permet plus aux grands navires de venir à Cette prendre des cargaisons complètes pour leurs pays, comme jadis. On peut dire que, depuis, Cette est désarmé et son commerce d'exportation aussi.

§ 2. — LA RÉFORME BANCAIRE NÉCESSAIRE

Il faudrait, depuis 40 ans, que l'exportation fut reprise sur de nouvelles bases, et c'est ici que la réforme bancaire doit intervenir pour rendre la transformation possible. Sans doute quelques grandes maisons, privilégiées parce que puissantes, continuent de travailler pour l'Etranger, mais les petits exportateurs d'autrefois, disparus avec l'armement local, n'ont plus rien à faire de ce côté sans une aide secourable. On peut dire que les relations avec l'Etranger leur sont impraticables, autrement dit les dépassent, parce qu'ils sont, sous le nom de négociants, plus industriels que commerçants. Produire des vins, les embarquer, voilà si l'on veut leur tâche. Mais la propagande dans les pays dont souvent nous ignorons la langue, les

mœurs et la législation; mais les questions de crédit, celles de paiement et de litiges, il faut les confier à un office spécial (à la fois peut-être de *propagande* et de *banque*) qui débarrasse les exportateurs de ces soucis lointains auxquels ils n'osent s'exposer tout seuls... On sent d'ailleurs, de toutes parts en France, l'urgence d'une organisation financière nécessaire à toutes les branches de notre activité économique d'exportation, et qui soit un instrument de défense contre la concurrence allemande à laquelle il faut demander un enseignement pratique.

Mais, outre la banque à l'exportation qui est une institution nouvelle à *créer* de toutes pièces, il y a la banque ordinaire, la maison de crédit qui n'est pas nouvelle mais a évolué, elle aussi, contre les intérêts du commerce des vins particulièrement. Nous en dirons quelques mots.

§ 3. — LES ANCIENS CRÉDITEURS DU COMMERCE LOCAL

Nous n'avons pas les noms des banques de Cette au début du siècle, mais nous connaissons les maisons de Montpellier qui, certainement, s'intéressaient au commerce cettois, dont Montpellier avait en grande partie la direction. C'étaient, en 1818: Bonnard neveu; Dupin, Castanier et Cie; Jean Hue; Teissier, Galy et Cie; Vidal père et fils. Vers 1840, au moment où le commerce cettois est en plein développement, on trouve, à Cette même, deux maisons de crédit seulement; ce sont: la banque *Martin* et la banque *Reynaud*. A la même date, on trouve à Montpellier les maisons Bros, Castelnau, Durand, Levat et Parlier, Mourgues, Tissié-Sarrus, qui peuvent aller au secours du commerce où sont toujours engagés de nombreux Montpelliérains. Mais le rôle créateur de la banque est alors tenu par de simples particuliers qui s'intéressent au commerce local dans lequel souvent ils se sont enrichis, tout en laissant à des hommes plus actifs, parfois leurs successeurs, toute la besogne qu'impose la direction d'une maison de vin. Ce

sont les *commanditaires* qui, à certaines périodes, ont été nombreux. Ils restent dans l'ombre, mais s'intéressent aux opérations essentielles du négociant, se réservent de prendre connaissance des écritures du commandité et l'entourent d'une protection encourageante. Le commanditaire connaît son homme sous le rapport activité et intelligence, et leur confiance est réciproque : la réussite de la maison de commerce profite à tous deux. La commandite se trahit assez souvent par la mention « et Cie » à la suite du nom, ce qui donne du relief à la firme, au point que, pour quelques-uns, cela devient peut-être une simple coquetterie.

Les banques se multiplient sous la Monarchie de Juillet avec l'extension des affaires, prenant de plus en plus leur part dans la commandite des nouvelles maisons de commerce. Aussi, vers 1850, on trouve à Cette : la banque *A. Martin*, la banque *Louis Reynaud et Cie* auxquelles est venue s'adjoindre une nouvelle institution, le Comptoir National d'Escompte de Cette, autorisé par décision du ministre des Finances le 29 juin 1848 et ouvert le 1^{er} août suivant. Cet établissement eut pour directeur *Barthélemy Avanzini*, d'une famille de négociants génois, et pour caissier Victor Aubenque.

Ces banques purent rendre des services aux commerçants cettois pendant la période du Second Empire où les affaires se multiplièrent à l'Intérieur et à l'Extérieur. Cependant les opérations de quelques-unes ne furent pas toujours heureuses : on a surtout gardé le souvenir de la chute de l'établissement d'Avanzini, vers 1863. En 1871, on retrouve les banques suivantes :

Catrix et Coste.	Martin (la Veuve).
Crédit Cettois (1e).	Vieu, Fondère et Cie.
	Société Générale (1a).

§ 4. — LES GRANDS ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Avec la Société Générale (juillet 1870), avaient fait leur apparition à Cette les nouvelles maisons de Banque cons-

tituées en puissantes sociétés anonymes, ayant de nombreuses agences ou sous-agences. Les autres allaient suivre: l'agence du Crédit Lyonnais date de 1880; la succursale de la Banque de France de 1881. D'autres établissements du même genre ont ouvert leurs agences par la suite; de sorte que l'on notait, en 1890, l'existence des établissements suivants:

Banque de France ^(la) .	Péridier et Cie,
Castelnau et Cie.	Société Générale (la).
Coste, Dupuy et Amadou.	Tissié-Sarrus.
Crédit Lyonnais (le).	Vieu.

Depuis sont venus les derniers établissements, le Comptoir National d'Escompte de Paris en 1893, la Banque Privée en 1912, la Société Marseillaise en 1919 et la Banque Nationale de Crédit en 1920. Si l'on note la disparition de la banque Vieu et celle de la maison Tissié-Sarrus (absorbée par la Banque Nationale), la nouvelle firme Dupuy-Coste, on a la situation bancaire de 1920.

Au sujet de la nouvelle banque, voici la situation telle que la représentait, en 1908, une personnalité du commerce montpelliérain, en se plaçant surtout au point de vue du commerce des vins: « Il y a trente ans, il y avait de nombreuses banques locales, disposant de très gros dépôts fournis par les viticulteurs eux-mêmes. Ces banques faisaient des crédits à découvert très importants au commerce d'achat. Les grandes sociétés de crédit sont venues. Elles ont établi des succursales dans les principales villes. Elles ont littéralement drainé, pompé toutes les disponibilités qu'elles ont heureusement employées en France et à l'Etranger. Elles ne font plus d'avance à découvert, elles escomptent du papier... Elles ont de gros dépôts à vue et dès qu'une crise surgit, alors que le crédit aurait besoin d'être plus large, plus abondant, elles le resserrent au contraire et accentuent le malaise. Elles ont fait disparaître ou réduit l'importance des banques locales et n'ont pas remplacé les services qu'elles rendaient » ¹.

¹ F. Astier, *le Matin* du 28 oct. 1908, in Degrully, 369.

Les choses n'ont pas beaucoup changé: les banques prennent toujours du papier à l'encaissement. Quand il s'agit de papier sur l'Etranger, c'est insuffisant. Au point que les maisons cettoises, vendant en francs effectifs, se font couvrir par la poste et directement quand il s'agit d'affaires de peu d'importance. Pour les plus grosses affaires, les paiements se font par virements sur des maisons étrangères établies à Paris. On laisse donc à la clientèle étrangère les préoccupations de change que, seule, elle doit subir. Aussi quand se présente une affaire d'exportation, dont le règlement peut se faire en France par les soins de quelque société exportatrice, le commerce cettois se débarrasse volontiers sur cette dernière du souci d'atteindre la clientèle lointaine: ce sont affaires de tout repos qu'il *soigne* de son mieux. On redoute à tel point les litiges dont le règlement doit se poursuivre à l'étranger, qu'on vous confesse qu'après épuisement des procédés de conciliation, on préfère abandonner la créance et l'inscrire aux « profits et pertes », plutôt que de songer à en revendiquer le paiement par les moyens judiciaires.

On comprend qu'il faille rendre cette opération aussi rare que possible: aussi les négociants cherchent-ils à s'assurer des représentants sur place qui puissent, jusqu'à un certain point, garantir la sûreté des affaires traitées par leur intermédiaire. On peut se représenter la peine qu'une maison peut avoir à s'implanter dans un pays étranger dont, le plus souvent, elle ignore la langue et les usages commerciaux. C'est pourquoi le nombre des maisons de Cette faisant l'exportation est aujourd'hui si réduit¹.

¹ Il convient de rappeler que les exportations de vins par la douane de Cette ne sont pas toutes le fait des maisons locales. Quelques maisons de la Région opèrent ici par des agents à elles qui sont les Transitaires et les Agents des compagnies de transports maritimes. Voir ci-après chap. V, § 5, p. 395.

§ 5. — UNE OPINION A RETENIR

Que faire, aujourd'hui, pour encourager les exportateurs et accroître leurs affaires? Faut-il voir la panacée désirée dans l'organisation des longs crédits à la clientèle extérieure? On sait ce que les Allemands ont fait; pouvons-nous et devons-nous le faire, en France? Des hommes considérables apportent des propositions et des projets ¹ auxquels nous devons souhaiter de mûrir rapidement... A ce sujet, voici l'opinion du président actuel de notre Chambre de Commerce, qui ne croit pas à la nécessité d'une organisation spéciale du crédit en vue d'accroître nos exportations. La chose lui paraît insuffisante. « Nos banques, dit-il, ne répugnent pas à l'escompte du papier sur l'étranger. Le réescompte du papier est facilité par les nombreuses agences des banques étrangères établies à Paris. Il n'est pas téméraire d'affirmer qu'il y a à Paris des banques de toutes les nations européennes et des pays d'outre-mer. Mais on se fait une fausse idée, si on considère qu'il suffira à l'exportateur d'escompter une traite sans se soucier de la façon dont elle sera présentée *au tiré* à son échéance, et avant son échéance si elle doit être acceptée. Il ne suffit pas de mettre une traite en circulation, il convient surtout de s'assurer qu'elle sera payée à son échéance, et pour cela il faut un endosseur, qui ne soit pas un simple tiers porteur anonyme mais une sorte de mandataire chargé de l'acquiescement...

» ...Avoir raison d'un mauvais payeur à l'étranger ou simplement d'un débiteur de mauvaise foi c'est presque impossible et on peut dire que c'est ce qui a découragé nos exportateurs. Qu'on ne dise pas que si nous n'exportons

¹ Voir sur le « crédit à l'exportation » : R.-G. Lévy, in *Bul. de l'Ass. italo-française d'exp. écon.*, mars 1918; A. Hervet, in *Bul. chamb. de com. de Bourges*, 3 oct. 1912 et 24 juin 1915, etc.

pas, c'est que nous sommes trop chers ou que le commerçant français est timoré ou qu'il manque d'esprit d'initiative...

» Les produits français, quoique chers, plaisent à la clientèle... Beaucoup de fabricants ont échoué dans leurs tentatives, parce que leur erreur a été de croire que, pour certains débouchés exotiques, il convenait de créer des produits à bon marché capables de soutenir la concurrence des Allemands, alors qu'ils auraient dû exporter ce qu'ils fabriquaient de meilleur et de mieux... Il est nécessaire de fournir à nos commerçants et industriels les moyens de crédit nécessaires qui consistent uniquement dans des moyens d'escompte et dans la sécurité des recouvrements.

» On reproche aux commerçants français de ne pas oser, de ne pas aventurer leurs capitaux dans les crédits à longs termes à l'étranger. Ce reproche est-il fondé? N'est-il pas absurde? N'ont-ils pas parfaitement raison, nos commerçants, de se détourner d'une clientèle insolvable ou de mauvaise foi? Est-ce qu'on s'imaginerait par hasard que les étrangers, quand ils vendent leurs marchandises en France, nous consentent des termes de paiement? Les gens bien informés savent que c'est le contraire. C'est au comptant rigoureux que se font les importations, très heureux quand il ne faut pas payer d'avance ou se faire cautionner au moyen de *crédits confirmés*.

» Mais si les commerçants et les industriels allemands se sont lancés dans cette voie, est-ce à dire qu'ils aient eu plus que nous le goût du risque? C'est qu'ils se sentent garantis, *protégés*... C'est ici qu'apparaît la nécessité du banquier mandataire du tireur.

» Pour cela, il importe que nos établissements bancaires, qui ont multiplié jusqu'à l'abus le nombre de leurs succursales en France, cessent cette méthode stérile qui consiste à ouvrir sans nécessité appréciable leurs guichets dans les centres les plus reculés...

» ...Nos établissements bancaires, mieux inspirés, se devraient à eux-mêmes de discipliner et de réserver leurs ressources d'organisation et de personnel et, par une en-

tente commune, par un accord tacite, créer des agences à l'étranger, partout où les produits de notre sol et de notre industrie peuvent être exportés. C'est par la création et la coordination de ces maisons de banque, arborant à leur façade le pavillon français, qu'on peut réaliser cet organisme seul capable d'inspirer la confiance nécessaire à nos exportateurs, en leur fournissant les moyens de se renseigner sur la solvabilité des acheteurs et de se préserver contre leur mauvaise foi »¹.

¹ Chambre de com., compte rendu, 1916, p. 131.

CHAPITRE V

LES MAISONS DE COMMERCE

§ 1. Les plus anciennes Maisons d'exportation connues (1699 à 1815). — § 2. Les Maisons d'exportation dans la première moitié du XIX^e siècle. — § 3. Les Maisons d'exportation entre deux crises : oïdium et phylloxéra. — § 4. Les Maisons d'importation depuis le renversement du courant économique. — § 5. Les Maisons actuelles. — § 6. Les « Montpelliérains ».

§ 1. — LES PLUS ANCIENNES MAISONS D'EXPORTATION CONNUES (1699 à 1815)

Les premières *Maisons* que nous puissions nommer sont celles dont nous avons relevé les opérations en 1699, trente-trois ans après la fondation du port¹, mais elles ne constituent qu'une liste incomplète. Ce sont les maisons² :

- | | |
|---------------------|-------------------------|
| * Arbre (De l'). | * Galdy. |
| * Azéma. | * Ofisukfre. |
| Brès (André). | * Pourtalès (Paul). |
| Caraussan (Pierre). | * Tendonet et Angelvin. |
| * Delsaux. | Trinquier (Claude). |
| * Ducros. | * Troussel (Daniel). |
| | * Vallat. |

Un demi-siècle plus tard, nous avons relevé les opérations des négociants suivants qui ne forment qu'une liste partielle des principales maisons de 1747 :

¹ Voir 1^{re} partie, chap. I, § 5.

² Dans nos listes de négociants, l'astérisque indique un Montpelliérain, avant 1872 ; voir ci-après, § 6.

* Balguerie.	* Laurens (Daniel).
* Bascou.	Laurens (Etienne).
Bresson.	* Marmiesse.
* Castillon.	Rastoul.
* Delezié fils.	* Rey (André).
* Desmarets.	* Reynaud et Cie.
* Dilhe (Louis).	* Ricard.
Flickwier et Cie.	* Ricard (Pierre).
* Fraissinet.	* Sarran et Bazille.
Grenier.	Taillan.

Mais, quatre ans après, nous devons à une circonstance particulière ¹, de pouvoir reproduire un état complet des négociants opérant à Cette. Ce sont alors :

* Balguerie.	* Faivesse.
Baissade.	* Falconnet.
* Bascou.	Farré.
Bérail.	Fille (Esprit).
Berger.	Flickwier et Cie.
Blanc.	Fournier.
Boudou.	* Fraissinet.
* Bouiller (Jean) et Cie.	Granier.
Bousanquet (Vve).	Grenier.
Bousquet (Louis).	Laporte.
Bresson cadet.	* Laurens (Daniel).
* Brousson et Cie.	Laurens (Etienne).
Caffarel.	* Leurs.
Caffarel (Paul).	Martin fils.
Cairoche.	Martin (Pierre).
Cambon.	* Maurières (Vve).
* Castillon.	Mercier.
Cauvy.	* Péricé.
Chastel.	Péridier (Vve Pierre).
Contrestin.	* Plagnol (Vve).
Coulet.	Planchon.
Dedieu.	Planes.
* Desmarets.	Reissen.
Despetits.	* Rey (André).
Doumet (Robert).	Rodier.
* Durand et fils.	Rogé.
Estève.	Roubin.

¹ Voir 1^{re} partie, chap. I, § 6.

Rouch.	Taillan.
Roux (André).	Tichy (Jean).
* Sarrau (Vve) et Bazille	Tricou.
Sipierre.	Troussel (Jean).

Ce sont ces maisons, travaillant toutes peu ou prou à l'exportation, qui ont profité de la belle époque qu'a été pour Cette la fin de l'Ancien Régime. Mais combien traverseront la période troublée qui va accompagner l'instauration du régime nouveau?..

Jusqu'en 1791, on trouve quelques noms nouveaux que voici :

Barnet (Th.).	Grangent.
Blanc (Jacques).	Grenier (Fr.).
Borne (J.).	Guinard.
Claris.	Meynadier.
Châteauneuf.	Ratyé.
Counclere aîné.	Saphore.
Coulet (Pierre).	Séranne.
Desfossés.	Sieffert.
Favin (Fr.).	Toussain neveu.

Enfin, en pleine époque de crise (1791-1815), on peut relever parmi les nouvelles maisons, celles de :

Avanzini.	Girard fils aîné.
Arles (Fr.).	Jourdan (Fr.).
Aubenque (Pierre).	* Krüger.
Bonjean (Benoit-Junior).	Martin (Louis).
Bouet, Martel frère. et Pagès.	Martinenq.
Bouillon (Jacques).	Nodler (Léonard).
Coste (Esprit).	Plane aîné.
Doumet (dit l'Américain).	Ratyé fils.
Fabre (Pierre-Auguste).	Reboul aîné.
Galibert.	Rozan (Etienne).
Souchon (Jacques).	

§ 2. — LES MAISONS DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

Au rétablissement de la paix (1814-15), quand les anciens clients de Cette retrouvèrent en sûreté le chemin de son

port pour reprendre les anciennes relations, demeurées en souffrance pendant une période de 25 ans, une partie des maisons de commerce avait disparu ; quelques-unes avaient émigré à Montpellier ou ailleurs, et les documents de l'époque parlent de la détresse du commerce, pour obtenir des dégrèvements dans les taxes et les impositions.

Tout n'y était pas perdu cependant, et les affaires, longtemps gênées par l'état de guerre, se rétablirent assez rapidement. Après dix années de travail, nous trouvons, en 1826, comme principales maisons, les suivantes :

* Auriol et Krüger-Hinsch.	* Masse fils.
Barret.	Méaulle et Flickwier.
Bergeyron.	* Mercier frères.
Bernisson.	Mercier père, fils et Cie.
Blanc, Ratyé et Cie.	Mouton.
Bonnafont.	Ponset frères.
* Bonnaric, Lafon et Bourbon.	Ratyé, Guinard et Cie.
Bouillon fils.	Reimann.
Bratschy et Cie.	Roustan.
* Cazalis.	* Sarran fils.
Cazenove père et fils.	* Seillan, Monsservin, Boisson.
Coste.	Tempié, Mouton et Puech.
Durand.	Tourneyssen.
Figaret fils.	Tourret aîné et Cie.
* Marès jeune.	Tubœuf et Privat.
	Vivarès aîné.

Les trois principaux commissionnaires de la place, alors gens d'importance, étaient :

Gaudy.

Girard-Malet.

Nayrac.

En parcourant la liste précédente, on a remarqué quelques noms étrangers. On en trouvait déjà un certain nombre parmi ceux des négociants du siècle précédent. Presque toujours, ils sont associés à un nom indigène et nous retrouverons ce système par la suite. Quelques négociants étrangers avaient pu s'établir à Cette comme représentants de maisons de leurs pays d'origine, mais le plus grand nombre étaient venus comme employés dans des maisons existantes

de Cette ou de Montpellier. Chargés de la correspondance avec la clientèle dont ils parlaient la langue, ils étaient bientôt au courant des affaires et pouvaient devenir des associés précieux pour le patron qui les avait accueillis. D'autres fois ils trouvaient des associés français employés comme eux ou petits négociants en passe de réussir, et fondaient des maisons dans lesquelles l'Etranger apportait des relations commerciales et l'usage de la langue du pays où l'on se proposait de « travailler » et le Français la connaissance des vins et l'avantage des relations locales. D'ailleurs l'association, même entre nationaux, était à la mode, comme on a pu le remarquer à toutes les époques de l'histoire économique de Cette.

Quelques années plus tard (en 1833), après le changement de régime politique qui porta au pouvoir la famille d'Orléans, les maisons suivantes ont disparu : Bergeyron ; Bennarie, Lafon et Bourbon ; Bratschy et Cie ; Masse fils ; Tempié, Mouton et Puech, ainsi que le commissionnaire Girard-Malet. En retour, on trouve quelques maisons nouvelles :

Cabrit.	Klehe et Cuilleret.
Doumet et Bergeyron.	* Moisservin (G.-A.-A.).
Galibert.	Puech-Barre.
* Mirman (de).	Sauvaire et Cuilleret.

et parmi les commissionnaires :

Fauverge et Caron.	Lupy.	Torquebiau.
--------------------	-------	-------------

Ces noms constituent des souvenirs bientôt centenaires et la plupart vivaces, mais les maisons qu'ils ont désignées n'ont pas souvent survécu ; la maison Klehe et Cuilleret est une des rares qui se soit continuée jusqu'à ce jour. On peut noter, dès à présent, une grande facilité dans la création et la liquidation des maisons de vins à Cette. Souvent elles ne font que changer de mains, mais peu de maisons passent du père au fils et au petit-fils. Un vieux Cettois des mieux informés en ces matières a noté que les enrichis

du commerce transportaient facilement leurs bénéfices commerciaux dans la propriété rurale et ne faisaient pas souche de commerçants. Serait-ce parce que le commerce des boissons demanderait un coup d'œil, une activité, un savoir-faire qui ne se transmettent pas?...

On retrouve peut-être plus d'esprit de continuité chez les « *Montpelliérains* » dont nous possédons une liste complète pour 1839 :

- | | |
|--|------------------------------|
| * Agniel et Ramadier. | * Koëster (Louis). |
| * Rolland (Jacques). | * Lichtenstein et Vialars. |
| * Blouquier (Etienne). | * Roume-Rey. |
| * Bazille (Paul) et Méaulle-Flickwier. | * Rey (Adolphe). |
| * Bazille et Castelnau. | * Saacké et Roqueplane. |
| * Cazalis-Tutein. | * Bresson, Raspay et Cie. |
| * Coulet (Claude) et Cie. | * Durand (François) et fils. |
| * Gizonzac aîné. | * Nayral (P.). |
| | * Nayral (F.) et fils. |

En 1844, en pleine période de prospérité, les maisons se sont multipliées qui font « les vins, eaux-de-vie et denrées du pays », selon l'expression de l'époque. Voici les principales :

- | | |
|-----------------------------|------------------------------|
| Ahles-Bratschi. | * Cazalis (Léonce). |
| Altazin. | Cazenove (Calixte)). |
| Audran. | Chevreuil. |
| Auriol fils. | Cielle et Halle. |
| * Bazille (David et Emile). | * Coulet (Claude). |
| * Bazille et Castelnau. | Cuilleret. |
| Bénézech frères. | Dezon aîné. |
| Benker (Amédée). | Donnadieu et Sézary . |
| Bergeyron. | Dugas. |
| Bernisson. | Dumont. |
| * Blouquier (Etienne). | * Durand (François) et fils. |
| Boggiano. | Durand (Louis). |
| * Bonnarie et Bourbon. | Dunal (Léon). |
| Bouvet. | Dussol (Julien.) |
| Bouet-Cazalis. | Espitalier (J.-B.). |
| Bouillon père et fils. | Espitalier-Vaillard. |
| * Bresson. | Fajon. |
| Brun. | Fournaire. |
| Causat. | Franke. |

Gibert.	Pioch.
Gimbert.	Pons.
Girard et Cie.	Ponset-Anterrieu.
Girard jeune.	Puech.
Grenier aîné.	Ratyé, Guinard et Cie.
Guérin.	Reissent (Guillaume).
Guerre fils.	Reissent et Caffarel.
Guillard.	* Rey (Adolphe).
Hérail.	Rieunier et Périquier.
Hinsch et Krüger.	Rieunier fils.
Ichon et Cie.	Roqueplane.
Jansen.	Rouet et Cie.
Jourdan et fils.	* Roume-Rey.
Klehe et Cuilleret.	* Saaké et Cie.
* Koëster et Cie.	Salis fils.
Laver.	Sarran fils.
Lichtenstein et Wachter.	Séranne.
Martin jeune.	Thau aîné.
Marty.	Thau cadet.
Méaulle-Flichwier.	* Teisserenc et Vallat.
Michel.	Torquebiau.
* Monsservin.	Valette.
Moulin et Cie.	Vaureinschote.
* Mouton.	Viala frères.
* Nayral (F.).	Vivarez aîné.
* Nayral (P.).	Vivarez-Thau.
Paris, Damas et Doumet.	Vivarez et Motte.
Peyret.	Vichelmy.

Wimberg et Ewerdt.

La plupart de ces maisons sont, à des degrés divers, encore mêlées au commerce d'exportation. Quelques-unes font en même temps de l'armement. On en retrouve le nom parmi les armateurs dont nous avons déjà parlé¹. Les plus nombreuses entretenaient des rapports directs avec les étrangers dont les navires fréquentaient le port soit pour y déposer leurs marchandises soit pour faire leurs achats de vins, eaux-de-vie et denrées du pays, quand ils avaient déposé ailleurs leurs cargaisons. Le privilège de Marseille au sujet du droit de tonnage et surtaxe conti-

¹ Voir 4^e partie, chap. III.

nuait d'amener dans ce port des marchandises qu'on aurait pu, sans cela, débarquer à Cette. Mais les navires du Nord reprenaient la direction du Languedoc, où ils se savaient attendus. Les vins étaient soignés à leur intention dans les chais aménagés spécialement pour cette industrie. Les greniers et magasins regorgeaient de vins mis à point pour cette clientèle, mais encore d'eaux-de-vie, esprits-de-vin, amandes, olives salées etc. Selon une tradition, vieille de plus d'un siècle, on y joignait des vins blancs secs ou doux, des mutés au soufre aigre-doux, des muscats, des picardans, des vins cuits, des madères et des portos français, des alicantes, des malagas et des xérès français, des rancios roussillonnais etc. Tous ces produits, dégustés par les capitaines et les représentants des acheteurs étrangers, faisaient alors de Cette comme une *grande foire* en permanence pour les vins du cru languedocien et pour les vins imités de l'étranger. On y connaissait les malvoisies, les tokays, les marsalàs, les lacryma-christi et autres vins étrangers célèbres que les « maîtres de chais » cettois savaient mettre au goût d'une clientèle que l'on connaissait et qu'on désirait fêter. Combien de consommateurs, dans le Monde, qui ne connaissent ou ne connaîtront ces produits que par leurs imitations françaises, sorties des mains expertes de nos compatriotes qui ont su mettre ainsi à la portée des ressources modestes la réalisation de fantaisies autrefois difficile et coûteuse sinon impossible!

§ 3. — LES MAISONS D'EXPORTATION ENTRE DEUX CRISES:
OÏDIUM ET PHYLLOXÉRA

Après une période de troubles à la fois économiques et politiques (1844 à 1852), beaucoup de négociants, dont nous venons de voir les noms, ont liquidé ou passé la main à d'autres. Ce furent: Bratschy; Altazin; Audran; D. et E. Bazille; Bonnarie et Bourbon; Causat; E. Cazanova; Chevreuil; Cielle et Halle; Cuilleret; Dugas; L. Durand;

Ichon et Cie; Paris, Damas et Doumet; Peyret; Pioch; Pons; Puech; Ratyé, Guinard et Cie; Reissent et Caffarel; Rouet et Cie; Roume-Rey; Gibert; Girard jeune; Grenier aîné; J. Grenier; Hérail; Jourdan et fils; Laber; Lichtenstein et Wachter; Méaulle-Flickwier; Roqueplane; Salis fils; Séranne; Thau aîné; Waureinschote; Viala frères; Vivarez et Motte. Parfois ce n'étaient que des associations dissoutes qui se reformaient avec des éléments nouveaux. Mais de nouvelles maisons, plus nombreuses, remplacèrent celles que des motifs divers faisaient disparaître. Les voici :

Almayrac frères.	Gély (Pierre).
Arnaud (Paulin).	Gensonnier.
Baille.	* Gigonzac et Cie.
Beaumes.	Granier-Roche.
* Blonquier et Wesphal.	Guérin fils.
Brunet et Cie.	Halle fils.
Chavasse (Hippolyte).	Jonquet.
Coulongnon.	Juge.
Comolet frères.	Lafont.
Coste.	Lupy.
Cielle fils et Cie.	Maillé.
* Claris.	Mazel.
* Clément.	Monnier.
* Dalbis et Isenberg.	Nicolas.
* Delgrès.	Pêcheur et Baude.
* Deyrieu.	Peyroles.
* Donnadiou-Farjenel.	Quermel.
* Donnat.	Raujon et Bardon.
* Donnat et Granger.	Roux.
* Doumet-Bonjean.	Sassy.
* Dussol et Cabanettes.	Sauvaire et Falbot.
* Fondère (Jean).	Torquebiau-Guérin.
* Forest.	Tourron et Molinier.
* Gaffinel.	Vieu (Barth.).
* Galibert et Cie.	Wachter et Cie.

C'est alors que se fondent ou passent *au premier plan* des maisons devenues célèbres dans la suite par leur rayonnement et l'importance de leurs affaires. Ces maisons ont fait des fortunes considérables en moins d'un demi-siècle, mais la plupart de leurs propriétaires ont liquidé sans fon-

der de dynastie commerciale, comme nous l'avons déjà observé. Il faut croire que les hommes d'action qui en avaient fait la puissance n'ont pas pu ou voulu communiquer le goût de la spéculation commerciale à leurs héritiers, ou que ceux-ci ont estimé que, pour aborder les multiples soucis du commerce des vins, il ne faut pas s'élever au-dessus d'une modeste aisance.

Pendant cette même période, des négociants, non-résidents, mais fidèles au port de Cette, y continuent de faire et refaire des associations ayant pour objet principal l'exportation des vins et esprits. Ils offrent ce caractère particulier d'être souvent, par ailleurs, propriétaires fonciers, donc producteurs vinicoles et par conséquent doublement intéressés à l'écoulement des produits de la terre languedocienne. Ils forment ce qu'on appelle depuis le siècle précédent les « Montpelliérains » dont nous dirons un mot plus loin.

Autour des négociants indigènes gravitent toujours quelques négociants d'origine étrangère et qui ont fait souche en France, après des succès commerciaux plus ou moins considérables. A cette époque, quelques nouveaux venus ont apporté ici des procédés pour la production en grand des « absinthes » et « vermouths », boissons originaires de la région alpestre mais connues des pays environnants. Le grand commerce s'empara bientôt de ces produits nouveaux, les premiers fabricants ¹ n'ayant pas appartenu tout d'abord au commerce de gros.

Ce sont les maisons que nous venons de citer qui profiteront du développement de l'Algérie et de l'impulsion donnée au commerce par les traités de 1860 et le développement des chemins de fer.

En 1864, les maisons faisant à Cette les vins, spiritueux, vins de liqueur, vermouths, absinthes etc sont les suivantes :

¹ En 1844, c'étaient Brémont de Grandet, A. Cailho, L. Raunier, L. Roustan et A. Torquebiau ; les deux premiers étaient d'ailleurs *confiseurs*.

- Affre (Joseph).
Alcay aîné.
Almayrac frères.
Arnaud (Etienne).
Arnaud (Jean).
Arnaud (Auguste).
* Auriol père et fils.
Aynié (Adolphe).
Baille (Marius).
Baille-Torquebiau.
Banel (Célestin).
Bastid et Cie.
Bastide (Emmanuel).
Baude (Benjamin).
* Bazille et Castelnau.
Bayrou frères.
Beaufort (Auguste).
Beaumes et Martel.
Bénézech frères.
* Benker et Cie.
Billière junior.
Blanchet (Barthélemy).
* Blouquier fils et Wesphal.
Boggiano oncle et neveu.
Boggiano (Charles).
Bonnard et Vors.
Boudet cadet.
Bouet-Cazalis.
Bouillon-Figaret.
Braban-Lindeman.
* Bresson-Raspail.
Bringuier et Maffre.
Bringuier (Charles).
Bringuier (Martial).
Brunet et Cie.
Bruno et Cie.
Cabanel frères et fils.
Caillol et Boiret.
Canal (Antoine).
Caffarel et Darolles.
Carrière (Stanislas).
Causse-Oudin.
Cavalier (Louis).
Chaillot et Cailler.
Chartin jeune.
Chavasse (Hippolyte).
Cielle fils.
Claris fils.
Combes (Honoré).
Comolet f. et les fils de l'aîné.
Coste (Pierre).
* Coulet (Léon).
Courret et Cie.
Courtois (Martial).
Courtly (Pierre).
David (Eugène).
Déjean et Chauvain.
Delgrès (Eugène).
Deshayes frères.
Donnadieu (Barthélemy).
Donnadieu aîné.
Donnadieu-Farjenel.
Donnat et Grangé.
Donnat (Edouard).
Donnat (Emile).
Ducan et Cie.
Ducros-Blanc.
Dumas fils.
Dumont (Ernest).
Dumont (Jean).
Durand (Modeste).
Dussol (Emile).
Dussol (Léon).
Enjalbert et Julien.
Espitalier frères.
Espitalier (Sylvain).
Eustache (Ferdinand).
Euzet et Arnal.
Euzet et Vaillard.
Euzet (Vincent).
Falgueirettes (Jules).
Fernet (Hippolyte).
Fesneau (Frédéric).
Figuier (Antoine).
Fondère (Jean).
Fondère neveu.
Forest (César).
Foucou (Eugène).
Fournaire et Bouguès.
Franke.

Frédérich et Cie.	Pêcheur aîné.
Galand et Ducros.	Pellet (Frédéric).
Gascard et Cie.	Péridier (Jean).
Gautier aîné.	Perrin jeune.
Gély (François) .	Pichan frères.
Gibert-Fabre.	Pinède.
Girard (Benjamin).	Pons (Hippolyte).
Grandet (Gabriel).	Pons (Joseph).
Granier fils.	Quermel (J.-B.).
Granier (Hippolyte).	Quet (Gustave).
Grenier-Dalaret.	Raujon frères.
Grenier-Rousson.	Recouly-Pioch.
Goudard et Estève.	* Rey (Adolphe).
Guère fils.	Rieunier (Baptiste).
Guirand et Cie.	Rieunier et Falip.
* Hinsch et Krüger.	Rieunier (fils de François).
* Hirchefeld et Cruse.	Rieunier et Péridier.
Isnard (François).	Rolland-Pioch.
Jansen (J.-M.).	Rossignol et Dreyfus.
Klehe et Cuilleret.	Roux (Léon).
Koëster (Louis).	Sabatier (Albert).
Lafon (Joseph).	Saignes (Jules).
Lapeyssonnie.	Sénès frères.
Léguillon (Emile).	Sézary (Narcisse)
Levère et Cie.	Sutra (Pierre).
Macanet aîné.	Suzanne et Cie.
Maffre frères.	Thau (François).
Maillé aîné.	* Teysserene-Vallat.
Maillé (Noël).	Torquebiau (Léon).
Marigo et Cie.	Torquebiau (Auguste).
Marmiès et Grégoire.	Vaillard.
Mathieu frères.	Vaillé (Jacques).
Maurin et Goudard.	Valette (Frédéric).
Morisseau et Bouguès.	Valéry-Mayet.
Nahmens.	Vareille (Marius).
* Nayrac et Cie.	Vidal (les fils de l'aîné).
* Nayrac (Napoléon).	Vieu (Barthélemy).
Nétien-Desmullès.	Villacèque et Cie.
Noilly Prat et Cie.	Vivarès aîné.
Nollet et Estève.	Vivarès fils.
Parer-Alcay.	Wachter et Cie.

Wimberg et Edwert.

Celà faisait 173 maisons. Il faut penser qu'il y eut une sorte de ruée vers la fortune, une course effrénée dans

laquelle il y eut beaucoup de partants dont les espérances ne purent se réaliser. Cependant les chiffres à l'exportation s'élevèrent à 632.207 hectolitres en 1866. Mais les sorties totales fournies par la Régie furent de 1.832.410 hl.

§ 4. — LES MAISONS D'IMPORTATION DEPUIS LE RENVERSEMENT
DU COURANT ÉCONOMIQUE

Nonobstant les beaux résultats que nous venons de citer, fin 1871, déjà 97 maisons avaient disparu dont 54 avaient changé leur firme. Les 76 qui ont continué leurs affaires, travaillant plutôt à l'importation qu'à l'exportation, sont alors :

Alcay aîné.	Falgueirettes (Jules).
Almairac frères.	Fondère (Jean).
Auriol père et fils.	Fondère neveu.
Bastid et Cie.	Franke.
Baude (Benjamin).	Galaud et Ducros
* Bazille et Castelnau.	Gascard et Cie.
Bayrou frères.	Gautier aîné.
Bénézech frères.	Girard (Benjamin).
Bencker et Cie.	Grenier-Dalaret.
Bouet-Cazalis.	Grenier-Rousson.
Bouillon-Figaret.	Guère fils.
Bruno et Cie.	Hinsch et Krüger.
Caffarel et Darolles.	Klehe et Cuilleret.
Chavasse (Hippolyte).	Koëster (Louis).
Claris fils.	Lapeyssonnie.
Comolet f. et les fils de l'aîné.	Léguillon aîné.
Couret et Cie.	Marigo et Cie.
Courtois (Martial).	Maffre frères.
Déjean et Chauvain.	Nahmens.
Donnat et Grangé.	Nayrac et Cie.
Ducan et Cie.	Nétien-Desmulles.
Dumas fils.	Noilly Prat et Cie.
Dumont (Ernest).	Nollet et Estève.
Dumont (Jean).	Perrin jeune.
Espitalier frères.	Piehan frères.
Espitalier (Sylvain).	Pons (Hippolyte).
Euzet et Vaillard.	Quet (Gustave).

Raujon frères.	* Teysserene-Vallat.
* Rey (Adolphe).	Torquebiau (Auguste).
Rieunier et Falip.	Vaillard.
Rieunier (fils de François).	Vaillé (Jacques).
Rieunier et Péridier.	Valette (Frédéric).
Rossignol et Dréyfus.	Vareille (Marius).
Roux (Léon).	Vidal (fils de l'aîné).
Sabatier (Albert).	Vivarès aîné.
Sézary (Narcisse).	Vivarez fils.
Suzanne et Cie.	Wachter et Cie.
Thau (François).	Wimberg et Edwert.

Les maisons nouvelles (en 1871) dans lesquelles on retrouve parfois des éléments anciens dans de nouvelles conditions, sont :

Acquier (A.).	Goudard (Pierre).
Alcay (E.).	Guérin fils.
Amadou-Hérail.	Guitier (Laurent).
Aymé (Adolphe).	Grégoire et Lavabre.
* Blouquier et Leenhardt.	Hérail et Cie.
Bouguère (François).	Hérail (E.).
Brousset et Cie.	Jullian (L.).
Byse et Cie.	Mathieu.
Caffarel et Darolles (Les fils aînés de).	Lemaresquier frères.
Calmes (Joseph).	Mazot et Cie.
Camet (Michel).	Mertens et Pagès.
Cassan (P.).	Michel.
Causse frères.	Oudin (Justin).
Celly (V.).	Pioch (B.).
Deshayes jeune.	Recouly (P.).
Estève jeune.	Rieunier et Déjean.
Euzet (Aug.) et Cie.	Rieunier junior.
Euzet (H.).	Rieunier (P.).
Fabre (Gilbert).	Roy et Cie.
Ferri-Vinot.	Ruel et Tutier.
Figuier-Serre.	Siffert (Jules).
Fondère (P.).	Schütz (Séverin).
Fraisse (François).	Tabouriech (Louis).
Gabalda (E.).	Tarascon (Gabriel).
Gautier (les frères L. et H.).	Thiel et Cie.
Goudard et Bernard.	Valéry et Tœrnig.
	Vigné (Martin).

Vivarès et Maillé.

A cette époque, on relève, à part les entrepositaires de vins du Roussillon et du Narbonnais. Ce sont particulièrement :

Bringuier (Charles).	Canal.
Caffarel et Darolles.	Maillé (L.).
Caffarel et Darolles (les fils aînés de).	Rieunier fils. Schütz.

Les commissionnaires en vins du moment sont : Audran, Castan père, Chevreuil (Félix), Drouillon, Grasidou (Jules), Mazet, Runel (François), Simonnet aîné, Valdebouze et les courtiers-gourmets ou piqueurs de vins : A. Drouillon, Dumas et L. Forest.

En 1876, on ne retrouve que 65 des anciennes firmes sur les 130 de 1871. Parmi les nouvelles on peut citer les maisons :

Baille-Torquebiau et ses fils.	Franke (Georges).
Bergeyron.	Goudard-Fille.
Bazille et Leenhardt.	Hubidos (Jean).
Boggiano (Charles).	Langer (Charles).
Cayla-Portal.	Moris et Berges.
Chauvain (Léonce).	Marigo et Cie.
Darolles père et fils.	Martin fils.
Defarges et Bouguès.	Mimard et Déjean.
Deshayes et Cartayrade.	Puech (Albert).
Domere (Abel).	Scheydt (succ. de Wachter).
Dussol (Léonce).	Torquebiau (Léon).
Fiat et Cie.	Vivarez et Hermann.
	Zhalet et Ribière.

A cette date (1876) les principales maisons produisant des vins de liqueur sont surtout celles de :

David-Coste.	Rieunier et Falip.
Franke (Georges).	Thau (François).
Fondère (J.).	Torquebiau (Auguste).
Martin fils.	Valette (Frédéric).

Les maisons faisant les vermouths et les absinthes sont (en 1876) particulièrement les suivantes :

Almayrac frères.	Raujon frères.
Chavasse (Hippolyte).	Rieunier frères.
Defarge et Bouguès.	Rieunier et Falip.
Déjean et Chauvain.	Torquebiau (Auguste).
Noilly Prat et Cie.	Torquebiau (Léon).
Vivarez fils.	

Il nous paraît équitable de rappeler que *Mèze* fut de tout temps associé au commerce de Cette, soit à l'Intérieur, soit à l'Extérieur. Les principales maisons furent, en 1876:

Allègre fils.	Germain aîné.
Arnaud (Paulin).	Molinier (Emile).
Bénézech frères.	Molinier (Jules).
Bouliech (Antoine).	Thomas (Paul-Emile).
Entérie (Félix).	Tourette et Pascal.

Quelques-unes d'entre-elles, en faisant le commerce des vins, produisaient des eaux-de-vie; d'autres prenaient une part très active à l'exportation particulièrement en Algérie et en Argentine.

Enfin le renversement du courant économique, qui fait de Cette un port importateur de vins, a pour résultat de multiplier les maisons de commerce par la concentration à Cette de nombreux commerçants voulant « faire » les vins d'Espagne. En 1901, après vingt campagnes d'importation frénétique, on trouve:

Alby et Granade.	Bisset (Pierre).
Altazin (Joseph).	Blanc (Pierre).
André (Alfred).	Boggiano aîné.
Arnal (Emile).	Bonaventure-Estève.
Astruc (Albin).	Bouille (Louis).
Aubert (H. et L.).	Bouillon (Augustin).
Aurélio-Marti.	Bourdiol et Galibert.
Baille (Barthélemy).	Bousquet (Alphonsé).
Baille-Cartayrade.	Braconnier et Dielh.
Banel et Thau.	Brouillonnet frères et Cie.
Barrillon, Lafarge et Sézary.	Bühler et Meister.
Bascou (Antonin).	Builes (Victor).
Bénézech (Paul).	Caffarel fils aîné.
Bergeyron (Joseph).	Canto (Jean).
Bergnes (Joseph).	Casasus (Ricardo).
Bisset (Joseph).	Cazalis (G.) et Prats (J.).

Chauvain (Dominique).	Laurens frères.
Conge-Fiat.	Lavabre (J.).
Cornier (Emile).	Leenhardt et Bazille.
Coste (Paul).	Lugan et Roux.
Courtès (Etienne).	Lugan (Joseph).
Cuiller (Marius).	Mallet (François).
Cuilleret et Sauvaire.	Marcenac (Louis).
Defarges (Jules).	Marigo et Cie.
Déjean (A.).	Marti (Bautista).
Desmazes et Euzet.	Merly (Léon).
Dugas (J.).	Michel, Nègre et Cie.
Dugrip (R.).	Moris et Berges.
Dumont (E.).	Noilly Prat et Cie.
Euzet (Joseph).	Olive (François).
Fabre (Emile).	Orus (Jules).
Falgueirettes (J.).	Paloc (Louis).
Falgueirettes et Lauger.	Pascal (Joseph).
Falgueirettes et Moulin.	Pêcheur (Georges et Julien).
Fauquier (X.-F.).	Pioch-Auzuech.
Franke (Jules).	Pi-Suner (Pedro).
Franke (Henri).	Piguet frères.
Galaud et Ducros.	Pochet (Jules).
Galavieille (L.).	Portal (Julien).
Garcia (Salvador).	Puech.
Gasmann (Victor).	Quer (Louis).
Gautier frères.	Rieunier (Charles).
Gibert frères.	Rieunier (Pierre).
Gintrand (Théophile).	Rimbaud (Pierre).
Goudard (E. et S.).	Roche (Alexis).
Granier (Fernand).	Rodrigo (J.).
Gros frères et Vic.	Rossignol et Bonnieu.
Grosbon (Claude et J.-Marie).	Roux (Adrien).
Guérin (Emile).	Roux (Augustin).
Henric (S.).	Roustan (Fr.).
Hérail (J.).	Sabatier-Déjean.
Herber (Adolphe).	Sancho (Thomas).
Hermann (Ernest).	Sanz (André).
Herrero (Ramon).	Sarradon (Emile).
Hubidos, Chauvet et Cie.	Sézary (Charles) et Cie.
Hubidos (J.).	Scheydt et fils.
Isenberg (Emile).	Suchard (Claude).
Klehe (Arthur).	Taillan (Pierre) et Cie.
Koëster et Cie.	Tous (Barthélemy).
Lacave et Carrière.	Voisin (Jean).
Lanet (Louis).	Wiel (Frédéric).
	Wimberg (Oscar).

Ces maisons ont généralement vite évolué et 90 d'entre elles sont disparues en 1919. On ne retrouve alors que les suivantes parmi lesquelles nous indiquons *en italique* celles qui font l'exportation.

Alby (Ernest).	<i>Herber (Adolphe).</i>
André (Alfred).	Hubidos (Pierre).
Bisset (Joseph).	<i>Klehe (Christian).</i>
<i>Bisset (Pierre).</i>	Julien (Jules), succ. de Koëster.
Boggiano fils aîné.	Laurens (les frères L. et M.).
Bühler (Paul et Albert).	Marcenac (Louis).
<i>Cazalis et Prats.</i>	<i>Moris et Berges.</i>
Chauvain (Maurice) et Cie.	<i>Noilly Prat et Cie.</i>
Coste (Gaston).	Olive (François) et Cie.
Courtès (Etienne).	Pascal (Joseph).
<i>Defarge (Jules).</i>	Pêcheur (Georges).
Dejean (Jules et Etienne).	Pioch (Etienne).
Dugrip fils de l'aîné.	Pochet (Jules).
Euzet (Joseph).	Pi, Ferrer-Peset et Viguiet.
Fabre (Emile).	Roche (les frères Jules et Ma-
Falguet (Jules) et Cie.	rius).
Galavielle (Louis).	Roux-Palloe (Adrien).
Gautier (Jules).	Sézary (Adrien) et Cie.
Gintrand (Théophile).	<i>Taillan et Cie (les héritiers de</i>
Granier (François) et Cie.	<i>Pierre).</i>
Guérin fils.	<i>Thau (Joseph).</i>

A cette même époque (1901-19), sont venues s'adjoindre les nouvelles maisons dont les noms suivent :

Amblard (les établissements).	<i>Dubonnet (Société).</i>
<i>Arnal-Salze (succ. de Franke).</i>	Euzet (Barthélemy).
Arvieux et Comolet.	Folletête (C.).
Arroyo-Perez (Pedro).	Galibert (les héritiers de Léon).
Barrillon (Charles).	Gay, Roustan et Sprécher.
Beaufort (Joseph).	Hayat (Joseph).
Bonet (José).	Lafargue (Jos.-François).
Bourdou (Jules).	Lamailloux-Déjean.
Cabanis (Emilio).	Maffre (Jules) et Cie.
Cazalis (Lionel).	Mainguet, Philippon et Cie.
Constant (Vve).	Marmières (Joseph).
Coulon (Pierre).	Meyer (Jean).
Domerc et Estève.	Milhau (Paul).

Parlier et Krüger.	Raynaud (Charles).
Pérarnaud (Th.).	Redo y Rivero.
Philéas et Souquet.	Savignon, Bossard et fils.
Pioch (Louis).	Souchon (César).
Pla (Lino).	<i>Steinmann (Adolphe).</i>
Pons (Hermanos).	Tajan-Larrieu (L.-J.).
Pons (Pierre).	Verquière (Louis).
Prat-Pioch.	Vilars (Ernest).
Prompt (Jacques-Pierre).	Voisin (Urbain).
<i>Warnery (Ch. et G.).</i>	

Enfin, nous jugeons équitable de citer les principales maisons de *la Région* faisant de l'exportation par Cette. Ce sont :

Arnaud et Bessières.....	de Mèze.
Arnaud (Albert)	de Mèze.
Arnaud (Pierre)	de Balaruc-les-Bains.
Baille (Vve Charles).....	de Marseillan.
Boucassert (François)	de Mèze.
Catalan frères	de Montpellier.
Labarthe (Emile)	de Frontignan.
Lacombe (Emile)	de Mèze.

§ 6. — LES « MONTPELLIÉRAINS »

Il serait presque naturel de penser que Cette eût été la fille de Montpellier ; il n'en est rien cependant. Autour de Cette, on n'a jamais désiré sa naissance, et les fées n'ont pas entouré son berceau de leur sourire prometteur : ce qui expliquerait l'origine de cet esprit combattif qu'on reconnaît depuis longtemps à ses habitants.

La ville de Montpellier ne fut même pas satisfaite par l'ouverture du havre de Cette. Elle avait été déçue de ne point obtenir le port de ses rêves sur la plage de Palavas où, plus tard, on put faire déboucher le Lez canalisé. Cependant la capitale administrative du Languedoc perdait toujours de son ancienne importance commerciale, en déclin très marqué depuis la guerre de Cent Ans. Aucune intervention royale n'avait pu enrayer cette décadence : les

représentants du grand commerce semblaient en retraite dans la direction de Marseille par Avignon, Beaucaire, Arles-etc. Aussi, lors de la fondation de la Compagnie des Indes orientales, en 1664, il est répondu aux agents de Colbert que « les habitants de Montpellier ne sont pas habitués à employer leurs fonds à des commerces lointains » ¹. C'était plutôt un prétexte qui trahissait la prudence, car Montpellier avait longtemps rivalisé avec Marseille, étrangère encore à la France capétienne, pour le commerce méditerranéen. Deux ans plus tard, Cette naquit sans autre agrément que celui du Roi. Arrêtant son travail sur le commerce de Montpellier, dont il avait fait sa ville, et parlant de *Cette*, l'historien Germain écrit : « Ce port fut loin de profiter à Montpellier autant qu'on l'espérait : il exerça sur notre ville une force d'attraction qui, à l'instar de celle de Marseille, eut plutôt pour effet d'occasionner un nouveau déplacement du commerce. L'influence attractive a grandi progressivement et aujourd'hui notre prospérité commerciale n'existe plus que dans l'histoire : Marseille et Cette s'en sont partagé les débris » ².

Cette fut trop loin de Montpellier pour en restaurer l'ancienne importance économique. N'était-ce pas une dérision de lui offrir, pour ses entreprises de négoce en train de se perdre une lande aussi isolée, aussi incommode, aussi dépourvue que la plage de Cette au pied de son aride montagne ? C'était bon pour le monde administratif d'admirer, plus ou moins franchement, l'idée du maître, mais le « commerce » ne se laissait pas persuader aussi facilement. Il faut convenir que les commerçants ont assez du souci de leurs affaires pour ne pas s'occuper des détails qui incombent au pouvoir ! Mais cette colonie eut le sort de toutes les colonies qui prospèrent : après les aventuriers qui peuplent et frayent la voie, quand le moment fut propice, vinrent les gens entreprenants, partis on ne sait d'où avec l'idée de gain en tête, ne rechignant pas à la besogne, tra-

¹ Lavissee, Histoire, t. VII, 1^{re} partie, p. 241.

² Germain, Hist. du com. de Montp., t. II, p. 67.

vailleurs énergiques dont les fils et petits-fils furent des commerçants. Et, quand on commença d'avoir un port, Montpellier fut obligé de s'en servir. Son ancien commerce ayant disparu, il s'adonna surtout au nouveau commerce des vins et eaux-de-vie. Ses spéculateurs, qui commencèrent par des acquisitions de terrains et des constructions de bâtiments pour le commerce, entraînèrent les négociants qui, tout d'abord, usèrent du port comme d'un *simple grau*, puis firent de plus en plus des installations commerciales (sortes de factoreries) qu'ils visitaient souvent. Enfin, vers 1685, quand s'ouvrit « Rive-Neuve », et dans le demi-siècle qui suivit, de nombreuses installations furent faites pour le compte des négociants de Montpellier, qui continuèrent d'habiter la grande ville où furent maintenus leurs bureaux, ne venant à Cette que pour leurs affaires d'expéditions. A cela, ils trouvèrent l'avantage de recevoir plus rapidement leurs correspondances, ce qui mit en infériorité leurs concurrents de Cette. Toute la seconde moitié du XVIII^e siècle est remplie des doléances des négociants cettois relativement à la question du transport des dépêches. Ils se plaignent amèrement de ne pas obtenir l'amélioration des courriers qu'ils souhaitent et, sans le dire ouvertement, soupçonnent les Montpelliérains de n'être pas étrangers au maintien du système attaqué, parce qu'il les favorise. Ceux de Montpellier ont, dans l'après-midi, des dépêches que les Cettois ne reçoivent que le lendemain assez tard et, prenant leurs dispositions pour arriver à Cette en cabriolet, ils opèrent leurs achats et leurs ventes, alors que le commerce local n'est pas encore informé. Il y eut une question de « piéton » (facteur rural) entre Gigean et Cette qui dura plusieurs années et une autre longue affaire relative à la « brouette » (courrier en voiture) entre Montpellier et Cette, qui ont occupé la direction centrale des postes et même les ministres *Necker* et *Turgot*, à qui on en appelait¹. Cet état de choses, favorable aux négociants résidant à Montpellier, s'est prolongé pendant la Révolution et

¹ Arch. mun. de Cette, HH 18.

même longtemps après. L'ouverture de la voie ferrée entre les deux villes en a été peut-être la conséquence, car il semble bien qu'on eut plutôt l'idée d'une sorte de tramway que d'un véritable chemin de fer. Montpellier essayait vainement de *régenter* le port, et Cette luttait pour échapper à la tutelle.

Depuis le XVIII^e siècle jusqu'en 1872, ce fut la Chambre de Commerce de Montpellier qui eut dans ses attributions la défense des intérêts économiques de la Région et du Port. Les principaux négociants faisant du commerce à Cette furent membres de cette chambre, ce qui n'était pas pour diminuer l'importance du groupe des Montpelliérains. Toutes les questions à eux soumises ne pouvaient être vues autrement que du *point de vue* qui leur était un peu particulier ; de là leur importance : « Cette est le port de Montpellier, disait au Conseil général le préfet de l'Hérault, en 1845. C'est à Montpellier que sont principalement les capitaux qui alimentent ce mouvement commercial ». Nous avons dit que les Montpelliérains offraient ce caractère d'être souvent, à la fois, propriétaires fonciers et négociants et, si le commerce cettois a pu arrondir leurs fortunes, ils n'en avaient pas moins avec le pays de fortes attaches qui, peut-être, manquaient un peu aux négociants établis à Cette même et venus de tous les points de l'horizon. Nous les supposons d'abord d'une instruction générale plus forte, Montpellier étant une ville d'étude et de très anciennes relations. Ils entretiennent leurs meilleurs rapports avec la Suisse et l'Allemagne, sans doute par suite d'affinités religieuses qui pouvaient les recommander au monde protestant de ces pays. Ils pénétrèrent en Hollande, en Danemark et dans tous les pays baltiques. Ces propriétaires languedociens, qu'on pouvait se représenter comme vendant les produits de leurs propres vignobles (en réalité il n'en était presque jamais ainsi) eurent l'habileté de s'attacher des gens connaissant les langues étrangères et de visiter leur clientèle. A Cette, on voulut les imiter ; de cette façon, des étrangers prirent pied dans le pays et, débutant par des associations profitables, y fondèrent des maisons souvent prospères.

Les Montpelliérains apportaient dans leurs rapports avec l'Etranger, outre la correction de terriens fortement établis et honorablement connus, un esprit de tradition qui s'est maintenu longtemps. Ils semblent avoir évité les aventures, car leurs maisons sont celles qui ont le plus duré: on retrouve souvent les mêmes noms pendant les XVIII^e et XIX^e siècles. Ils ont eu le goût de l'association commerciale et voulu conserver à nos produits leur *bon renom* par le maintien de prix convenablement rémunérateurs. La plupart n'ont fermé leurs maisons que lorsqu'il a été démontré qu'on ne pouvait plus travailler à l'ancienne manière. Il faut remarquer que depuis le jour où Cette a eu sa Chambre de Commerce, il a pu et il peut y avoir ici des négociants habitant Montpellier, mais il n'y a plus de Montpelliérains: la *tutelle* avait disparu et l'égalité était établie.

CONCLUSION

Cette, port du Languedoc, créé de toutes pièces par la volonté royale étayée du génie de Colbert, assura, dès sa naissance et avec succès, la fonction régionale qui lui était dévolue. Porte de sortie des vins et eaux-de-vie de la Province, il sut développer harmonieusement ce commerce qui constitua, dès lors, l'aliment essentiel de son mouvement maritime et atteignit, à la veille de la Révolution, une prospérité qui faisait à juste titre l'orgueil des contemporains.

Les guerres de la Révolution et de l'Empire vinrent briser cet élan, sans atteindre toutefois profondément la vitalité du commerce des vins, puisque de cette époque troublée et difficile date le développement si heureux de la technique des vins d'imitation. Bref, dès 1818, l'exportation des vins reprenait un mouvement normal à destination de tous les anciens marchés du Monde, auxquels vint heureusement s'ajouter, dès 1830, le magnifique débouché algérien.

L'oïdium n'affecta ce mouvement que d'une façon infime et c'est vers 1860 que se fixe la période de prospérité maximum pour l'exportation des vins, au temps du libéralisme économique et du développement intense des chemins de fer et de la navigation.

Le phylloxéra vint ruiner cette situation commerciale ou plus exactement opérer à Cette un véritable *renversement économique*. Cette cessait d'être essentiellement le port exportateur des vins du Languedoc, pour devenir le principal point d'importation des vins étrangers. En fait, depuis ce rude coup et malgré le palliatif d'ailleurs inopé-

rant des entrepôts spéciaux, le Commerce d'exportation passe dès lors au second plan et ne cesse de décroître. En vérité, à la cause initiale qui réside incontestablement dans la terrible crise phylloxérique, il convient d'ajouter les multiples causes connexes : concurrence étrangère, développement de la viticulture dans des pays autrefois exclusivement consommateurs, insuffisance de notre législation, insuffisance de l'armement local, etc.

Malgré les barrières douanières, toujours plus élevées, qu'un protectionnisme vigilant opposait à la production étrangère, l'Importation des vins exotiques est devenue la caractéristique du commerce cettois. Pendant longtemps, Cette fut port espagnol... ; plus tard, l'importation des « algéries » vint redonner à son commerce vinicole une couleur plus française.

Un jour, pendant la guerre de 1914-1918, le second port de la Méditerranée, consacré « port suisse » par les hasards de la tactique sous-marine allemande, mit son espoir dans la question du transit suisse, et cet espoir fut déçu ¹.

Après cette parenthèse, qui sera un moment glorieux dans l'histoire économique de Cette, le Commerce des vins reste encore un des piliers essentiels de son économie. Ce pilier s'est usé incontestablement, et notre étude a donné la mesure de cette usure ; ce pilier s'est usé, il faut le consolider. Sans négliger les espoirs nouveaux, qui naissent d'ailleurs spontanément sur notre terre de soleil et de lumière, il faut que Cette, conscient de son passé et de ses traditions, redonne de la force à ce qui fut jadis sa force exclusive. Nous ne prétendons évidemment pas rétablir l'équilibre rompu par la crise phylloxérique ; les conditions du marché vinicole international sont trop changées,

¹ Ces quelques lignes, volontairement imprécises, ne prétendent nullement régler la question de *Cette port suisse*. Cet important et difficile problème n'entre pas dans notre cadre. Néanmoins, il nous paraît juste et utile de signaler l'activité et l'initiative manifestées dans ce domaine par le Comité de défense économique du port de Cette.

pour autoriser un tel espoir. Mais nous croyons fermement que le Commerce d'exportation des vins, dont la vitalité s'est clairement affirmée à travers tant d'entraves, peut encore revoir de beaux jours et redonner à *Notre Port* ce vieux cachet de jadis qui le mena à la prospérité en consacrant Cette port du Languedoc.

VU.

Le Président de la Thèse,
JULES VALÉRY.

VU.

Montpellier, le 30 novembre 1919.
Le Doyen,
BRÉMOND.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 30 novembre 1919.
Le Recteur,
JULES COULET.

BIBLIOGRAPHIE

MANUSCRITS

- Archives départementales de l'Hérault* (Fonds de l'Intendance).
Archives des Ponts et Chaussées, à Cette (Documents anc.).
Archives municipales de la Ville de Cette (Avant la Révolution).
Délibérations du Conseil Municipal de Cette (Collection des registres des).

COLLECTIONS

- Annuaire de l'Hérault* (Collection de l') de 1818 à nos jours (continué par E. Montane).
Annuaire de Cette, par Thomas puis Arnaud (Collection de l'), de 1862 à 1872.
Association italo-française d'expansion économique (Bulletin de l').
Chambre de Commerce de Cette (Comptes rendus des travaux de la), de 1872 à nos jours.
Chambres de Commerce françaises (Bulletins des différentes), Comptes rendus et rapports.
Office national du Commerce extérieur. Le Com. des vins à l'Etranger et aux Colonies (2 tomes, édition de 1907).
Société centrale d'agriculture de l'Hérault (Collection du Bulletin de la).
Société Languedocienne de Géographie (Bulletin de la) de 1878 à nos jours.

Tableau général du commerce et de la navigation de la France (Collection du).

OUVRAGES DIVERS ¹

- ANONYME. — La question des droits sur les vins étrangers, brochure; Bordeaux, 1888.
- Les vins français et le vinage, par un viticulteur ancien négociant; brochure, Montpellier, 1888.
- ARTAUD (Adrien). — Extension du régime des Entrepôts et de l'admission temporaire; Marseille, 1911.
- La révision douanière; le régime des vins; Marseille, 1909.
- BARTHE (Edouard). — Rapport fait au nom de la Commission des douanes chargée d'examiner le projet et la proposition de loi concernant la réforme du régime des Entrepôts, n° 1805, annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 17 février 1916.
- Rapport supplémentaire fait au nom de la Commission des douanes chargée d'examiner: 1° le projet de loi relatif à la réforme du régime des entrepôts; 2° la proposition de loi de M. E. Barthe et plusieurs de ses collègues relative à la réforme du régime des entrepôts, n° 2572, annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 10 octobre 1916.
- Deuxième rapport supplémentaire, etc (comme ci-dessus) n° 3212, annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 30 mars 1917.
- Débats de mars 1917 sur la question du port franc de Hambourg, de la marine marchande, etc. *J. O.*, 1917, p. 915.

¹ Les études spéciales sur Cette citées dans l'Introduction n'ont pas été reproduites ici. Voir page 10.

BARTHE (Edouard) et plusieurs de ses collègues. — Proposition de loi relative à la réforme du régime des entrepôts de douane.

BERGASSE (Louis). — Notice historique sur la chambre de commerce de Marseille, 1913.

BOURDIOL (Georges). — Le transport des vins en wagons-foudres. Thèse, Montpellier, 1910.

CAMPAGNAC (Charles). — Le port de Cette, son rôle économique, son avenir : thèse, Montpellier, 1911.

CAMUZET. — Rapport sur le régime douanier. *J. O.*, doc. 1908, p. 1860, annexe 1784.

Chambre de commerce de Marseille. — Les zones franches et l'exportation française; documents et arguments réunis par la Chambre; Paris, 1916.

— Enquête sur la revision du tarif douanier, réception de M. Klotz; Marseille, 1908.

Comité de défense du port de Cette (Compte rendu des Travaux du).

COPENHAGUE (La Société anonyme du port franc de), brochure, 1899.

CREUZÉ DE LESSERT (Le baron, préfet). — Statistique de l'Hérault, 1824.

DEGRULLY (Paul). — Essai historique sur la production et le marché des vins en France; thèse, Montpellier, 1910.

DUFÈRE (M.). — Avis présenté au nom de la Commission de l'Agriculture sur : 1° le projet de loi relatif à la réforme du régime des entrepôts n° 2702, annexé au procès-verbal de la séance de la Chambre du 17 janvier 1917.

DUTIL. — Histoire économique du Languedoc au XVIII^e siècle. Paris, Hachette.

GERMAIN (Alexandre). — Histoire du commerce de Montpellier, 2 volumes. Montpellier, 1861.

GERVAIS (Prosper). — L'exportation des vins, brochure de l'Association internationale d'expansion économique; Paris, 1917.

Gouvernement Espagnol. — Ley y reglamenta pera el establecimiento de depositos de vinos, 1894.

HAVY (A.). — Congrès international du commerce des vins, spiritueux et liqueurs. De l'intérêt de l'entente des pays viticulteurs, pour augmenter la consommation du vin, brochure; Paris, 1905.

— Troisième congrès international. La liberté commerciale avec les traités de commerce; Paris, 1907.

HÉRUBEL (A.-Marcel). — L'exportation des vins; brochure de l'Association nationale d'expansion économique; Paris, 1918.

LOURTIES (Victor). — Les relations commerciales de la France et de l'Espagne; thèse, 1910.

MARTIN (Germain). — Essai sur la vente des vins (plus particulièrement des vins de Bourgogne), in *Revue bourguignonne de l'Enseignement supérieur*, tome XIV, n° 2.

MAYET (Charles). — Le vin de France. Paris, paru sans date.

MONÉRY (M.-E.). — Port de Cette, projet de création d'un armement spécialement affecté à son trafic maritime; opuscule, Montpellier, 1909.

MOREL (Jean). — Rapport fait au nom de la Commission des douanes chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à la réforme du régime des entrepôts; Sénat, annexe du procès-verbal de la séance du 16 octobre 1917.

PASTRE (Jules). — Les vins français et la réforme du régime des entrepôts de douane; Montpellier, 1916.

— Un danger national. Entrepôts francs; Montpellier, 1916.

— Rapport sur les zones franches et le port franc de Marseille. Béziers, Narbonne, 15 avril 1917.

PÉRIER DU LARSAN. — Rapport sur les entrepôts spéciaux. *J. O.*, 1900; doc. Chambre, annexe 1400.

PIÉTRI (François-Jourdan). — La question des vins en Italie et l'antagonisme du Nord et du Sud; thèse, Paris, 1906.

- PRIVAT. — Le régime douanier du vin ; thèse, 1904.
- RENDU (Victor). — Ampélographie française, 2^e édit., Paris, 1857.
- RIQUET (Henri). — Rapport fait à la commission nommée par le Congrès national des préparateurs de vermouths, quinquinas et vins de liqueur, tenu à Cette le 12 septembre 1906, sous la présidence de M. Prats ; Cette, 1906.
- SERRE (Louis). — Avis présenté au nom de la Commission du commerce et de l'industrie sur le projet de loi relatif à la réforme du régime des entrepôts ; annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre du 7 juillet 1916.
- Société pour la défense des intérêts de Marseille.* — Un port franc à Marseille ; Rapport, Marseille, 1878.
- SORRE (Maximilien). — Etude critique des sources de l'histoire de la viticulture et du commerce des vins et eaux-de-vie en Bas-Languedoc au XVIII^e siècle ; Montpellier, 1913.
- Syndicat du commerce en gros de Cette.* — Amendement Piou, lettre à M. le ministre du Commerce et de l'Industrie, 20 avril 1899.
- Etude circonstanciée de la proposition de loi de M. Etienne, brochure, Cette, 19...
- TAQUET (Paul). — Les boissons dans le monde entier, Paris, 1889.
- La définition et l'étiquetage des boissons, Paris, 1909.
- VALÉRY (Jules). — Du louage des meubles et spécialement des sacs, *futailles* et autres récipients ou emballages, in *Annales de droit commercial*, 1895.
- Un contrat de commande à la fin du XVIII^e siècle, in *Annales de droit commercial*, 1895.
- VERNINAC (DE). — Rapport sur les entrepôts spéciaux. *J. O.* 1899, Sénat, doc. 47.
- VIVARÈS (Eugène). — La question du vinage des vins et le commerce des vins imités ; brochure, Montpellier 1875.

VIVARÈS (Léopold). — L'exportation des vins; brochure, 1911.

-- Le port de Cette, ses origines, sa situation économique, avant et pendant la guerre, in *Bull. de la Soc. Lang. de Géogr.*, t. XL, p. 146.

MÉTROLOGIE

Pour faciliter l'intelligence de notre travail, nous rappelons ici la valeur de quelques mesures anciennes dont il y est fait usage :

Le *muid* de Cette, consacré par le règlement de 1729, valait 684 l, 45; le muid local de Montpellier, Pézenas, Agde et Cette, 692 l, 41; celui de Béziers 659 l, 86; le muid de Paris valait 268 l, soit environ 36 veltes; celui de Languedoc 651 litres (12 lairans de 48 pots, soit 576 pots valant 700 pintes de Paris à 0 l, 937).

Le *leyran* (ou lairan) était le douzième du muid. Calculé par rapport au muid de Cette, il valait environ 57 litres.

Le *barral* était le dix-huitième du muid. Par rapport au muid de Cette, il équivalait à 38 litres.

La *verge* ou *velte* de Cette était égale à celle de Bordeaux (règlement de 1729); sa valeur équivalait à 7 l, 6. Nonante veltes donnaient le muid.

Le *pot* de Cette valait environ 1 l, 1875; la velte correspondait à 6 pots 2/5.

La *millerole* valait 61 l, 38 à Marseille (L. Bergasse, Notice historique sur la Chambre de Commerce de Marseille); 64 litres, selon une autre source; 66 en basse Provence, selon Mistral.

Le *tonneau anglais* valait 257 gallons de 4 l, 54, soit 1146 litres environ.

Le *quintal* valait 100 livres (poids de table) de 16 onces et correspondait à 41 kg 465.

Pour la contenance des futailles, voir 4^e partie, chap. II, § 3.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

	Pages
§ 1. Cette port du Languedoc méditerranéen.....	7
§ 2. Etudes sur Cette.....	10
§ 3. Les instruments du commerce.....	11
§ 4. Le Port.....	11
§ 5. La Ville.....	18
§ 6. Les Canaux et la navigation intérieure.....	22
§ 7. Les Voies ferrées.....	23
§ 8. Les Routes.....	27

PREMIÈRE PARTIE

DE LA FONDATION DU PORT A LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER. — Cette port exportateur des vins du Languedoc.....	29
§ 1. Le commerce des vins du Midi avant la fondation du port...	29
§ 2. Cette, dès sa création, exporte les vins du Languedoc.....	32
§ 3. Un mot du régime douanier.....	34
§ 4. Les droits de sortie et les registres de la ferme des traites ..	35
§ 5. Le registres des « Deschargements et renversements » de 1699	37
§ 6. Par qui était fait le commerce des vins à Cette.....	39
CHAPITRE II. — Les Débouchés.....	48
§ 1. Les Débouchés voisins.....	48
§ 2. Les Débouchés français, les provinces et Paris.....	50
§ 3. Le Débouché anglais.....	52
§ 4. Les Débouchés du Nord : Hollande, Allemagne, etc.....	53
§ 5. Les Picardans.....	57
§ 6. Question douanière : la modération des droits de sortie.....	60
§ 7. Développement du commerce cettois : Statistique.....	63

	Pages
CHAPITRE III. — Les Fraudes, le règlement de 1729	71
§ 1. Mémoire des Etats contre la Fraude : 1700	71
§ 2. Projet de règlement 1724.	73
§ 3. Inspection des vins et eaux-de-vie à Cette.	74
§ 4. L'arrêt de 1729	75
§ 5. Protestations contre l'arrêt	79
§ 6. Un inspecteur à Béziers 1786.	84
§ 7. Le privilège de Bordeaux.	85
§ 8. Le Rôle de l'inspecteur à Cette	86
§ 9. La jauge des tonneaux à Cette en 1736	87
§ 10. La mauvaise futaille	90
CHAPITRE IV. — Les Eaux-de-vie à Cette	95
§ 1. Le Commerce cettois et les courtiers	95
§ 2. Projet d'entrepôt des eaux-de-vie à Cette 1752-1783.	97
§ 3. Le célèbre marché de Pézenas	99
§ 4. Les eaux-de-vie concurrentes : taffias, eaux-de-vie de cidre, eaux-de-vie catalanes	100
CHAPITRE V. — L'Armement cettois	105
§ 1. Le mouvement du port	105
§ 2. L'armement à Cette	106
§ 3. Projets de 1752	108
§ 4. Tentatives malheureuses	110
§ 5. Essais de relations avec les Etats-Unis d'Amérique	112
§ 6. Coup d'œil rétrospectif	118

SECONDE PARTIE

DE LA RÉVOLUTION AU RENVERSEMENT DU COURANT ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER. — La Révolution et la décroissance du commerce	121
§ 1. La Révolution ruine le commerce extérieur à Cette	121
§ 2. Les plaintes du commerce cettois : les questions de la quaran- taine, de la brouette, l'émigration des maisons de commerce. .	123
§ 3. L'abandon du port et les revendications cettoises	126
§ 4. La question des foires et des marchés	130
§ 5. L'importation des vins	131
§ 6. Les vins d'imitation	132

	Pages
CHAPITRE II. — La reprise du commerce (1815-1843)	136
§ 1. La reprise du Commerce.....	136
§ 2. Les importations de vins exotiques à Cette, leur importance minime.	138
§ 3. Les exportations de vins à Cette.....	139
§ 4. Les vins exportés par Cette.....	141
§ 5. Les prix des vins.....	142
§ 6. Débouchés et questions douanières	147
§ 7. Coup d'œil d'ensemble, plaintes et revendications : les droits de sortie, le fret, le marché.....	159
CHAPITRE III. — Période 1843 à 1860, l'oidium.....	162
§ 1. Le Commerce cettois continue à se développer.....	162
§ 2. L'oidium et l'importation des vins étrangers.....	164
§ 3. Le vinage en franchise, le décret du 17 mars 1852.....	165
§ 4. Après l'oidium.....	167
CHAPITRE IV. — De 1860 au phylloxéra. Apogée du com- merce d'exportation.....	169
§ 1. Les Traités de commerce : le traité franco-anglais de 1860....	169
§ 2. Détail de l'exportation par Cette.....	173
§ 3. Le Débouché algérien.....	177
§ 4. L'importation des vins à Cette, les vins espagnols et la ques- tion du vinage ; la suppression du vinage en franchise en 1865	180
CHAPITRE V. — Eaux-de-vie et trois-six.	188
§ 1. Importance des esprits depuis la Révolution jusqu'à la crise phylloxérique.....	186
§ 2. Encore la concurrence : les alcools du Nord	189
§ 3. Les anciennes fabrications	191
§ 4. Prix des eaux-de-vie et trois-six	194
§ 5. Les exportations d'eau-de-vie et trois-six.....	196

TROISIEME PARTIE

DU RENVERSEMENT DU COURANT ÉCONOMIQUE A NOS JOURS

CHAPITRE PREMIER. — La crise phylloxérique. Le renverse- ment du courant économique à Cette.....	201
§ 1. La décroissance de l'exportation à Cette, ses causes.....	202
§ 2. Etude des débouchés	206

	pages
§ 3. Le renversement du courant entre Cette et l'Algérie.....	211
§ 4. L'importation; le renversement du courant économique à Cette	212
§ 5. Les entrepôts de coupage 1872.....	215
§ 6. Questions douanières : le tarif de 1881, le droit de 2 francs..	219
§ 7. Les vins italiens et le traité de 1881.....	222
§ 8. Les vins portugais, grecs, algériens	226
§ 9. Le mouvement maritime, tarifs de pénétration.....	227
§ 10. Les vins vinés et le vinage.....	229
§ 11. Quelques exemples de fraude.....	234
§ 12. Colorants artificiels et vins fuschinés.....	236
CHAPITRE II. — Le protectionnisme et le commerce des vins à Cette	244
§ 1. Préparation du tarif douanier de 1892 ; la part du commerce cottois dans cette préparation.....	244
§ 2. La décroissance générale des importations.....	248
§ 3. Vins d'Espagne et vins d'Algérie.....	250
§ 4. Accroissement du mouvement des entrepôts de douane.....	252
§ 5. Décroissance de l'exportation	253
§ 6. Les entrepôts spéciaux à Cette.....	257
CHAPITRE III. — La période contemporaine.. .	273
§ 1. Préparation du tarif douanier de 1899.....	273
§ 2. La question du change espagnol.....	274
§ 3. Les importations de vins exotiques continuent à décroître...	276
§ 4. Vins italiens, vins grecs	278
§ 5. Importance croissante des vins d'Algérie.....	279
§ 6. La question des manipulations en entrepôt et la marque indélébile.....	283
§ 7. Mistelles et vins de liqueur.....	288
§ 8. L'exportation.....	301
§ 9. Cette et la Zone franche.....	304

QUATRIÈME PARTIE

QUESTIONS CONNEXES

CHAPITRE PREMIER. — Les vins de liqueur et les imitations.	315
§ 1. Les origines probables	315
§ 2. Progrès dans la préparation des vins de liqueur.....	318
§ 3. Nécessité de l'imitation.....	320
§ 4. Les préjugés des viticulteurs	322
§ 5. Les façons régionales françaises.....	324
§ 6. Les vins pharmaceutiques.....	326

	Pages
CHAPITRE II. — La Tonnellerie cettoise.....	327
§ 1. Les origines.....	327
§ 2. Concentration de la tonnellerie à Cette.....	329
§ 3. Les anciennes fabrications.....	330
§ 4. Les fabrications étrangères.....	332
§ 5. Commerçants et tonneliers.....	333
§ 6. La bonne tonnellerie.....	334
§ 7. Les ateliers de 1840 à 1870.....	336
§ 8. Les ateliers de la période de transformation.....	337
§ 9. La question des prix.....	338
§ 10. Les bois merrains.....	341
§ 11. Les commerçants en merrains.....	343
§ 12. Location des transports.....	345
§ 13. Les maisons de location.....	348
§ 14. Wagons-réservoirs et wagons-foudres.....	350
CHAPITRE III. — L'Armement cettois.....	353
§ 1. L'influence de l'armement local.....	353
§ 2. Armateurs et capitaines cettois.....	354
§ 3. Les armateurs vers le milieu du xix ^e siècle.....	355
§ 4. La voile et la vapeur en 1860.....	357
§ 5. Etat de l'armement dans le dernier quart du xix ^e siècle.....	359
§ 6. Les « merlussiers ».....	361
§ 7. Vins et salaisons.....	362
CHAPITRE IV. — Les Banques.....	364
§ 1. Règlement des ventes d'exportation.....	364
§ 2. La réforme bancaire nécessaire.....	367
§ 3. Les anciens créiteurs du commerce local.....	368
§ 4. Les grands établissements financiers, leur insuffisance.....	369
§ 5. Une opinion à retenir.....	372
CHAPITRE V. — Les Maisons de commerce.....	375
§ 1. Les plus anciennes maisons d'exportation connues (1699 à 1815).....	375
§ 2. Les maisons d'exportation dans la première moitié du xix ^e siècle.....	377
§ 3. Les maisons d'importation entre deux crises : oïdium et phylloxéra.....	382
§ 4. Les maisons d'exportation depuis le renversement du courant économique. Les maisons actuelles.....	387
§ 5. Les « Montpelliérains ».....	393
CONCLUSION.....	398

TABLEAUX

	Pages
1. — Exportation de Cette au XVIII ^e siècle (1740-1770)....	67
2. — Prix pour les vins de l'Hérault (1824-1827).....	144
3. — Mouvement du commerce des vins à Cette (1857-1914)	203
4. — Etat de l'exportation à Cette (1912-1913).....	303
5. — Commerce des vins à Cette exprimé en valeur (1857-1914).....	365
